

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/204578]

**14 JUILLET 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux systèmes de qualité européens et aux mentions de qualité facultatives régionales**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Règlement (CE) n° 882/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif aux contrôles officiels effectués pour s'assurer de la conformité avec la législation sur les aliments pour animaux et les denrées alimentaires et avec les dispositions relatives à la santé animale et au bien-être des animaux;

Vu le Règlement (CE) n° 110/2008 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2008 concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des boissons spiritueuses et abrogeant le Règlement (CEE) n° 1576/89 du Conseil;

Vu le Règlement (CE) n° 607/2009 de la Commission du 14 juillet 2009 fixant certaines modalités d'application du Règlement (CE) n° 479/2008 du Conseil en ce qui concerne les appellations d'origine protégées et les indications géographiques protégées, les mentions traditionnelles, l'étiquetage et la présentation de certains produits du secteur vitivinicole;

Vu le Règlement (UE) n° 1151/2012 du Parlement et du Conseil du 21 novembre 2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires;

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 716/2013 de la Commission du 25 juillet 2013 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 110/2008 du Parlement européen et du Conseil concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des boissons spiritueuses;

Vu le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

Vu le Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil, les articles 92 à 116;

Vu le Règlement (UE) n° 251/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 concernant la définition, la description, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés et abrogeant le Règlement (CEE) n° 1601/91 du Conseil;

Vu le Règlement délégué (UE) n° 664/2014 de la Commission du 18 décembre 2013 complétant le Règlement (UE) n° 1151/2012 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'établissement des symboles de l'Union pour les appellations d'origine protégées, les indications géographiques protégées et les spécialités traditionnelles garanties et en ce qui concerne certaines règles relatives à la provenance, certaines règles procédurales et certaines règles transitoires supplémentaires;

Vu le Règlement d'exécution (UE) n° 668/2014 de la Commission du 13 juin 2014 portant modalités d'application du Règlement (UE) n° 1151/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.17, D.172, D.173, D.174, D.175, D.176 et D.426, § 2, 2°;

Vu le décret du 7 septembre 1989 concernant l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne ainsi que la mise en application en Région wallonne des Règlements (C.E.E.) n° 2081/92 et n° 2082/92, les articles 14*bis*, 14*ter*, 14*quater* et 14*quinquies* insérés par le décret du 19 décembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 septembre 2003 portant application du décret du 7 septembre 1989 concernant l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne ainsi que la mise en application en Région wallonne des Règlements (CEE) n° 2081/92 et n° 2082/92;

Vu l'arrêté ministériel du 27 mai 2004 portant agrément des "Côtes de Sambre et Meuse" comme vin de qualité d'appellation d'origine contrôlée V.Q.P.R.D.;

Vu l'arrêté ministériel du 27 mai 2004 portant agrément des "Vins de table avec indication géographique" comme "Vin de pays des Jardins de Wallonie";

Vu l'arrêté ministériel du 5 mars 2008 portant agrément et fixant le cahier des charges du "Vin mousseux de qualité de Wallonie" et du "Crémant de Wallonie" comme vins mousseux de qualité d'appellation d'origine contrôlée (v.m.q.p.r.d.);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 agréant l'organisme certificateur des vins wallons et fixant l'appellation et les conditions d'agrément du "Vin mousseux de qualité de Wallonie" et du "Crémant de Wallonie" comme vins mousseux de qualité d'appellation d'origine contrôlée (v.m.q.p.r.d.);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 instaurant le système régional de qualité différenciée pour les produits agricoles et les denrées alimentaires;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 février 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 février 2016;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 18 février 2016;

Vu le rapport du 18 février 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 59.501/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 juin 2016, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information;

Considérant le Règlement (CE) n° 1169/2011 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires, modifiant les Règlements (CE) n° 1924/2006 et (CE) n° 1925/2006 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 87/250/CEE de la Commission, la Directive 90/496/CEE du Conseil, la Directive 1999/10/CE de la Commission, la Directive 2000/13/CE du Parlement européen et du Conseil, les Directives 2002/67/CE et 2008/5/CE de la Commission et le Règlement (CE) n° 608/2004 de la Commission;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

### TITRE 1<sup>er</sup>. — *Champ d'application et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté définit :

1° les modalités d'application des systèmes de qualité spécifiques mis en place par l'Union européenne et qui portent sur :

- a) les appellations d'origine protégées et les indications géographiques protégées pour les produits agricoles, les denrées alimentaires et les produits viticoles;
  - b) les indications géographiques pour les produits viticoles aromatisés et les boissons spiritueuses;
  - c) les spécialités traditionnelles garanties pour les produits agricoles et les denrées alimentaires;
  - d) les mentions de qualité facultative pour les produits agricoles et les denrées alimentaires;
  - e) les mentions traditionnelles pour les produits viticoles;
- 2° les règles menant à la réservation de mentions de qualité facultatives régionales.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'accréditation : l'attestation par une tierce partie, de la compétence, de l'indépendance et de l'impartialité d'un organisme qui évalue la conformité des produits selon la norme ISO/CEI 17065 ou l'attestation par une tierce partie de la compétence des laboratoires d'étalonnages et d'essais selon la norme ISO/CEI/17025;

2° l'appellation d'origine : la dénomination qui identifie un produit originaire de Wallonie, d'une partie de son territoire ou d'un lieu déterminé sur son territoire et qui :

a) pour un produit agricole ou une denrée alimentaire : répond aux critères énoncés à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 1151/2012;

b) pour un produit viticole :

i) répond aux critères énoncés à l'article 93, § 1<sup>er</sup>, a), du Règlement (UE) n° 1308/2013;

ii) répond aux critères énoncés à l'article 6 du Règlement (UE) n° 607/2009;

3° les boissons spiritueuses : les boissons alcooliques visées à l'article 2 du Règlement (CE) n° 110/2008;

4° le cahier des charges :

a) pour une demande d'enregistrement d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique pour un produit agricole ou une denrée alimentaire : le cahier des charges visé à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 1151/2012 du 21 novembre 2012;

b) pour une demande d'enregistrement d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique pour un produit viticole : le cahier des charges visé à l'article 94, § 2, du Règlement (UE) n° 1308/2013 du 17 décembre 2013;

c) pour une demande d'enregistrement d'une indication géographique pour un produit viticole aromatisé : le cahier des charges visé à l'article 10, § 2, du Règlement (UE) n° 251/2014 du 26 février 2014;

d) pour une demande d'enregistrement d'une spécialité traditionnelle garantie : le cahier des charges visé à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 1151/2012 du 21 novembre 2012, rédigé selon le canevas figurant à l'annexe II du Règlement (UE) n° 668/2014 du 13 juin 2014;

5° le cahier technique des charges : le document, rédigé selon les prescriptions du service, reprenant l'ensemble des contraintes techniques menant à un produit présentant des caractéristiques physico-chimiques et organoleptiques précises, mesurables et contrôlables;

6° le Code : le Code wallon de l'Agriculture;

7° la Commission : la Commission européenne;

8° la demande : la demande d'enregistrement, de modification ou d'annulation d'une appellation d'origine, d'une indication géographique, d'une spécialité traditionnelle garantie, d'une mention traditionnelle, d'une mention d'exploitation ou la demande de réservation, de modification ou d'annulation d'une mention de qualité facultative;

9° le demandeur : la personne physique ou morale ou le groupement de personnes physiques ou de personnes morales ayant un intérêt à ce qu'une dénomination soit enregistrée;

10° la dénomination générique : la dénomination qui, bien qu'identifiant un produit initialement originaire de Wallonie, d'une partie de son territoire ou d'un lieu déterminé de son territoire, est devenue pour le consommateur belge la dénomination commune d'un produit qui ne présente plus de lien étroit avec sa zone d'origine;

11° le document unique :

a) pour une demande d'enregistrement d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique pour un produit agricole ou une denrée alimentaire : le document unique visé à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, c), du Règlement (UE) n° 1151/2012 du 21 novembre 2012, rédigé conformément à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, et à l'annexe I du Règlement (UE) n° 668/2014 du 13 juin 2014;

b) pour une demande d'enregistrement d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique pour un produit viticole : le document unique visé à l'article 94, § 1<sup>er</sup>, d), du Règlement (UE) n° 1308/2013 du 17 décembre 2013;

c) pour une demande d'enregistrement d'une indication géographique pour un produit viticole aromatisé : le document unique visé à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, d), du Règlement (UE) n° 251/2014 du 26 février 2014;

12° l'enregistrement :

a) pour une appellation d'origine ou une indication géographique ou une spécialité traditionnelle garantie pour un produit agricole ou une denrée alimentaire : l'enregistrement visé à l'article 52, § 2, 3 et 4, du Règlement (UE) n° 1151/2012 du 21 novembre 2012;

b) pour une appellation d'origine ou une indication géographique pour un produit viticole : la protection visée à l'article 99 du Règlement (UE) n° 1308/2013 du 17 décembre 2013 et à l'article 17 du Règlement (CE) n° 607/2009 du 14 juillet 2009;

c) pour une indication géographique pour un produit viticole aromatisé : la protection visée à l'article 16 du Règlement (UE) n° 251/2014 du 26 février 2014;

d) pour une indication géographique pour une boisson spiritueuse : l'enregistrement visé à l'article 17, § 8, du Règlement (CE) n° 110/2008 du 15 janvier 2008;

13° la fiche technique : la fiche technique visée à l'article 17, § 4, du Règlement (CE) n° 110/2008 du 15 janvier 2008, révisée conformément à l'annexe II du Règlement (UE) n° 716/2013 du 25 juillet 2013;

14° l'indication géographique : la dénomination qui identifie un produit originaire de Wallonie, d'une partie de son territoire ou d'un lieu déterminé sur son territoire et qui :

a) pour un produit agricole ou une denrée alimentaire : répond aux critères énoncés à l'article 5, § 2, du Règlement (UE) n° 1151/2012 du 21 novembre 2012;

b) pour un produit viticole : répond aux critères énoncés à l'article 93, § 1<sup>er</sup>, b), du Règlement (UE) n° 1308/2013 du 17 décembre 2013;

c) pour un produit vinicole aromatisé : répond aux critères énoncés à l'article 2, 3, du Règlement (UE) n° 251/2014 du 26 février 2014 ou;

d) pour une boisson spiritueuse : répond aux critères énoncés à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (CE) n° 110/2008 du 15 janvier 2008;

15° la norme ISO/CEI 17025 : la norme internationale ISO/CEI 17025 qui fixe les exigences générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnages et d'essais;

16° la norme ISO/CEI 17065 : la norme internationale ISO/CEI 17065 qui fixe les exigences portant sur les compétences, la cohérence des activités et l'impartialité des organismes certificateurs de produits;

17° le lien :

a) pour une appellation d'origine : le lien essentiel ou exclusif entre la qualité spécifique ou les caractéristiques particulières du produit et les particularités du milieu géographique dont il est issu, comprenant les facteurs naturels et humains;

b) pour une indication géographique : le lien essentiel entre une qualité spécifique, la réputation ou une autre caractéristique particulière du produit et le milieu géographique dont il est issu;

18° la mention de qualité facultative : la mention de qualité facultative s'appliquant à des produits agricoles ou des denrées alimentaires qui :

a) pour une mention de qualité correspondant répond aux critères énoncés à l'article 29, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 1151/2012 du 21 novembre 2012;

b) pour une mention de qualité facultative relevant de la réglementation régionale en application de l'article D.174 du Code, répond aux critères suivants :

i) la mention a trait à une caractéristique d'une ou plusieurs catégories de produits, ou à une propriété de production ou de transformation;

ii) l'utilisation de la mention apporte une valeur ajoutée au produit par rapport aux produits comparables;

iii) la mention a une portée à l'échelle du territoire de la Région wallonne ou du territoire national;

19° la mention d'exploitation : la mention portant sur un produit viticole qui fait référence, autrement que par l'indication du nom du producteur, de l'embouteilleur ou du vendeur, à une exploitation vitivinicole sise sur le territoire de la Région wallonne et qui répond aux conditions énoncées à l'article 57, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (CE) n° 607/2009 du 14 juillet 2009;

20° la mention traditionnelle : la mention traditionnelle qui porte sur un produit viticole originaire du territoire de la Région wallonne et qui répond à la définition visée à l'article 112, b), du Règlement (UE) n° 1308/2013 du 17 décembre 2013;

21° le Ministre : le Ministre de l'Agriculture;

22° les produits agricoles ou les denrées alimentaires : les produits agricoles ou les denrées alimentaires visés à l'article 2 du Règlement (UE) n° 1151/2012 du 21 novembre 2012;

23° les produits viticoles : les produits visés à l'annexe VII, partie II, points 1, 3 à 6, 8, 9, 11, 15 et 16, du Règlement (UE) n° 1308/2013 du 17 décembre 2013;

24° les produits viticoles aromatisés : les produits visés à l'article 3 du Règlement (UE) n° 251/2014 du 26 février 2014;

25° le Règlement (CE) n° 882/2004 du 29 avril 2004 : le Règlement (CE) n° 882/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relatif aux contrôles officiels effectués pour s'assurer de la conformité avec la législation sur les aliments pour animaux et les denrées alimentaires et avec les dispositions relatives à la santé animale et au bien-être des animaux;

26° le Règlement (CE) n° 110/2008 du 15 janvier 2008 : le Règlement (CE) n° 110/2008 du Parlement européen et du Conseil du 15 janvier 2008 concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des boissons spiritueuses et abrogeant le Règlement (CEE) n° 1576/89 du Conseil;

27° le Règlement (CE) n° 607/2009 du 14 juillet 2009 : le Règlement (CE) n° 607/2009 de la Commission du 14 juillet 2009 fixant certaines modalités d'application du Règlement (CE) n° 479/2008 du Conseil en ce qui concerne les appellations d'origine protégées et les indications géographiques protégées, les mentions traditionnelles, l'étiquetage et la présentation de certains produits du secteur vitivinicole;

28° le Règlement (UE) n° 1151/2012 du 21 novembre 2012 : le Règlement (UE) n° 1151/2012 du Parlement et du Conseil du 21 novembre 2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires;

29° le Règlement (UE) n° 716/2013 du 25 juillet 2013 : le Règlement d'exécution (UE) n° 716/2013 de la Commission du 25 juillet 2013 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 110/2008 du Parlement européen et du Conseil concernant la définition, la désignation, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des boissons spiritueuses;

30° le Règlement (UE) n° 1306/2013 du 17 décembre 2013 : le Règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les Règlements (CEE) n° 352/78, (CE) n° 165/94, (CE) n° 2799/98, (CE) n° 814/2000, (CE) n° 1200/2005 et n° 485/2008 du Conseil;

31° le Règlement (UE) n° 1308/2013 du 17 décembre 2013 : le Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil;

32° le Règlement (UE) n° 251/2014 du 26 février 2014 : le Règlement (UE) n° 251/2014 du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 concernant la définition, la description, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés et abrogeant le Règlement (CEE) n° 1601/91 du Conseil;

33° le Règlement (UE) n° 664/2014 du 13 décembre 2013 : le Règlement délégué (UE) n° 664/2014 de la Commission du 13 décembre 2013 complétant le Règlement (UE) n° 1151/2012 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'établissement des symboles de l'Union pour les appellations d'origine protégées, les indications géographiques protégées et les spécialités traditionnelles garanties et en ce qui concerne certaines règles relatives à la provenance, certaines règles procédurales et certaines règles transitoires supplémentaires;

34° le Règlement (UE) n° 668/2014 du 13 juin 2014 : le Règlement d'exécution (UE) n° 668/2014 de la Commission du 13 juin 2014 portant modalités d'application du Règlement (UE) n° 1151/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires;

35° le service : la Direction de la Qualité du Département du Développement de l'Administration désignée, en vertu de l'article D.172., § 7, du Code, comme autorité compétente chargée de la mise en application des systèmes de qualité européens;

36° la spécialité traditionnelle garantie : la dénomination décrivant un produit agricole ou une denrée alimentaire qui répond aux critères énoncés à l'article 18, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du Règlement (UE) n° 1151/2012 du 21 novembre 2012;

37° le viticulteur : la personne physique ou la personne morale ou le groupement de personnes physiques ou de personnes morales qui exerce des activités ayant pour but la production de vin, englobant le cas échéant la culture de la vigne.

## TITRE 2. — *Appellations d'origine protégées, indications géographiques protégées, spécialités traditionnelles garanties*

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Instruction régionale de la demande d'enregistrement*

#### Section 1<sup>re</sup>. — Demandeur

**Art. 3.** Pour la présente section, l'on entend par « groupement », toute association principalement composée de producteurs ou de transformateurs concernés par le même produit, quelle que soit sa forme juridique.

**Art. 4.** La demande d'enregistrement d'une dénomination au titre d'appellation d'origine ou d'indication géographique pour un produit agricole ou une denrée alimentaire est portée par un groupement travaillant avec le produit dont la dénomination est proposée à l'enregistrement ou une personne physique ou morale unique lorsqu'elle est assimilable à un groupement en vertu de l'article 49, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du Règlement (UE) n° 1151/2012.

**Art. 5.** La demande d'enregistrement d'une dénomination au titre d'appellation d'origine ou d'indication géographique pour un produit vinicole ou la demande d'enregistrement d'une dénomination au titre d'indication géographique pour un produit vinicole aromatisé ou pour une boisson spiritueuse est portée par un groupement de producteurs ou, moyennant justification, exceptionnellement, un producteur isolé. D'autres parties intéressées peuvent s'associer à la demande. Les producteurs introduisent une demande pour les produits qu'ils fabriquent. Pour les produits vinicoles, un producteur isolé est demandeur uniquement en application de l'article 2 du Règlement (CE) n° 607/2009.

**Art. 6.** La demande d'enregistrement d'une dénomination au titre de spécialité traditionnelle garantie est portée par un groupement répondant aux critères énoncés à l'article 4. Toutefois, seul un groupement composé d'opérateurs dont le siège d'exploitation est établi sur le territoire de la Région wallonne peut introduire une demande d'enregistrement.

#### Section 2. — Contenu de la demande

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. La demande contient les justifications utiles permettant de vérifier que la dénomination pour laquelle un enregistrement est demandé répond à toutes les exigences requises.

§ 2. Pour une demande d'enregistrement d'une dénomination en qualité d'appellation d'origine ou d'indication géographique se rapportant à un produit agricole, une denrée alimentaire ou un produit vinicole ou pour une demande d'enregistrement d'une dénomination en qualité d'indication géographique se rapportant à un produit vinicole aromatisé, le dossier de demande contient au minimum :

- 1° la dénomination du produit;
- 2° le nom et l'adresse du demandeur;
- 3° le cahier des charges;
- 4° le document unique.

§ 3. Pour une demande d'enregistrement d'une dénomination en qualité d'indication géographique se rapportant à une boisson spiritueuse, le dossier de demande contient au minimum :

- 1° la dénomination du produit;
- 2° le nom et l'adresse du demandeur;
- 3° la fiche technique;
- 4° un résumé des spécifications principales de la fiche technique.

§ 4. Pour une demande d'enregistrement d'une dénomination se rapportant à une spécialité traditionnelle garantie, le dossier de demande contient au minimum :

- 1° la dénomination à enregistrer;
- 2° le nom et l'adresse du demandeur;
- 3° le cahier des charges.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le cahier des charges ou la fiche technique permettent aux parties intéressées de vérifier le respect des conditions de production associées à l'appellation d'origine, l'indication géographique ou la spécialité traditionnelle garantie.

§ 2. Sans préjudice des définitions figurant à l'article 2, 4<sup>o</sup>, a), b) et c), le cahier des charges relatif à une appellation d'origine ou une indication géographique protégée est rédigé sur base d'un canevas établi par le service qui est mis en ligne sur le site internet "Portail de l'Agriculture wallonne". Le cahier des charges répond aux exigences suivantes :

1° les éléments du cahier des charges qui corroborent le lien expliquent dans quelle mesure les caractéristiques de la zone géographique délimitée influent sur le produit final;



2° pour une appellation d'origine, l'élément "lien" figurant dans le cahier des charges contient :

a) des informations détaillées contribuant au lien sur la zone géographique, en ce compris les facteurs naturels et humains;

b) des informations détaillées sur la qualité ou les caractéristiques du produit découlant essentiellement ou exclusivement du milieu géographique;

c) une description de l'interaction causale entre les éléments visés aux a) et b);

3° pour une indication géographique, l'élément « lien » figurant dans le cahier des charges précise si l'indication se fonde sur une qualité ou une réputation spécifique ou sur d'autres caractéristiques liées à l'origine géographique. En outre, ledit élément contient :

a) des informations détaillées sur la zone géographique contribuant au lien;

b) des informations détaillées sur la qualité, la réputation ou d'autres caractéristiques spécifiques du produit découlant de son origine géographique;

c) une description de l'interaction causale entre les éléments visés aux a) et b);

4° l'aire géographique est définie de manière précise et univoque dans le cahier des charges, en se référant dans la mesure du possible aux frontières physiques, en ce compris les éléments orohydrographiques et le réseau routier ou aux frontières administratives, en ce compris les limites régionales, provinciales, communales avant ou après fusion des communes;

5° l'élément "preuve de l'origine" figurant dans le cahier des charges reprend les procédures que les opérateurs mettent en place pour assurer la traçabilité de l'origine des matières premières, des aliments pour animaux et d'autres éléments qui, selon le cahier des charges, proviennent de l'aire géographique délimitée.

6° le cahier des charges d'un produit d'origine animale dont la dénomination est enregistrée en tant qu'appellation d'origine contient des règles détaillées relatives à l'origine et à la qualité des aliments pour animaux;

7° toute restriction de nature géographique portant sur une étape de la production susceptible d'entraver la libre circulation des marchandises ou des services est dûment justifiée au regard du maintien de la qualité du produit ou de la garantie de l'origine ou de la faisabilité du contrôle;

8° la notion de "produit comparable" visée à l'article 13, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, a), du Règlement (UE) n° 1151/2012, est définie pour éviter toute confusion quant à la portée de la protection demandée;

9° le cahier des charges comprend en annexe :

a) un cahier technique des charges rédigé selon un canevas arrêté par le service mis en ligne sur le site internet "Portail de l'Agriculture wallonne" et qui comprend :

i) tous les éléments à soumettre au contrôle de l'organisme certificateur y compris une description précise des règles de commercialisation et d'étiquetage des produits établies selon les prescriptions fixées par le Ministre;

ii) en annexe, le plan minimum de contrôle correspondant, rédigé selon un canevas arrêté par le service;

b) une ou plusieurs cartes de la zone géographique délimitée;

c) une bibliographie reprenant les références étayant le lien ou tout autre élément du cahier des charges;

d) une copie des documents étayant la notoriété ancienne et actuelle de la dénomination;

e) tout élément étayant l'intérêt légitime, au regard des articles 3 à 5, du demandeur dans sa démarche et, le cas échéant, une copie des statuts du groupement demandeur.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, dans le cas de demandes couvrant différentes catégories de produits de la vigne, les éléments corroborant le lien sont démontrés pour chacun des produits de la vigne concernés.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, les opérateurs sont en mesure d'identifier :

1° le fournisseur, la quantité et l'origine des lots de matières premières ou de produits reçus;

2° le destinataire, la quantité et la destination des produits fournis;

3° la corrélation entre chaque lot "entrant" et chaque lot "sortant".

Pour l'application du paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, l'on entend par "produits comparables", l'ensemble des produits de même nature susceptibles d'être couverts par la protection.

§ 3. Sans préjudice de la définition figurant à l'article 2, 4°, d), le cahier des charges relatif à une spécialité traditionnelle garantie répond aux exigences suivantes :

1° la description du produit contient uniquement les caractéristiques nécessaires à l'identification de celui-ci et de ses caractéristiques spécifiques. Elle ne reprend pas d'obligations à caractère général ni, de caractéristiques techniques inhérentes aux produits de ce type ou d'exigences légales obligatoires y afférentes;

2° la description de la méthode de production porte uniquement sur la méthode de production en usage. Les pratiques anciennes sont mentionnées uniquement si elles sont toujours mises en œuvre. Seule la méthode nécessaire à l'obtention de ce produit spécifique est décrite, et de manière à permettre la reproduction de ce dernier en tout lieu;

3° les éléments essentiels qui permettent d'établir le caractère traditionnel du produit incluent les principaux éléments demeurés inchangés au cours du temps, attestés par des références précises et bien établies;

4° le cahier des charges comprend en annexe :

a) un cahier technique des charges rédigé selon un canevas arrêté par le service mis en ligne sur le site internet "Portail de l'Agriculture wallonne" et qui comprend :

i) tous les éléments à soumettre au contrôle de l'organisme certificateur y compris une description précise des règles de commercialisation et d'étiquetage des produits établies selon les prescriptions fixées par le Ministre;

ii) en annexe, le plan minimum de contrôle correspondant, rédigé selon un canevas arrêté par le service;

b) une bibliographie reprenant les références étayant le caractère traditionnel ou tout autre élément du cahier des charges;

c) une copie des documents étayant la notoriété ancienne et actuelle de la dénomination;

d) tout élément étayant l'intérêt légitime du demandeur dans sa démarche et, le cas échéant, une copie des statuts du groupement demandeur.

§ 4. Sans préjudice de la définition figurant à l'article 2, 13°, la fiche technique relative à une boisson spiritueuse répond mutatis mutandis aux exigences reprises au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, 3° à 5°, 7° et 8°.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Le document unique décrit le produit en utilisant les définitions et les normes communément employées pour ce produit. La description se concentre sur la spécificité du produit portant la dénomination à enregistrer, en utilisant des unités de mesure et des éléments de comparaison communément utilisés ou techniques, sans inclure les caractéristiques techniques inhérentes aux produits de ce type ni les exigences légales obligatoires y afférentes.

§ 2. Sans préjudice des définitions figurant à l'article 2, 11<sup>o</sup>, le document unique comprend :

1<sup>o</sup> pour la description de la zone géographique, une description littéraire ainsi qu'une carte précise de la zone concernée;

2<sup>o</sup> dans la description du lien, le cas échéant :

a) une description du lien naturel, comprenant l'énoncé des spécificités de la zone géographique, des spécificités du produit et l'explication du lien causal entre les deux;

b) un exposé sur l'histoire et la réputation de la dénomination, comprenant l'énoncé de la notoriété ancienne et de la notoriété actuelle de la dénomination.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Pour les appellations d'origine ou les indications géographiques, la dénomination à protéger est proposée à l'enregistrement uniquement dans la ou les langues utilisées aux fins de la désignation du produit dans la zone géographique délimitée. Le français, l'allemand et le néerlandais sont les trois langues à considérer ainsi que les dialectes usités dans les trois Régions belges. Les orthographes originales de la dénomination sont respectées.

§ 2. Pour les spécialités traditionnelles garanties, la dénomination à protéger est proposée à l'enregistrement dans les langues utilisées aux fins de la désignation du produit sur le territoire de l'Union européenne.

### Section 3. — Introduction et instruction de la demande

**Art. 11.** La demande est introduite auprès du service qui en accuse réception.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Le service s'assure, dans un délai de quinze jours suivant la réception de la demande, de la légitimité du demandeur au regard des articles 4, 5 ou 6 selon le cas et de la complétion de la demande au regard des articles 7 à 10.

§ 2. Le service peut requérir des compléments d'information au demandeur. Dans ce cas, le délai prévu au paragraphe 1<sup>er</sup> est prolongé de quinze jours à partir du jour de la réception de la réponse formulée par le demandeur.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque la demande est jugée recevable au sens de l'article 12, § 1<sup>er</sup>, et au plus tard au terme du délai visé à l'article 12, § 2, le Ministre demande la publication au *Moniteur belge* d'un avis de mise en consultation du dossier.

§ 2. L'avis contient au minimum :

1<sup>o</sup> l'appellation d'origine ou l'indication géographique dont l'enregistrement est envisagé;

2<sup>o</sup> l'identité du demandeur et ses coordonnées;

3<sup>o</sup> le type de produit :

a) pour un produit agricole ou une denrée alimentaire, selon la classification reprise à l'annexe XI du Règlement (UE) n<sup>o</sup> 668/2014;

b) pour un produit vinicole, selon la nomenclature reprise à l'annexe VII, partie II, points 1, 3 à 6, 8, 9, 11, 15 et 16, du Règlement (UE) n<sup>o</sup> 1308/2013;

c) pour un produit vinicole aromatisé, selon la classification visée à l'article 3 du Règlement (UE) n<sup>o</sup> 251/2014;

d) pour une boisson spiritueuse, selon la catégorisation visée à l'annexe II du Règlement (CE) n<sup>o</sup> 110/2008;

4<sup>o</sup> l'aire géographique délimitée.

§ 3. L'avis invite toute personne physique ou personne morale intéressée et résidant ou établie en Belgique à prendre connaissance du dossier de demande auprès du service, sans déplacement du dossier, et à faire part de ses remarques et objections ou de son opposition au service dans un délai de soixante jours à compter du lendemain de la publication de l'avis au *Moniteur belge*.

§ 4. Le service informe par voie électronique le Ministre et tout tiers potentiellement intéressé dont il a connaissance de la publication de l'avis visé au paragraphe 1<sup>er</sup>.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Le service accuse réception des remarques, objections et oppositions introduites.

Les remarques, objections et oppositions réceptionnées en dehors du délai visé à l'article 13, § 3, sont jugées irrecevables. Le directeur du service évalue la recevabilité des oppositions dans un délai de quinze jours suivant le terme du délai prévu à l'article 13, § 3.

§ 2. Une opposition est recevable si elle contient des éléments qui tendraient à démontrer que :

1<sup>o</sup> la dénomination dont l'enregistrement est demandé est générique ou;

2<sup>o</sup> pour une demande concernant un produit agricole ou une denrée alimentaire :

a) les conditions visées à l'article 5 ou à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n<sup>o</sup> 1151/2012 ne seraient pas remplies ou;

b) l'enregistrement de la dénomination proposée est contraire à l'article 6, § 2, 3 ou 4, du Règlement (UE) n<sup>o</sup> 1151/2012 ou;

c) l'enregistrement de la dénomination proposée porte préjudice à l'existence d'une dénomination totalement ou partiellement identique ou d'une marque, ou à l'existence de produits qui se trouvent légalement sur le marché depuis au moins cinq ans précédant la date de la publication prévue à l'article 50, § 2, a), du Règlement (UE) n<sup>o</sup> 1151/2012;

3<sup>o</sup> pour une demande concernant un produit vinicole :

a) les conditions visées à l'article 93 ou à l'article 94, §§ 1<sup>er</sup> et 2 du Règlement (UE) n<sup>o</sup> 1308/2013 ne seraient pas remplies ou;

b) l'enregistrement de la dénomination proposée est contraire à l'article 100, §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 3, alinéa 1<sup>er</sup>, ou à l'article 101, § 2, du Règlement (UE) n<sup>o</sup> 1308/2013;

4<sup>o</sup> pour une demande concernant un produit vinicole aromatisé :

a) les conditions visées à l'article 2, 3, ou à l'article 10 du Règlement (UE) n<sup>o</sup> 251/2014 ne sont pas remplies ou;

b) l'enregistrement de la dénomination proposée est contraire à l'article 17 ou à l'article 18, § 2, du Règlement (UE) n<sup>o</sup> 251/2014;

5° pour une demande concernant une boisson spiritueuse :

- a) les conditions visées à l'article 15, § 1<sup>er</sup> ou à l'article 17, § 4, du Règlement (CE) n° 110/2008 ne sont pas remplies ou;
- b) l'enregistrement de la dénomination proposée est contraire à l'article 19 ou à l'article 23, § 3, du Règlement (CE) n° 110/2008;

6° pour une demande concernant une spécialité traditionnelle garantie :

- a) la dénomination fait référence uniquement à des allégations d'ordre général utilisées pour un ensemble de produit ou à des allégations prévues par une législation particulière de l'Union européenne ou;
- b) l'enregistrement proposé est incompatible avec les dispositions du Règlement (UE) n° 1151/2012 ou;
- c) au regard du territoire belge, la dénomination est légale et renommée et revêt une importance économique pour des produits agricoles ou des denrées alimentaires similaires.

§ 3. Dès que le service a jugé de la recevabilité d'une remarque, objection ou opposition, il en informe sans délai l'émetteur.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Au plus tard au terme du délai visé à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, pour ce qui est de l'évaluation par le service de la recevabilité des oppositions, le service transmet les remarques, objections et oppositions recevables au demandeur, qui en accuse réception. Le demandeur y répond dans un délai de trente jours. Le service peut prolonger ce délai sur requête du demandeur.

§ 2. Sans réponse dans le délai visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, la demande d'enregistrement est censée être retirée.

§ 3. La réponse du demandeur est introduite auprès du service, qui en accuse réception.

§ 4. Dès réception de la réponse du demandeur, le service compile la demande, les éventuelles objections, remarques et oppositions recevables et la réponse du demandeur. Il y joint éventuellement ses propres observations, essentiellement axées sur la conformité réglementaire de la demande.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Par demande, un groupe de minimum trois experts indépendants est constitué temporairement et spécifiquement pour l'évaluation de la demande et la remise d'un avis au service.

§ 2. Le Ministre détermine les modalités de fonctionnement du groupe d'experts visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, ainsi que les modalités de l'évaluation de la demande et de la remise d'avis par ledit groupe.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, en cas de difficulté à réunir trois experts indépendants, ce nombre peut être réduit à deux. Dans un tel cas, le service justifie la restriction.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Sur base de l'avis visé à l'article 16, § 1<sup>er</sup>, le Ministre décide si la demande d'enregistrement est justifiée et si elle satisfait aux conditions réglementaires applicables à une demande d'enregistrement d'une appellation d'origine, d'une indication géographique ou d'une spécialité traditionnelle garantie.

§ 2. La décision du Ministre est adressée sans délai au demandeur et aux tiers ayant formulé des objections, remarques et oppositions recevables.

**Art. 18.** Si la décision visée à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, est favorable, le Ministre prend un arrêté faisant état de sa décision et autorisant la transmission du dossier de demande à la Commission.

Le service fait procéder à la publication au *Moniteur belge* d'un avis portant l'arrêté ministériel à la connaissance du public. La version du dossier de demande, faisant l'objet de la décision, est mise en ligne par le service sur le site internet "Portail de l'Agriculture wallonne". L'avis publié au *Moniteur belge* reprend la dénomination concernée et la référence de l'adresse du dossier sur le site internet "Portail de l'Agriculture wallonne".

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. A l'issue de la période réservée aux éventuels recours ou après épuisement des voies de recours, le service introduit la demande d'enregistrement européen auprès de la Commission, en application :

- 1° pour un produit agricole ou une denrée alimentaire, de l'article 8, § 2, du Règlement (UE) n° 1151/2012 et de l'article 12 du Règlement (UE) n° 668/2014;
- 2° pour un produit vinicole, de l'article 94, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du Règlement (UE) n° 1308/2013 et de l'article 3, alinéa 2, du Règlement (CE) n° 607/2009;
- 3° pour un produit vinicole aromatisé, de l'article 13, § 5, b), du Règlement (UE) n° 251/2014;
- 4° pour une boisson spiritueuse, de l'article 6 du Règlement (UE) n° 716/2013.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, la décision du Ministre visée à l'article 18 constitue la déclaration de l'Etat membre visée à l'article 8, § 2, c), du Règlement (UE) n° 1151/2012.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, la décision du Ministre visée à l'article 18, constitue la déclaration de l'Etat membre visée à l'article 13, § 5, b), iv), du Règlement (UE) n° 251/2014.

§ 2. Pour une demande concernant un produit agricole ou une denrée alimentaire, le service informe la Commission des oppositions recevables déposées par une personne physique ou morale ayant légalement commercialisé les produits en utilisant les dénominations concernées de façon continue pendant au moins cinq ans précédant la date de la publication visée à l'article 13, § 1<sup>er</sup>.

#### Section 4. — Demande de période transitoire

**Art. 20.** 1<sup>er</sup>. Le service évalue les demandes de période transitoire, au sens de l'article 15, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du Règlement (UE) n° 1151/2012, émanant de producteurs belges situés en dehors de la zone délimitée pour le bénéfice de la dénomination. Il vérifie :

1° pour une demande de période transitoire de maximum cinq ans telle que visée à l'article 15, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 1151/2012 :

- a) l'existence d'une opposition jugée recevable en vertu de l'article 14, § 1<sup>er</sup> et § 2;
- b) le bien fondé d'un éventuel préjudice que l'enregistrement de la dénomination porte à l'existence d'une dénomination totalement ou partiellement identique ou;
- c) l'existence d'une commercialisation légale des produits concernés sur le territoire belge pendant au moins cinq ans précédant la date de la publication visée à l'article 18;

2° pour une demande de période transitoire de maximum quinze ans telle que visée à l'article 15, § 2, du Règlement (UE) n° 1151/2012 :

- a) l'existence d'une opposition jugée recevable en vertu de l'article 14, § 1<sup>er</sup> et § 2;
- b) l'existence d'une commercialisation légale sur base des usages loyaux et constants des produits concernés sur le territoire belge pendant au moins vingt-cinq ans précédant la date de la publication visée à l'article 18;

c) le fait qu'à aucun moment, l'utilisation de la dénomination n'a eu pour objet de profiter de la réputation de la dénomination enregistrée et qu'elle n'a pas pu induire le consommateur en erreur sur la véritable origine du produit.

§ 2. Si l'une des conditions du paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> ou 2<sup>o</sup>, requise pour l'octroi d'une période transitoire n'est pas rencontrée, le service en informe la Commission.

Sur requête motivée du demandeur appuyée par le Ministre, avec l'accord des autres Régions et pour des motifs de protection du consommateur ou des intérêts du demandeur, le service peut :

1<sup>o</sup> signifier que la Belgique s'oppose à la demande de période transitoire;

2<sup>o</sup> demander à la Commission de calculer la durée de la période transitoire qu'elle compte octroyer en déduisant le temps écoulé entre la date de la publication visée à l'article 18, et la date de l'accusé de réception par la Commission du dépôt de la demande visé à l'article 19, § 1<sup>er</sup>;

3<sup>o</sup> pour une appellation d'origine ou une indication géographique, demander à la Commission d'imposer lors de l'enregistrement de la dénomination que l'origine réelle du produit figure dans l'étiquetage des produits fabriqués par le ou les producteurs bénéficiant de la période transitoire, de manière claire et lisible dans l'étiquetage principal du produit, sous la dénomination utilisée, dans le même champ de vision.

**Art. 21.** § 1<sup>er</sup>. Le service évalue les demandes de période transitoire, au sens de l'article 15, § 4, du Règlement (UE) n° 1151/2012, émanant de producteurs situés dans la zone délimitée pour le bénéfice de la dénomination. Il vérifie :

1<sup>o</sup> l'existence d'une commercialisation légale par les opérateurs concernés des produits en question en utilisant les dénominations concernées de façon continue pendant au moins les cinq années précédant la date de l'accusé de réception de la demande visé à l'article 11;

2<sup>o</sup> le fait que la période de commercialisation légale visée au 1<sup>o</sup> ait été rapportée au service dans les délais prescrits à l'article 13, § 3.

§ 2. Si les conditions visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, sont remplies, le service peut proposer au Ministre d'octroyer aux opérateurs concernés une période d'adaptation de maximum dix ans à compter de la date de la publication visée à l'article 13, § 1<sup>er</sup>.

#### Section 5. — Demande transrégionale ou transfrontalière

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque la demande porte sur une dénomination qui identifie un produit agricole ou une denrée alimentaire dont l'origine dépasse le territoire de la Région wallonne, la procédure décrite aux articles 11 à 18 est intégralement appliquée, en collaboration et en concertation avec les autorités compétentes des Régions ou des Etats membres concernées par la demande.

§ 2. Si le territoire concerné couvre tout ou en partie le territoire belge, la demande d'enregistrement européen est introduite auprès de la Commission par l'autorité compétente d'une des trois Régions, en concertation entre les Régions. Si le territoire concerné dépasse le territoire belge, la demande d'enregistrement européen est introduite auprès de la Commission par l'autorité compétente d'une des trois Régions ou d'un autre Etat membre concerné par la demande.

### CHAPITRE II. — Instruction européenne de la demande d'enregistrement

#### Section 1<sup>re</sup>. — Suivi d'une demande en phase d'évaluation par la Commission

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. Au cours de la phase d'évaluation de la demande par la Commission telle que prévue, pour un produit agricole ou une denrée alimentaire, à l'article 50, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 1151/2012 ou, pour un produit vinicole, à l'article 97, § 2, du Règlement (UE) n° 1308/2013 et à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (CE) n° 607/2009 ou, pour un produit vinicole aromatisé, à l'article 14, § 2 du Règlement (UE) n° 251/2014 ou, pour une boisson spiritueuse, à l'article 17, § 5, du Règlement (CE) n° 110/2008 et à l'article 12 du Règlement (UE) n° 716/2013, le service répond à toute demande éventuelle de la Commission.

§ 2. Sauf en cas de manquement de nature purement administrative, les demandes d'information complémentaires ou de modification de la demande reçue de la Commission sont transmises sans délai par le service au demandeur.

§ 3. Sauf en cas de manquements de pure forme, la réponse est élaborée conjointement par le service et le demandeur. La réponse envoyée à la Commission par le service est préalablement validée par le demandeur selon ses procédures propres et portée à la connaissance du Ministre.

En cas de manquement purement administratif le service répond directement à la Commission en corrigeant les erreurs et en en informant le demandeur.

§ 4. Le dossier de demande publié sur internet visé à l'article 18, est adapté par le service en conséquence.

§ 5. S'il apparaît que les modifications à apporter à la demande ne sont pas acceptables pour le demandeur ou que la Commission européenne estime la demande totalement infondée, le service peut, en accord avec le demandeur et après en avoir informé le Ministre, demander le retrait de la demande.

§ 6. Si la demande est rejetée par la Commission ou que la demande fait l'objet d'un retrait tel que visé au paragraphe 5, le service procède au retrait du dossier de demande du site internet "Portail de l'Agriculture wallonne".

#### Section 2. — Gestion d'une opposition européenne portant sur une demande wallonne émanant d'un Etat membre ou d'un pays tiers

**Art. 24.** Au cours de la phase de consultation européenne telle que prévue, pour un produit agricole ou une denrée alimentaire, à l'article 51, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 1151/2012 ou, pour un produit vinicole, à l'article 98 du Règlement (UE) n° 1308/2013 et aux articles 14 à 16 du Règlement (CE) n° 607/2009 ou, pour un produit vinicole aromatisé, à l'article 15 du Règlement (UE) n° 251/2014 ou, pour une boisson spiritueuse, à l'article 17, § 7, du Règlement (CE) n° 110/2008 et aux articles 13 à 15 du Règlement (UE) n° 716/2013, le service assure le suivi de toute opposition éventuelle faite à la demande, introduite auprès de la Commission par un ou plusieurs Etats membres, pays tiers ou d'autres personnes physiques et morales.

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Pour une demande se rapportant à un produit agricole ou une denrée alimentaire, le service transmet sans délai au demandeur et au Ministre, pour information, l'acte d'opposition visé à l'article 51, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 1151/2012 reçu de la Commission.

§ 2. Si l'acte d'opposition visé au paragraphe 1<sup>er</sup> est suivi d'une déclaration motivée recevable par la Commission telle que visée à l'article 51, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 1151/2012 et que cette dernière invite le service à engager des consultations avec le ou les opposants en application de l'article 51, § 3, du Règlement (UE) n° 1151/2012, le service en informe sans délai le demandeur en lui transmettant la déclaration d'opposition motivée. Le service, en collaboration



avec le demandeur, met en œuvre tous les moyens appropriés pour arriver à un accord avec le ou les opposants. Le Ministre et les deux autres Régions en sont informés.

§ 3. Si le service parvient à un accord avec l'opposant dont les termes sont validés par le demandeur, le service, en application de l'article 5 du Règlement (UE) n° 664/2014, notifie à la Commission les facteurs qui ont permis d'aboutir audit accord, y compris les avis du demandeur et de l'opposant. Si des modifications de la demande sont engendrées par l'accord, qu'elles soient mineures ou majeures, le dossier de demande publié sur internet visé à l'article 18, alinéa 2, est adapté par le service en conséquence.

§ 4. Si le service ne parvient pas à un accord avec l'opposant, il défend la demande, en accord avec les deux autres Régions, auprès du Comité de la politique de qualité des produits agricoles, en application de l'article 57, § 2, du Règlement (UE) n° 1151/2012.

§ 5. Si l'acte d'opposition visé au paragraphe 1<sup>er</sup> n'est pas suivi d'une déclaration motivée recevable par la Commission, le service en informe le demandeur dès qu'il en prend connaissance.

**Art. 26.** Pour une demande se rapportant à un produit vinicole, le service transmet sans délai au demandeur et au Ministre, pour information, la déclaration d'opposition motivée visée à l'article 98 du Règlement (UE) n° 1308/2013 reçue de la Commission en application de l'article 15, § 5, du Règlement (UE) n° 607/2009. Suite à l'invitation de la Commission en application de l'article 16, § 1, du Règlement (UE) n° 607/2009, le service rédige, en collaboration avec le demandeur, un mémoire à l'attention de la Commission et de l'opposant. Le service, en collaboration avec le demandeur, réagit aux répliques éventuelles de l'opposant. Le Ministre et les deux autres Régions sont tenus informés.

**Art. 27.** Pour une demande se rapportant à un produit vinicole aromatisé, le service transmet sans délai au demandeur et au Ministre, pour information, l'opposition visée à l'article 17, § 7, du Règlement (CE) n° 110/2008 reçue de la Commission en application de l'article 15 du Règlement (UE) n° 716/2013. Suite à l'invitation de la Commission en application du même article, le service rédige, en collaboration avec le demandeur, un mémoire à l'attention de la Commission et de l'opposant. Le service, en collaboration avec le demandeur, réagit aux répliques éventuelles de l'opposant. Le Ministre et les deux autres Régions sont tenues informés.

### *Section 3. — Gestion d'une opposition européenne émanant de la Région wallonne portant sur une demande d'un Etat membre ou d'un pays tiers*

**Art. 28.** Au cours de la phase de consultation européenne visée à l'article 22, le service assure le suivi de toute opposition qui lui parvient d'une personne physique ou morale résidant ou établie sur le territoire de la Région wallonne et qui est dirigée à l'encontre d'une demande émanant d'un autre Etat membre que la Belgique ou d'un pays tiers.

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cas d'une demande se rapportant à un produit agricole ou une denrée alimentaire, afin de permettre au service d'évaluer et de transmettre l'acte d'opposition visé à l'article 51, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 1151/2012 qui lui parvient, dans de bonnes conditions et dans le respect du délai visé au même article, l'acte d'opposition est introduit auprès du service au plus tard septante-cinq jours suivant la date de publication de la demande au *Journal officiel de l'Union européenne*. Passé ce délai, l'acte d'opposition est jugé irrecevable.

§ 2. Le service évalue la recevabilité de l'acte d'opposition. Outre le respect du délai mentionné au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'acte d'opposition, pour être jugé recevable, contient :

1° une déclaration selon laquelle la demande peut enfreindre les conditions fixées dans le Règlement (UE) n° 1151/2012;

2° une motivation établissant l'intérêt, par rapport à la dénomination pour laquelle la demande est introduite ou au produit sur lequel porte la dénomination, qu'a l'opposant à s'opposer à la demande.

§ 3. Si l'opposition est jugée recevable et si l'intérêt de l'opposant est suffisamment justifié au sens du paragraphe 2, le service transmet l'opposition à la Commission. Il invite l'opposant à lui transmettre, dans les six semaines suivant la date de l'accusé de réception de l'acte d'opposition par la Commission, une déclaration d'opposition motivée établie conformément à l'annexe III du Règlement (UE) n° 668/2014.

§ 4. Si, en application de l'article 51, § 3, du Règlement (UE) n° 1151/2012, la Commission invite la Belgique à entamer les consultations appropriées avec le ou les autres Etats membres concernés, le service invite l'opposant à organiser avec lui la conciliation, dans le but d'obtenir un accord à l'amiable avec le demandeur dans les délais prévus au même article. Le service préside les consultations et en assure le secrétariat.

§ 5. Le service rapporte les résultats de la consultation visée au paragraphe 4 à la Commission, dans le mois suivant la fin de la consultation. Le service expose les faits de manière neutre.

### *CHAPITRE III. — Modification d'un cahier des charges ou d'une fiche technique*

#### *Section 1<sup>re</sup>. — Demandeur, modifications majeures ou mineures, contenu de la demande*

**Art. 30.** Tout demandeur satisfaisant aux conditions énoncées aux articles 4 à 6 peut demander l'approbation d'une modification d'un cahier des charges ou d'une fiche technique relatif à une indication géographique, une appellation d'origine ou une spécialité traditionnelle garantie.

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Une demande de modification peut entraîner des modifications majeures ou mineures d'un cahier des charges ou d'une fiche technique. Une modification est considérée comme majeure si :

1° pour une indication géographique ou une appellation d'origine, elle :

a) touche aux caractéristiques essentielles du produit;

b) affecte le lien;

c) implique un changement de la dénomination ou d'une partie de la dénomination du produit;

d) affecte l'aire géographique délimitée;

e) entraîne une ou des restrictions supplémentaires en ce qui concerne la commercialisation du produit ou de ses matières premières;

2° pour une spécialité traditionnelle garantie, elle :

a) touche aux caractéristiques essentielles du produit;

b) apporte un changement majeur à la méthode de production;

c) implique un changement de la dénomination ou d'une partie de la dénomination du produit.

§ 2. Toute modification ne répondant pas aux critères visés au paragraphe 1<sup>er</sup> est considérée comme mineure.

**Art. 32. § 1<sup>er</sup>.** Une demande concernant une modification majeure d'un cahier des charges ou d'une fiche technique contient :

1° pour une appellation d'origine ou une indication géographique :

a) les coordonnées du demandeur;

b) une déclaration expliquant l'intérêt légitime du demandeur;

c) la ou les rubriques du cahier des charges ou de la fiche technique faisant l'objet de la ou les modifications suivantes :

i) dénomination du produit;

ii) description du produit;

iii) aire géographique;

iv) preuve de l'origine;

v) méthode de production;

vi) lien;

vii) étiquetage;

viii) autres;

d) le cahier des charges ou la fiche technique modifiée;

e) le cas échéant, le document unique modifié;

2° pour une spécialité traditionnelle garantie :

a) les coordonnées du groupement demandeur;

b) une déclaration expliquant l'intérêt légitime du groupement demandeur;

c) la ou les rubriques du cahier des charges faisant l'objet de la ou les modifications :

i) dénomination du produit;

ii) description du produit;

iii) méthode de production;

iv) autres;

d) le cahier des charges modifié.

§ 2. La demande décrit les modifications sollicitées et la nécessité de celle-ci. Pour chacune des rubriques mentionnées au paragraphe 1<sup>er</sup> faisant l'objet d'une ou de plusieurs modifications, une description exhaustive et les raisons spécifiques de chaque modification sont fournies. La description compare en détail, pour chaque modification, la version modifiée proposée avec le cahier des charges ou la fiche technique initiale et, le cas échéant, le document unique initial.

§ 3. La demande est remplie conformément aux exigences énoncées aux articles 7 à 9. Au cas où aucun document unique ou aucun document équivalent relatif à l'indication géographique ou l'appellation d'origine pour laquelle une demande de modification est introduite n'a été publié, un document unique est rédigé selon les prescriptions visées à l'article 9.

De même, si le cahier des charges, le cahier technique des charges ou le document unique, initiaux ne correspondent pas aux prescriptions visées respectivement à l'article 8, § 2 et § 3, ou à l'article 9, les documents comprenant les modifications sont réécrits entièrement selon lesdites prescriptions.

§ 4. La demande est autonome. Les informations concernant les modifications apportées au cahier des charges ou à la fiche technique et, le cas échéant, au document unique pour lesquelles une approbation est demandée sont exhaustives.

**Art. 33. § 1<sup>er</sup>.** Une demande concernant une modification mineure d'un cahier des charges ou d'une fiche technique contient :

1° les coordonnées du demandeur;

2° une déclaration expliquant l'intérêt légitime du demandeur;

3° la ou les rubriques du cahier des charges ou de la fiche technique faisant l'objet de la ou les modifications :

a) la description du produit;

b) la preuve de l'origine;

c) la méthode de production;

d) le lien;

e) l'étiquetage;

f) l'organisme certificateur;

g) autres;

4° le cahier des charges ou la fiche technique modifiée;

5° le cas échéant, le document unique modifié.

§ 2. L'article 32, § 2, s'applique mutatis mutandis. En outre, une argumentation claire de la raison pour laquelle la ou les modifications sont considérées comme non majeures, conformément à l'article 31, est fournie.

§ 3. Au cas où un document unique ou équivalent relatif à l'indication géographique ou l'appellation d'origine pour laquelle une demande de modification est introduite n'a pas été publié, un document unique est rédigé selon les prescriptions visées à l'article 9.

#### Section 2. — Introduction et instruction de la demande de modification

**Art. 34. § 1<sup>er</sup>.** Lorsque la demande de modification entraîne une ou plusieurs modifications majeures du cahier des charges ou de la fiche technique, la demande de modification est soumise, mutatis mutandis, à la procédure établie aux articles 11 à 18.

Pour l'application de l'article 12, § 1<sup>er</sup>, la complétion de la demande est vérifiée par rapport aux exigences énoncées à l'article 32, § 1<sup>er</sup>, 1° ou 2°, selon le cas.

Pour l'application de l'article 13, § 2, l'avis contient au minimum :

- 1° l'appellation d'origine ou l'indication géographique ou la spécialité traditionnelle garantie pour laquelle une modification du cahier des charges ou de la fiche technique est envisagée;
- 2° l'indication du caractère majeur de la modification;
- 3° l'identité du demandeur et ses coordonnées;
- 4° la ou les rubriques du cahier des charges ou de la fiche technique faisant l'objet de la ou les modifications.

Pour l'application de l'article 18, la version du dossier de demande de modification faisant l'objet de la décision est mise en ligne par le service sur le site internet "Portail de l'Agriculture wallonne". L'avis publié au *Moniteur belge* reprend la dénomination concernée et la référence de l'adresse du dossier sur le site internet "Portail de l'Agriculture wallonne".

§ 2. A l'issue de la période réservée aux éventuels ou après épuisement des recours éventuels, le service introduit la demande de modification auprès de la Commission, en application soit :

- 1° pour un produit agricole ou une denrée alimentaire :
  - a) pour une indication géographique ou une appellation d'origine : de l'article 10, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 668/2014;
  - b) pour une spécialité traditionnelle garantie : de l'article 10, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du Règlement (UE) n° 668/2014;
- 2° pour un produit vinicole : de l'article 94, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du Règlement (UE) n° 1308/2013 et de l'article 20 du Règlement (CE) n° 607/2009;
- 3° pour un produit vinicole aromatisé : de l'article 13, § 5, b), et de l'article 24, § 2, du Règlement (UE) n° 251/2014;
- 4° pour une boisson spiritueuse : des articles 6 et 21 du Règlement (UE) n° 716/2013.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, la décision du Ministre constitue la déclaration de l'Etat membre visée à l'article 8, § 2, c), du Règlement (UE) n° 1151/2012.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, la décision du Ministre constitue la déclaration de l'Etat membre visée à l'article 13, § 5, b), iv), du Règlement (UE) n° 251/2014.

§ 3. Le suivi de la demande en phase d'évaluation par la Commission s'effectue en application, mutatis mutandis, des articles 23 à 27.

§ 4. Dès que les modifications majeures sont approuvées par la Commission par publication d'un acte d'exécution au Journal officiel de l'Union européenne, le service procède au retrait du dossier de demande de modification publié sur internet visé à l'article 18 et procède au remplacement du dossier de demande initial par le dossier de demande mis à jour.

**Art. 35.** § 1<sup>er</sup>. Lorsque la demande de modification entraîne une ou plusieurs modifications mineures du cahier des charges ou de la fiche technique, la demande de modification est soumise à une procédure simplifiée. Les articles 11 et 12 s'appliquent mutatis mutandis.

Pour l'application de l'article 12, § 1<sup>er</sup>, la complétion de la demande est vérifiée par rapport aux exigences énoncées à l'article 33.

§ 2. Lorsque la demande est jugée recevable au sens de l'article 12, § 1<sup>er</sup>, et dans le délai prévu à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, tel qu'il peut être prolongé en vertu de l'article 12, § 2, le service transmet la demande de modification :

- 1° à tout producteur wallon utilisant sous certification la ou les dénominations enregistrées faisant l'objet de la demande;
- 2° aux organismes certificateurs en charge du contrôle du respect du cahier des charges ou de la fiche technique;
- 3° si la demande de modification n'émane pas du demandeur qui a présenté la demande d'enregistrement de la ou des dénominations auxquelles se réfèrent le cahier des charges ou la fiche technique, et pour autant que le demandeur existe toujours, à ce demandeur.

§ 3. Les destinataires de la demande de modification visés au paragraphe 2 accusent réception de la demande et sont priés de formuler leurs observations dans un délai de trente jours. Le service peut prolonger ce délai sur requête d'un des interlocuteurs interrogés.

§ 4. Les observations des interlocuteurs interrogés visés au paragraphe 3 sont introduites auprès du service, qui en accuse réception.

§ 5. A l'issue du délai prévu à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, tel qu'il peut être prolongé en vertu de l'article 12, § 2, le service compile la demande et les éventuelles observations. Il évalue alors la pertinence de la demande de modification et sa conformité aux exigences de la réglementation européenne relative au système de qualité s'appliquant à la ou aux dénominations enregistrées.

Le service remet un avis au Ministre. Le Ministre notifie sa décision au demandeur et en informe les interlocuteurs visés au paragraphe 2.

§ 6. Le service introduit la demande de modification auprès de la Commission, en application soit :

- 1° pour un produit agricole ou une denrée alimentaire :
  - a) pour une indication géographique ou une appellation d'origine : de l'article 10, § 2, alinéas 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 5, du Règlement (UE) n° 668/2014;
  - b) pour une spécialité traditionnelle garantie : de l'article 10, § 2, alinéas 1<sup>er</sup>, 3, 4 et 5, du Règlement (UE) n° 668/2014;
- 2° pour un produit vinicole : de l'article 94, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du Règlement (UE) n° 1308/2013 et de l'article 20 du Règlement (CE) n° 607/2009;
- 3° pour un produit vinicole aromatisé : de l'article 13, § 5, b), et de l'article 24, § 2, du Règlement (UE) n° 251/2014;
- 4° pour une boisson spiritueuse : des articles 6 et 21 du Règlement (UE) n° 716/2013.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, la décision du Ministre constitue la déclaration de l'Etat membre visée à l'article 8, § 2, c), du Règlement (UE) n° 1151/2012 et à l'article 10, § 2, alinéa 3, du Règlement (UE) n° 668/2014.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, la décision du Ministre constitue la déclaration de l'Etat membre visée à l'article 13, § 5, b), iv), du Règlement (UE) n° 251/2014.

§ 7. Dès que les modifications mineures sont approuvées par la Commission, le service en informe les interlocuteurs visés au paragraphe 2 et procède à l'adaptation en conséquence du dossier de demande publié sur internet visé à l'article 18.

**Art. 36.** § 1<sup>er</sup>. Pour une dénomination relative à un produit agricole ou une denrée alimentaire, tout demandeur satisfaisant aux conditions énoncées à l'article 4 peut demander l'approbation d'une modification temporaire d'un cahier des charges résultant :

- 1° de l'adoption par les pouvoirs publics de mesures sanitaires ou phytosanitaires obligatoires;
- 2° de calamités naturelles ou de conditions, par exemple météorologiques, exceptionnellement défavorables pour la production concernée et reconnues par les autorités compétentes.

§ 2. La demande de modification temporaire est motivée et comprend au minimum :

- 1° une description détaillée des mesures, parmi celles citées au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, justifiant les modifications temporaires;
- 2° les motifs de l'adoption des mesures visées au 1° et la preuve de ce qu'elles sont cautionnées officiellement;
- 3° une description détaillée de chaque modification demandée;
- 4° les motifs invoqués pour chaque modification;
- 5° le rapport entre les mesures visées au 1° et les modifications temporaires demandées;
- 6° une description et une évaluation des conséquences de chaque modification sur les exigences et les critères à respecter, visés respectivement aux articles 5, §§ 1<sup>er</sup> et 2, et 18, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du Règlement (UE) n° 1151/2012, pour l'enregistrement d'une indication géographique ou d'une appellation d'origine ou d'une spécialité traditionnelle garantie.

§ 3. La demande est introduite auprès du service qui en accuse réception. Le service s'assure sans délai de la légitimité du demandeur au regard de l'article 4 et de la pertinence de la demande au regard du caractère obligatoire des mesures adoptées par les pouvoirs publics ou de la reconnaissance officielle des aléas visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, et de l'impact que peuvent avoir ces mesures ou aléas sur la qualité ou la viabilité économique de la production concernée et le respect des exigences réglementaires.

§ 4. Si le service approuve la demande de modification temporaire, il délimite strictement la période d'application des modifications temporaires, en informe les interlocuteurs visés à l'article 35, § 2, et publie sans délais les modifications sur le site internet "Portail de l'Agriculture wallonne". Le service notifie les modifications à la Commission au plus tard dans les quinze jours suivant le début de la période d'application desdites modifications, en application de l'article 6, § 3, alinéa 2, du Règlement (UE) n° 664/2014 et de l'article 10, § 3, du Règlement (UE) n° 668/2014.

#### CHAPITRE IV. — Annulation d'un enregistrement

##### Section 1<sup>re</sup>. — Demandeur, conditions d'annulation et contenu de la demande

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. En application, pour un produit agricole ou une denrée alimentaire, de l'article 54, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 1151/2012 ou, pour un produit vinicole, de l'article 106, alinéa 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 1308/2013 ou, pour un produit vinicole aromatisé, de l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 251/2014 ou, pour une boisson spiritueuse, de l'article 18 du Règlement (CE) n° 110/2008, toute personne physique ou morale ayant un intérêt légitime peut demander l'annulation d'une indication géographique, d'une appellation d'origine ou d'une spécialité traditionnelle garantie, y compris les producteurs du produit commercialisé sous la ou les dénominations enregistrées.

§ 2. En application des articles visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, à l'exception des dénominations enregistrées pour les boissons spiritueuses, le Ministre sur avis du service peut demander de sa propre initiative l'annulation d'une dénomination enregistrée.

**Art. 38.** La demande d'annulation est motivée et comprend :

- 1° les coordonnées de la personne physique ou morale demandant l'annulation;
- 2° une déclaration expliquant l'intérêt légitime, les raisons et la justification de l'auteur de la demande d'annulation visé au 1°;
- 3° une motivation détaillée de l'annulation.

##### Section 2. — Introduction et instruction de la demande d'annulation

**Art. 39.** § 1<sup>er</sup>. Pour une indication géographique ou une appellation d'origine se rapportant à un produit agricole ou une denrée alimentaire ou un produit vinicole aromatisé reliée au territoire de la Région wallonne ou pour une spécialité traditionnelle garantie dont la demande d'enregistrement a été portée originellement par un demandeur établi sur le territoire de la Région wallonne, toute demande d'annulation est soumise, mutatis mutandis, à la procédure établie aux articles 11 à 18. Il en va de même pour toute demande d'annulation d'une dénomination se rapportant à un produit vinicole ou une boisson spiritueuse reliée au territoire de la Région wallonne dont l'auteur est établi en sur le territoire de la Région wallonne.

Les articles 11 et 12 ne s'appliquent pas lorsque l'annulation est demandée à l'initiative du service.

Pour l'application de l'article 12, § 1<sup>er</sup>, la complétion de la demande est vérifiée par rapport aux exigences énoncées à l'article 38.

Pour l'application de l'article 13, § 2, l'avis contient au minimum :

- 1° l'appellation d'origine ou l'indication géographique ou la spécialité traditionnelle garantie pour laquelle une annulation est demandée;
- 2° l'identité de la personne physique ou morale demandant l'annulation et ses coordonnées;
- 3° le critère invoqué pour la demande d'annulation.

Pour l'application de l'article 14, § 1<sup>er</sup>, une déclaration d'opposition concernant l'annulation est recevable si elle met en évidence une utilisation commerciale ininterrompue de la dénomination enregistrée par une personne intéressée.

Par dérogation à l'article 16, § 1<sup>er</sup>, l'évaluation de la demande et la remise d'un avis au Ministre sur cette demande ne sont pas soumises à la constitution d'un groupe d'expert. L'avis à remettre au Ministre l'est directement par le service sur base des éléments dont il dispose, visés à l'article 15, § 4.

Pour l'application de l'article 18 le dossier de demande d'annulation faisant l'objet de la décision est mis en ligne par le service sur le site internet "Portail de l'Agriculture wallonne".

L'avis publié au *Moniteur belge* reprend la dénomination concernée et la référence de l'adresse du dossier sur le site internet "Portail de l'Agriculture wallonne".



§ 2. A l'issue de la période réservée aux éventuels ou après épuisement des recours éventuels, le service introduit la demande d'annulation auprès de la Commission, en application, pour un produit agricole ou une denrée alimentaire, de l'article 11, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 668/2014.

La décision du Ministre visée à l'article 18 constitue la déclaration de l'Etat membre visée à l'article 11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du même Règlement.

§ 3. Dès que l'annulation est approuvée par la Commission par publication d'un acte d'exécution au Journal officiel de l'Union européenne, le service procède au retrait du dossier de demande publié sur internet visé à l'article 18.

**Art. 40.** § 1<sup>er</sup>. Pour toute demande d'annulation d'une dénomination se rapportant à un produit vinicole ou une boisson spiritueuse reliée au territoire de la Région wallonne dont l'auteur n'est pas établi sur le territoire de la Région wallonne, le service suit l'évolution de l'instruction de la demande par la Commission telle que prévue :

1° pour un produit vinicole : aux articles 21 à 23 du Règlement (CE) n° 607/2009;

2° pour une boisson spiritueuse : aux articles 18 à 20 du Règlement (UE) n° 716/2013.

§ 2. Si la demande d'annulation, jugée recevable par la Commission, est communiquée à la Belgique en application, selon le cas, de l'article 23, § 1<sup>er</sup> du Règlement (CE) n° 607/2009 ou de l'article 20, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 716/2013, le service transmet sans délai la demande d'annulation :

1° à tout producteur wallon utilisant sous certification la ou les dénominations enregistrées faisant l'objet de la demande;

2° aux organismes certificateurs en charge du contrôle du respect du cahier des charges ou de la fiche technique;

3° au demandeur, pour autant qu'il existe toujours, qui a présenté la demande d'enregistrement de la ou des dénominations auxquelles se réfèrent le cahier des charges ou la fiche technique.

§ 3. Les destinataires de la demande d'annulation visés au paragraphe 2 accusent réception de la demande et sont priés de formuler leurs observations dans un délai de trente jours.

Parallèlement, l'avis du Ministre et des deux autres Régions est demandé sur la demande d'annulation. Sur base des observations et avis recueillis, le service établit le point de vue de la Belgique et le transmet à la Commission dans le délai imparti à l'article 20 du Règlement (CE) n° 607/2009 ou à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 716/2013.

§ 4. Si la Commission décide de l'annulation de l'appellation d'origine ou de l'indication géographique concernée, le service en informe les interlocuteurs visés au paragraphe 2 et procède au retrait du dossier de demande publié sur internet visé à l'article 18 dès réception de la notification de la décision de la Commission.

#### CHAPITRE V. — *Etiquetage et présentation des produits*

**Art. 41.** Aux fins du présent chapitre, la définition de l'étiquetage présente à l'article 117, a), du Règlement (UE) n° 1308/2013 s'applique. On entend par "présentation", les informations transmises au consommateur par le biais de l'emballage ou du conditionnement du produit concerné, y compris la forme et le type de cet emballage ou conditionnement.

**Art. 42.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudices des dispositions figurant, pour les produits agricoles et les denrées alimentaires, à l'article 7, § 1<sup>er</sup>, a), à l'article 12, §§ 3 à 5 et à l'article 23 du Règlement (UE) n° 1151/2012, à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, et à l'article 13 du Règlement (UE) n° 668/2014, pour les produits vinicoles, aux articles 118 à 121 du Règlement (UE) n° 1308/2013 et aux articles 49 à 70 du Règlement (UE) n° 607/2009 pour les dispositions non reprises dans le Règlement (UE) n° 1308/2013, pour les produits vinicoles aromatisés, aux articles 1<sup>er</sup>, § 2 et aux articles 5 à 8, du Règlement (UE) n° 251/2014 et pour les boissons spiritueuses, aux articles 8 à 14 du Règlement (CE) n° 110/2008 et aux articles 3 et 4 du Règlement (UE) n° 716/2013, le Ministre peut prévoir des dispositions spécifiques en matière de présentation et d'étiquetage des produits relevant d'une dénomination enregistrée en tant qu'appellation d'origine, indication géographique ou spécialité traditionnelle garantie.

§ 2. Tout cahier technique des charges comprend un chapitre dédié à l'étiquetage, la présentation à la vente et la commercialisation du produit concerné. Le Ministre peut prévoir des dispositions en matière d'étiquetage ou de présentation à inclure dans le cahier technique des charges.

**Art. 43.** § 1<sup>er</sup>. Tout produit pour lequel, aux termes du cahier technique des charges correspondant, est revendiquée une dénomination enregistrée en tant qu'appellation d'origine, indication géographique ou spécialité traditionnelle garantie et qui est présenté sous ladite dénomination n'est pas identifié après la récolte, la transformation, expédié, mis en vente ou vendu, offert au public, sans que la dénomination enregistrée soit inscrite :

1° sur les éléments de traçabilité;

2° dans les documents d'enregistrement;

3° dans les documents commerciaux;

4° dans les documents promotionnels ou publicitaires;

5° sur les étiquettes et la signalétique de prix destinées à la vente au consommateur final.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, pour les produits agricoles et les denrées alimentaires, l'indication de la dénomination enregistrée suivie de l'abréviation de la mention correspondant au type de protection dont la dénomination fait l'objet peut se réduire, sur les éléments et dans les documents visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, à une abréviation de la dénomination suivie par ladite mention abrégée. La dérogation et l'abréviation de la dénomination figurent dans le cahier technique des charges relatif au produit.

§ 2. La dénomination utilisée en application du paragraphe 1<sup>er</sup> est reproduite intégralement, telle qu'enregistrée et est accompagnée :

1° pour les produits agricoles et les denrées alimentaires : de l'abréviation de la mention correspondant au type de protection dont la dénomination fait l'objet;

2° pour les produits vinicoles, les produits vinicoles aromatisés et les boissons spiritueuses : de la mention in extenso correspondant au type de protection dont la dénomination fait l'objet.

L'utilisation d'une mention traditionnelle telle que visée à l'article 112, a), du Règlement (UE) n° 1308/2013 est exclue.

Le Ministre peut préciser les dispositions présentes au présent paragraphe ou y prévoir des dérogations.

**Art. 44.** § 1<sup>er</sup>. Pour les produits agricoles et les denrées alimentaires, lorsque la dénomination enregistrée en tant qu'appellation d'origine, indication géographique ou spécialité traditionnelle garantie figure sur l'étiquetage, elle est accompagnée, dans le même champ de vision, du logo de l'Union européenne correspondant au type de protection dont la dénomination fait l'objet. Pour les produits vinicoles et les boissons spiritueuses, l'apposition du logo de l'Union européenne est facultative mais peut être imposée par le cahier technique des charges.

§ 2. Quel que soit le type de produit, l'apposition de la mention, éventuellement abrégée, ou du logo de l'Union européenne correspondant au type de protection dont la dénomination fait l'objet répond aux exigences énoncées à l'annexe X du Règlement (UE) n° 668/2014.

**Art. 45.** Pour les produits agricoles et les denrées alimentaires présentés sous une dénomination enregistrée en tant qu'appellation d'origine, une indication géographique ou une spécialité traditionnelle garantie, tout projet d'étiquetage ou de mode de présentation fait l'objet d'une notification préalable par le responsable de l'étiquetage au sens de l'article 8 du Règlement (CE) n° 1169/2011 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires, modifiant les Règlements (CE) n° 1924/2006 et (CE) n° 1925/2006 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la Directive 87/250/CEE de la Commission, la Directive 90/496/CEE du Conseil, la Directive 1999/10/CE de la Commission, la directive 2000/13/CE du Parlement européen et du Conseil, les Directives 2002/67/CE et 2008/5/CE de la Commission et le Règlement (CE) n° 608/2004 de la Commission à l'organisme certificateur attribué à la production concernée ou à un organisme certificateur agréé pour le contrôle du respect des exigences liées à la dénomination concernée.

### TITRE 3. — Mentions traditionnelles et mentions d'exploitation

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Mentions traditionnelles

##### Section 1<sup>re</sup>. — Demande de protection au niveau régional

##### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Demandeur et contenu de la demande

**Art. 46.** Tout demandeur satisfaisant aux conditions visées à l'article 5 peut présenter une demande de protection d'une mention traditionnelle.

**Art. 47.** En matière d'utilisation des langues, pour distinguer des catégories spécifiques de produits vinicoles, la mention apparaît dans la demande de protection :

- 1° en application, mutatis mutandis, de l'article 10, § 1<sup>er</sup> ou;
- 2° dans la langue utilisée dans le commerce pour cette mention.

**Art. 48.** La mention consiste exclusivement en une indication traditionnellement utilisée dans le commerce, au moins sur le territoire de la Région wallonne, pour distinguer des catégories spécifiques de produits vinicoles.

**Art. 49.** La demande de protection d'une mention traditionnelle est motivée et comprend :

- 1° les coordonnées du demandeur;
- 2° une déclaration expliquant l'intérêt légitime du demandeur;
- 3° la mention pour laquelle une protection est demandée, dans les langues adéquates en application de l'article 47;
- 4° le ou les produits vinicoles bénéficiant d'une appellation d'origine protégée ou d'une indication géographique protégée pour lesquels il est proposé que la mention puisse être utilisée;

5° le ou les critères liés au produit ou au mode de production sur lesquels porte la mention, figurant parmi les éléments suivants :

- a) la méthode de production ou de vieillissement;
- b) la qualité;
- c) la couleur;
- d) le type de lieu;
- e) un événement particulier lié à l'histoire du produit;
- 6° une définition de la mention ou une description des exigences à respecter pour pouvoir utiliser la mention;
- 7° les éléments qui prouvent l'utilisation traditionnelle de la mention au regard de l'article 48.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, l'on entend par utilisation traditionnelle :

- 1° une utilisation d'au moins cinq ans dans le cas d'une mention apparaissant dans la ou les langues visées à l'article 47, 1°;
- 2° une utilisation d'au moins 15 ans dans le cas de mentions apparaissant dans la langue visée à l'article 47, 2°.

##### Sous-section 2. — Introduction et instruction de la demande

**Art. 50.** La demande de protection d'une mention traditionnelle est soumise, mutatis mutandis, à la procédure établie aux articles 11 à 17.

Pour l'application de l'article 12, § 1<sup>er</sup>, la complétion de la demande est vérifiée par rapport aux exigences énoncées à l'article 49.

Pour l'application de l'article 13, § 2, l'avis contient au minimum :

- 1° la mention traditionnelle pour laquelle une protection est proposée;
- 2° le ou les produits vinicoles bénéficiant d'une appellation d'origine protégée ou d'une indication géographique protégée pour lesquels il est proposé que la mention puisse être utilisée;
- 3° l'identité du demandeur et ses coordonnées.

Pour l'application de l'article 14, § 1<sup>er</sup>, une déclaration d'opposition concernant la demande de protection est recevable uniquement si elle contient des éléments qui tendraient à démontrer que :

- 1° la mention traditionnelle proposée ne répond pas à la définition de l'article 2, 20°;
- 2° les exigences de l'article 47 ou de l'article 48 ne sont pas respectées;
- 3° la mention traditionnelle proposée est devenue générique;
- 4° l'enregistrement de la mention traditionnelle proposée est contraire à l'article 41, § 3, ou à l'article 42, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du Règlement (CE) n° 607/2009.

**Art. 51.** Si la décision visée à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, est favorable, le Ministre prend un arrêté reconnaissant la mention traditionnelle. Le service fait procéder à la publication au *Moniteur belge* d'un avis portant l'arrêté ministériel de reconnaissance à la connaissance du public. La version du dossier de demande faisant l'objet de la décision est également publiée par le service sur le site internet "Portail de l'Agriculture wallonne". L'arrêté ministériel de reconnaissance reprend les éléments figurant à l'article 49, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° à 6° et la référence de la publication du dossier sur le site internet "Portail de l'Agriculture wallonne".

**Art. 52.** Si la décision finale émise à l'issue de la procédure visée à l'article 51 est favorable au demandeur, le service introduit la demande de protection de la mention traditionnelle auprès de la Commission conformément à l'article 30, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (CE) n° 607/2009.

## Section 2. — Demande de protection au niveau européen

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Suivi d'une demande en phase d'évaluation par la Commission

**Art. 53.** § 1<sup>er</sup>. Au cours de la phase d'évaluation de la demande par la Commission telle que prévue à l'article 36, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (CE) n° 607/2009, le service répond à toute demande éventuelle de la Commission.

§ 2. Sauf en cas de manquement de pure forme, toute demande d'information complémentaire ou de modification éventuelle de la demande reçue de la Commission est transmise sans délai par le service au demandeur.

§ 3. Sauf en cas de manquement de pure forme, la réponse est élaborée conjointement par le service et le demandeur. La réponse envoyée à la Commission par le service est préalablement validée par le demandeur selon ses procédures propres et portée à la connaissance du Ministre.

En cas de manquement purement administratif le service répond directement à la Commission en corrigeant les erreurs et en informant le demandeur.

§ 4. Le dossier de demande publié sur internet visé à l'article 51, est adapté par le service et l'arrêté ministériel de reconnaissance visé au même article est modifié en conséquence.

§ 5. S'il apparaît que les modifications à apporter à la demande ne sont pas acceptables pour le demandeur ou que la Commission européenne estime la demande totalement infondée, le service peut, en accord avec le demandeur et après en avoir informé le Ministre, demander le retrait de la demande.

§ 6. Si la demande est rejetée par la Commission ou que la demande fait l'objet d'un retrait tel que visé au paragraphe 5, le service procède au retrait du dossier de demande du site internet "Portail de l'Agriculture wallonne".

## Sous-section 2. — Gestion d'une opposition européenne portant sur une demande wallonne émanant d'un Etat membre ou d'un pays tiers

**Art. 54.** § 1<sup>er</sup>. Au cours de la phase de consultation européenne telle que prévue à l'article 37 du Règlement (CE) n° 607/2009, le service suit activement toute opposition éventuelle faite à la demande, introduite auprès de la Commission par un ou plusieurs Etats membres, pays tiers ou d'autres personnes physiques et morales.

§ 2. Aux fins du paragraphe 1<sup>er</sup>, le service transmet sans délai au demandeur et au Ministre, pour information, la demande d'opposition reçue de la Commission en application de l'article 39, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 607/2009. Suite à l'invitation de la Commission en application du même article, le service rédige, en collaboration avec le demandeur, un mémoire à l'attention de la Commission et de l'opposant. Le service, en collaboration avec le demandeur, réagit aux répliques éventuelles de l'opposant. Le Ministre et les deux autres Régions sont tenues informés.

## Section 3. — Demande de modification d'une mention traditionnelle

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Demandeur et contenu de la demande

**Art. 55.** Tout demandeur au sens de l'article 46 peut demander l'approbation d'une modification d'une mention traditionnelle.

**Art. 56.** § 1<sup>er</sup>. Une demande concernant une modification d'une mention traditionnelle contient :

- 1° les coordonnées du demandeur;
- 2° une déclaration expliquant l'intérêt légitime du demandeur;
- 3° la nature de la modification demandée :
  - a) la mention;
  - b) la langue indiquée;
  - c) les produits vinicoles concernés;
  - d) la définition de la mention ou description des exigences à respecter pour pouvoir utiliser la mention.

§ 2. La demande décrit les modifications sollicitées et elle justifie en quoi ces modifications sont nécessaires. Pour chacune des rubriques visées au paragraphe 1<sup>er</sup>, 3°, faisant l'objet d'une ou de plusieurs modifications, une description exhaustive et les raisons spécifiques de chaque modification sont fournies.

## Sous-section 2. — Introduction et instruction de la demande

**Art. 57.** La demande de modification est soumise, mutatis mutandis, à la procédure établie aux articles 50 à 52.

Pour l'application de l'article 12, § 1<sup>er</sup>, la complétion de la demande est vérifiée par rapport aux exigences énoncées à l'article 56, § 2.

Pour l'application de l'article 13, § 2, l'avis contient au minimum :

- 1° la mention traditionnelle pour laquelle une modification est envisagée;
- 2° l'identité du demandeur et ses coordonnées;
- 3° la nature de la modification demandée au regard de l'article 56, §§ 1<sup>er</sup> et 2.

Pour l'application de l'article 56, § 1<sup>er</sup>, 3°, le Ministre prend un arrêté modifiant l'arrêté de reconnaissance de la mention traditionnelle. Le service fait procéder à la publication au *Moniteur belge* d'un avis portant l'arrêté ministériel modificatif à la connaissance du public. La version du dossier de demande de modification faisant l'objet de la décision est également publiée par le service sur le site internet "Portail de l'Agriculture wallonne".

**Art. 58.** § 1<sup>er</sup>. Si la décision finale émise à l'issue de la procédure visée à l'article 57, alinéa 1<sup>er</sup> est favorable au demandeur, le service introduit la demande de modification de la mention traditionnelle auprès de la Commission conformément à l'article 30, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (CE) n° 607/2009.

§ 2. Le suivi de la demande en phase d'évaluation par la Commission telle que visée à l'article 53, § 1<sup>er</sup>, s'effectue en application, mutatis mutandis, de l'article 53.

**Art. 59.** Dès que la modification de la mention traditionnelle est approuvée par la Commission par intégration dans la base de données électronique conformément à l'article 40, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (CE) n° 607/2009, le service procède au retrait du dossier de demande de modification publié sur internet visé à l'article 51, et procède au remplacement du dossier de demande initial par le dossier de demande mis à jour.

## Section 4. — Demande d'annulation d'une mention traditionnelle

Sous-section 1<sup>re</sup>. — Demandeur et contenu de la demande

**Art. 60.** En application de l'article 45, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (CE) n° 607/2009 :

1° toute personne physique ou morale ayant un intérêt légitime peut demander l'annulation d'une mention traditionnelle;

2° le service peut demander de sa propre initiative l'annulation d'une mention traditionnelle.

**Art. 61.** Une demande d'annulation peut être introduite lorsque :

1° la mention traditionnelle ne correspond plus à la définition de l'article 2, 20°;

2° les exigences de l'article 48 ne sont pas respectées.

**Art. 62.** La demande d'annulation est motivée et comprend :

1° les coordonnées de la personne physique ou morale demandant l'annulation;

2° une déclaration expliquant l'intérêt légitime, les raisons et la justification de l'auteur de la demande d'annulation visé au 1°;

3° une motivation détaillée de l'annulation basée sur l'un des deux critères énoncés à l'article 61.

## Sous-section 2. — Introduction et instruction de la demande

**Art. 63.** § 1<sup>er</sup>. Toute demande d'annulation d'une mention traditionnelle se rapportant à un produit vinicole relié au territoire de la Région wallonne dont l'auteur est établi sur le territoire de la Région wallonne est soumise, mutatis mutandis, à la procédure établie aux articles 50 à 52.

Les articles 11 et 12 ne s'appliquent pas lorsque l'annulation est demandée à l'initiative du service.

Pour l'application de l'article 12, § 1<sup>er</sup>, la complétion de la demande est vérifiée par rapport aux exigences énoncées à l'article 62.

Pour l'application de l'article 13, § 2, l'avis contient au minimum :

1° la mention traditionnelle pour laquelle une annulation est demandée;

2° l'identité de la personne physique ou morale demandant l'annulation et ses coordonnées;

3° le critère invoqué, au regard de l'article 61, pour la demande d'annulation.

Pour l'application de l'article 14, § 1<sup>er</sup>, une déclaration d'opposition concernant l'annulation est recevable si elle met en évidence une utilisation commerciale ininterrompue de la mention traditionnelle par une personne intéressée.

Par dérogation à l'article 16, § 1<sup>er</sup>, l'évaluation de la demande et la remise d'un avis au Ministre sur cette demande ne sont pas soumises à la constitution d'un groupe d'expert. L'avis à remettre au Ministre l'est directement par le service sur base des éléments dont il dispose.

Pour l'application de l'article 51, le Ministre prend un arrêté abrogeant l'arrêté de reconnaissance de la mention traditionnelle. Le service fait procéder à la publication au *Moniteur belge* d'un avis portant l'arrêté ministériel abrogatoire à la connaissance du public. La version du dossier de demande d'annulation faisant l'objet de la décision est également publiée par le service sur le site internet "Portail de l'Agriculture wallonne".

§ 2. Si la décision finale émise à l'issue de la procédure visée au paragraphe 1<sup>er</sup> est favorable à l'auteur de la demande d'annulation, le service introduit cette dernière auprès de la Commission en application, des articles 45, § 1<sup>er</sup> et 46, §§ 1<sup>er</sup> et 2, du Règlement (CE) n° 607/2009. La déclaration de l'Etat membre visée à l'article 46, § 1<sup>er</sup>, c), du même Règlement est signée par le directeur général de l'Administration.

§ 3. Si la Commission décide de l'annulation de la mention traditionnelle concernée, le service procède au retrait du dossier de demande publié sur internet visé à l'article 51 dès suppression de la mention traditionnelle par la Commission de sa base de données électronique.

**Art. 64.** § 1<sup>er</sup>. Pour toute demande d'annulation d'une mention traditionnelle se rapportant à un produit vinicole relié au territoire de la Région wallonne dont l'auteur n'est pas établi sur le territoire de la Région wallonne, le service suit l'évolution de l'instruction de la demande par la Commission telle que prévue aux articles 45 à 47 du Règlement (CE) n° 607/2009.

§ 2. Si la demande d'annulation, jugée recevable par la Commission, est communiquée à la Belgique en application de l'article 47, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (CE) n° 607/2009, le service transmet sans délai la demande d'annulation :

1° à tout producteur wallon utilisant sous certification la mention traditionnelle faisant l'objet de la demande;

2° aux organismes certificateurs en charge du contrôle du respect du cahier des charges ou de la fiche technique;

3° au demandeur, pour autant qu'il existe toujours, qui a présenté la demande de protection de la mention traditionnelle.

§ 3. Les destinataires visés au paragraphe 2 accusent réception de la demande d'annulation et sont priés de formuler leurs observations dans un délai de trente jours. Parallèlement, l'avis du Ministre et des deux autres Régions est demandé sur la demande d'annulation. Sur base des observations et avis recueillis, le service établit le point de vue de la Belgique et le transmet à la Commission dans le délai imparti à l'article 47, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (CE) n° 607/2009.

§ 4. Si la Commission décide de l'annulation de la mention traditionnelle concernée, le service en informe les interlocuteurs visés au paragraphe 2 et procède au retrait du dossier de demande publié sur internet visé à l'article 51 dès suppression de la mention traditionnelle par la Commission de sa base de données électronique.

## CHAPITRE 2. — Mentions d'exploitation

**Art. 65.** Pour une demande de protection, de modification ou d'annulation d'une mention d'exploitation, les dispositions prévues aux articles 46 et 49 à 63 relatives aux mentions traditionnelles s'appliquent mutatis mutandis.

Pour l'application de l'article 49, 5°, le seul critère à considérer est le type de lieu relatif à l'exploitation vitivinicole. En outre, le 7° du même article ne s'applique pas aux mentions d'exploitation.

Pour l'application de l'article 14, § 1<sup>er</sup>, visé à l'article 50, § 1<sup>er</sup>, une déclaration d'opposition concernant la demande de protection est recevable uniquement si elle contient des éléments qui tendraient à démontrer que :

1° la mention d'exploitation proposée ne répond pas à la définition de l'article, 19°;

2° les exigences de l'article 47 ne sont pas respectées;

3° la mention d'exploitation proposée est devenue générique;

4° l'enregistrement de la mention d'exploitation proposée est contraire, mutatis mutandis, à l'article 41, § 3, ou à l'article 42, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du Règlement (CE) n° 607/2009.



Pour l'application des articles 52, 58, § 1<sup>er</sup> et 63, § 2, le service introduit auprès de la Commission, selon les modalités qu'elle détermine, une proposition de modification de l'annexe XIII du Règlement (CE) n° 607/2009 par l'ajout, la modification ou le retrait de la mention d'exploitation proposée, selon le cas.

Pour l'application des articles 53 et 54, le service suit activement l'évolution du dossier en répondant aux demandes de la Commission.

Pour l'application des articles 59 et 63, § 3, le service agit comme mentionné auxdits articles dès que la modification de l'annexe XIII du Règlement (CE) n° 607/2009 entre en vigueur.

Pour l'application de l'article 61, une demande d'annulation peut être introduite lorsque :

1° la mention d'exploitation ne correspond plus à la définition de l'article 2, 19°;

2° les exigences de l'article 47 ne sont pas respectées.

#### TITRE 4. — Mentions de qualité facultatives régionales

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Art. 66.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article D.174. du Code et de l'article 28 du Règlement (UE) n° 1151/2012, une mention de qualité facultative peut être réservée au niveau régional pour autant qu'elle n'entre pas en conflit avec :

1° les mentions de qualités facultatives déjà établies par l'Union européenne en application du Règlement (UE) n° 1151/2012;

2° les principes fondamentaux du Traité fondant l'Union européenne;

3° les règles spécifiques couvrant certains aspects de la qualité de manière horizontale ou sectorielle.

§ 2. Une mention de qualité facultative est ouverte à tout participant disposé à se conformer aux exigences liés à l'usage de ladite mention et capable de s'y conformer.

##### CHAPITRE II. — Demande de réservation d'une mention de qualité facultative

###### Section 1<sup>re</sup>. — Demandeur et contenu de la demande

**Art. 67.** § 1<sup>er</sup>. Une demande de réservation d'une mention de qualité facultative répondant à la définition de l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 18°, b), peut être présentée par une ou plusieurs associations, quelle que soit leur forme juridique, d'un secteur concerné par la ou les catégories de produits visées par la mention facultative.

§ 2. Le Ministre peut proposer la réservation d'une mention de qualité facultative respectant les dispositions du présent arrêté.

**Art. 68.** La demande de réservation d'une mention de qualité facultative est motivée et comprend :

1° les coordonnées du ou des demandeurs;

2° une déclaration expliquant l'intérêt du ou des demandeurs par rapport à la ou aux catégories de produits concernées;

3° la mention pour laquelle une réservation est demandée;

4° la ou les catégories de produits potentiellement concernés par la mention facultative proposée;

5° le ou les critères liés au produit ou aux propriétés de production ou de transformation sur lesquels porte la mention;

6° une définition précise de la mention et une description exhaustive des exigences à respecter pour pouvoir utiliser la mention;

7° les éléments qui étayent la nécessité, l'utilité, la pertinence de la demande de réservation de la mention.

Pour l'application de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, les exigences sont décrites de manière précise, univoque et sont basées sur des critères objectivables et contrôlables. Les exigences sont éventuellement consignées dans un cahier des charges.

###### Section 2. — Introduction et instruction de la demande

**Art. 69.** § 1<sup>er</sup>. La demande de réservation d'une mention de qualité facultative est soumise, mutatis mutandis, à la procédure établie aux articles 11 à 17.

§ 2. Les articles 11 et 12 ne s'appliquent pas lorsque la demande est proposée par le Ministre.

§ 3. Pour l'application de l'article 12, § 1<sup>er</sup>, la complétion de la demande est vérifiée par rapport aux exigences énoncées à l'article 68.

§ 4. Pour l'application de l'article 13, § 2, l'avis contient au minimum :

1° la mention de qualité facultative pour laquelle une réservation est demandée;

2° la ou les catégories de produits potentiellement concernés par la mention facultative proposée;

3° si la demande ne provient pas du Ministre, l'identité du ou des demandeurs et leurs coordonnées.

§ 5. Pour l'application de l'article 14, § 1<sup>er</sup>, une déclaration d'opposition concernant la demande de protection est recevable uniquement si elle contient des éléments qui tendraient à démontrer que :

1° la mention de qualité facultative proposée ne répond pas à la définition de l'article, alinéa 1<sup>er</sup>, 18°, b);

2° les exigences de l'article 66 ne sont pas respectées;

3° la mention facultative proposée est devenue générique;

4° compte tenu de la réputation et de la notoriété d'une marque commerciale, la réservation est susceptible d'induire le consommateur en erreur quant à l'identité, la nature, les caractéristiques ou la qualité véritables du ou des produits concernés;

5° l'enregistrement de la dénomination proposée porte préjudice à l'existence d'une dénomination totalement ou partiellement identique ou d'une marque, ou à l'existence de produits qui se trouvent légalement sur le marché depuis au moins cinq ans précédant la date de la publication de l'avis mentionné à l'article 13, § 1<sup>er</sup>.

**Art. 70.** § 1<sup>er</sup>. Si la décision visée à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, est favorable, le service notifie le projet de mention de qualité facultative à la Commission en application de la Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information.

§ 2. Si l'avis de la Commission est favorable, un arrêté est pris, reconnaissant la mention facultative. La version du dossier de demande faisant l'objet de la décision est publiée par le service sur le site internet "Portail de l'Agriculture wallonne". L'arrêté de reconnaissance reprend les éléments figurant à l'article 68, alinéa 1<sup>er</sup>, 3° à 6°, et la référence de la publication du dossier sur le site internet "Portail de l'Agriculture wallonne".

**TITRE 5. — Contrôles et certification**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Autorité compétente*

**Art. 71.** § 1<sup>er</sup>. Le service est désigné, tel qu'en dispose, pour les produits agricoles et les denrées alimentaires, l'article 36, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 1151/2012, pour les produits viticoles, l'article 90, alinéa 2, du Règlement (UE) n° 1306/2013, pour les produits viticoles aromatisés, l'article 22, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 251/2014, pour les boissons spiritueuses, l'article 24, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (CE) n° 110/2008 comme autorité compétente responsable de la réalisation des contrôles relatifs aux systèmes de qualité régis par lesdits Règlements.

§ 2. Le service est également désigné comme autorité compétente responsable de la réalisation des contrôles relatifs aux mentions de qualité facultatives régionales.

CHAPITRE II. — *Contrôles et certification des produits avant leur mise sur le marché*Section 1<sup>re</sup>. — *Dispositions générales*

**Art. 72.** § 1<sup>er</sup>. Les appellations d'origine protégées, les indications géographiques protégées et les dénominations enregistrées en tant que spécialité traditionnelles garanties sont utilisées uniquement par un opérateur commercialisant un produit conforme au cahier des charges correspondant.

§ 2. Pour obtenir le bénéfice de l'usage d'une appellation d'origine, d'une indication géographique ou d'une spécialité traditionnelle garantie, tout opérateur s'identifie auprès d'un organisme certificateur agréé en charge de la certification des produits pour la dénomination concernée et se place sous son contrôle en vue de faire certifier la conformité de ses produits aux exigences du cahier des charges ou de la fiche technique correspondant à ladite dénomination.

En outre, pour les produits viticoles, en application de l'article 24 du Règlement (CE) n° 607/2009, tout opérateur désireux de bénéficier d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique s'identifie auprès du service.

§ 3. Pour obtenir le bénéfice de l'usage d'une appellation d'origine, d'une indication géographique ou d'une spécialité traditionnelle garantie, tout responsable d'étiquetage au sens de l'article 45 s'identifie auprès d'un organisme certificateur agréé en charge de la certification des produits pour la dénomination concernée.

§ 4. Le Ministre procède au besoin à la désignation d'office d'un organisme certificateur pour examiner la demande ou l'activité d'un opérateur.

**Art. 73.** § 1<sup>er</sup>. La certification de la conformité des produits aux exigences reprises dans le cahier des charges ou la fiche technique lié à une appellation d'origine, une indication géographique ou une spécialité traditionnelle garantie, est confiée, tel qu'autorisé, pour un produit agricole ou une denrée alimentaire, par l'article 37, § 1<sup>er</sup>, b), du Règlement (UE) n° 1151/2012, pour un produit viticole, l'article 90, alinéa 2, du Règlement (UE) n° 1306/2013, pour un produit viticole aromatisé, l'article 23, § 1<sup>er</sup>, b), du Règlement (UE) n° 251/2014, pour les boissons spiritueuses, l'article 22, § 1<sup>er</sup>, second tiret, du Règlement (CE) n° 110/2008, à un ou plusieurs organismes au sens de l'article 2, alinéa 2, 5), du Règlement (CE) n° 882/2004, agissant en tant qu'organismes de certification produit ou organismes certificateurs.

§ 2. Au cas où la mission de certification ne peut pas être momentanément déléguée à un organisme certificateur, elle peut être assurée transitoirement par le service.

§ 3. Pour les produits viticoles, le service s'assure de ce que le contrôle annuel portant sur la vérification de la conformité aux exigences réglementaires des produits bénéficiant d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique satisfait aux conditions énoncées aux articles 25 et 26 du Règlement (CE) n° 607/2009.

**Art. 74.** Le Ministre peut préciser les modalités pratiques relatives au contrôle et à la certification des produits prétendant au bénéfice de l'usage d'une appellation d'origine, d'une indication géographique ou d'une spécialité traditionnelle garantie.

Section 2. — *Agrément des organismes certificateurs*

**Art. 75.** § 1<sup>er</sup>. Pour assurer la certification, l'organisme certificateur est agréé par le Ministre.

§ 2. Pour être agréé, l'organisme certificateur est accrédité selon la norme ISO/CEI 17065 pour la certification de la conformité des produits aux exigences d'un cahier des charges donné.

**Art. 76.** § 1<sup>er</sup>. L'organisme certificateur ne délègue pas les activités d'inspection nécessaires à la certification de la conformité des produits aux exigences du cahier des charges.

Il peut déléguer les activités analytiques à tout laboratoire extérieur, dans le respect des exigences de la norme ISO/CEI 17065, le laboratoire étant accrédité selon la norme ISO/CEI 17025 pour les analyses à réaliser.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'organisme certificateur peut, pour les produits viticoles seulement, déléguer en tout ou partie les activités d'inspection nécessaires à la certification de la conformité des produits aux exigences des cahiers des charges, uniquement au Service public fédéral Economie, Classes moyennes, P.M.E. et Energie - Direction générale de l'Inspection économique. Un protocole organisant la délégation des activités d'inspection de l'organisme certificateur à la Direction de l'Inspection économique est alors conclu entre les deux parties.

§ 3. A défaut de disposer de l'accréditation visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, un organisme certificateur peut aussi être agréé s'il remplit les conditions suivantes :

1° il est accrédité dans le secteur agroalimentaire selon la norme ISO/CEI 17065 dans le même domaine sectoriel;

2° il est en cours d'extension d'accréditation pour la certification de la conformité des produits aux exigences dudit cahier des charges;

3° il applique les exigences de la norme ISO/CEI 17065 au cahier des charges au moment de la demande d'agrément même s'il n'est pas encore accrédité conformément à la norme ISO/CEI 17065 pour le cahier des charges.

**Art. 77.** § 1<sup>er</sup>. L'organisme certificateur candidat à la certification des produits en application d'un cahier des charges ou d'une fiche technique donnée introduit une demande d'agrément par tout moyen permettant de conférer une date certaine conformément aux articles D.15 et D.16 du Code, auprès du service, qui en accuse réception dans les dix jours.

§ 2. La demande d'agrément comprend :

- 1° la dénomination et le siège social de l'organisme certificateur candidat;
- 2° l'identification des sites sur le territoire de la Région wallonne où sont consultables tous les documents relatifs au contrôle du cahier des charges;
- 3° les preuves d'accréditation visées à l'article 75, § 1<sup>er</sup>;
- 4° l'identification de la personne physique responsable de l'ensemble des activités de l'organisme certificateur candidat;
- 5° l'identification du responsable des activités de certification;
- 6° le manuel de qualité de l'organisme certificateur candidat;
- 7° le schéma général de contrôle basé sur le plan de contrôle annexé au cahier des charges et comprenant les opérations d'inspection, d'audit et d'analyse;
- 8° la liste de contrôle d'audit;
- 9° le plan de contrôle analytique;
- 10° la procédure de certification;
- 11° la définition des non-conformités mineures et majeures et les mesures prises à l'encontre de tout opérateur suite à la détection des différents types de non-conformités;
- 12° la liste des mesures prises à l'encontre de tout opérateur qui ne respecte pas les obligations découlant de son adhésion au cahier des charges, selon un barème de sanctions proportionnées et non discriminatoires;
- 13° les tarifs maxima pour les redevances de certification qui seront applicables aux opérateurs.

§ 3. Le service procède à l'examen de la demande d'agrément et, le cas échéant, requiert de l'organisme certificateur candidat des justifications supplémentaires.

Le service examine la pertinence des éléments du dossier de demande.

§ 4. Le service soumet une proposition motivée d'octroi ou de refus d'agrément à l'approbation du Ministre, au plus tard dans les trente jours qui suivent la réception de la demande d'agrément.

Ce délai est prolongé lorsque la dénomination à laquelle le cahier des charges concerné est rattaché est en cours de reconnaissance.

§ 5. Lorsque plusieurs organismes certificateurs vérifient le respect d'un cahier des charges donné, le Ministre peut, lors de l'octroi de l'agrément, contraindre les organismes certificateurs à mettre en œuvre des éléments de contrôle et de certification jugés nécessaires pour harmoniser le contrôle et la certification du cahier des charges.

Les tarifs visés au paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 13°, sont publiés dans le même acte que celui pris pour agréer l'organisme certificateur.

Le service notifie la décision du Ministre à l'organisme certificateur dans les dix jours qui suivent la date de la décision.

§ 6. L'organisme certificateur peut, à tout moment, renoncer à son agrément par tout moyen permettant de conférer une date certaine, conformément aux articles D.15 et D.16 du Code, adressé au service et ce, au moins trois mois avant que la renonciation ne prenne effet.

§ 7. En cas de modification du cahier des charges, le promoteur en informe l'organisme certificateur qui procède aux modifications éventuelles des éléments de son dossier de demande d'agrément et les transmet au service par tout moyen permettant de conférer une date certaine conformément aux articles D.15 et D.16 du Code.

**Art. 78.** § 1<sup>er</sup>. Dans le respect de l'article D.9 du Code, le Ministre peut suspendre ou retirer l'agrément de l'organisme certificateur s'il ne satisfait plus aux conditions fixées aux articles 74 et 75, ou aux obligations fixées aux articles 79 à 81, selon la procédure fixée aux paragraphes 2 à 7.

§ 2. L'organisme certificateur est informé des motifs justifiant la mesure envisagée.

§ 3. Le Ministre ou le fonctionnaire dirigeant du service, désigné comme délégué du Ministre, invite l'organisme certificateur, dans le cadre d'une audition, à faire valoir son point de vue au sujet des motifs exposés justifiant la mesure envisagée.

§ 4. Après instruction du dossier par lui ou son délégué, le Ministre décide, le cas échéant, de retirer l'agrément de l'organisme certificateur.

§ 5. En cas de renonciation à l'agrément telle que visée à l'article 77, § 6, ou en cas de suspension ou retrait d'agrément, le service avertit sans retard les opérateurs sous certification de la décision ministérielle et attire leur attention sur la nécessité urgente de s'inscrire auprès d'un autre organisme certificateur agréé. A défaut d'autre organisme certificateur agréé, le service recherche au plus vite un organisme certificateur candidat en mesure de le remplacer. Dans ce dernier cas, une demande d'agrément est introduite comme indiqué à l'article 11. En application de l'article 73, § 2, en l'absence d'organisme certificateur agréé, le service assure la tâche de certification.

§ 6. Tout agrément, toute suspension, tout retrait d'agrément ou toute renonciation à un agrément telle que visée à l'article 77, § 6, est publié au *Moniteur belge* et sur le site internet "Portail de l'Agriculture wallonne".

§ 7. A peine d'irrecevabilité, l'organisme introduit un recours auprès du Ministre ou de son délégué par tout moyen permettant de conférer une date certaine à l'envoi conformément aux articles D.15 et D.16 du Code, dans un délai de trente jours à dater de la réception de la décision relative au refus ou à la suspension ou au retrait de l'agrément.

Conformément à l'article D.17, § 2, du Code, le requérant peut, s'il en fait la demande dans le recours, être entendu par le Ministre ou son délégué.

### Section 3. — Supervision et obligations des organismes certificateurs

**Art. 79.** Le service est chargé de la supervision des organismes certificateurs agréés. A cette fin, le service :

- 1° participe aux audits de surveillance et d'extension d'accréditation organisés par l'organisme d'accréditation lié à l'organisme certificateur;
- 2° fait partie du Comité consultatif de certification de l'organisme certificateur à titre d'observateur;
- 3° peut effectuer un audit administratif visant à vérifier la bonne application de la norme ISO/CEI 17065, de manière générale ou pour un cahier des charges donné;
- 4° peut accompagner un auditeur technique sur le terrain pour vérifier ses aptitudes et la manière dont sont réalisées les inspections;
- 5° peut effectuer de sa propre initiative des inspections auprès des opérateurs sous certification.

**Art. 80.** Les obligations suivantes s'appliquent aux organismes certificateurs agréés :

1° toute modification dans les informations requises en application de l'article 77, est communiquée sans délai au service par tout moyen permettant de conférer une date certaine conformément aux articles D.15 et D.16 du Code;

2° l'organisme certificateur agréé assure la certification des produits sous appellation suivant les prescriptions des cahiers des charges correspondant et suivant la procédure de certification présentée lors de la demande d'agrément;

3° l'organisme certificateur remet à l'opérateur se mettant sous son contrôle le cahier des charges concerné, une grille d'évaluation des non-conformités et une grille de sanctions s'y rapportant. Il informe également l'opérateur des tarifs appliqués pour la certification;

4° l'organisme certificateur délivre un certificat de conformité aux opérateurs en ordre de contrôle pour chaque produit reconnu comme pouvant bénéficier d'une appellation;

5° lorsqu'un opérateur sous contrôle ne répond plus aux prescriptions qui lui incombent, l'organisme certificateur en informe sans délai le service et peut lui retirer son certificat de conformité;

6° dans le cas où un opérateur change d'organisme certificateur, le premier organisme certificateur transmet immédiatement à l'organisme suivant l'ensemble des données nécessaires à la continuité des activités de contrôle et de certification concernant l'opérateur;

7° en cas de renonciation d'agrément de la part d'un organisme certificateur ou en cas de retrait d'agrément d'un organisme certificateur, ledit organisme certificateur transmet à l'organisme certificateur désigné par un opérateur l'ensemble des données nécessaires à la continuité des activités de contrôle et de certification concernant cet opérateur.

Aux fins de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, la fréquence de contrôle de chaque opérateur est au minimum annuelle. Par dérogation, la fréquence peut être inférieure si elle est prévue explicitement dans le plan minimal de contrôle du cahier technique des charges.

Aux fins de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, l'organisme certificateur :

1° prend les mesures adéquates pour exclure l'opérateur du processus de production, de transformation, de préparation, de conditionnement ou de commercialisation des produits de qualité différenciée concernés par l'exclusion;

2° informe les opérateurs en relation avec l'opérateur en défaut de la décision.

**Art. 81.** Conformément à l'article 44 du Règlement (CE) n° 882/2004 du 29 avril 2004, l'organisme certificateur agréé remet au service un rapport d'activité annuel clôturé au 31 décembre, pour le 31 janvier de l'année qui suit au plus tard. Le rapport reprend, au minimum :

1° le nombre d'opérateurs sous son contrôle pour le cahier des charges concerné;

2° la liste des opérateurs sous contrôle;

3° les volumes individuels produits par opérateur sous contrôle par appellation;

4° le nombre de contrôles effectués sur l'année civile par opérateur;

5° les non-conformités relevées par opérateur;

6° les actions correctives découlant des non-conformités relevées.

**Art. 82.** L'organisme certificateur agréé donne libre accès à toute personne du service à ses locaux et aux documents et fournit toute information demandée.

**Art. 83.** L'organisme certificateur est agréé pour une durée maximale de dix ans au terme de laquelle il peut demander un renouvellement d'agrément.

### CHAPITRE III. — Contrôles et certification des produits après leur mise sur le marché

#### Section 1<sup>re</sup>. — Protections

**Art. 84.** Les appellations d'origine et les indications géographiques sont protégées contre :

1° toute utilisation commerciale directe ou indirecte d'une dénomination enregistrée à l'égard des produits non couverts par l'enregistrement, lorsque ces produits sont comparables à ceux enregistrés sous cette dénomination ou lorsque cette utilisation permet de profiter de la réputation de la dénomination protégée, y compris quand ces produits sont utilisés en tant qu'ingrédients;

2° toute usurpation, imitation ou évocation, même si l'origine véritable des produits ou des services est indiquée ou si la dénomination protégée est traduite ou accompagnée d'une expression telle que "genre", "type", "méthode", "façon", "imitation", ou d'une expression similaire, y compris quand ces produits sont utilisés en tant qu'ingrédients;

3° toute autre indication fautive ou fallacieuse quant à la provenance, l'origine, la nature ou les qualités essentielles du produit qui figure sur le conditionnement ou l'emballage, sur la publicité ou sur des documents afférents au produit concerné, ainsi que contre l'utilisation pour le conditionnement d'un récipient de nature à créer une impression erronée sur l'origine du produit;

4° toute autre pratique susceptible d'induire le consommateur en erreur quant à la véritable origine du produit.

**Art. 85.** Les dénominations enregistrées comme spécialités traditionnelles garanties sont protégées contre toute usurpation, imitation ou évocation ou contre toute autre pratique susceptible d'induire le consommateur en erreur.

**Art. 86.** § 1<sup>er</sup>. Une mention traditionnelle ou une mention de qualité facultative peut uniquement être utilisée pour décrire des produits qui respectent les conditions d'utilisation correspondantes.

§ 2. Les mentions traditionnelles et les mentions de qualité facultative sont protégées contre toute utilisation illicite.

§ 3. Les mentions traditionnelles et les mentions de qualité facultative sont protégées, uniquement dans la langue et pour les catégories de produits indiquées dans la demande, contre :

1° toute usurpation de la mention protégée, y compris lorsque cette dernière est accompagnée d'une expression telle que "genre", "type", "méthode", "façon", "imitation", "goût", "manière" ou d'une expression similaire;

2° toute autre indication fautive ou trompeuse quant à la nature, aux caractéristiques ou aux qualités essentielles du produit figurant sur le conditionnement ou l'emballage, sur la publicité ou sur des documents afférents au produit concerné;

3° toute autre pratique susceptible d'induire le consommateur en erreur en ce compris de donner l'impression que le vin bénéficie de la mention traditionnelle protégée.

§ 4. Les mentions traditionnelles et les mentions de qualité facultative ne deviennent pas génériques.



*Section 2. — Surveillance, recherche, constatation et sanction des infractions*

**Art. 87.** En application, pour les produits agricoles et les denrées alimentaires, de l'article 36, § 3, b), du Règlement (UE) n° 1151/2012, pour les produits vinicoles, de l'article 90 du Règlement (UE) n° 1306/2013, pour les produits vinicoles aromatisés, de l'article 22, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (UE) n° 251/2014, pour les boissons spiritueuses, de l'article 24, § 1<sup>er</sup>, du Règlement (CE) n° 110/2008, et sans préjudice des dispositions établies dans le Code de Droit économique, Livre XV, Titre 1<sup>er</sup>, le service est désigné comme autorité compétente pour le suivi de l'utilisation des dénominations enregistrées comme appellations d'origine protégées, indications géographiques protégées, spécialités traditionnelles garanties et des mentions enregistrées comme mentions traditionnelles ou mentions de qualité facultatives pour décrire tout produit mis sur le marché sur le territoire wallon.

**Art. 88.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et punies conformément au Titre XIII du Code.

**TITRE 6. — Recours**

**Art. 89.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un opérateur saisit l'organisme certificateur d'une réclamation, et lorsqu'au terme du traitement de cette réclamation selon les procédures fixées en application de la norme ISO/CEI 17065, l'opérateur conteste la décision rendue par l'organisme certificateur à l'issue de la procédure de traitement de la réclamation, il peut introduire un recours administratif auprès du directeur du service.

Il introduit ses moyens de défense par tout moyen permettant de conférer une date certaine conformément aux articles D.15 et D.16 du Code, à l'adresse du Ministre ou de son délégué, dans un délai maximal de trente jours à dater de la réception du courrier par lequel lui a été notifiée la décision faisant l'objet du recours.

§ 2. Si l'opérateur demande à être entendu en application de l'article D.17, § 2, du Code, le Ministre ou son délégué procède à son audition et établit un rapport succinct de l'entretien qui est cosigné par le Ministre ou son délégué et l'intéressé. D'autres intervenants peuvent par ailleurs être invités à prendre part à l'entretien.

§ 3. Le Ministre ou son délégué prend une décision qu'il notifie à l'intéressé par lettre recommandée ou par tout envoi conférant une date certaine conformément aux articles D.15 et D.16 du Code.

§ 4. Si des frais d'expertise sont engagés par le Service public de Wallonie et si la décision contestée est confirmée, une demande de paiement des frais est jointe à la lettre recommandée ou à l'envoi conférant une date certaine, enjoignant l'intéressé d'acquitter ces frais dans un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la lettre.

**TITRE 7. — Dispositions modificatives, transitoires, abrogatoires et finales**

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions modificatives**

*Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 instaurant le système régional de qualité différenciée pour les produits agricoles et les denrées alimentaires*

**Art. 90.** Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 instaurant le système régional de qualité différenciée pour les produits agricoles et les denrées alimentaires, le chapitre II, comportant l'article 2, est abrogé.

**Art. 91.** L'article 6 du même arrêté est abrogé.

**Art. 92.** Dans l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 3, un alinéa rédigé comme suit est inséré avant l'alinéa unique :

« Un groupe de minimum trois experts indépendants, dénommé groupe d'experts, est constitué temporairement et spécifiquement pour l'évaluation de la demande et la remise d'un avis, tel que prévu à l'article 16 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 relatif aux systèmes de qualité européens et aux mentions de qualité facultatives régionales. La constitution et le fonctionnement du groupe d'experts sont déterminés par le Ministre en application du § 2 du même article. »;

2° dans le paragraphe 3, le mot "trente" est remplacé par le mot "soixante";

3° dans le paragraphe 3, les mots "à la Commission aux fins qu'elle" sont remplacés par les mots "au groupe d'experts aux fins qu'il";

4° dans le paragraphe 4, un alinéa rédigé comme suit est inséré avant l'alinéa unique :

« Le groupe d'experts remet son avis dans un délai de trois mois. Si le dossier de demande est incomplet, le groupe d'experts peut solliciter du requérant les explications supplémentaires nécessaires de manière à compléter sa demande. Dans ce cas, le délai est suspendu dans l'attente de la réception des informations réclamées. »;

5° dans le paragraphe 4, alinéa unique, les mots "de la Commission" sont remplacés par les mots "du groupe d'experts".

**Art. 93.** Dans l'article 10, § 3, alinéa 2, du même arrêté, la phrase "Il peut requérir l'avis de la Commission." est abrogée.

**Art. 94.** Dans le même arrêté, l'intitulé du CHAPITRE VII, est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE VIII. — Dénomination de produit et signe de qualité »

**Art. 95.** Dans l'annexe 1<sup>re</sup>, article 1<sup>er</sup>, 7°, du même arrêté, le mot "11<sup>o</sup>" est remplacé par le mot "12<sup>o</sup>".

*Section 2. — Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 agréant l'organisme certificateur des vins wallons et fixant l'appellation et les conditions d'agrément du "Vin mousseux de qualité de Wallonie" et du "Crémant de Wallonie" comme vins mousseux de qualité d'appellation d'origine contrôlée (v.m.q.p.r.d.)*

**Art. 96.** L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 agréant l'organisme certificateur des vins wallons et fixant l'appellation et les conditions d'agrément du "Vin mousseux de qualité de Wallonie" et du "Crémant de Wallonie" comme vins mousseux de qualité d'appellation d'origine contrôlée (v.m.q.p.r.d.) est remplacé par ce qui suit :

« Arrêté du Gouvernement wallon établissant les dénominations "Vin mousseux de qualité de Wallonie" et "Crémant de Wallonie" comme appellations d'origine protégées (AOP) ».

**Art. 97.** L'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté est remplacé comme suit :

« Article 1<sup>er</sup>. La dénomination "Vin mousseux de qualité de Wallonie" est établie en tant qu'appellation d'origine protégée (AOP) de vin mousseux de qualité au sens de l'article 93 du Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil.

La dénomination 'Crémant de Wallonie' est établie en tant qu'appellation d'origine protégée (AOP) au sens de

l'article 93 du Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil. »

**Art. 98.** L'article 2 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Le Ministre arrête les conditions et les modalités menant à la reconnaissance d'un vin en tant que vin pouvant bénéficier de l'appellation d'origine protégée "Vin mousseux de qualité de Wallonie" ou "Crémant de Wallonie". ».

*Section 3. — Dispositions modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 de l'Arrêté du Gouvernement wallon fixant l'appellation et les conditions d'agrément des vins produits en Région wallonne*

**Art. 99.** L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 fixant l'appellation et les conditions d'agrément des vins produits en Région wallonne est remplacé par ce qui suit :

« Arrêté du Gouvernement wallon établissant les dénominations "Côtes de Sambre et Meuse" comme appellation d'origine protégée (AOP) et "Vins des Pays des Jardins de Wallonie" » comme indication géographique protégée (IGP) ».

**Art. 100.** L'article 1<sup>er</sup> du même arrêté est remplacé comme suit :

« Article 1<sup>er</sup>. La dénomination "Côtes de Sambre et Meuse" est établie en tant qu'appellation d'origine protégée (AOP) au sens de l'article 93 du Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil.

La dénomination "Vins des Pays des Jardins de Wallonie" est établie en tant qu'indication géographique protégée (IGP) au sens de l'article 93 du Règlement (UE) n° 1308/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant organisation commune des marchés des produits agricoles et abrogeant les Règlements (CEE) n° 922/72, (CEE) n° 234/79, (CE) n° 1037/2001 et (CE) n° 1234/2007 du Conseil ».

**Art. 101.** L'article 2 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Le Ministre arrête les conditions et les modalités menant à la reconnaissance d'un vin en tant que vin pouvant bénéficier de l'appellation d'origine protégée (AOP) "Côtes de Sambre et Meuse" ou de l'indication géographique protégée (IGP) "Vins des Pays des Jardins de Wallonie" ».

#### CHAPITRE II. — Dispositions transitoires

**Art. 102.** L'instruction de tout dossier de demande relatif à une appellation bénéficiant d'une reconnaissance wallonne transitoire en application de l'article 14bis, § 3, du décret du 7 septembre 1989 concernant l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne ainsi que la mise en application en Région wallonne des Règlements (CEE) n° 2081/92 et n° 2082/92 se poursuit tel que prévu à l'article 19.

**Art. 103.** Un avis remis précédemment sur un dossier de demande par la Commission consultative scientifique pour les produits agroalimentaires instituée par l'article 14bis, § 5, du décret visé à l'article 98 est équivalent à l'avis mentionné à l'article 16, § 1<sup>er</sup>.

**Art. 104.** Les organismes certificateurs agréés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté pour la certification des produits bénéficiant d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique à la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté conservent leur agrément jusqu'au terme de la durée visée à l'article 83, à compter de la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 105.** Les produits qui possèdent déjà une dénomination en vertu de décision de jury de dégustation peuvent continuer à utiliser celle-ci sur base des normes antérieures.

#### CHAPITRE 3. — Dispositions abrogatoires

**Art. 106.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 25 septembre 2003 portant application du décret du 7 septembre 1989 concernant l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne ainsi que la mise en application en Région wallonne des Règlements (CEE) n° 2081/92 et n° 2082/92 est abrogé.

**Art. 107.** L'arrêté ministériel du 27 mai 2004 portant agrément des "Côtes de Sambre et Meuse" comme vin de qualité d'appellation d'origine contrôlée V.Q.P.R.D. est abrogé.

**Art. 108.** L'arrêté ministériel du 27 mai 2004 portant agrément des "Vins de table avec indication géographique" comme "Vin de pays des Jardins de Wallonie" est abrogé.

**Art. 109.** L'arrêté ministériel du 5 mars 2008 portant agrément et fixant le cahier des charges du "Vin mousseux de qualité de Wallonie" et du "Crémant de Wallonie" comme vins mousseux de qualité d'appellation d'origine contrôlée (v.m.q.p.r.d.) est abrogé.

**Art. 110.** Le Service publie les approbations de la Commission mentionnées aux articles 102 à 104 par avis au *Moniteur belge*. L'abrogation des textes mentionnés auxdits articles prend effet le lendemain de la publication des approbations respectives.

#### CHAPITRE 4. — Dispositions finales

**Art. 111.** Le Titre VII, CHAPITRE I<sup>er</sup> du Code, comprenant les articles D.171 à D.177, entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 112.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 juillet 2016.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,  
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2016/204578]

**14. JULI 2016 — Erlass der Wallonischen Regierung über die europäischen Qualitätsregelungen und die regionalen fakultativen Qualitätsangaben**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 882/2004 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2004 über amtliche Kontrollen zur Überprüfung der Einhaltung des Lebensmittel- und Futtermittelrechts sowie der Bestimmungen über Tiergesundheit und Tierschutz;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 110/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Januar 2008 zur Begriffsbestimmung, Bezeichnung, Aufmachung und Etikettierung von Spirituosen sowie zum Schutz geografischer Angaben für Spirituosen und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 1576/89 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 der Kommission vom 14. Juli 2009 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 479/2008 des Rates hinsichtlich der geschützten Ursprungsbezeichnungen und geografischen Angaben, der traditionellen Begriffe sowie der Kennzeichnung und Aufmachung bestimmter Weinbauerzeugnisse zugelassenes Lastenheft;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. November 2012 über Qualitätsregelungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel;

Aufgrund der Durchführungsverordnung (EU) Nr. 716/2013 der Kommission vom 25. Juli 2013 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 110/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates zur Begriffsbestimmung, Bezeichnung, Aufmachung und Etikettierung von Spirituosen sowie zum Schutz geografischer Angaben für Spirituosen;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und (EG) Nr. 485/2008 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates, Artikel 92 bis 116;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 251/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Februar 2014 zur Begriffsbestimmung, Bezeichnung, Aufmachung und Etikettierung von aromatisierten Weinerzeugnissen sowie den Schutz geografischer Angaben für aromatisierte Weinerzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 1601/91 des Rates;

Aufgrund der delegierten Verordnung (EU) Nr. 664/2014 der Kommission vom 18. Dezember 2013 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Festlegung der EU-Zeichen für geschützte geografische Angaben und garantiert traditionelle Spezialitäten sowie im Hinblick auf bestimmte herkunftsbezogene Vorschriften, Verfahrensvorschriften und zusätzliche Übergangsvorschriften;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 668/2014 der Kommission vom 13. Juni 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates über Qualitätsregelungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft, Artikel D.4, D.17, D.172, D.173, D.174, D.175, D.176 und D.426 § 2, Ziffer 2;

Aufgrund des Dekrets vom 7. September 1989 über die Bezeichnung des lokalen Ursprungs und die Ausstellung des Wallonischen Qualitätszeichens sowie über die Umsetzung der Verordnungen (EWG) Nr. 2081/92 und Nr. 2082/92 auf dem Gebiet der Wallonischen Region, Artikel 14bis, 14ter, 14quater und 14quinquies, eingefügt durch das Dekret vom 19. Dezember 2002;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. September 2003 zur Ausführung des Dekrets vom 7. September 1989 über die Bezeichnung des lokalen Ursprungs und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs sowie über die Umsetzung der Verordnungen (EWG) Nr. 2081/92 und Nr. 2082/92 auf dem Gebiet der Wallonischen Region;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 27. Mai 2004 zur Zulassung der "Côtes de Sambre et Meuse" als Qualitätswein mit kontrollierter Herkunftsbezeichnung V.Q.P.R.D.;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 27. Mai 2004 zur Zulassung der "Tafelweine mit geographischer Angabe" als "Vin de pays des Jardins de Wallonie";

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 5. März 2008 zur Zulassung des "Vin mousseux de qualité de Wallonie" und des "Crémant de Wallonie" als Qualitätsschaumweine mit kontrollierter Ursprungsbezeichnung (v.m.q.p.r.d.) und zur Festlegung des entsprechenden Lastenheftes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. März 2008 zur Genehmigung der bescheinigenden Stelle für die Wallonischen Weine und zur Festlegung der Bezeichnung und der Zulassungsbedingungen des "Vin mousseux de qualité de Wallonie" und des "Crémant de Wallonie" als Qualitätsschaumweine mit kontrollierter Ursprungsbezeichnung (v.m.q.p.r.d.);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Einführung eines regionalen Systems der differenzierten Qualität für Agrarerzeugnisse und Nahrungsmittel;

Aufgrund des am 12. Februar 2016 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 18. Februar 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 18. Februar 2016 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des Berichts vom 18. Februar 2016, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 29. Juni 2016 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 59.501/4;

In Erwägung der Richtlinie (EU) 2015/1535 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. September 2015 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft;

In Erwägung der Verordnung (EG) Nr. 1169/2011 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2011 betreffend die Information der Verbraucher über Lebensmittel und zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1924/2006 und (EG) Nr. 1925/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates und zur Aufhebung der Richtlinie 87/250/EWG der Kommission, der Richtlinie 90/496/EWG des Rates, der Richtlinie 1999/10/EG der Kommission, der Richtlinie 2000/13/EG des Europäischen Parlaments und des Rates, der Richtlinien 2002/67/EG und 2008/5/EG der Kommission und der Verordnung (EG) Nr. 608/2004 der Kommission;

Auf Vorschlag des Ministers für Landwirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### TITEL 1 — Anwendungsbereich und Begriffsbestimmungen

**Artikel 1** - Der vorliegende Erlass bestimmt:

1° die Modalitäten zur Anwendung der von der Europäischen Union eingeführten spezifischen Qualitätsregelungen, die sich auf Folgendes beziehen:

a) die geschützten Ursprungsbezeichnungen und die geschützten geografischen Angaben für die Agrarerzeugnisse, die Lebensmittel und die Weinerzeugnisse;

b) die geografischen Angaben für die aromatisierten Weinerzeugnisse und die Spirituosen;

c) die garantiert traditionelle Spezialitäten für die Agrarerzeugnisse und Lebensmittel;

d) die fakultativen Qualitätsangaben für die Agrarerzeugnisse und Lebensmittel;

e) die traditionellen Begriffe für die Weinerzeugnisse;

2° die Regeln, die zur Reservierung von regionalen fakultativen Qualitätsangaben führen.

**Art. 2** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Akkreditierung: die Bescheinigung durch eine dritte Stelle, die die fachliche Kompetenz, die Unabhängigkeit und die Unparteilichkeit einer Einrichtung, die die Übereinstimmung der Erzeugnisse mit der Norm ISO/IEC 17065 beurteilt, oder die Bescheinigung durch eine dritte Stelle, die die fachliche Kompetenz der Kalibrier- und Prüflaboratorien mit der Norm ISO/IEC 17025 beurteilt;

2° Ursprungsbezeichnung: die Bezeichnung, die ein Erzeugnis aus der Wallonie, aus einem Teil ihres Gebiets oder aus einem bestimmten Ort auf ihrem Gebiet identifiziert und die:

a) für ein Agrarerzeugnis oder Lebensmittel: den in Artikel 5 § 1 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 genannten Kriterien entspricht;

b) für ein Weinerzeugnis:

i) den in Artikel 93 § 1 a) der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 genannten Kriterien entspricht;

ii) den in Artikel 6 der Verordnung (EU) Nr. 607/2009 genannten Kriterien entspricht;

3° Spirituosen: die in Artikel 2 der Verordnung (EG) Nr. 110/2008 erwähnten alkoholischen Getränke;

4° Lastenheft:

a) für einen Antrag auf Eintragung einer Herkunftsbezeichnung oder einer geografischen Angabe für ein Agrarerzeugnis oder Lebensmittel: das in Artikel 7 § 1 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 vom 21. November 2012 erwähnte Lastenheft;

b) für einen Antrag auf Eintragung einer Herkunftsbezeichnung oder einer geografischen Angabe für ein Weinerzeugnis: das in Artikel 94 § 2 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 vom 17. Dezember 2013 erwähnte Lastenheft;

c) für einen Antrag auf Eintragung einer geografischen Angabe für ein aromatisiertes Weinerzeugnis: das in Artikel 10 § 2 der Verordnung (EU) Nr. 251/2014 vom 26. Februar 2014 erwähnte Lastenheft;

d) für einen Antrag auf Eintragung einer garantiert traditionellen Spezialität: das in Artikel 19 § 1 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 vom 21. November 2012 erwähnte und nach dem Muster in Anhang II der Verordnung (EU) Nr. 668/2014 vom 13. Juni 2014 verfasste Lastenheft;

5° technisches Lastenheft: das nach den Vorschriften der Dienststelle verfasste Lastenheft, in dem die gesamten technischen Auflagen, die zu einem Erzeugnis mit genauen, messbaren und überprüfbaren physikalisch-chemischen und organoleptischen Eigenschaften führen, angegeben werden;

6° Gesetzbuch: das Wallonische Gesetzbuch über die Landwirtschaft;

7° Kommission: die Europäische Kommission;

8° Antrag: der Antrag auf Eintragung, Abänderung oder Aufhebung einer Ursprungsbezeichnung, einer geografischen Angabe, einer garantiert traditionellen Spezialität, eines traditionellen Begriffs, einer Betriebsangabe oder der Antrag auf Reservierung, Abänderung oder Aufhebung einer fakultativen Qualitätsangabe;

9° Antragsteller: die natürliche oder juristische Person oder die Vereinigung von natürlichen oder juristischen Personen, die ein Interesse daran haben, dass eine Bezeichnung eingetragen wird;

10° Gattungsbezeichnung: die Bezeichnung, die obwohl sie ein ursprünglich aus der Wallonie, aus einem Teil ihres Gebiets oder aus einem bestimmten Ort ihres Gebiets stammendes Erzeugnis identifiziert, für den belgischen Verbraucher die gebräuchliche Bezeichnung eines Erzeugnisses geworden ist, die keinen engen Zusammenhang mehr mit seinem Ursprungsgebiet aufweist;

11° Einheitsdokument:

a) für einen Antrag auf Eintragung einer Herkunftsbezeichnung oder einer geografischen Angabe für ein Agrarerzeugnis oder Lebensmittel: das in Artikel 8 § 1 c) der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 vom 21. November 2012 erwähnte und nach Artikel 6 § 1, Artikel 7 § 1 und Anhang I der Verordnung (EU) Nr. 668/2014 vom 13. Juni 2014 verfasste Einheitsdokument;

b) für einen Antrag auf Eintragung einer Herkunftsbezeichnung oder einer geografischen Angabe für ein Weinerzeugnis: das in Artikel 94 § 1 d) der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 vom 17. Dezember 2013 erwähnte Einheitsdokument;

c) für einen Antrag auf Eintragung einer geografischen Angabe für ein aromatisiertes Weinerzeugnis: das in Artikel 10 § 1 d) der Verordnung (EU) Nr. 251/2014 vom 26. Februar 2014 erwähnte Einheitsdokument;



12° Eintragung:

a) für eine Herkunftsbezeichnung oder eine geografische Angabe oder eine garantiert traditionelle Spezialität für ein Agrarerzeugnis oder Lebensmittel: die in Artikel 52 §§ 2, 3 und 4 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 vom 21. November 2012 erwähnte Eintragung;

b) für eine Herkunftsbezeichnung oder eine geografische Angabe für ein Weinerzeugnis: der in Artikel 99 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 vom 17. Dezember 2013 und in Artikel 17 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 vom 14. Juli 2009 erwähnte Schutz;

c) für eine geografische Angabe für ein aromatisiertes Weinerzeugnis: der in Artikel 16 der Verordnung (EU) Nr. 251/2014 vom 26. Februar 2014 erwähnte Schutz;

d) für eine geografische Angabe für Spirituosen: die in Artikel 17 § 8 der Verordnung (EG) Nr. 110/2008 vom 15. Januar 2008 erwähnte Eintragung;

13° technische Unterlage: die in Artikel 17 § 4 der Verordnung (EG) Nr. 110/2008 vom 15. Januar 2008 erwähnte und gemäß Anhang II der Verordnung (EU) Nr. 716/2013 vom 25. Juli 2013 verfasste technische Unterlage;

14° geografische Angabe: die Bezeichnung, die ein Erzeugnis aus der Wallonie, aus einem Teil ihres Gebiets oder aus einem bestimmten Ort auf ihrem Gebiet identifiziert und die:

a) für ein Agrarerzeugnis oder Lebensmittel: den in Artikel 5 § 2 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 vom 21. November 2012 genannten Kriterien entspricht;

b) für ein Weinerzeugnis: den in Artikel 93 § 1 b) der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 vom 17. Dezember 2013 genannten Kriterien entspricht;

c) für ein aromatisiertes Weinerzeugnis: den in Artikel 2, 3 der Verordnung (EU) Nr. 251/2014 vom 26. November 2014 genannten Kriterien entspricht oder;

d) für Spirituosen: den in Artikel 15 § 1 der Verordnung (EG) Nr. 110/2008 vom 15. Januar 2008 genannten Kriterien entspricht;

15° Norm ISO/IEC 17025: die internationale Norm ISO/IEC 17025, die die allgemeinen Anforderungen hinsichtlich der Kompetenz der Kalibrier- und Prüflaboratorien festlegt;

16° Norm ISO/IEC 17065: die internationale Norm ISO/IEC 17065, die die Anforderungen hinsichtlich der Kompetenzen, der kohärenten Gestaltung der Aktivitäten und der Unparteilichkeit der im Bereich der Produktzertifizierung tätigen Stellen festlegt;

17° Zusammenhang:

a) für eine Ursprungsbezeichnung: der wesentliche oder ausschließliche Zusammenhang zwischen der spezifischen Qualität oder den besonderen Eigenschaften des Erzeugnisses und den Merkmalen des geografischen Umfelds, aus dem es stammt, einschließlich der natürlichen und menschlichen Faktoren;

b) für eine geografische Angabe: der wesentliche Zusammenhang zwischen einer spezifischen Qualität, des Ansehens oder einer anderen besonderen Eigenschaft des Erzeugnisses und dem geografischen Umfeld, aus dem es stammt;

18° fakultative Qualitätsangabe: die auf Agrarerzeugnisse und Lebensmittel anwendbare fakultative Qualitätsangabe, die:

a) für eine entsprechende Qualitätsangabe den in Artikel 29 § 1 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 vom 21. November 2012 genannten Kriterien entspricht;

b) für eine fakultative Qualitätsangabe, die in Anwendung von Artikel D.174 des Gesetzbuches der regionalen Gesetzgebung unterliegt, den folgenden Kriterien entspricht:

i) die Angabe betrifft eine Eigenschaft von einer oder mehreren Kategorien von Erzeugnissen oder eine Herstellungs- oder Verarbeitungseigenschaft;

ii) die Verwendung der Angabe bringt einen Mehrwert für das Erzeugnis im Verhältnis zu vergleichbaren Erzeugnissen;

iii) die Angabe erreicht das Niveau des Gebiets der Wallonischen Region oder des nationalen Gebiets;

19° Betriebsangabe: die Angabe, die sich auf ein Weinerzeugnis bezieht, das auf anderem Wege als durch die Angabe des Namens des Erzeugers, des Abfüllers oder des Verkäufers auf einen auf dem Gebiet der wallonischen Region gelegenen Weinbaubetrieb verweist und das die in Artikel 57 § 1 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 vom 14. Juli 2009 erwähnten Bedingungen erfüllt;

20° traditioneller Begriff: der traditionelle Begriff, der sich auf ein Weinerzeugnis aus dem Gebiet der Wallonischen Region bezieht und der in Artikel 112 b) der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 vom 17. Dezember 2013 Definition entspricht;

21° Minister: der Minister für Landwirtschaft;

22° Agrarerzeugnisse oder Lebensmittel: die in Artikel 2 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 vom 21. November 2012 erwähnten Agrarerzeugnisse oder Lebensmittel;

23° Weinerzeugnisse: die in Anhang VII Teil II Punkte 1, 3 bis 6, 8, 9, 11, 15 und 16 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 vom 17. Dezember 2013 erwähnten Erzeugnisse;

24° aromatisierte Weinerzeugnisse: die in Artikel 3 der Verordnung (EU) Nr. 251/2014 vom 26. Februar 2014 erwähnten Erzeugnisse;

25° Verordnung (EG) Nr. 882/2004 vom 29. April 2004: die Verordnung (EG) Nr. 882/2004 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. April 2004 über amtliche Kontrollen zur Überprüfung der Einhaltung des Lebensmittel- und Futtermittelrechts sowie der Bestimmungen über Tiergesundheit und Tierschutz;

26° Verordnung (EG) Nr. 110/2008 vom 15. Januar 2008: die Verordnung (EG) Nr. 110/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 15. Januar 2008 zur Begriffsbestimmung, Bezeichnung, Aufmachung und Etikettierung von Spirituosen sowie zum Schutz geografischer Angaben für Spirituosen und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 1576/89 des Rates;

27° Verordnung (EG) Nr. 607/2009 vom 14. Juli 2009: die Verordnung (EG) Nr. 607/2009 der Kommission vom 14. Juli 2009 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 479/2008 des Rates hinsichtlich der geschützten Ursprungsbezeichnungen und geografischen Angaben, der traditionellen Begriffe sowie der Kennzeichnung und Aufmachung bestimmter Weinbauerzeugnisse;

28° Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 vom 21. November 2012: die Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. November 2012 über Qualitätsregelungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel;

29° Verordnung (EU) Nr. 716/2013 vom 25. Juli 2013: die Durchführungsverordnung (EU) Nr. 716/2013 der Kommission vom 25. Juli 2013 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 110/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates zur Begriffsbestimmung, Bezeichnung, Aufmachung und Etikettierung von Spirituosen sowie zum Schutz geografischer Angaben für Spirituosen;

30° Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 vom 17. Dezember 2013: die Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über die Finanzierung, die Verwaltung und das Kontrollsystem der Gemeinsamen Agrarpolitik und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 352/78, (EG) Nr. 165/94, (EG) Nr. 2799/98, (EG) Nr. 814/2000, (EG) Nr. 1200/2005 und Nr. 485/2008 des Rates;

31° Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 vom 17. Dezember 2013: die Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates;

32° Verordnung (EU) Nr. 251/2014 vom 26. Februar 2014: die Verordnung (EU) Nr. 251/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Februar 2014 zur Begriffsbestimmung, Bezeichnung, Aufmachung und Etikettierung von aromatisierten Weinerzeugnissen sowie den Schutz geografischer Angaben für aromatisierte Weinerzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 1601/91 des Rates;

33° Verordnung (EU) Nr. 664/2014 vom 13. Dezember 2013: die delegierte Verordnung (EU) Nr. 664/2014 der Kommission vom 13. Dezember 2013 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Festlegung der EU-Zeichen für geschützte geografische Angaben und garantiert traditionelle Spezialitäten sowie im Hinblick auf bestimmte herkunftsbezogene Vorschriften, Verfahrensvorschriften und zusätzliche Übergangsvorschriften;

34° Verordnung (EU) Nr. 668/2014 vom 13. Juni 2014: die Durchführungsverordnung (EU) Nr. 668/2014 der Kommission vom 13. Juni 2014 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 des Europäischen Parlaments und des Rates über Qualitätsregelungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel;

35° Dienststelle: die Direktion der Qualität der Abteilung Entwicklung der Verwaltung, die aufgrund von Artikel D.172 § 7 des Gesetzbuches als die mit der Umsetzung des regionalen Qualitätssystems beauftragte zuständige Behörde bezeichnet wird;

36° garantiert traditionelle Spezialität: die Bezeichnung, durch die ein Agrarerzeugnis oder ein Lebensmittel beschrieben wird, das den in Artikel 18 § 1 und 2 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 vom 21. November 2012 genannten Kriterien entspricht;

37° Weinproduzent: die natürliche oder juristische Person oder die Vereinigung von natürlichen oder juristischen Personen, die Tätigkeiten ausüben, deren Ziel die Weinproduktion ist, gegebenenfalls einschließlich des Weinanbaus.

## TITEL 2 — *Geschützte Ursprungsbezeichnungen, geschützte geografische Angaben, garantiert traditionelle Spezialitäten*

### KAPITEL I — *Regionale Untersuchung des Antrags auf Eintragung*

#### *Abschnitt 1 — Antragsteller*

**Art. 3** - Für den vorliegenden Abschnitt ist unter "Gemeinschaft" jegliche Vereinigung zu verstehen, die sich ungeachtet ihrer Rechtsform hauptsächlich aus Erzeugern oder Verarbeitern zusammensetzt, die von demselben Erzeugnis betroffen sind.

**Art. 4** - Der Antrag auf Eintragung einer Bezeichnung als geschützte Ursprungsbezeichnung oder geografische Angabe für ein Agrarerzeugnis oder Lebensmittel geht von einer Gemeinschaft aus, die mit dem Erzeugnis arbeitet, dessen Bezeichnung für die Eintragung vorgeschlagen wird, oder von einer einzelnen natürlichen oder juristischen Person, wenn diese mit einer Gemeinschaft aufgrund von Artikel 19 § 1 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 gleichgestellt werden kann.

**Art. 5** - Der Antrag auf Eintragung einer Bezeichnung als Ursprungsbezeichnung oder geografische Angabe für ein Weinerzeugnis oder der Antrag auf Eintragung einer Bezeichnung als geografische Angabe für ein aromatisiertes Weinerzeugnis oder Spirituosen geht von einer Erzeugergemeinschaft oder, wenn begründet, ausnahmsweise von einem Einzelerzeuger aus. Andere interessierte Parteien können sich dem Antrag anschließen. Die Erzeuger reichen einen Antrag für die Erzeugnisse ein, die sie herstellen. Für Weinerzeugnisse ist der Antragsteller nur in Anwendung von Artikel 2 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 ein Einzelerzeuger.

**Art. 6** - Der Antrag auf Eintragung einer Bezeichnung als garantiert traditionelle Spezialität geht von einer Gemeinschaft aus, die den in Artikel 4 genannten Kriterien entspricht. Jedoch nur eine Gemeinschaft bestehend aus Betreibern, deren Betriebssitz sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region befindet, kann einen Antrag auf Eintragung einreichen.

#### *Abschnitt 2 — Inhalt des Antrags*

**Art. 7** - § 1 - Der Antrag enthält die zweckdienlichen Belege, durch die geprüft werden kann, ob die Bezeichnung, für die eine Eintragung beantragt wird, allen Anforderungen genügt.

§ 2 - Für einen Antrag auf Eintragung einer Bezeichnung als Ursprungsbezeichnung oder geografische Angabe, die sich auf ein Agrarerzeugnis, Lebensmittel oder Weinerzeugnis bezieht, oder für einen Antrag auf Eintragung einer Bezeichnung als geografische Angabe, die sich auf ein aromatisiertes Weinerzeugnis bezieht, enthält die Akte mindestens:

- 1° die Bezeichnung des Erzeugnisses;
- 2° den Namen und die Anschrift des Antragstellers;
- 3° das Lastenheft;
- 4° das Einheitsdokument.

§ 3 - Für einen Antrag auf Eintragung einer Bezeichnung als geografische Angabe, die sich auf Spirituosen bezieht, enthält die Akte mindestens:

- 1° die Bezeichnung des Erzeugnisses;
- 2° den Namen und die Anschrift des Antragstellers;
- 3° die technische Unterlage;
- 4° eine Zusammenfassung der wichtigsten Spezifikationen der technischen Unterlage.

§ 4 - Für einen Antrag auf Eintragung einer Bezeichnung, die sich auf eine garantiert traditionelle Spezialität bezieht, enthält die Akte mindestens:

- 1° die einzutragende Bezeichnung;
- 2° den Namen und die Anschrift des Antragstellers;
- 3° das Lastenheft.

**Art. 8 - § 1** - Anhand des Lastenheftes oder der technischen Unterlagen können die interessierten Parteien überprüfen, ob die mit der Ursprungsbezeichnung, geografischen Angabe oder garantiert traditionellen Spezialität verbundenen Produktionsbedingungen eingehalten werden.

§ 2 - Unbeschadet der in Artikel 2 Ziffer 4 *a)*, *b)* und *c)* angegebenen Definitionen wird das Lastenheft bezüglich einer geschützten Ursprungsbezeichnung oder geografischen Angabe auf der Grundlage eines von der Dienststelle erstellten Modells verfasst, das auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft zur Verfügung steht. Das Lastenheft genügt folgenden Anforderungen:

1° aus den Angaben des Lastenheftes, aus denen sich der Zusammenhang ergibt, geht hervor, inwiefern sich die Merkmale des bestimmten geografischen Gebiets auf das Enderzeugnis auswirken;

2° für eine Ursprungsbezeichnung enthält die im Lastenheft angeführte Angabe "Zusammenhang":

*a)* Angaben zu dem geografischen Gebiet, die für den Zusammenhang von Bedeutung sind, einschließlich der natürlichen und menschlichen Faktoren;

*b)* Angaben zur Qualität oder zu den Eigenschaften des Erzeugnisses, die überwiegend oder ausschließlich dem geografischen dem geografischen Umfeld zu verdanken ist bzw. sind;

*c)* eine Beschreibung des kausalen Zusammenhangs zwischen den in *a)* und *b)* erwähnten Angaben;

3° für eine geografische Angabe weist die im Lastenheft angeführte Angabe "Zusammenhang" darauf hin, ob die Angabe auf einer spezifischen Qualität oder einem spezifischen Ansehen, oder aber auf anderen, mit dem geografischen Ursprung verbundenen Eigenschaften beruht. Außerdem enthält diese Angabe:

*a)* Angaben zu dem geografischen Gebiet, die für den Zusammenhang von Bedeutung sind;

*b)* Angaben zu der bestimmten Qualität, dem Ansehen oder anderen Eigenschaften des Erzeugnisses, die bzw. das dem geografischen Ursprung des Erzeugnisses zuzuschreiben ist bzw. sind;

*c)* eine Beschreibung des kausalen Zusammenhangs zwischen den in *a)* und *b)* erwähnten Angaben;

4° das geografische Gebiet wird im Lastenheft möglichst unter Bezugnahme auf die physischen Grenzen, einschließlich der orohydrografischen Elemente und des Verkehrsnetzes, oder auf die administrativen Grenzen, einschließlich der regionalen, provinziellen, kommunalen Grenzen vor oder nach der Fusion der Gemeinden auf detaillierte und präzise Weise abgegrenzt;

5° die im Lastenheft angeführte Angabe "Ursprungsnachweis" umfasst die Verfahren, die die Betreiber eingeführt haben, um die Rückverfolgbarkeit der Herkunft der Rohstoffe, der Futtermittel und anderer Elemente, die gemäß dem Lastenheft aus dem abgegrenzten Gebiet stammen, zu gewährleisten.

6° das Lastenheft eines Erzeugnisses tierischen Ursprungs, dessen Bezeichnung als Ursprungsbezeichnung eingetragen ist, enthält ausführliche Regeln bezüglich der Herkunft und Qualität der Futtermittel;

7° jede Einschränkung geografischer Art betreffend eine Erzeugungsstufe, die den freien Warenverkehr oder den Verkehr von Dienstleistungen behindern könnte, muss im Hinblick auf die Erhaltung der Qualität des Erzeugnisses oder der Ursprungsgarantie oder der Prüfbarkeit gebührend begründet werden;

8° die in Artikel 13 § 1 Absatz 1 *a)* der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 erwähnte Angabe "vergleichbares Erzeugnis" wird festgelegt, um jegliche Verwechslung hinsichtlich des beantragten Schutzzumfangs zu vermeiden;

9° das Lastenheft enthält als Anhang:

*a)* ein gemäß einem von der Dienststelle verabschiedeten Muster verfasstes technisches Lastenheft, das auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft zur Verfügung steht und das Folgendes enthält:

*i)* alle Elemente, die der Kontrolle der bescheinigenden Stelle unterliegen, einschließlich einer genauen Beschreibung der gemäß den vom Minister festgelegten Regeln für die Vermarktung und Etikettierung der Erzeugnisse;

*ii)* als Anhang den entsprechenden Mindestplan für die Kontrollen, der gemäß einem von der Dienststelle verabschiedeten Muster verfasst wird;

*b)* eine oder mehrere Karten des bestimmten geografischen Gebiets;

*c)* eine Bibliographie mit den Referenzen, die den Zusammenhang oder jedes andere Element des Lastenheftes bekräftigen;

*d)* eine Abschrift der Unterlagen, die die frühere und gegenwärtige Bekanntheit der Bezeichnung bekräftigen;

*e)* jedes Element, das hinsichtlich der Artikel 3 bis 5 das berechtigte Interesse des Antragstellers in seiner Vorgehensweise bekräftigt und gegebenenfalls eine Abschrift der Statuten der antragstellenden Gemeinschaft.

Zur Anwendung von Absatz 1 Ziffer 1 bei Anträgen für verschiedene Kategorien von Weinbauerzeugnissen sind die Angaben zum Nachweis des Zusammenhangs für jedes der betreffenden Weinbauerzeugnisse zu erbringen.

Zur Anwendung von Absatz 1 Ziffer 5 sind die Betreiber in der Lage, Folgendes zu identifizieren:

1° den Lieferanten, die Menge und den Ursprung der Lose von Rohstoffen oder erhaltenen Erzeugnissen;

2° den Empfänger, die Menge und den Bestimmungsort der gelieferten Erzeugnisse;

3° die Beziehung zwischen jedem eingehenden und ausgehenden Los.

Zur Anwendung von Paragraph 2 Absatz 1 Ziffer 8 sind unter "vergleichbaren Erzeugnissen" die gesamten Erzeugnisse gleicher Art zu verstehen, die durch den Schutz gedeckt werden können.

§ 3. Unbeschadet der in Artikel 2 Ziffer 4 d) angeführten Definition erfüllt das Lastenheft bezüglich einer garantiert traditionellen Spezialität folgende Anforderungen:

1° die Beschreibung des Erzeugnisses enthält lediglich die Eigenschaften, die zu dessen Identifizierung und zur Identifizierung seiner spezifischen Eigenschaften notwendig sind. Sie enthält weder allgemein geltende Verpflichtungen, noch technische Eigenschaften in Verbindung mit Erzeugnissen dieses Typs, noch damit verbundene zwingende gesetzliche Anforderungen;

2° die Beschreibung der Erzeugungsmethode bezieht sich lediglich auf die übliche Erzeugungsmethode. Die alten Verfahren werden nur angegeben, wenn sie weiterhin eingesetzt werden. Allein die zur Gewinnung dieses spezifischen Erzeugnisses erforderliche Methode wird beschrieben, und zwar derart, dass dieses allerorts nachgebildet werden kann;

3° die wesentlichen Angaben, durch die der traditionelle Charakter des Erzeugnisses nachgewiesen werden kann, umfassen die Hauptelemente, die im Laufe der Zeit unverändert geblieben sind und die durch genaue und fest etablierte Referenzen bescheinigt sind;

4° das Lastenheft enthält als Anhang:

a) ein gemäß einem von der Dienststelle verabschiedeten Muster verfasstes technisches Lastenheft, das auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft zur Verfügung steht und das Folgendes enthält:

i) alle Elemente, die der Kontrolle der bescheinigenden Stelle unterliegen, einschließlich einer genauen Beschreibung der gemäß den vom Minister festgelegten Vermarktungs- und Etikettierungsregeln der Erzeugnisse;

ii) als Anhang den entsprechenden Mindestplan für die Kontrollen, der gemäß einem von der Dienststelle verabschiedeten Muster verfasst wird;

b) eine Bibliographie mit den Referenzen, die den traditionellen Charakter oder jedes andere Element des Lastenheftes bekräftigen;

c) eine Abschrift der Unterlagen, die die frühere und gegenwärtige Bekanntheit der Bezeichnung bekräftigen;

d) jedes Element, das das berechtigte Interesse des Antragstellers in seiner Vorgehensweise bekräftigt und gegebenenfalls eine Abschrift der Statuten der antragstellenden Gemeinschaft.

§ 4. Unbeschadet der in Artikel 2 Ziffer 13 angeführten Definition erfüllt die technische Unterlage bezüglich Spirituosen mutatis mutandis die in Paragraph 2 Absatz 1 Ziffern 1, 3 bis 5, 7 und 8 angeführten Anforderungen.

**Art. 9 - § 1** - In dem Einheitsdokument wird das Erzeugnis unter Benutzung der geläufigsten Definitionen und Normen für dieses Produkt beschrieben. Die Beschreibung konzentriert sich auf die Spezifität des Erzeugnisses mit der einzutragenden Bezeichnung, indem die geläufigsten oder technischen Maßeinheiten und Vergleichselemente benutzt werden, ohne weder die mit dieser Art von Erzeugnissen verbundenen technischen Eigenschaften, noch die damit verbundenen zwingenden gesetzlichen Anforderungen mit einzuschließen.

§ 2 - Unbeschadet der in Artikel 2 Ziffer 11 angeführten Definitionen enthält dieses Einheitsdokument:

1° für die Beschreibung des geografischen Gebiets eine literarische Beschreibung, sowie eine präzise Karte des betreffenden Gebiets;

2° in der Beschreibung des Zusammenhangs gegebenenfalls:

a) eine Beschreibung des natürlichen Zusammenhangs, die die Darlegung der Spezifitäten des geografischen Gebiets, der Spezifitäten des Erzeugnisses und die Erklärung des kausalen Zusammenhangs zwischen den beiden umfasst;

b) einen Bericht über die Geschichte und das Ansehen der Bezeichnung, die die Darlegung der früheren Bekanntheit und der gegenwärtigen Bekanntheit der Bezeichnung umfasst.

**Art. 10 - § 1** - Für die Ursprungsbezeichnungen oder geografischen Angaben wird die zu schützende Bezeichnung bei der Eintragung nur in der Sprache bzw. den Sprachen vorgeschlagen, die zwecks der Bezeichnung des Erzeugnisses in dem bestimmten geografischen Gebiet benutzt wird bzw. werden. Französisch, Deutsch und Niederländisch sind die drei Sprachen, die in Betracht kommen, wie auch die in den drei belgischen Regionen benutzten Dialekte. Die ursprünglichen Rechtschreibungen der Bezeichnung werden berücksichtigt.

§ 2 - Für die garantiert traditionellen Spezialitäten wird die zu schützende Bezeichnung bei der Eintragung in den Sprachen vorgeschlagen, die zwecks der Bezeichnung des Erzeugnisses auf dem Gebiet der Europäischen Union benutzt werden.

### *Abschnitt 3 — Einreichung und Untersuchung des Antrags*

**Art. 11** - Der Antrag wird bei der Dienststelle eingereicht, die dessen Empfang bestätigt.

**Art. 12 - § 1** - Innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen nach Eingang des Antrags stellt die Dienststelle sicher, ob der Antragsteller hinsichtlich der Artikel 4, 5 und 6 je nach Fall zur Beantragung berechtigt und der Antrag hinsichtlich der Artikel 7 bis 10 vollständig ist.

§ 2 - Die Dienststelle kann beim Antragsteller zusätzliche Informationen anfordern. In diesem Fall wird die in Paragraph 1 erwähnte Frist um fünfzehn Tage ab dem Tag des Eingangs der vom Antragsteller geäußerten Antwort verlängert.

**Art. 13 - § 1** - Wenn der Antrag im Sinne von Artikel 12 § 1 und spätestens nach Ablauf der in Artikel 12 § 2 erwähnten Frist als zulässig erachtet wird, beantragt der Minister die Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* einer Bekanntmachung über die Einholung von Stellungnahmen der Akte.

§ 2 - Die Bekanntmachung enthält mindestens:

1° die Ursprungsbezeichnung oder die geografische Angabe, deren Eintragung beabsichtigt ist;

2° die Identität des Antragstellers und dessen Personalien;

3° die Art des Erzeugnisses:

a) für ein Agrarerzeugnis oder Lebensmittel nach der in Anhang XI der Verordnung (EU) Nr. 668/2014 angeführten Klassifizierung;

b) für ein Weinerzeugnis nach der in Anhang VII Teil II Punkte 1, 3 bis 6, 8, 9, 11, 15 und 16 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 angeführten Nomenklatur;

c) für ein aromatisiertes Weinerzeugnis nach der in Artikel 3 der Verordnung (EU) Nr. 251/2014 erwähnten Klassifizierung;

d) für Spirituosen nach der in Anhang II der Verordnung (EG) Nr. 110/2008 erwähnten Kategorisierung;

4° das bestimmte geografische Gebiet.



§ 3 - In der Bekanntmachung wird jede interessierte und in Belgien ansässige natürliche oder juristische Person aufgefordert, von der Antragsakte bei der Dienststelle ohne Verlagerung der Akte Kenntnis zu nehmen und innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Tag nach der Veröffentlichung der Bekanntmachung im *Belgischen Staatsblatt* der Dienststelle ihre Bemerkungen und Einwände oder ihren Einspruch mitzuteilen.

§ 4 - Die Dienststelle informiert den Minister und jede von ihr bekannte, potenziell interessierte Drittperson auf elektronischem Wege über die in Paragraph 1 erwähnte Bekanntmachung.

**Art. 14 - § 1** - Die Dienststelle bestätigt den Empfang der eingereichten Bemerkungen, Einwände und Einsprüche.

Die außerhalb der in Artikel 13 § 3 erwähnten Frist eingegangenen Bemerkungen, Einwände und Einsprüche werden als unzulässig erachtet. Der Direktor der Dienststelle bewertet innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen nach Ablauf der in Artikel 13 § 3 erwähnten Frist die Zulässigkeit der Einsprüche.

§ 2 - Ein Einspruch ist zulässig, wenn er die Elemente enthält, die darauf hindeuten, dass:

1° die Bezeichnung, deren Eintragung beantragt wird, eine Gattungsbezeichnung ist oder;

2° für einen Antrag betreffend ein Agrarerzeugnis oder Lebensmittel:

a) die in Artikel 5 oder in Artikel 7 § 1 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 erwähnten Bedingungen nicht erfüllt sind oder;

b) die Eintragung der vorgeschlagenen Bezeichnung gegen Artikel 6 § 2, 3 oder 4 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 verstößt oder;

c) sich die Eintragung der vorgeschlagenen Bezeichnung nachteilig auf das Bestehen einer ganz oder teilweise gleichlautenden Bezeichnung oder Marke oder auf das Bestehen von Erzeugnissen auswirken würde, die sich seit mindestens fünf Jahren vor dem Datum der in Artikel 50 § 2 a) der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 vorgesehenen Veröffentlichung rechtmäßig in Verkehr befinden;

3° für einen Antrag betreffend ein Weinerzeugnis:

a) die in Artikel 93 oder in Artikel 94 §§ 1 und 2 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 erwähnten Bedingungen nicht erfüllt sind oder;

b) die Eintragung der vorgeschlagenen Bezeichnung gegen Artikel 100 §§ 1, 2 und 3 Absatz 1 oder gegen Artikel 101 § 2 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 verstößt;

4° für einen Antrag betreffend ein aromatisiertes Weinerzeugnis:

a) die in Artikel 2, 3 oder 10 der Verordnung (EU) Nr. 251/2014 erwähnten Bedingungen nicht erfüllt sind oder;

b) die Eintragung der vorgeschlagenen Bezeichnung gegen Artikel 17 oder gegen Artikel 18 § 2 der Verordnung (EU) Nr. 251/2014 verstößt;

5° für einen Antrag betreffend Spirituosen:

a) die in Artikel 15 § 1 oder in Artikel 17 § 4 der Verordnung (EG) Nr. 110/2008 erwähnten Bedingungen nicht erfüllt sind oder;

b) die Eintragung der vorgeschlagenen Bezeichnung gegen Artikel 19 oder gegen Artikel 23 § 3 der Verordnung (EU) Nr. 110/2008 verstößt;

6° für einen Antrag betreffend eine garantiert traditionelle Spezialität:

a) sich die Bezeichnung ausschließlich auf allgemeine Angaben, die für eine Reihe von Erzeugnissen verwendet werden, oder auf Angaben, die in einer besonderen Rechtsvorschrift der Europäischen Union vorgesehen sind, bezieht oder;

b) die vorgeschlagene Eintragung mit den Bestimmungen der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 unvereinbar ist oder;

c) die Bezeichnung angesichts des belgischen Gebiets legal und bekannt ist und für ähnliche Agrarerzeugnisse oder Lebensmittel von wirtschaftlicher Bedeutung ist.

§ 3 - Sobald die Dienststelle über die Zulässigkeit einer Bemerkung, eines Einwands oder eines Einspruchs entschieden hat, setzt sie den Emittenten unverzüglich davon in Kenntnis.

**Art. 15 - § 1** - Spätestens nach Ablauf der in Artikel 14 § 1 erwähnten Frist, was die Beurteilung der Zulässigkeit der Einsprüche durch die Dienststelle betrifft, übermittelt diese die Bemerkungen, Einwände und Einsprüche dem Antragsteller, der deren Empfang bestätigt. Der Antragsteller beantwortet diese innerhalb einer Frist von dreißig Tagen. Die Dienststelle kann diese Frist auf Antrag des Antragstellers verlängern.

§ 2 - Wenn innerhalb der in Paragraph 1 erwähnten Frist keine Antwort vorliegt, gilt der Antrag auf Eintragung als zurückgezogen.

§ 3 - Die Antwort des Antragstellers wird bei der Dienststelle eingereicht, die deren Empfang bestätigt.

§ 4 - Ab dem Eingang der Antwort des Antragstellers trägt die Dienststelle den Antrag, die eventuellen zulässigen Bemerkungen, Einwände und Einsprüche sowie die Antwort des Antragstellers zusammen. Sie fügt eventuell ihre eigenen, hauptsächlich auf die Einhaltung der gesetzlichen Vorschriften ausgerichteten Bemerkungen bei.

**Art. 16 - § 1** - Je Antrag wird vorübergehend und eigens für die Beurteilung des Antrags und die Abgabe eines Gutachtens an die Dienststelle eine Gruppe von mindestens drei unabhängigen Sachverständigen gebildet.

§ 2 - Der Minister bestimmt die Modalitäten für die Arbeitsweise der in Paragraph 1 erwähnten Sachverständigengruppe, sowie die Modalitäten für die Beurteilung des Antrags und die Abgabe des Gutachtens durch diese Gruppe.

§ 3 - Bei Schwierigkeiten, drei unabhängige Sachverständige zu versammeln, kann diese Zahl in Abweichung von Paragraph 1 auf zwei herabgesetzt werden. In diesem Fall muss die Dienststelle diese Beschränkung begründen.

**Art. 17 - § 1** - Auf der Grundlage des in Artikel 16 § 1 erwähnten Gutachtens beschließt der Minister, ob der Antrag auf Eintragung gerechtfertigt ist und ob er die auf einen Antrag auf Eintragung einer Herkunftsbezeichnung, einer geografischen Angabe oder eine garantiert traditionellen Spezialität anwendbaren vorgeschriebenen Bedingungen erfüllt.

§ 2 - Der Beschluss des Ministers wird unverzüglich dem Antragsteller und den Drittpersonen übermittelt, die die zulässigen Bemerkungen, Einwände und Einsprüche geäußert haben.

**Art. 18** - Wenn der in Artikel 17 § 1 erwähnte Beschluss günstig ist, fasst der Minister einen Erlass, in dem sein Beschluss erwähnt und die Übermittlung der Antragsakte an die Kommission zugelassen wird.

Die Dienststelle lässt eine Bekanntmachung im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichen, durch die die Öffentlichkeit von dem Ministerialerlass in Kenntnis gesetzt wird. Die Fassung der Antragsakte, die Gegenstand des Beschlusses ist, wird von der Dienststelle auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht. In der im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Bekanntmachung werden die betreffende Bezeichnung und die Referenz der Adresse der Akte auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft angegeben.

**Art. 19** - § 1 - Nach Ablauf des für die eventuellen Einsprüche vorgesehenen Zeitraums oder nach Ausschöpfung des Rechtswegs reicht die Dienststelle den Antrag auf europäische Eintragung bei der Kommission ein, und zwar in Anwendung:

1° von Artikel 8 § 2 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 und von Artikel 12 der Verordnung (EU) Nr. 668/2014 für ein Agrarerzeugnis oder Lebensmittel;

2° von Artikel 94 §§ 1 und 2 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 und von Artikel 3 Absatz 2 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 für ein Weinerzeugnis;

3° von Artikel 13 § 5 b) der Verordnung (EU) Nr. 251/2014 für ein aromatisiertes Weinerzeugnis;

4° von Artikel 6 der Verordnung (EU) Nr. 716/2013 für Spirituosen.

Zur Anwendung von Absatz 1 Ziffer 1 bildet der in Artikel 18 erwähnte Beschluss des Ministers die in Artikel 8 § 2 c) der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 erwähnte Erklärung des Mitgliedstaats.

Zur Anwendung von Absatz 1 Ziffer 3 bildet der in Artikel 18 erwähnte Beschluss des Ministers die in Artikel 13 § 5 b) iv) der Verordnung (EU) Nr. 251/2014 erwähnte Erklärung des Mitgliedstaats.

§ 2 - Für einen Antrag betreffend ein Agrarerzeugnis oder Lebensmittel informiert die Dienststelle die Kommission über die zulässigen Einsprüche, die von einer natürlichen oder juristischen Person vorgelegt wurden, die die Erzeugnisse unter ununterbrochener Benutzung der betreffenden Bezeichnungen während mindestens fünf Jahren vor dem Datum der in Artikel 13 § 1 erwähnten Veröffentlichung rechtmäßig in Verkehr gebracht hat.

#### Abschnitt 4 — Antrag auf eine Übergangszeit

**Art. 20** - § 1. Die Dienststelle bewertet die Anträge auf eine Übergangszeit im Sinne von Artikel 15 §§ 1 und 2 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012, die von belgischen Erzeugern ausgehen, die sich außerhalb des zugunsten der Bezeichnung bestimmten Gebiets befinden. Sie überprüft:

1° für einen in Artikel 15 § 1 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 erwähnten Antrag auf eine Übergangszeit von höchstens fünf Jahren:

a) das Vorhandensein eines gemäß Artikel 14 § 1 und § 2 als zulässig erachteten Einspruchs;

b) die Rechtfertigung einer eventuellen nachteiligen Auswirkung der Eintragung der Bezeichnung auf das Bestehen einer ganz oder teilweise gleichlautenden Bezeichnung;

c) das Bestehen einer legalen Vermarktung der betroffenen Erzeugnisse auf dem belgischen Gebiet während mindestens fünf Jahren vor dem Datum der in Artikel 18 erwähnten Veröffentlichung;

2° für einen in Artikel 15 § 2 der Verordnung (EU) Nr. 1152012 erwähnten Antrag auf eine Übergangszeit von höchstens fünfzehn Jahren:

a) das Vorhandensein eines gemäß Artikel 14 § 1 und § 2 als zulässig erachteten Einspruchs;

b) das Bestehen einer legalen Vermarktung auf der Grundlage der örtlichen und ständigen Gebräuche der betroffenen Erzeugnisse auf dem belgischen Gebiet während mindestens fünfundzwanzig Jahren vor dem Datum der in Artikel 18 erwähnten Veröffentlichung;

c) die Tatsache, dass mit der Verwendung der Bezeichnung zu keinem Zeitpunkt beabsichtigt wurde, das Ansehen der eingetragenen Bezeichnung auszunutzen, und dass der Verbraucher in Bezug auf den tatsächlichen Ursprung nicht in die Irre geführt werden konnte.

§ 2 - Wenn eine der zur Gewährung einer Übergangszeit erforderliche Bedingungen des Paragraphen 1 Ziffer 1 oder 2 nicht erfüllt ist, setzt die Dienststelle die Kommission davon in Kenntnis.

Auf begründeten und vom Minister unterstützten Antrag des Antragstellers, sowie mit dem Einverständnis der anderen Regionen und aus Gründen des Schutzes der Verbraucher oder der Interessen des Antragstellers kann die Dienststelle:

1° bekanntgeben, dass Belgien sich dem Antrag auf eine Übergangszeit widersetzt;

2° bei der Kommission beantragen, dass diese die Dauer der Übergangszeit, die sie zu gewähren gedenkt, ausrechnet, indem sie den Zeitraum zwischen dem Datum der in Artikel 18 erwähnten Veröffentlichung und dem Datum der Empfangsbestätigung durch die Kommission von der in Artikel 19 § 1 erwähnten Einreichung des Antrags abzieht;

3° für eine Ursprungsbezeichnung oder eine geografische Angabe bei der Kommission beantragen, dass diese bei der Eintragung der Bezeichnung auferlegt, dass der tatsächliche Ursprung des Erzeugnisses auf der Etikettierung der Erzeugnisse, die von dem(den) Erzeuger(n), der(die) die Übergangszeit in Anspruch nimmt(nehmen), hergestellt werden, klar und deutlich auf dem Haupterzeugnis unter der verwendeten Bezeichnung in dem gleichen Blickfeld angezeigt wird.

**Art. 21** - § 1 - Die Dienststelle bewertet die Anträge auf eine Übergangszeit im Sinne von Artikel 15 § 4 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012, die von Erzeugern ausgehen, die sich innerhalb des zugunsten der Bezeichnung bestimmten Gebiets befinden. Sie überprüft:

1° das Bestehen einer legalen Vermarktung der betreffenden Erzeugnisse, die die betroffenen Betreiber durch die ständige Verwendung der betreffenden Bezeichnung während mindestens fünf Jahren vor dem Datum der in Artikel 11 erwähnten Empfangsbestätigung des Antrags bekunden;

2° die Tatsache, dass der in Ziffer 1 erwähnte legale Vermarktungszeitraum der Dienststelle innerhalb der in Artikel 13 § 3 vorgeschriebenen Fristen mitgeteilt wurde.

§ 2 - Wenn die in Paragraph 1 Ziffern 1 und 2 erwähnten Bedingungen erfüllt sind, kann die Dienststelle dem Minister vorschlagen, den betroffenen Betreibern eine Anpassungszeit von höchstens zehn Jahren ab dem Datum der in Artikel 13 § 1 erwähnten Veröffentlichung zu gewähren.

*Abschnitt 5 — Transregionaler oder grenzüberschreitender Antrag*

**Art. 22 - § 1** - Wenn sich der Antrag auf eine Bezeichnung bezieht, die ein Agrarerzeugnis oder Lebensmittel identifiziert, dessen Ursprung das Gebiet der wallonischen Region überschreitet, wird das in den Artikeln 11 bis 18 beschriebene Verfahren in Zusammenarbeit und nach Absprache mit den von dem Antrag betroffenen zuständigen Behörden der Regionen oder Mitgliedstaaten vollständig angewandt.

§ 2 - Wenn das betroffene Gebiet das belgische Gebiet ganz oder teilweise deckt, reicht die für eine der drei Regionen zuständige Behörde nach Absprache mit den Regionen den Antrag auf eine europäische Eintragung bei der Kommission ein. Wenn das betroffene Gebiet das belgische Gebiet überschreitet, reicht die für eine der drei Regionen oder für einen anderen von dem Antrag betroffenen Mitgliedstaat zuständige Behörde den Antrag auf eine europäische Eintragung bei der Kommission ein.

*KAPITEL II — Europäische Untersuchung des Antrags auf eine Eintragung**Abschnitt 1 — Überprüfung eines Antrags in der Beurteilungsphase durch die Kommission*

**Art. 23 - § 1** - Im Laufe der Phase der Beurteilung des Antrags durch die Kommission, wie sie für ein Agrarerzeugnis oder Lebensmittel in Artikel 50 § 1 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 oder für ein Weinerzeugnis in Artikel 97 § 2 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 und in Artikel 12 § 1 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 oder für ein aromatisiertes Weinerzeugnis in Artikel 14 § 2 der Verordnung (EU) Nr. 251/2014 oder für Spirituosen in Artikel 17 § 5 der Verordnung (EG) Nr. 110/2008 und in Artikel 12 der Verordnung (EU) Nr. 716/2013 vorgesehen ist, beantwortet die Dienststelle jede eventuelle Anfrage der Kommission.

§ 2 - Außer im Falle einer rein behördlichen Pflichtverletzung übermittelt die Dienststelle die Anträge auf zusätzliche Auskünfte oder auf Änderung des bei der Kommission eingegangenen Antrags unverzüglich dem Antragsteller.

§ 3 - Außer im Falle einer rein formalen Pflichtverletzung wird die Antwort von der Dienststelle und dem Antragsteller gemeinsam erstellt. Die der Kommission übermittelte Antwort wird vorher vom Antragsteller gemäß seinen eigenen Verfahren validiert und dem Minister zur Kenntnis gebracht.

Außer im Falle einer rein behördlichen Pflichtverletzung antwortet die Dienststelle unmittelbar der Kommission, indem sie die Fehler berichtigt und den Antragsteller davon in Kenntnis setzt.

§ 4 - Die auf dem in Artikel 18 erwähnten Internetportal veröffentlichte Antragsakte wird von der Dienststelle entsprechend angepasst.

§ 5 - Wenn sich herausstellt, dass die im Antrag vorgenommenen Änderungen für den Antragsteller nicht annehmbar sind, oder wenn die Europäische Kommission den Antrag als völlig unbegründet erachtet, kann die Dienststelle im Einverständnis mit dem Antragsteller und nach Unterrichtung des Ministers den Rückzug des Antrags beantragen.

§ 6 - Wenn der Antrag von der Kommission abgelehnt wird oder wenn der Antrag wie in Paragraph 5 angegeben zurückgezogen wird, entfernt die Dienststelle die Antragsakte aus dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft.

*Abschnitt 2 — Überwachung eines europäischen Einspruchs gegen einen wallonischen Antrag, der von einem Mitgliedstaat oder einem Drittland ausgeht*

**Art. 24** - Im Laufe der Phase der europäischen Konsultation, so wie sie für ein Agrarerzeugnis oder Lebensmittel in Artikel 50 § 1 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 oder für ein Weinerzeugnis in Artikel 98 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 und in den Artikeln 14 bis 16 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 oder für ein aromatisiertes Weinerzeugnis in Artikel 15 der Verordnung (EU) Nr. 251/2014 oder für Spirituosen in Artikel 17 § 7 der Verordnung (EG) Nr. 110/2008 und in den Artikeln 13 bis 15 der Verordnung (EU) Nr. 716/2013 vorgesehen ist, gewährleistet die Dienststelle die Überwachung von jedem eventuellen Einspruch gegen den Antrag, den ein oder mehrere Mitgliedstaaten, Drittländer oder andere natürliche und juristische Personen bei der Kommission eingereicht haben.

**Art. 25 - § 1** - Für einen Antrag, der sich auf ein Agrarerzeugnis oder Lebensmittel bezieht, übermittelt die Dienststelle dem Antragsteller und dem Minister unverzüglich zur Information den in Artikel 51 § 1 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 erwähnten, von der Kommission erhaltenen Einspruch.

§ 2 - Wenn dem in Paragraph 1 erwähnten Einspruch eine in Artikel 51 § 1 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 erwähnte, von der Kommission als zulässig befundene Einspruchsbegründung beigefügt wird und wenn die Kommission die Dienststelle auffordert, Konsultationen mit dem oder den Einsprucherhebern in Anwendung von Artikel 51 § 3 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 durchzuführen, setzt die Dienststelle den Antragsteller unverzüglich davon in Kenntnis, indem er ihm die Einspruchsbegründung zustellt. Die Dienststelle setzt alle geeigneten Mittel ein, um mit dem oder den Einsprucherhebern zu einer Einigung zu gelangen. Der Minister und die beiden anderen Regionen werden davon in Kenntnis gesetzt.

§ 3 - Wenn die Dienststelle mit dem Einsprucherheber zu einer Einigung gelangt, deren Inhalt von dem Antragsteller validiert wird, stellt die Dienststelle in Anwendung von Artikel 5 der Verordnung (EU) Nr. 664/2014 der Kommission die Faktoren zu, durch die die besagte Einigung erlangt werden konnte, einschließlich der Stellungnahmen des Antragstellers und des Einsprucherhebers. Wenn durch die Einigung Änderungen des Antrags entstehen, ob diese geringfügig oder wesentlich sind, wird die auf dem in Artikel 18 Absatz 2 erwähnten Internetportal veröffentlichte Antragsakte von der Dienststelle entsprechend angepasst.

§ 4 - Gelangt die Dienststelle zu keiner Einigung mit dem Einsprucherheber, verteidigt sie den Antrag im Einvernehmen mit den beiden anderen Regionen beim Ausschuss für Qualitätspolitik für Agrarerzeugnisse in Anwendung von Artikel 57 § 2 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012.

§ 5 - Wenn dem in Paragraph 1 erwähnten Einspruch keine von der Kommission als zulässig befundene Einspruchsbegründung beigefügt wird, informiert die Dienststelle den Antragsteller, sobald sie davon Kenntnis nimmt.

**Art. 26** - Für einen Antrag, der sich auf ein Weinerzeugnis bezieht, übermittelt die Dienststelle dem Antragsteller und dem Minister unverzüglich zur Information die in Artikel 98 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 erwähnte, von der Kommission in Anwendung von Artikel 15 § 5 der Verordnung (EU) Nr. 607/2009 erhaltene Einspruchsbegründung. Nach der Aufforderung der Kommission in Anwendung von Artikel 16 § 1 der Verordnung (EU) Nr. 607/2009 verfasst die Dienststelle in Zusammenarbeit mit dem Antragsteller einen an die Kommission und den Einsprucherheber gerichteten Schriftsatz. Die Dienststelle reagiert in Zusammenarbeit mit dem Antragsteller auf die eventuellen Erwidierungen des Einsprucherhebers. Der Minister und die beiden anderen Regionen werden davon in Kenntnis gesetzt.

**Art. 27** - Für einen Antrag, der sich auf ein aromatisiertes Weinerzeugnis bezieht, übermittelt die Dienststelle dem Antragsteller und dem Minister unverzüglich zur Information die in Artikel 17 § 7 der Verordnung (EG) Nr. 110/2008 erwähnte, von der Kommission in Anwendung von Artikel 15 der Verordnung (EU) Nr. 716/2013 erhaltene Einspruchsbegründung. Nach der Aufforderung der Kommission in Anwendung desselben Artikels verfasst die Dienststelle in Zusammenarbeit mit dem Antragsteller einen an die Kommission und den Einsprucherheber gerichteten Schriftsatz. Die Dienststelle reagiert in Zusammenarbeit mit dem Antragsteller auf die eventuellen Erwidierungen des Einsprucherhebers. Der Minister und die beiden anderen Regionen werden davon in Kenntnis gesetzt.

*Abschnitt 3* — Überwachung eines europäischen Einspruchs, der von der Wallonischen Region ausgeht und der sich auf einen Antrag eines Mitgliedstaates oder eines Drittlands bezieht

**Art. 28** - Im Laufe der in Artikel 22 erwähnten Phase der europäischen Konsultation gewährleistet die Dienststelle die Überwachung eines jeden Einspruchs, den sie von einer im Gebiet der Wallonischen Region wohnhaften oder niedergelassenen natürlichen oder juristischen Person erhält und der gegen einen Antrag gerichtet ist, der von einem anderen Mitgliedstaat als Belgien oder von einem Drittland ausgeht.

**Art. 29** - § 1 - Für einen Antrag, der sich auf ein Agrarerzeugnis oder Lebensmittel bezieht, und damit die Dienststelle den in Artikel 51 § 1 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 erwähnten Einspruch, den sie erhalten hat, unter guten Bedingungen und innerhalb der in demselben Artikel erwähnten Frist bewerten und übermitteln kann, wird der Einspruch spätestens fünfundsiebzig Tage ab dem Datum der Veröffentlichung des Antrags im *Amtsblatt der Europäischen Union* bei der Dienststelle eingereicht. Nach Ablauf dieser Frist wird der Einspruch als unzulässig erachtet.

§ 2 - Die Dienststelle bewertet die Zulässigkeit des Einspruchs. Außer der Einhaltung der in Paragraph 1 angegebenen Frist enthält der Einspruch, um als zulässig erachtet zu werden, Folgendes:

1° eine Erklärung, laut der der Antrag gegen die in der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 festgelegten Bedingungen verstoßen kann;

2° eine Begründung, durch die nachgewiesen wird, dass es hinsichtlich der Bezeichnung, für die der Antrag eingereicht wird oder hinsichtlich des Erzeugnisses, auf das sich die Bezeichnung bezieht, im Interesse des Einsprucherhebers liegt, sich dem Antrag zu widersetzen.

§ 3 - Wenn der Einspruch als zulässig erachtet wird und wenn das Interesse des Einsprucherhebers im Sinne des Paragraphen 2 ausreichend gerechtfertigt ist, übermittelt die Dienststelle den Einspruch der Kommission. Sie fordert den Einsprucherheber auf, ihr innerhalb von sechs Wochen ab dem Datum der Empfangsbestätigung des Eingangs des Einspruches bei der Kommission eine gemäß dem Anhang III der Verordnung (EU) Nr. 668/2014 erstellte Einspruchsbegründung zu übermitteln.

§ 4 - Wenn die Kommission in Anwendung von Artikel 51 § 3 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 Belgien auffordert, die angemessenen Konsultationen mit dem(den) betroffenen Mitgliedstaat(en) durchzuführen, fordert die Dienststelle den Einsprucherheber auf, mit ihr eine Schlichtung zu organisieren, um mit dem Antragsteller innerhalb der in demselben Artikel vorgesehenen Fristen zu einer gütlichen Einigung zu gelangen. Die Dienststelle übernimmt die Führung der Konsultationen und deren Sekretariat.

§ 5 - Die Dienststelle erstattet der Kommission innerhalb des Monats nach dem Ende der Konsultation Bericht über die Ergebnisse der in Paragraph 4 erwähnten Konsultation. Die Dienststelle erklärt den Sachverhalt auf neutrale Weise.

### KAPITEL III — Abänderung eines Lastenheftes oder einer technischen Unterlage

*Abschnitt 1* — Antragsteller, wesentliche oder geringfügige Abänderungen, Inhalt des Antrags

**Art. 30** - Jeder Antragsteller, der die in den Artikeln 4 bis 6 angeführten Bedingungen erfüllt, kann die Genehmigung einer Abänderung eines Lastenheftes oder einer technischen Unterlage bezüglich einer geografischen Angabe, einer Ursprungsbezeichnung oder einer garantiert traditionellen Spezialität beantragen.

**Art. 31** - § 1 - Ein Antrag auf Abänderung kann wesentliche oder geringfügige Änderungen eines Lastenheftes oder einer technischen Unterlage nach sich ziehen. Eine Abänderung wird als wesentlich betrachtet, wenn:

1° sie für eine geografische Angabe oder eine Ursprungsbezeichnung:

- a) die wesentlichen Eigenschaften des Erzeugnisses betrifft;
- b) den Zusammenhang beeinträchtigt;
- c) eine Änderung der Bezeichnung oder eines Teils der Bezeichnung des Erzeugnisses mit sich bringt;
- d) das bestimmte geografische Gebiet beeinträchtigt;
- e) eine oder mehrere zusätzliche Einschränkungen zur Folge hat, was die Vermarktung des Erzeugnisses oder seiner Rohstoffe betrifft;

2° sie für eine garantiert traditionelle Spezialität:

- a) die wesentlichen Eigenschaften des Erzeugnisses betrifft;
- b) zu einer wesentlichen Änderung der Erzeugungsmethode führt;
- c) eine Änderung der Bezeichnung oder eines Teils der Bezeichnung des Erzeugnisses mit sich bringt.

§ 2 - Jede Abänderung, die nicht den in Paragraph 1 erwähnten Kriterien entspricht, wird als geringfügig betrachtet.

**Art. 32** - § 1 - Ein Antrag betreffend eine wesentliche Abänderung eines Lastenheftes oder einer technischen Unterlage enthält:

1° für eine Ursprungsbezeichnung oder eine geografische Angabe:

- a) Name und Anschrift des Antragstellers;
- b) eine Erklärung, in der das berechtigte Interesse des Antragstellers erläutert wird;
- c) die Rubrik(en) des Lastenheftes oder der technischen Unterlage, die Gegenstand der folgenden Abänderung(en) ist(sind):

- i) Bezeichnung des Erzeugnisses;
- ii) Beschreibung des Erzeugnisses;
- iii) geografisches Gebiet;
- iv) Ursprungsnachweis;
- v) Erzeugungsmethode;
- vi) Zusammenhang;



- vii) Etikettierung;
- viii) Sonstiges;
- d) das abgeänderte Lastenheft oder die abgeänderte technische Unterlage;
- e) gegebenenfalls das abgeänderte Einheitsdokument;
- 2° für eine garantiert traditionelle Spezialität:
  - a) Name und Anschrift des Antragstellers;
  - b) eine Erklärung, in der das berechtigte Interesse der Gemeinschaft erläutert wird;
  - c) die Rubrik(en) des Lastenheftes oder der technischen Unterlage, die Gegenstand der folgenden Abänderung(en) ist(sind):
    - i) Bezeichnung des Erzeugnisses;
    - ii) Beschreibung des Erzeugnisses;
    - iii) Erzeugungsmethode;
    - iv) Sonstiges;
    - d) das abgeänderte Lastenheft.

§ 2 - In dem Antrag werden die ersuchten Abänderungen und deren Notwendigkeit beschrieben. Für jede der in Paragraph 1 angegebenen Rubriken, die Gegenstand einer oder mehrerer Abänderungen sind, werden eine ausführliche Beschreibung und die spezifischen Gründe einer jeden Abänderung vorgelegt. In der Beschreibung wird im Einzelnen für jede Abänderung die vorgeschlagene abgeänderte Fassung mit dem ursprünglichen Lastenheft oder der ursprünglichen technischen Unterlage und gegebenenfalls dem ursprünglichen Einheitsdokument verglichen.

§ 3 - Der Antrag wird gemäß den in den Artikeln 7 bis 9 angeführten Anforderungen ausgefüllt. Falls kein Einheitsdokument oder kein gleichwertiges Dokument bezüglich der geografischen Angabe oder der Ursprungsbezeichnung, für die ein Antrag auf Abänderung eingereicht wird, veröffentlicht wurde, wird das Einheitsdokument gemäß den in Artikel 9 erwähnten Vorschriften verfasst.

Wenn das ursprüngliche Lastenheft, das ursprüngliche technische Lastenheft oder das ursprüngliche Einheitsdokument nicht den jeweils in Artikel 8 § 2 und § 3, oder in Artikel 9 erwähnten Vorschriften entsprechen, werden ebenso die Dokumente, die die Abänderungen enthalten, gemäß den besagten Vorschriften vollständig neu verfasst.

§ 4 - Der Antrag ist unabhängig. Die Informationen bezüglich der im Lastenheft oder in der technischen Unterlage oder im Einheitsdokument vorgenommenen Abänderungen, für die eine Genehmigung beantragt wird, sind vollständig.

**Art. 33 - § 1 -** Ein Antrag betreffend eine geringfügige Abänderung eines Lastenheftes oder einer technischen Unterlage enthält:

- 1° Name und Anschrift des Antragstellers;
- 2° eine Erklärung, in der das berechtigte Interesse des Antragstellers erläutert wird;
- 3° die Rubrik(en) des Lastenheftes oder der technischen Unterlage, die Gegenstand der folgenden Abänderung(en) ist(sind):
  - a) Beschreibung des Erzeugnisses;
  - b) Ursprungsnachweis;
  - c) Erzeugungsmethode;
  - d) Zusammenhang;
  - e) Etikettierung;
  - f) bescheinigende Stelle;
  - g) Sonstiges;
- 4° das abgeänderte Lastenheft oder die abgeänderte technische Unterlage;
- 5° gegebenenfalls das abgeänderte Einheitsdokument.

§ 2 - Artikel 32 § 2 ist mutatis mutandis anwendbar. Außerdem wird eine klare Argumentation des Grundes vorgelegt, weshalb die Abänderung(en) als nicht wesentlich gemäß Artikel 31 erachtet wird(werden).

§ 3 - Falls ein Einheitsdokument oder ein gleichwertiges Dokument bezüglich der geografischen Angabe oder der Ursprungsbezeichnung, für die ein Antrag auf Abänderung eingereicht wird, nicht veröffentlicht wurde, wird das Einheitsdokument gemäß den in Artikel 9 erwähnten Vorschriften verfasst.

#### *Abschnitt 2 — Einreichung und Untersuchung des Antrags auf Abänderung*

**Art. 34 - § 1 -** Wenn ein Antrag auf Abänderung eine oder mehrere wesentliche Abänderungen des Lastenheftes oder der technischen Unterlage nach sich zieht, unterliegt der Antrag auf Abänderung mutatis mutandis dem in den Artikeln 11 bis 18 festgelegten Verfahren.

Zur Anwendung von Artikel 12 § 1 wird die Vollständigkeit des Antrags im Zusammenhang mit den je nach Fall in Artikel 32 § 1 Ziffern 1 und 2 erwähnten Anforderungen überprüft.

Zur Anwendung von Artikel 13 § 2 enthält die Bekanntmachung mindestens:

- 1° die Ursprungsbezeichnung oder die geografische Angabe oder die garantiert traditionelle Spezialität, für die eine Abänderung des Lastenheftes oder der technischen Unterlage vorgesehen ist;
- 2° die Angabe des wesentlichen Charakters der Abänderung;
- 3° die Identität des Antragstellers und dessen Personalien;
- 4° die Rubrik(en) des Lastenheftes oder der technischen Unterlage, die Gegenstand der Abänderung(en) ist(sind).

Zur Anwendung von Artikel 18 wird die Fassung der Akte des Antrags auf Abänderung, die Gegenstand des Beschlusses ist, von der Dienststelle auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht. In der im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Bekanntmachung werden die betreffende Bezeichnung und die Referenz der Adresse der Akte auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft angegeben.

§ 2 - Nach Ablauf des für die eventuellen Einsprüche vorgesehenen Zeitraums oder nach Ausschöpfung des Rechtswegs reicht die Dienststelle den Antrag auf Abänderung bei der Kommission ein, und zwar in Anwendung:

1° für ein Agrarerzeugnis oder Lebensmittel:

a) für eine geografische Angabe oder eine Ursprungsbezeichnung: von Artikel 10 § 1 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 668/2014;

b) für eine garantiert traditionelle Spezialität: von Artikel 10 § 1 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 668/2014;

2° für ein Weinerzeugnis: von Artikel 94 §§ 1 und 2 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 und von Artikel 20 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009;

3° für ein aromatisiertes Weinerzeugnis: von Artikel 13 § 5 b) und von Artikel 24 § 2 der Verordnung (EU) Nr. 251/2014;

4° für Spirituosen: von den Artikeln 6 und 21 der Verordnung (EU) Nr. 716/2013.

Zur Anwendung von Absatz 1 Ziffer 1 bildet der Beschluss des Ministers die in Artikel 8 § 2 c) der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 erwähnte Erklärung des Mitgliedstaats.

Zur Anwendung von Absatz 1 Ziffer 3 bildet der Beschluss des Ministers die in Artikel 13 § 5 b) iv) der Verordnung (EU) Nr. 251/2014 erwähnte Erklärung des Mitgliedstaats.

§ 3 - Die Überwachung des Antrags in der Phase der Beurteilung durch die Kommission erfolgt mutatis mutandis in Anwendung der Artikel 23 bis 27.

§ 4 - Sobald die wesentlichen Abänderungen von der Kommission durch Veröffentlichung eines Durchführungsrechtsakts im Amtsblatt der Europäischen Union genehmigt worden sind, entfernt die Dienststelle die auf dem in Artikel 18 erwähnten Internetportal veröffentlichte Akte des Antrags auf Abänderung und ersetzt die ursprüngliche Antragsakte durch die aktualisierte Antragsakte.

**Art. 35 - § 1 -** Wenn ein Antrag auf Abänderung eine oder mehrere geringfügige Abänderungen des Lastenheftes oder der technischen Unterlage nach sich zieht, unterliegt der Antrag auf Abänderung einem vereinfachten Verfahren. Die Artikel 11 und 12 sind mutatis mutandis anwendbar.

Zur Anwendung von Artikel 12 § 1 wird die Vollständigkeit des Antrags im Zusammenhang mit den in Artikel 33 erwähnten Anforderungen überprüft.

§ 2 - Wenn ein Antrag im Sinne von Artikel 12 § 1 und innerhalb der in Artikel 12 § 1 erwähnten Frist, so wie diese aufgrund des Artikels 12 § 2 verlängert werden kann, als zulässig erachtet wird, übermittelt die Dienststelle den Antrag auf Abänderung:

1° jedem wallonischen Erzeuger, der die eingetragene(n) Bezeichnung(en), die Gegenstand des Antrags ist(sind) unter Zertifizierung benutzt;

2° den bescheinigenden Stellen, die mit der Kontrolle der Einhaltung des Lastenheftes oder der technischen Unterlage beauftragt sind;

3° im Falle eines Antrags auf Abänderung, der nicht von dem Antragsteller ausgeht, der den Antrag auf Eintragung der Bezeichnung(en), auf die sich das Lastenheft oder die technische Unterlage bezieht(beziehungen) eingereicht hat, und insofern es den Antragsteller immer noch gibt, diesem Antragsteller.

§ 3 - Die in Paragraph 2 erwähnten Empfänger des Antrags auf Abänderung bestätigen den Erhalt des Antrags und werden gebeten, ihre Bemerkungen innerhalb einer Frist von dreißig Tagen zu äußern. Die Dienststelle kann diese Frist auf Antrag eines der befragten Ansprechpartner verlängern.

§ 4 - Die Bemerkungen der in Paragraph 3 erwähnten befragten Ansprechpartner werden bei der Dienststelle eingereicht, die deren Empfang bestätigt.

§ 5 - Nach Ablauf der in Artikel 12 § 1 erwähnten Frist, so wie sie aufgrund des Artikels 12 § 2 verlängert werden kann, stellt die Dienststelle den Antrag und die eventuellen Bemerkungen zusammen. Sie bewertet daraufhin die Erheblichkeit des Antrags auf Abänderung und seine Übereinstimmung mit den Anforderungen der europäischen Rechtsvorschriften bezüglich des auf die eingetragene(n) Bezeichnung(en) anwendbaren Qualitätssystems.

Die Dienststelle übermittelt dem Minister ein Gutachten. Der Minister stellt dem Antragsteller seinen Beschluss zu und setzt die in Paragraph 2 erwähnten Ansprechpartner davon in Kenntnis.

§ 6 - Die Dienststelle reicht den Antrag auf Abänderung bei der Kommission ein, in Anwendung entweder:

1° für ein Agrarerzeugnis oder Lebensmittel:

a) für eine geografische Angabe oder eine Ursprungsbezeichnung: von Artikel 10 § 2 Absätze 1, 2, 3 und 5 der Verordnung (EU) Nr. 668/2014;

b) für eine garantiert traditionelle Spezialität: von Artikel 10 § 2 Absätze 1, 3, 4 und 5 der Verordnung (EU) Nr. 668/2014;

2° für ein Weinerzeugnis: von Artikel 94 §§ 1 und 2 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 und von Artikel 20 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009;

3° für ein aromatisiertes Weinerzeugnis: von Artikel 13 § 5 b) und von Artikel 24 § 2 der Verordnung (EU) Nr. 251/2014;

4° für Spirituosen: von den Artikeln 6 und 21 der Verordnung (EU) Nr. 716/2013.

Zur Anwendung von Absatz 1 Ziffer 1 bildet der Beschluss des Ministers die in Artikel 8 § 2 c) der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 und in Artikel 10 § 2 Absatz 3 der Verordnung (EU) Nr. 668/2014 erwähnte Erklärung des Mitgliedstaats.

Zur Anwendung von Absatz 1 Ziffer 3 bildet der Beschluss des Ministers die in Artikel 13 § 5 b) iv) der Verordnung (EU) Nr. 251/2014 erwähnte Erklärung des Mitgliedstaats.

§ 7 - Sobald die geringfügigen Abänderungen von der Kommission genehmigt sind, setzt die Dienststelle die in Paragraph 2 erwähnten Ansprechpartner davon in Kenntnis und passt die auf dem in Artikel 18 erwähnten Internetportal veröffentlichte Antragsakte entsprechend an.

**Art. 36 - § 1 -** Für eine Bezeichnung bezüglich eines Agrarerzeugnisses oder Lebensmittels kann jeder Antragsteller, der die in Artikel 4 angeführten Bedingungen erfüllt, die Genehmigung einer vorübergehenden Abänderung eines Lastenheftes beantragen, die sich aus Folgendem ergibt:

1° der Verabschiedung durch die öffentlichen Behörden verbindlicher gesundheitspolizeilicher oder pflanzenschutzrechtlicher Maßnahmen;

2° Naturkatastrophen oder Bedingungen, z.B. Wetterverhältnisse, die für die betroffene Erzeugung außergewöhnlich nachteilig sind und von den zuständigen Behörden anerkannt werden.

§ 2 - Der Antrag auf eine vorübergehende Abänderung wird begründet und enthält mindestens:

- 1° eine ausführliche Beschreibung der unter Paragraph 1 Ziffern 1 und 2 genannten Maßnahmen, die die vorübergehenden Abänderungen rechtfertigt;
- 2° die Gründe für die Verabschiedung der in Ziffer 1 erwähnten Maßnahmen und den Nachweis, dass sie amtlich angenommen werden;
- 3° eine ausführliche Beschreibung einer jeden beantragten Abänderung;
- 4° die für jede Abänderung vorgebrachten Gründe;
- 5° den Zusammenhang zwischen den in Ziffer 1 erwähnten Maßnahmen und den beantragten vorübergehenden Abänderungen;
- 6° eine Beschreibung und eine Beurteilung der Auswirkungen einer jeden Abänderung auf die jeweils in den Artikeln 5 § 1 und 2, und 18 §§ 1 und 2 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 erwähnten einzuhaltenden Anforderungen und Kriterien, für die Eintragung einer geografischen Angabe oder einer Ursprungsbezeichnung oder einer garantiert traditionellen Spezialität.

§ 3 - Der Antrag wird bei der Dienststelle eingereicht, die dessen Empfang bestätigt. Die Dienststelle vergewissert sich unverzüglich, ob der Antragsteller hinsichtlich des Artikels 4 zur Beantragung berechtigt ist und ob der Antrag hinsichtlich der Verbindlichkeit der von den öffentlichen Behörden verabschiedeten Maßnahmen relevant ist oder ob die in Paragraph 1 Ziffer 1 und 2 erwähnten Gefahren anerkannt werden, und welche Auswirkungen diese Maßnahmen oder Gefahren auf die Qualität oder wirtschaftliche Lebensfähigkeit des betroffenen Erzeugnisses und auf die Einhaltung der verordnungsrechtlichen Anforderungen haben können.

§ 4 - Wenn die Dienststelle den Antrag auf die vorübergehende Abänderung genehmigt, grenzt sie den Zeitraum der Anwendung der vorübergehenden Abänderungen strikt ein, setzt die in Artikel 35 § 2 erwähnten Ansprechpartner davon in Kenntnis und veröffentlicht unverzüglich die Abänderungen auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft. Spätestens innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Beginn des Anwendungszeitraums der besagten Abänderungen stellt die Dienststelle der Kommission in Anwendung von Artikel 6 § 3 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 664/2014 und von Artikel 10 § 3 der Verordnung (EU) Nr. 668/2014 die Abänderungen zu.

#### KAPITEL IV — Löschung der Eintragung

##### Abschnitt 1 — Antragsteller, Löschungsbedingungen, Inhalt des Antrags

**Art. 37 - § 1** - In Anwendung, für ein Agrarerzeugnis oder Lebensmittel, von Artikel 54 § 1 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 oder, für ein Weinerzeugnis, von Artikel 106 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 oder, für ein aromatisiertes Weinerzeugnis, von Artikel 25 Absatz 1 der Verordnung (EU) Nr. 251/2014 oder, für Spirituosen, von Artikel 18 der Verordnung (EG) Nr. 110/2008, kann jede natürliche oder juristische Person, die ein berechtigtes Interesse hat, die Löschung einer geografischen Angabe, einer Ursprungsbezeichnung oder einer garantiert traditionellen Spezialität beantragen, einschließlich der Erzeuger des unter der(den) eingetragenen Bezeichnung(en) vermarkteten Erzeugnisses.

§ 2 - In Anwendung der in Paragraph 1 erwähnten Artikel mit Ausnahme der für Spirituosen eingetragenen Bezeichnungen kann der Minister aus eigener Initiative die Löschung einer eingetragenen Bezeichnung beantragen.

**Art. 38 -** Der Antrag auf Löschung wird begründet und enthält:

- 1° die Personalien der natürlichen oder juristischen Person, die die Löschung beantragt;
- 2° eine Erklärung, in der das berechtigte Interesse, die Gründe und die Rechtfertigung des in Ziffer 1 erwähnten Urhebers des Antrags auf Löschung erläutert werden;
- 3° eine ausführliche Begründung der Löschung.

##### Abschnitt 2 — Einreichung und Untersuchung des Antrags auf Löschung

**Art. 39 - § 1** - Für eine geografische Angabe oder eine Ursprungsbezeichnung bezüglich eines Agrarerzeugnisses oder Lebensmittels oder aromatisierten Weinerzeugnisses in Verbindung mit dem Gebiet der Wallonischen Region oder für eine garantiert traditionelle Spezialität, deren Antrag auf Eintragung ursprünglich von einem auf dem Gebiet der Wallonischen Region niedergelassenen Antragsteller ausgeht, unterliegt jeder Antrag auf Löschung mutatis mutandis dem in den Artikeln 11 bis 18 festgelegten Verfahren. Dies gilt ebenfalls für jeden Antrag auf Löschung einer Bezeichnung bezüglich eines Weinerzeugnisses oder Spirituosen in Verbindung mit dem Gebiet der Wallonischen Region, dessen Urheber sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region niedergelassen hat.

Die Artikel 11 und 12 finden keine Anwendung, wenn die Löschung auf Initiative der Dienststelle beantragt wird.

Zur Anwendung von Artikel 12 § 1 wird die Vollständigkeit des Antrags im Zusammenhang mit den in Artikel 38 erwähnten Anforderungen überprüft.

Zur Anwendung von Artikel 13 § 2 enthält die Bekanntmachung mindestens:

- 1° die Ursprungsbezeichnung oder geografische Angabe oder garantiert traditionelle Spezialität, für die eine Löschung beantragt wird;
- 2° die Identität der natürlichen oder juristischen Person, die die Löschung beantragt, sowie deren Anschrift;
- 3° das vorgebrachte Kriterium zur Beantragung der Löschung.

Zur Anwendung des Artikels 14 § 1 ist ein Einspruch bezüglich der Löschung zulässig, wenn in diesem die ununterbrochene kommerzielle Verwendung durch eine interessierte Person der eingetragenen Bezeichnung nachgewiesen wird.

In Abweichung von Artikel 16 § 1 unterliegen die Beurteilung des Antrags und die Übermittlung eines Gutachtens über diesen Antrag an den Minister nicht der Bildung einer Sachverständigengruppe. Die Übermittlung des Gutachtens an den Minister erfolgt unmittelbar durch die Dienststelle auf der Grundlage der in Artikel 15 § 4 erwähnten Elemente, über die sie verfügt.

Zur Anwendung von Artikel 18 wird die Akte des Antrags auf Löschung, die Gegenstand des Beschlusses ist, von der Dienststelle auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht.

In der im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichten Bekanntmachung wird die betreffende Bezeichnung und die Referenz der Adresse der Akte auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft angegeben.

§ 2 - Nach Ablauf des für die eventuellen Einsprüche vorgesehenen Zeitraums oder nach Ausschöpfung des Rechtswegs reicht die Dienststelle den Antrag auf Abänderung bei der Kommission ein, und zwar in Anwendung für ein Agrarerzeugnis oder Lebensmittel des Artikels 11 § 1 der Verordnung (EU) Nr. 668/2014.

Der in Artikel 18 erwähnte Beschluss des Ministers bildet die in Artikel 11 § 1 Absatz 2 derselben Verordnung erwähnte Erklärung des Mitgliedstaats.

§ 3 Sobald die Löschung von der Kommission durch Veröffentlichung eines Durchführungsrechtsakts im Amtsblatt der Europäischen Union genehmigt worden ist, entfernt die Dienststelle die auf dem in Artikel 18 erwähnten Internetportal veröffentlichte Antragsakte.

**Art. 40 - § 1 -** Für jeden Antrag auf Löschung einer Bezeichnung bezüglich eines Weinerzeugnisses oder Spirituosen in Verbindung mit dem Gebiet der Wallonischen Region, dessen Autor sich nicht auf dem Gebiet der Wallonischen Region niedergelassen hat, verfolgt die Dienststelle die Entwicklung der Untersuchung des Antrags durch die Kommission:

1° so wie diese für ein Weinerzeugnis in den Artikeln 21 bis 23 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009;

2° und für Spirituosen in den Artikeln 18 bis 20 der Verordnung (EU) Nr. 716/2013 vorgesehen ist.

§ 2 - Wenn der von der Kommission als zulässig erachtete Antrag auf Löschung Belgien in Anwendung je nach Fall von Artikel 23 § 1 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 oder von Artikel 20 § 1 der Verordnung (EU) Nr. 716/2013 übermittelt wird, leitet die Dienststelle den Antrag auf Löschung unverzüglich weiter:

1° an jeden wallonischen Erzeuger, der die eingetragene(n) Bezeichnung(en), die Gegenstand des Antrags ist(sind) unter Zertifizierung benutzt;

2° an die bescheinigenden Stellen, die mit der Kontrolle der Einhaltung des Lastenheftes oder der technischen Unterlage beauftragt sind;

3° an den Antragsteller, der den Antrag auf Eintragung der Bezeichnung(en), auf die sich das Lastenheft oder die technische Unterlage bezieht(beziehen), eingereicht hat, insofern es den Antragsteller immer noch gibt.

§ 3 - Die in Paragraph 2 erwähnten Empfänger des Antrags auf Löschung bestätigen den Erhalt des Antrags und werden gebeten, ihre Bemerkungen innerhalb einer Frist von dreißig Tagen zu äußern.

Gleichzeitig wird das Gutachten des Ministers und der beiden anderen Regionen über den Antrag auf Löschung beantragt. Auf der Grundlage der eingeholten Bemerkungen und Stellungnahmen setzt die Dienststelle Belgiens Standpunkt fest und übermittelt diesen der Kommission innerhalb der in Artikel 20 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 oder in Artikel 23 § 1 der Verordnung (EU) Nr. 716/2013 gesetzten Frist.

§ 4 - Wenn die Kommission die Löschung der betroffenen Ursprungsbezeichnung oder geografischen Angabe beschließt, setzt die Dienststelle die in Paragraph 2 erwähnten Ansprechpartner davon in Kenntnis und entfernt die auf dem in Artikel 18 erwähnten Internetportal veröffentlichte Antragsakte sofort nach Eingang der Zustellung des Beschlusses der Kommission.

#### KAPITEL V — *Etikettierung und Aufmachung der Erzeugnisse*

**Art. 41 -** Zu Zwecken des vorliegenden Kapitels findet die in Artikel 117 *a*) der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 vorhandene Definition der Etikettierung Anwendung. Unter "Aufmachung" sind die dem Verbraucher über die Verpackung oder Aufbereitung des betroffenen Erzeugnisses, einschließlich der Form und der Art dieser Verpackung oder Aufbereitung, übermittelten Informationen zu verstehen.

**Art. 42 - § 1 -** Unbeschadet der Bestimmungen, die für die Agrarerzeugnisse und Lebensmittel in Artikel 7 § 1 *a*), in Artikel 12 §§ 3 bis 5 und in Artikel 23 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012, in Artikel 1 § 1 und in Artikel 13 der Verordnung (EU) Nr. 668/2014, für die Weinerzeugnisse in den Artikeln 118 bis 121 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 und in den Artikeln 49 bis 70 der Verordnung (EU) Nr. 607/2009, was die Bestimmungen betrifft, die nicht in der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 stehen, für die aromatisierten Weinerzeugnisse in Artikel 1 § 2 und in den Artikeln 5 bis 8 der Verordnung (EU) Nr. 251/2014 und für Spirituosen in den Artikeln 8 bis 14 der Verordnung (EG) Nr. 110/2008 und in den Artikeln 3 und 4 der Verordnung (EU) Nr. 716/2013 angegeben werden, kann der Minister spezifische Bestimmungen in Sachen Aufmachung und Etikettierung der Erzeugnisse, die als Ursprungsbezeichnung, geografische Angabe oder garantiert traditionelle Spezialität eingetragen sind, vorsehen.

§ 2 - Jedes technische Lastenheft enthält ein Kapitel, das der Etikettierung, Verkaufsaufmachung und Vermarktung des betroffenen Erzeugnisses gewidmet ist. Der Minister kann Bestimmungen in Sachen Etikettierung oder Aufmachung vorsehen, die dem technischen Lastenheft beizufügen sind.

**Art. 43 - § 1 -** Jedes Erzeugnis, für das laut dem entsprechenden technischen Lastenheft eine als Ursprungsbezeichnung, geografische Angabe oder garantiert traditionelle Spezialität eingetragene Bezeichnung beansprucht wird, und das unter besagter Bezeichnung vorgestellt wird, wird weder nach der Ernte oder Verarbeitung identifiziert, verschickt, in Verkehr gebracht oder verkauft, noch öffentlich angeboten, ohne dass die eingetragene Bezeichnung:

1° auf den Elementen der Rückverfolgbarkeit;

2° in den Eintragungsunterlagen;

3° in den Handelsdokumenten;

4° in den Werbe- oder Reklameunterlagen;

5° auf den Etiketten und Preisschildern, die zum Verkauf an den Endverbraucher bestimmt sind, angegeben wird.

In Abweichung von Absatz 1 kann sich der Begriff der eingetragenen Bezeichnung gefolgt von einer Abkürzung des Begriffs, der der Art des Schutzes entspricht, unter den die Bezeichnung fällt, für die Agrarerzeugnisse und Lebensmittel auf den in Absatz 1 Ziffern 1 und 2 erwähnten Elementen und Unterlagen auf eine Abkürzung der Bezeichnung gefolgt von besagtem abgekürzten Begriff beschränken. Die Abweichung und Abkürzung der Bezeichnung werden im technischen Lastenheft bezüglich des Erzeugnisses angegeben.

§ 2 - Die in Anwendung von Paragraph 1 benutzte Bezeichnung wird vollständig, wie eingetragen, wiedergegeben unter Beifügung:

1° für die Agrarerzeugnisse oder Lebensmittel: der Abkürzung des Begriffs, der der Art des Schutzes entspricht, unter den die Bezeichnung fällt;

2° für die Weinerzeugnisse, aromatisierten Weinerzeugnisse und Spirituosen: des Begriffs in extenso, der der Art des Schutzes entspricht, unter den die Bezeichnung fällt.

Die Verwendung eines traditionellen Begriffs, wie er in Artikel 112 *a*) der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 erwähnt wird, ist ausgeschlossen.

Der Minister kann die im vorliegenden Paragraphen vorhandenen Bestimmungen genauer bestimmen oder dort Abweichungen vorsehen.



**Art. 44 - § 1** - Wenn für die Agrarerzeugnisse und Lebensmittel die als Ursprungsbezeichnung, geografische Angabe oder garantiert traditionelle Spezialität eingetragene Bezeichnung auf der Etikettierung angegeben wird, steht im gleichen Blickfeld das Logo der Europäischen Union, das der Art des Schutzes entspricht, unter den die Bezeichnung fällt.

Für die Weinerzeugnisse und Spirituosen ist das Anbringen des Logos der Europäischen Union fakultativ, kann jedoch durch das technische Lastenheft auferlegt werden.

§ 2 - Ungeachtet der Art des Erzeugnisses erfüllt das Anbringen des eventuell abgekürzten Begriffs oder des Logos der Europäischen Union, der bzw. das der Art des Schutzes entspricht, unter den die Bezeichnung fällt, den in Anhang X der Verordnung (EU) Nr. 668/2014 angeführten Anforderungen.

**Art. 45** - Für die Agrarerzeugnisse und Lebensmittel, die unter einer als Ursprungsbezeichnung, geografische Angabe oder garantiert traditionelle Spezialität eingetragenen Bezeichnung vorgestellt werden, setzt der für die Etikettierung Verantwortliche im Sinne von Artikel 8 der Verordnung (EG) Nr. 1169/2011 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 25. Oktober 2011 betreffend die Information der Verbraucher über Lebensmittel und zur Änderung der Verordnungen (EG) Nr. 1924/2006 und (EG) Nr. 1925/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates und zur Aufhebung der Richtlinie 87/250/EWG der Kommission, der Richtlinie 90/496/EWG des Rates, der Richtlinie 1999/10/EG der Kommission, der Richtlinie 2000/13/EG des Europäischen Parlaments und des Rates, der Richtlinien 2002/67/EG und 2008/5/EG der Kommission und der Verordnung (EG) Nr. 608/2004 der Kommission vorher die für die betroffene Produktion ständige bescheinigende Stelle oder eine für die Kontrolle der Einhaltung der Anforderungen in Verbindung mit der betroffenen Bezeichnung zugelassene bescheinigende Stelle von jedem Entwurf einer Etikettierung oder von jeder Art der Aufmachung in Kenntnis.

### **Titel 3 — Traditionelle Begriffe und Betriebsangaben**

#### **KAPITEL I — Traditionelle Begriffe**

##### **Abschnitt 1 — Antrag auf Schutz auf regionaler Ebene**

###### **Unterabschnitt 1 — Antragsteller und Inhalt des Antrags**

**Art. 46** - Jeder Antragsteller, der die in Artikel 5 erwähnten Bedingungen erfüllt, kann einen Antrag auf Schutz eines traditionellen Begriffs vorlegen.

**Art. 47** - Was den Gebrauch der Sprachen betrifft, erscheint der Begriff in dem Antrag auf Schutz zwecks der Unterscheidung besonderer Kategorien von Weinerzeugnissen:

- 1° in Anwendung mutatis mutandis von Artikel 10 § 1 oder;
- 2° in der für diesen Begriff im Handel verwendeten Sprache.

**Art. 48** - Der Begriff besteht ausschließlich aus einer im Handel zumindest auf dem Gebiet der Wallonischen Region traditionellerweise verwendeten Angabe, um besondere Kategorien von Weinerzeugnissen zu unterscheiden.

**Art. 49** - Der Antrag auf Schutz eines traditionellen Begriffs wird begründet und enthält:

- 1° Name und Anschrift des Antragstellers;
- 2° eine Erklärung, in der das berechtigte Interesse des Antragstellers erläutert wird;
- 3° den Begriff, für den ein Schutz beantragt wird, in den entsprechenden Sprachen in Anwendung von Artikel 47;
- 4° das oder die Weinerzeugnisse mit geschützter Ursprungsbezeichnung oder mit geschützter geografischer Angabe, für das bzw. die vorgeschlagen wird, dass der Begriff verwendet werden kann;
- 5° das Kriterium oder die Kriterien in Verbindung mit dem Erzeugnis oder mit der Produktionsweise, das bzw. die folgende Elemente enthalten:

- a) die Erzeugungs- oder Reifungsmethode;
- b) die Qualität;
- c) die Farbe;
- d) die Art des Orts;
- e) ein besonderes Ereignis in Verbindung mit der Geschichte des Erzeugnisses;

6° eine Definition des Begriffs oder eine Beschreibung der Anforderungen, die zur Verwendung des Begriffs einzuhalten sind;

7° die Elemente, durch die die traditionelle Verwendung des Begriffs hinsichtlich des Artikels 48 nachgewiesen wird.

Zur Anwendung von Absatz 1 Ziffer 7 ist unter traditioneller Verwendung Folgendes zu verstehen:

1° eine Verwendung von mindestens fünf Jahren im Falle eines Begriffs, der in der (den) in Artikel 47 Ziffer 1 erwähnten Sprache(n) erscheint;

2° eine Verwendung von mindestens fünfzehn Jahren im Falle von Begriffen, die in der in Artikel 47 Ziffer 2 erwähnten Sprache erscheinen.

###### **Unterabschnitt 2 — Einreichung und Untersuchung des Antrags**

**Art. 50** - Der Antrag auf Schutz eines traditionellen Begriffs unterliegt mutatis mutandis dem in den Artikeln 11 bis 17 festgelegten Verfahren.

Zur Anwendung von Artikel 12 § 1 wird die Vollständigkeit des Antrags im Zusammenhang mit den in Artikel 49 erwähnten Anforderungen überprüft.

Zur Anwendung von Artikel 13 § 2 enthält die Bekanntmachung mindestens:

- 1° den traditionellen Begriff, für den ein Schutz vorgeschlagen wird;
- 2° das oder die Weinerzeugnisse mit geschützter Ursprungsbezeichnung oder mit geschützter geografischer Angabe, für das bzw. die vorgeschlagen wird, dass der Begriff verwendet werden kann;
- 3° die Identität des Antragstellers und dessen Personalien.

Zur Anwendung von Artikel 14 § 1 ist ein Einspruch bezüglich des Antrags auf Schutz nur zulässig, wenn dieser Elemente enthält, die Folgendes nachweisen können:

- 1° der vorgeschlagene traditionelle Begriff entspricht nicht der Definition des Artikels 2 Ziffer 20;
- 2° die Anforderungen von Artikel 47 oder Artikel 48 werden nicht eingehalten;
- 3° der vorgeschlagene traditionelle Begriff ist zur Gattungsbezeichnung geworden;
- 4° die Eintragung des vorgeschlagenen traditionellen Begriffs verstößt gegen Artikel 41 § 3 oder gegen Artikel 42 § 1 Absatz 2 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009.

**Art. 51** - Wenn der in Artikel 17 § 1 erwähnte Beschluss günstig ist, fasst der Minister einen Erlass, in dem der traditionelle Begriff anerkannt wird. Die Dienststelle lässt eine Bekanntmachung im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichen, durch die die Öffentlichkeit von dem Ministerialerlass in Kenntnis gesetzt wird. Die Fassung der Antragsakte, die Gegenstand des Beschlusses ist, wird zudem von der Dienststelle auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht. In dem Ministerialerlass zur Anerkennung werden die in Artikel 49 Absatz 1 Ziffern 3 bis 6 angeführten Elemente, sowie die Referenz der Veröffentlichung der Akte auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft angegeben.

**Art. 52** - Wenn der nach dem in Artikel 51 erwähnten Verfahren erlassene Beschluss für den Antragsteller günstig ist, reicht die Dienststelle den Antrag auf Schutz des traditionellen Begriffs bei der Kommission gemäß Artikel 30 § 1 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 ein.

### *Abschnitt 2 — Antrag auf Schutz auf europäischer Ebene*

#### Unterabschnitt 1 — Überprüfung eines Antrags in der Beurteilungsphase durch die Kommission

**Art. 53** - § 1 - Im Laufe der Phase der Beurteilung des Antrags durch die Kommission, wie sie in Artikel 36 § 1 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 vorgesehen ist, beantwortet die Dienststelle jede eventuelle Anfrage der Kommission.

§ 2 - Außer im Falle einer rein formalen Pflichtverletzung übermittelt die Dienststelle jeden Antrag auf zusätzliche Information oder auf eventuelle Änderung des von der Kommission erhaltenen Antrags unverzüglich dem Antragsteller.

§ 3 - Außer im Falle einer rein formalen Pflichtverletzung wird die Antwort von der Dienststelle und dem Antragsteller gemeinsam erstellt. Die der Kommission übermittelte Antwort wird vorher vom Antragsteller gemäß seinen eigenen Verfahren validiert und dem Minister zur Kenntnis gebracht.

Außer im Falle einer rein behördlichen Pflichtverletzung antwortet die Dienststelle unmittelbar der Kommission, indem sie die Fehler berichtigt und den Antragsteller davon in Kenntnis setzt.

§ 4 - Die auf dem in Artikel 51 erwähnten Internetportal veröffentlichte Antragsakte wird von der Dienststelle entsprechend angepasst und der in demselben Artikel erwähnte Ministerialerlass zur Anerkennung wird dementsprechend abgeändert.

§ 5 - Wenn sich herausstellt, dass die im Antrag vorgenommenen Änderungen für den Antragsteller nicht annehmbar sind, oder wenn die Europäische Kommission den Antrag als völlig unbegründet erachtet, kann die Dienststelle im Einverständnis mit dem Antragsteller und nach Unterrichtung des Ministers den Rückzug des Antrags beantragen.

§ 6 - Wenn der Antrag von der Kommission abgelehnt wird oder wenn der Antrag wie in Paragraph 5 angegeben zurückgezogen wird, entfernt die Dienststelle die Antragsakte aus dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft.

#### Unterabschnitt 2 — Bearbeitung eines europäischen Einwands gegen einen wallonischen Antrag, der von einem Mitgliedstaat oder einem Drittland ausgeht

**Art. 54** - § 1. Im Laufe der Phase der europäischen Konsultation, wie sie in Artikel 37 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 vorgesehen ist, verfolgt die Dienststelle aktiv jeden eventuellen Einspruch gegen den Antrag, den ein oder mehrere Mitgliedstaaten, Drittländer oder andere natürliche und juristische Personen bei der Kommission eingereicht haben.

§ 2. Zu Zwecken des Paragraphen 1 übermittelt die Dienststelle dem Antragsteller und dem Minister unverzüglich zur Information den von der Kommission in Anwendung von Artikel 39 § 1 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 erhaltenen Antrag auf Einspruch. Nach der Aufforderung der Kommission in Anwendung desselben Artikels fasst die Dienststelle in Zusammenarbeit mit dem Antragsteller einen an die Kommission und den Einsprucherheber gerichteten Schriftsatz. Die Dienststelle reagiert in Zusammenarbeit mit dem Antragsteller auf die eventuellen Erwidierungen des Einsprucherhebers. Der Minister und die beiden anderen Regionen werden davon in Kenntnis gesetzt.

### *Abschnitt 3 — Antrag auf Abänderung eines traditionellen Begriffs*

#### Unterabschnitt 1 — Antragsteller und Inhalt des Antrags

**Art. 55** - Jeder Antragsteller im Sinne von Artikel 46 kann die Genehmigung einer Abänderung eines traditionellen Begriffs beantragen.

**Art. 56** - § 1 - Ein Antrag, der die Abänderung eines traditionellen Begriffs betrifft, enthält:

- 1° Name und Anschrift des Antragstellers;
- 2° eine Erklärung, in der das berechtigte Interesse des Antragstellers erläutert wird;
- 3° die Art der beantragten Abänderung:
  - a) den Begriff;
  - b) die angegebene Sprache;
  - c) die betroffenen Weinerzeugnisse;
  - d) die Definition des Begriffs oder die Beschreibung der Anforderungen, die zur Verwendung des Begriffs einzuhalten sind.

§ 2 - In dem Antrag werden die ersuchten Abänderungen beschrieben und die Gründe angegeben, warum diese Abänderungen notwendig sind. Für jede der in Paragraph 1 Ziffer 3 erwähnten Rubriken, die Gegenstand einer oder mehrerer Abänderungen sind, werden eine ausführliche Beschreibung und die spezifischen Gründe einer jeden Abänderung vorgelegt.

#### Unterabschnitt 2 — Einreichung und Untersuchung des Antrags

**Art. 57** - Der Antrag auf Abänderung unterliegt mutatis mutandis dem in den Artikeln 50 bis 52 festgelegten Verfahren.

Zur Anwendung von Artikel 12 § 1 wird die Vollständigkeit des Antrags im Zusammenhang mit den in Artikel 56 § 2 erwähnten Anforderungen überprüft.

Zur Anwendung von Artikel 13 § 2 enthält die Bekanntmachung mindestens:

1° den traditionellen Begriff, für den eine Abänderung beabsichtigt wird;

2° die Identität des Antragstellers und dessen Personalien;

3° die Art der hinsichtlich des Artikels 56 §§ 1 und 2 beantragten Abänderung.

Zur Anwendung von Artikel 56 § 1 Ziffer 3 fasst der Minister einen Erlass zur Abänderung des Erlasses zur Anerkennung des traditionellen Begriffs. Die Dienststelle lässt eine Bekanntmachung im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichen, durch die die Öffentlichkeit von dem abändernden Ministerialerlass in Kenntnis gesetzt wird. Die Fassung der Akte des Antrags auf Abänderung, die Gegenstand des Beschlusses ist, wird zudem von der Dienststelle auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht.

**Art. 58** - § 1 - Wenn der nach dem in Artikel 57 § 1 erwähnten Verfahren erlassene endgültige Beschluss für den Antragsteller günstig ist, reicht die Dienststelle den Antrag auf Abänderung des traditionellen Begriffs bei der Kommission gemäß Artikel 30 § 1 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 ein.

§ 2 - Die Überwachung des Antrags in der Phase der Beurteilung durch die Kommission, so wie sie in Artikel 53 § 1 erwähnt wird, erfolgt mutatis mutandis in Anwendung des Artikels 53.

**Art. 59** - Sobald die Abänderung des traditionellen Begriffs von der Kommission durch die Eingabe in die elektronische Datenbank gemäß Artikel 40 § 1 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 genehmigt worden ist, entfernt die Dienststelle die auf dem in Artikel 51 erwähnten Internetportal veröffentlichte Akte des Antrags auf Abänderung und ersetzt die ursprüngliche Antragsakte durch die aktualisierte Antragsakte.

#### Abschnitt 4 — Antrag auf Löschung eines traditionellen Begriffs

##### Unterabschnitt 1 — Antragsteller und Inhalt des Antrags

**Art. 60** - In Anwendung des Artikels 45 § 1 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 kann:

1° jede natürliche oder juristische Person, die ein berechtigtes Interesse hat, die Löschung eines traditionellen Begriffs beantragen;

2° die Dienststelle aus eigener Initiative die Löschung eines traditionellen Begriffs beantragen.

**Art. 61** - Ein Antrag auf Löschung kann eingereicht werden, wenn:

1° der traditionelle Begriff nicht mehr der Definition des Artikels 2 Ziffer 20 entspricht;

2° die Bestimmungen von Artikel 48 nicht mehr eingehalten werden.

**Art. 62** - Der Antrag auf Löschung wird begründet und umfasst:

1° die Personalien der natürlichen oder juristischen Person, die die Löschung beantragt;

2° eine Erklärung, in der das berechtigte Interesse, die Gründe und die Rechtfertigung des in Ziffer 1 erwähnten Autors des Antrags auf Löschung erläutert werden;

3° eine ausführliche Begründung der Löschung, die auf einem der in Artikel 61 angeführten Kriterien beruht.

##### Unterabschnitt 2 — Einreichung und Untersuchung des Antrags

**Art. 63** - § 1 - Jeder Antrag auf Löschung eines traditionellen Begriffs bezüglich eines Weinerzeugnisses in Verbindung mit dem Gebiet der Wallonischen Region, dessen Autor sich auf dem Gebiet der Wallonischen Region niedergelassen hat, unterliegt mutatis mutandis dem in den Artikeln 50 bis 52 festgelegten Verfahren.

Die Artikel 11 und 12 finden keine Anwendung, wenn die Löschung auf Initiative der Dienststelle beantragt wird.

Zur Anwendung von Artikel 12 § 1 wird die Vollständigkeit des Antrags im Zusammenhang mit den in Artikel 62 erwähnten Anforderungen überprüft.

Zur Anwendung von Artikel 13 § 2 enthält die Bekanntmachung mindestens:

1° den traditionellen Begriff, für den eine Löschung beantragt wird;

2° die Identität der natürlichen oder juristischen Person, die die Löschung beantragt, sowie deren Anschrift;

3° das vorgebrachte Kriterium hinsichtlich des Artikels 61 für den Antrag auf Löschung.

Zur Anwendung des Artikels 14 § 1 ist ein Einspruch bezüglich der Löschung zulässig, wenn in diesem die ununterbrochene kommerzielle Verwendung des traditionellen Begriffs durch eine interessierte Person nachgewiesen wird.

In Abweichung von Artikel 16 § 1 unterliegen die Beurteilung des Antrags und die Übermittlung eines Gutachtens über diesen Antrag an den Minister nicht der Bildung einer Sachverständigengruppe. Die Übermittlung des Gutachtens an den Minister erfolgt unmittelbar durch die Dienststelle auf der Grundlage der Elemente, über die sie verfügt.

Zur Anwendung von Artikel 51 fasst der Minister einen Erlass zur Aufhebung des Erlasses zur Anerkennung des traditionellen Begriffs. Die Dienststelle lässt eine Bekanntmachung im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichen, durch die die Öffentlichkeit von dem aufhebenden Ministerialerlass in Kenntnis gesetzt wird. Die Fassung der Akte des Antrags auf Löschung, die Gegenstand des Beschlusses ist, wird zudem von der Dienststelle auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht.

§ 2 - Wenn der nach dem in Paragraph 1 erwähnten Verfahren erlassene endgültige Beschluss für den Autor des Antrags auf Löschung günstig ist, reicht die Dienststelle Letzteren bei der Kommission in Anwendung der Artikel 45 § 1 und 46 §§ 1 und 2 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 ein. Die in Artikel 46 § 1 c) derselben Verordnung erwähnte Erklärung des Mitgliedstaats wird vom Generaldirektor der Verwaltung unterzeichnet.

§ 3 - Wenn die Kommission die Löschung des betroffenen traditionellen Begriffs beschließt, entfernt die Dienststelle die auf dem in Artikel 51 erwähnten Internetportal veröffentlichte Antragsakte, sobald der traditionelle Begriff von der Kommission aus der elektronischen Datenbank gelöscht worden ist.

**Art. 64** - § 1 - Für jeden Antrag auf Löschung eines traditionellen Begriffs bezüglich eines Weinerzeugnisses in Verbindung mit dem Gebiet der Wallonischen Region, dessen Autor sich nicht auf dem Gebiet der Wallonischen Region niedergelassen hat, verfolgt die Dienststelle die Entwicklung der Untersuchung des Antrags durch die Kommission, so wie diese in den Artikeln 45 bis 47 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 vorgesehen ist.

§ 2 - Wenn der von der Kommission als zulässig erachtete Antrag auf Löschung Belgiens in Anwendung von Artikel 47 § 1 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 übermittelt wird, leitet die Dienststelle den Antrag auf Löschung unverzüglich weiter:

1° an jeden wallonischen Erzeuger, der den traditionellen Begriff, der Gegenstand des Antrags ist, unter Zertifizierung benutzt;

2° an die bescheinigenden Stellen, die mit der Kontrolle der Einhaltung des Lastenheftes oder der technischen Unterlage beauftragt sind;

3° an den Antragsteller, der den Antrag auf Schutz des traditionellen Begriffs eingereicht hat, insofern es den Antragsteller immer noch gibt.

§ 3 - Die in Paragraph 2 erwähnten Empfänger bestätigen den Erhalt des Antrags auf Löschung und werden gebeten, ihre Bemerkungen innerhalb einer Frist von dreißig Tagen zu äußern. Gleichzeitig wird das Gutachten des Ministers und der beiden anderen Regionen über den Antrag auf Löschung beantragt. Auf der Grundlage der eingeholten Bemerkungen und Stellungnahmen setzt die Dienststelle Belgiens Standpunkt fest und übermittelt diesen der Kommission innerhalb der in Artikel 47 § 1 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 gesetzten Frist.

§ 4 - Wenn die Kommission die Löschung des betroffenen traditionellen Begriffs beschließt, setzt die Dienststelle die in Paragraph 2 erwähnten Ansprechpartner davon in Kenntnis und entfernt die auf dem in Artikel 51 erwähnten Internetportal veröffentlichte Antragsakte, sobald der traditionelle Begriff von der Kommission aus der elektronischen Datenbank gelöscht worden ist.

#### KAPITEL 2 — Betriebsangaben

**Art. 65** - Für einen Antrag auf Schutz, Abänderung oder Löschung eines traditionellen Begriffs finden die in den Artikeln 46 bis 49 bezüglich der traditionellen Begriffe vorgesehenen Bestimmungen mutatis mutandis Anwendung.

Zur Anwendung von Artikel 49 Ziffer 5 ist das einzige berücksichtigte Kriterium die Art des Ortes in Bezug auf den Weinbaubetrieb. Außerdem ist Ziffer 7 desselben Artikels nicht auf die Betriebsangaben anwendbar.

Zur Anwendung des in Artikel 50 § 1 erwähnten Artikels 14 § 1 ist ein Einspruch bezüglich des Antrags auf Schutz nur zulässig, wenn dieser Elemente enthält, die Folgendes nachweisen können:

1° die vorgeschlagene Betriebsangabe entspricht nicht der Definition des Artikels 2 Ziffer 19;

2° die Anforderungen des Artikels 47 werden nicht eingehalten;

3° die vorgeschlagene Betriebsangabe ist zur Gattungsbezeichnung geworden;

4° die Eintragung der vorgeschlagenen Betriebsangabe verstößt mutatis mutandis gegen Artikel 41 § 3 oder gegen Artikel 42 § 1 Absatz 2 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009.

Zur Anwendung der Artikel 52, 58 § 1 und 63 § 2 reicht die Dienststelle bei der Kommission gemäß den von ihr bestimmten Modalitäten einen Vorschlag zur Abänderung des Anhangs XIII der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 je nach Fall durch Hinzufügung, Abänderung oder Entzug der vorgeschlagenen Betriebsangabe ein.

Zur Anwendung der Artikel 53 und 54 verfolgt die Dienststelle aktiv die Entwicklung der Akte, indem sie den Anforderungen der Kommission entgegenkommt.

Zur Anwendung der Artikel 59 und 63 § 3 handelt die Dienststelle wie in den besagten Artikeln angegeben, sobald die Abänderung des Anhangs XIII der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 in Kraft tritt.

Zur Anwendung des Artikels 61 kann ein Antrag auf Löschung eingereicht werden, wenn:

1° die Betriebsangabe nicht mehr der Definition des Artikels 2 Ziffer 19 entspricht;

2° die Bestimmungen von Artikel 47 nicht mehr eingehalten werden.

#### TITEL 4 — Regionale fakultative Qualitätsangaben

##### KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

**Art. 66** - § 1 - In Anwendung des Artikels D.174. des Gesetzbuches und des Artikels 28 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 kann eine fakultative Qualitätsangabe der regionalen Ebene vorbehalten werden, insofern sie nicht Folgendem entgegensteht:

1° den bereits von der Europäischen Union in Anwendung der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 festgelegten fakultativen Qualitätsangaben;

2° den Grundprinzipien des Gründungsvertrags der Europäischen Union;

3° den spezifischen Regeln, die bestimmte Qualitätsaspekte horizontal oder sektoriell decken.

§ 2 - Eine fakultative Qualitätsangabe steht jedem Teilnehmer offen, der bereit und fähig ist, sich an die Anforderungen in Verbindung mit der Verwendung der besagten Angabe zu halten.

##### KAPITEL II — Antrag auf Reservierung einer fakultativen Qualitätsangabe

###### Abschnitt 1 — Antragsteller und Inhalt des Antrags

**Art. 67** - § 1 - Ein Antrag auf Reservierung einer fakultativen Qualitätsangabe, die der Definition des Artikels 2 Absatz 1 Ziffer 18 b) entspricht, kann von einer oder mehreren Vereinigungen eines Sektors, der von der(den) Kategorie(n) von Erzeugnissen betroffen ist, die auf die fakultative Angabe abzielen, ungeachtet ihrer Rechtsform vorgelegt werden.

§ 2 - Der Minister kann die Reservierung einer fakultativen Angabe, die die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses einhält, vorschlagen.

**Art. 68** - Der Antrag auf Reservierung einer fakultativen Angabe wird begründet und enthält:

1° Name und Anschrift des(der) Antragsteller(s);

2° eine Erklärung, in der das Interesse des(der) Antragsteller(s) in Bezug auf die betroffenen Kategorie(n) von Erzeugnissen erläutert wird;

3° die Angabe, für die eine Reservierung beantragt wird;

4° die Kategorie(n) von Erzeugnissen, die potenziell von der vorgeschlagenen fakultativen Angabe betroffen sein können;

5° das Kriterium oder die Kriterien in Verbindung mit den Erzeugnissen oder den Herstellungs- oder Verarbeitungseigenschaften, auf die sich die Angabe bezieht;

6° eine genaue Definition der Angabe oder eine ausführliche Beschreibung der Anforderungen, die zur Verwendung der Angabe einzuhalten sind;



7° die Elemente, die die Notwendigkeit, Zweckdienlichkeit, Relevanz des Antrags auf Reservierung der Angabe bekräftigen.

Zur Anwendung des Absatzes 1 Ziffer 6 werden die Anforderungen genau und eindeutig beschrieben und beruhen auf nachweisbaren und kontrollierbaren Kriterien. Die Anforderungen werden eventuell in einem Lastenheft festgehalten.

#### *Abschnitt 2 — Einreichung und Untersuchung des Antrags*

**Art. 69 - § 1** - Der Antrag auf Reservierung einer fakultativen Qualitätsangabe unterliegt mutatis mutandis dem in den Artikeln 11 bis 17 festgelegten Verfahren.

§ 2 - Die Artikel 11 und 12 finden keine Anwendung, wenn der Antrag vom Minister vorgeschlagen wird.

§ 3 - Zur Anwendung von Artikel 12 § 1 wird die Vollständigkeit des Antrags im Zusammenhang mit den in Artikel 68 erwähnten Anforderungen überprüft.

§ 4 - Zur Anwendung von Artikel 13 § 2 enthält die Bekanntmachung mindestens:

1° die fakultative Qualitätsangabe, für die eine Reservierung beantragt wird;

2° die Kategorie(n) von Erzeugnissen, die potenziell von der vorgeschlagenen fakultativen Angabe betroffen sein können;

3° wenn der Antrag nicht vom Minister ausgeht, die Identität des(der) Antragsteller(s) und dessen(deren) Personalien.

§ 5 - Zur Anwendung von Artikel 14 § 1 ist ein Einspruch bezüglich des Antrags auf Schutz nur zulässig, wenn dieser Elemente enthält, die Folgendes nachweisen können:

1° die vorgeschlagene fakultative Qualitätsangabe entspricht nicht der Definition des Artikels 1 Ziffer 18 b);

2° die Anforderungen des Artikels 66 werden nicht eingehalten;

3° die vorgeschlagene fakultative Qualitätsangabe ist zur Gattungsbezeichnung geworden;

4° unter Berücksichtigung des Ansehens und der Bekanntheit einer Handelsmarke könnte die Reservierung den Verbraucher irreführen, was die Identität, die Art, die Eigenschaften oder die Qualität des(der) betroffenen Erzeugnisse(s) tatsächlich betrifft;

5° die Eintragung der vorgeschlagenen Bezeichnung wirkt sich nachteilig auf das Bestehen einer ganz oder teilweise gleichlautenden Bezeichnung oder Marke oder auf das Bestehen von Erzeugnissen aus, die sich seit mindestens fünf Jahren vor dem Datum der in Artikel 13 § 1 vorgesehenen Veröffentlichung der Bekanntmachung rechtmäßig in Verkehr befinden.

**Art. 70 - § 1** - Wenn der in Artikel 17 § 1 erwähnte Beschluss günstig ist, stellt die Dienststelle der Kommission in Anwendung der Richtlinie (EU) 2015/1535 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. September 2015 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft den Entwurf der fakultativen Qualitätsangabe zu.

§ 2 - Wenn das Gutachten der Kommission günstig ist, wird ein Erlass gefasst, in dem die fakultative Angabe anerkannt wird. Die Fassung der Antragsakte, die Gegenstand des Beschlusses ist, wird von der Dienststelle auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht. In dem Anerkennungserlass werden die in Artikel 68 Absatz 1 Ziffern 3 bis 6 angeführten Elemente, sowie die Referenz der Veröffentlichung der Akte auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft angegeben.

### **TITEL 5 — Kontrollen und Zertifizierung**

#### *KAPITEL I — Zuständige Behörde*

**Art. 71 - § 1** - Laut Artikel 36 § 1 der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 für die Agrarerzeugnisse und Lebensmittel, Artikel 90 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 für die Weinerzeugnisse, Artikel 22 § 1 der Verordnung (EU) Nr. 251/2014 für die aromatisierten Weinerzeugnisse, Artikel 24 § 1 der Verordnung (EG) Nr. 110/2008 für Spirituosen wird die Dienststelle zur zuständigen Behörde ernannt, die für die Durchführung der Kontrollen bezüglich der in den besagten Verordnungen geltenden Qualitätsregelungen verantwortlich ist.

§ 2 - Die Dienststelle wird ebenfalls zur zuständigen Behörde ernannt, die für die Durchführung der Kontrollen bezüglich der regionalen fakultativen Qualitätsangaben verantwortlich ist.

#### *KAPITEL II — Kontrollen und Zertifizierung der Erzeugnisse vor ihrer Markteinführung*

##### *Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen*

**Art. 72 - § 1** - Die geschützten Ursprungsbezeichnungen, die geschützten geografischen Angaben und die als garantiert traditionelle Spezialitäten eingetragenen Bezeichnungen werden ausschließlich von einem Betreiber verwendet, der ein Erzeugnis vermarktet, das mit dem entsprechenden Lastenheft übereinstimmt.

§ 2 - Um eine Ursprungsbezeichnung, geografische Angabe oder garantiert traditionelle Spezialität verwenden zu dürfen, meldet sich jeder Betreiber bei einer zugelassenen bescheinigenden Stelle an, die mit der Zertifizierung der Erzeugnisse für die betroffene Bezeichnung beauftragt ist, und unterstellt sich ihrer Kontrolle, um die Übereinstimmung seiner Erzeugnisse mit den Anforderungen des Lastenheftes oder der technischen Unterlage, das, bzw. die der Bezeichnung entspricht, zertifizieren zu lassen.

Was die Weinerzeugnisse betrifft, meldet sich außerdem jeder Betreiber, der eine Ursprungsbezeichnung oder geografische Angabe verwenden möchte, in Anwendung des Artikels 24 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 bei der Dienststelle an.

§ 3 - Um eine Ursprungsbezeichnung, geografische Angabe oder garantiert traditionelle Spezialität verwenden zu dürfen, meldet sich jeder für die Etikettierung Verantwortliche im Sinne von Artikel 45 bei einer zugelassenen bescheinigenden Stelle an, die mit der Zertifizierung der Erzeugnisse für die betroffene Bezeichnung beauftragt ist.

§ 4 - Der Minister nimmt wenn nötig die Ernennung von Amts wegen einer bescheinigenden Stelle vor, um den Antrag oder die Tätigkeit des Betreibers zu untersuchen.

**Art. 73 - § 1** - Wie dies für ein Agrarerzeugnis oder Lebensmittel in Artikel 37 § 1 b) der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012, für ein Weinerzeugnis in Artikel 90 Absatz 2 der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013, für ein aromatisiertes Weinerzeugnis in Artikel 23 § 1 b) der Verordnung (EU) Nr. 251/2014, für Spirituosen in Artikel 22 § 1 zweiter Gedankenstrich der Verordnung (EG) Nr. 110/2008 zugelassen ist, wird die Zertifizierung der Übereinstimmung der Erzeugnisse mit den im Lastenheft oder in der technischen Unterlage in Verbindung mit einer Ursprungsbezeichnung, einer geografischen Angabe oder einer garantiert traditionellen Spezialität angegebenen Anforderungen einer oder

mehreren Einrichtungen im Sinne von Artikel 2 Absatz 2 5) der Verordnung (EG) Nr. 882/2004 anvertraut, die als bescheinigende Stellen für Erzeugnisse oder bescheinigende Stellen tätig sind.

§ 2 - Sollte der Zertifizierungsauftrag vorübergehend nicht auf eine bescheinigende Stelle übertragen werden können, kann er übergangsweise von der Dienststelle ausgeführt werden.

§ 3 - Was die Weinerzeugnisse betrifft, vergewissert sich die Dienststelle, dass die jährliche Kontrolle hinsichtlich der Überprüfung der Übereinstimmung der Erzeugnisse mit einer Ursprungsbezeichnung oder einer geografischen Angabe mit den verordnungsmäßigen Anforderungen die in den Artikeln 25 und 26 der Verordnung (EG) Nr. 607/2009 angeführten Bedingungen erfüllt.

**Art. 74** - Der Minister kann die praktischen Modalitäten bezüglich der Kontrolle und der Zertifizierung der Erzeugnisse, für die die Verwendung einer Ursprungsbezeichnung, einer geografischen Angabe oder einer garantiert traditionellen Spezialität angestrebt wird, näher angeben.

#### *Abschnitt 2 — Zulassung der bescheinigenden Stellen*

**Art. 75** - § 1 - Um die Zertifizierung durchzuführen, wird die bescheinigende Stelle vom Minister zugelassen.

§ 2 - Um zugelassen zu werden, wird die bescheinigende Stelle für die Zertifizierung der Übereinstimmung der Produkte mit den Anforderungen eines bestimmten Lastenheftes nach der Norm ISO/IEC 17065 akkreditiert.

**Art. 76** - § 1 - Die bescheinigende Stelle lässt sich im Rahmen der Inspektionstätigkeiten, die für die Zertifizierung der Übereinstimmung der Erzeugnisse mit den Anforderungen des Lastenheftes erforderlich sind, nicht vertreten.

Sie kann die analytischen Tätigkeiten jedem beliebigen auswärtigen Laboratorium unter Einhaltung der Anforderungen der Norm ISO/IEC 17065 anvertrauen, wobei das Laboratorium für die durchzuführenden Analysen nach der Norm ISO/IEC 17025 akkreditiert ist.

§ 2 - In Abweichung von Paragraph 1 und nur was die Weinerzeugnisse betrifft, kann die bescheinigende Stelle die für die Zertifizierung der Übereinstimmung der Erzeugnisse mit den Anforderungen des Lastenheftes erforderlichen Inspektionstätigkeiten ganz oder teilweise ausschließlich dem Föderalen Öffentlichen Dienst Wirtschaft, KMU, Mittelstand und Energie - Generaldirektion der Wirtschaftsinspektion anvertrauen. Ein Protokoll zur Organisation der Übertragung der Inspektionstätigkeiten der bescheinigenden Stelle an die Direktion der Wirtschaftsinspektion wird zwischen beiden Parteien abgeschlossen.

§ 3 - Falls die bescheinigende Stelle nicht über die in Paragraph 1 erwähnte Akkreditierung verfügt, kann sie dennoch zugelassen werden, falls sie folgende Bedingungen erfüllt:

1° sie ist im Agrar-Lebensmittelsektor nach der Norm ISO/IEC 17065 in demselben sektoriellen Bereich akkreditiert;

2° ein Verfahren zur Ausdehnung ihrer Akkreditierung auf die Zertifizierung der Übereinstimmung der Erzeugnisse mit den Anforderungen des besagten Lastenheftes läuft bereits;

3° sie wendet die Anforderungen der Norm ISO/IEC 17065 zum Zeitpunkt des Zulassungsantrags bereits auf das Lastenheft an, auch wenn sie für das Lastenheft noch nicht nach der Norm ISO/IEC 17065 zugelassen worden ist.

**Art. 77** - § 1 - Die bescheinigende Stelle, die sich um die Zulassung für die Zertifizierung der Erzeugnisse in Anwendung eines gegebenen Lastenheftes oder technischen Unterlage bewirbt, reicht durch jegliches Mittel, das gemäß den Artikeln D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, einen Zulassungsantrag bei der Dienststelle ein, die dessen Empfang innerhalb von zehn Tagen bestätigt.

§ 2 - Der Zulassungsantrag enthält:

1° die Bezeichnung und den Gesellschaftssitz der bescheinigenden Stelle, die sich um die Zulassung bewirbt;

2° die Identifizierung der Stellen auf dem Gebiet der Wallonischen Region, wo alle Dokumente bezüglich der Kontrolle des Lastenheftes eingesehen werden können;

3° die in Artikel 75 § 1 angeführten Beweise für die Akkreditierung;

4° die Angaben zu der natürlichen Person, die für alle Aktivitäten der bescheinigenden Stelle, die sich um die Zulassung bewirbt, verantwortlich ist;

5° die Angaben zu dem Verantwortlichen der Zertifizierungsaktivitäten;

6° das Qualitätshandbuch der bescheinigenden Stelle, die sich um die Zulassung bewirbt;

7° das allgemeine Kontrollschema, das auf dem dem Lastenheft beigefügten Kontrollplan beruht und die Vorgänge im Rahmen der Inspektion, des Audits und der Analyse umfasst;

8° die Liste der Auditkontrolle;

9° den analytischen Kontrollplan;

10° das Zertifizierungsverfahren;

11° die Definition der geringfügigen und schwerwiegenden Regelwidrigkeiten und die Maßnahmen, die gegen jeden Betreiber im Anschluss an die Feststellung verschiedener Arten von Regelwidrigkeiten getroffen werden;

12° die Liste der Maßnahmen, die gegen jeden Betreiber getroffen werden, der die an den Beitritt zur Durchführung des Lastenheftes gebundenen Verpflichtungen nicht beachtet, nach einer Tabelle der Sanktionen, die verhältnismäßig und nicht diskriminierend sind;

13° die Höchstarife für die Zertifizierungsgebühren, die auf die Betreiber angewandt werden.

§ 3 - Die Dienststelle prüft den Zulassungsantrag und fordert gegebenenfalls von der bescheinigenden Stelle, die sich um die Zulassung bewirbt, zusätzliche Rechtfertigungen.

Die Dienststelle prüft die Relevanz der Bestandteile der Antragsakte.

§ 4 - Die Dienststelle unterbreitet dem Minister zur Genehmigung spätestens innerhalb von dreißig Tagen nach Eingang des Zulassungsantrags einen begründeten Vorschlag zur Gewährung oder Verweigerung der Zulassung.

Diese Frist wird verlängert, wenn die Anerkennung der Bezeichnung, mit der das betroffene Lastenheft verbunden ist, bereits begonnen hat.

§ 5 - Falls mehrere bescheinigende Stellen die Beachtung der Auflagen eines gegebenen Lastenheftes prüfen, kann der Minister im Rahmen der Gewährung der Zulassung von den bescheinigenden Stellen verlangen, Kontroll- und Zertifizierungsinstrumente, die als notwendig erachtet werden, um die Kontrolle und die Zertifizierung des Lastenheftes zu harmonisieren, anzuwenden.

Die in Paragraph 2 Absatz 1 Ziffer 13 erwähnten Tarife werden in demselben Rechtsakt veröffentlicht, der für die Zulassung der bescheinigenden Stelle gefasst wird.

Die Dienststelle teilt der bescheinigenden Stelle den Beschluss des Ministers innerhalb von zehn Tagen nach dem Datum dieses Beschlusses mit.

§ 6 - Die bescheinigende Stelle kann jederzeit auf ihre Zulassung verzichten und zwar durch jegliches an die Dienststelle gerichtete Mittel, das gemäß den Artikeln D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, und dies wenigstens drei Monate bevor dieser Verzicht wirksam wird.

§ 7 - Im Falle einer Änderung des Lastenhefts informiert der Initiator die bescheinigende Stelle, die daraufhin gegebenenfalls die Bestandteile der im Rahmen ihres Zulassungsantrags angelegten Akte anpasst und diese durch jegliches Mittel, das gemäß den Artikeln D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, der Dienststelle übermittelt.

**Art. 78 - § 1 -** Unter Beachtung der Bestimmungen von Artikel D.9 des Gesetzbuches kann der Minister die Zulassung der bescheinigenden Stelle nach dem in den Paragraphen 2 bis 7 festgelegten Verfahren aussetzen oder entziehen, falls diese die in den Artikeln 74 und 75 festgelegten Bedingungen nicht mehr erfüllt oder den in den Artikeln 79 bis 81 festgelegten Verpflichtungen nicht mehr nachkommt.

§ 2 - Die bescheinigende Stelle wird über die Gründe informiert, die die geplante Maßnahme rechtfertigen.

§ 3 - Der Minister oder der leitende Beamte der Dienststelle, der zum Stellvertreter des Ministers ernannt wurde, fordert die bescheinigende Stelle auf, im Rahmen einer Anhörung ihren Standpunkt zu den erläuterten Gründen, die die geplante Maßnahme rechtfertigen, geltend zu machen.

§ 4 - Nachdem er oder sein Stellvertreter die Akte geprüft haben, beschließt der Minister gegebenenfalls, der bescheinigenden Stelle die Zulassung zu entziehen.

§ 5 - Im Falle eines Verzichts auf die Zulassung, wie sie in Artikel 77 § 6 erwähnt wird, oder im Falle einer Aussetzung oder eines Entzugs der Zulassung hat die Dienststelle unverzüglich alle zertifizierten Betreiber über diesen ministeriellen Beschluss zu informieren und sie auf die dringende Notwendigkeit aufmerksam zu machen, sich bei einer anderen zugelassenen bescheinigenden Stelle einzutragen. In Ermangelung einer anderen zugelassenen bescheinigenden Stelle sucht die Dienststelle schnellstmöglich eine sich bewerbende bescheinigende Stelle, die sie ersetzen kann. In letztgenanntem Fall ist ein Zulassungsantrag nach dem in Artikel 11 angeführten Verfahren einzureichen. In Anwendung von Artikel 73 § 2 übernimmt die Dienststelle die Aufgabe der Zertifizierung, falls keine zugelassene bescheinigende Stelle vorhanden ist.

§ 6 - Jede Zulassung, jede Aussetzung, jeder Entzug der Zulassung oder jeder Verzicht auf eine Zulassung nach Artikel 77, § 6 wird im *Belgischen Staatsblatt* und auf dem Internetportal der wallonischen Landwirtschaft veröffentlicht.

§ 7 - Unter Gefahr der Unzulässigkeit reicht die Einrichtung bei dem Minister oder bei dessen Stellvertreter durch jedes Mittel, das gemäß den Artikeln D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang des Beschlusses über die Verweigerung, die Aussetzung oder den Entzug der Zulassung eine Beschwerde ein.

Gemäß Artikel D. 17 § 2 des Gesetzbuches kann der Beschwerdeführer, wenn er dies in der Beschwerde beantragt, von dem Minister oder von dessen Stellvertreter angehört werden.

### *Abschnitt 3 — Überwachung und Verpflichtungen der bescheinigenden Stellen*

**Art. 79 -** Die Dienststelle ist mit der Überwachung der zugelassenen bescheinigenden Stellen beauftragt. Zu diesem Zweck:

1° nimmt sie an den von der für die bescheinigende Stelle zuständigen Akkreditierungsstelle organisierten Überwachungsaudits und Audits zur Ausdehnung der Akkreditierung teil;

2° ist sie Mitglied des Beratenden Ausschusses für die Zertifizierung der bescheinigenden Stelle als Beobachter;

3° kann sie ein Verwaltungsaudit durchführen, um die ordnungsgemäße Anwendung der Norm ISO/IEC 17065 allgemein oder für ein bestimmtes Lastenheft zu prüfen;

4° kann sie vor Ort einen technischen Auditor begleiten, um seine Fähigkeiten sowie die Art und Weise, auf die die Inspektionen durchgeführt werden, zu überprüfen;

5° kann sie auf eigene Initiative Inspektionen bei den zertifizierten Betreibern durchführen.

**Art. 80 -** Folgende Verpflichtungen finden auf die zugelassenen bescheinigenden Stellen Anwendung:

1° jede Änderung der in Anwendung von Artikel 77 verlangten Informationen wird der Dienststelle unverzüglich durch jedes Mittel, das gemäß den Artikeln D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, übermittelt;

2° die zugelassene bescheinigende Stelle gewährleistet die Zertifizierung der Erzeugnisse unter Ursprungsbezeichnung nach den Vorschriften des entsprechenden Lastenheftes und nach dem im Rahmen des Zulassungsantrags erläuterten Zertifizierungsverfahren;

3° die bescheinigende Stelle händigt dem Betreiber, der sich unter ihre Kontrolle stellt, das betroffene Lastenheft, eine Beurteilungstabelle der Regelwidrigkeiten und eine Tabelle mit den entsprechenden Sanktionen aus. Sie informiert ebenfalls den Betreiber über die für die Zertifizierungen angewandten Tarife;

4° die bescheinigende Stelle stellt den Betreibern, die im Rahmen der Kontrolle alle Anforderungen erfüllt haben, für jedes Erzeugnis, das für eine Ursprungsbezeichnung anerkannt werden kann, eine Konformitätsbescheinigung aus;

5° wenn ein unter Kontrolle stehender Betreiber die ihn betreffenden Vorschriften nicht mehr erfüllt, setzt die bescheinigende Stelle ihn davon in Kenntnis und kann ihm die Konformitätsbescheinigung entziehen;

6° für den Fall, dass ein Betreiber die bescheinigende Stelle wechselt, übermittelt die erste bescheinigende Stelle unmittelbar der Folgenden alle zweckdienlichen Angaben, die für die Weiterführung der diesen Betreiber betreffenden Kontroll- und Zertifizierungstätigkeiten notwendig sind;

7° für den Fall, dass eine bescheinigende Stelle auf die Zulassung verzichtet oder für den Fall, dass einer bescheinigenden Stelle die Zulassung entzogen wird, übermittelt die besagte bescheinigende Stelle der durch einen Betreiber bezeichneten bescheinigenden Stelle alle zweckdienlichen Angaben, die für die Weiterführung der diesen Betreiber betreffenden Kontroll- und Zertifizierungstätigkeiten notwendig sind.

Für die Zwecke des Absatzes 1 Ziffer 2 wird ein jeder Betreiber mindestens einmal im Jahr kontrolliert. In Abweichung davon kann die Häufigkeit der Kontrollen geringer sein, wenn sie ausdrücklich im Mindestplan für die Kontrollen des technischen Lastenheftes vorgesehen ist.

Für die Zwecke des Absatzes 1 Ziffer 5:

1° trifft die bescheinigende Stelle die angemessenen Maßnahmen, um den Betreiber von der Erzeugung, der Verarbeitung, der Aufbereitung, der Verpackung oder der Vermarktung der Erzeugnisse von differenzierter Qualität, die von dem Ausschluss betroffen sind, auszuschließen;

2° informiert die bescheinigende Stelle die Betreiber, die mit dem säumigen Betreiber in Verbindung stehen, über den Beschluss.

**Art. 81** - Gemäß Artikel 44 der Verordnung (EG) Nr. 882/2004 vom 29. April 2004 übermittelt die zugelassene bescheinigende Stelle der Dienststelle einen am 31. Dezember abgeschlossenen jährlichen Tätigkeitsbericht und zwar spätestens am 31. Januar des darauffolgenden Jahres. Dieser Bericht umfasst wenigstens:

1° die Anzahl der von ihr kontrollierten Betreiber für das betreffende Lastenheft;

2° die Liste der von ihr kontrollierten Betreiber;

3° die pro kontrollierten Betreiber erzeugten individuellen Volumen je Ursprungsbezeichnung;

4° die Anzahl der Kontrollen, die pro Betreiber im Laufe eines Kalenderjahres durchgeführt werden;

5° die pro Betreiber festgestellten Regelwidrigkeiten;

6° die sich daraus ergebenden Berichtigungsmaßnahmen.

**Art. 82** - Die zugelassene bescheinigende Stelle ermöglicht jeglicher Person der Dienststelle den freien Zugang zu ihren Räumlichkeiten und stellt jede verlangte Information zur Verfügung.

**Art. 83** - Die zugelassene bescheinigende Stelle wird für eine Dauer von höchstens zehn Jahren zugelassen; nach Ablauf dieses Zeitraums kann sie eine Erneuerung der Zulassung beantragen.

### KAPITEL III — Kontrollen und Zertifizierung der Erzeugnisse nach ihrer Markteinführung

#### Abschnitt 1 — Schutzmaßnahmen

**Art. 84** - Die Ursprungsbezeichnungen und geografischen Angaben werden geschützt:

1° gegen jede direkte oder indirekte kommerzielle Verwendung einer eingetragenen Bezeichnung bezüglich der Erzeugnisse, die nicht durch die Eintragung geschützt sind, wenn diese Erzeugnisse mit den unter dieser Bezeichnung eingetragenen Erzeugnissen vergleichbar sind oder wenn durch diese Verwendung das Ansehen der geschützten Bezeichnung ausgenutzt wird, selbst wenn diese Erzeugnisse als Zutaten verwendet werden;

2° gegen jede widerrechtliche Aneignung, Nachahmung oder Anspielung, auch wenn der wahre Ursprung der Erzeugnisse oder der Dienstleistungen angegeben ist oder wenn die geschützte Bezeichnung als Übersetzung verwendet wird oder wenn der Bezeichnung ein Ausdruck wie "Art", "Typ", "Methode", "Machart", "Nachahmung" oder ein ähnlicher Ausdruck beigefügt wird, selbst wenn diese Erzeugnisse als Zutaten verwendet werden;

3° gegen jede sonstige falsche oder irreführende Angabe betreffend die Herkunft, den Ursprung, die Art oder die wesentlichen Eigenschaften des Erzeugnisses, die auf der Aufbereitung oder Verpackung, der Werbung oder jedem anderen Dokument in Bezug auf das betroffene Erzeugnis steht, sowie gegen die Verwendung zwecks der Aufbereitung eines Behältnisses, durch die ein falscher Eindruck über den Ursprung des Erzeugnisses entsteht;

4° gegen alle sonstigen Praktiken, die den Verbraucher über den wahren Ursprung des Erzeugnisses irreführen können.

**Art. 85** - Die als garantiert traditionelle Spezialitäten eingetragenen Bezeichnungen sind gegen jede widerrechtliche Aneignung, Nachahmung oder Anspielung oder gegen alle sonstigen Praktiken, die den Verbraucher irreführen können, geschützt.

**Art. 86** - § 1 - Eine traditionelle Angabe oder eine fakultative Qualitätsangabe kann nur verwendet werden, um Erzeugnisse zu beschreiben, die die entsprechenden Verwendungsbedingungen erfüllen.

§ 2 - Die traditionellen Begriffe oder die fakultativen Qualitätsangaben sind gegen jede unerlaubte Verwendung geschützt.

§ 3 - Die traditionellen Begriffe oder die fakultativen Qualitätsangaben sind nur in der Sprache und für die Kategorien von Erzeugnissen, die im Antrag angegeben werden, geschützt:

1° gegen jede widerrechtliche Aneignung der geschützten Angabe, selbst wenn dieser ein Ausdruck wie "Art", "Typ", "Methode", "Machart", "Nachahmung", "Geschmack", "Weise" oder ein ähnlicher Ausdruck beigefügt wird;

2° gegen jede sonstige falsche oder irreführende Angabe betreffend die Art, die wesentlichen Eigenschaften oder Qualitäten des Erzeugnisses, die auf der Aufbereitung oder Verpackung, der Werbung oder jedem anderen Dokument in Bezug auf das betroffene Erzeugnis steht;

3° gegen alle sonstigen Praktiken, die den Verbraucher irreführen können, auch indem der Eindruck erweckt wird, dass der geschützte traditionelle Begriff für den Wein gilt.

§ 4 - Die traditionellen Begriffe oder die fakultativen Qualitätsangaben werden nicht zu Gattungsbezeichnungen.

#### Abschnitt 2 — Überwachung, Ermittlung, Feststellung und Bestrafung von Verstößen

**Art. 87** - In Anwendung des Artikels 36 § 3 b) der Verordnung (EU) Nr. 1151/2012 für die Agrarerzeugnisse und Lebensmittel, des Artikels 90 der Verordnung (EU) Nr. 1306/2013 für die Weinerzeugnisse, des Artikels 22 § 1 der Verordnung (EU) Nr. 251/2014 für die aromatisierten Weinerzeugnisse, des Artikels 24 § 1 der Verordnung (EU) Nr. 110/2008 für Spirituosen und unbeschadet der im Wirtschaftsgesetzbuch, Buch XV, Titel 1 festgelegten Bestimmungen wird die Dienststelle als zuständige Behörde für die Überwachung der Verwendung der als geschützte Ursprungsbezeichnungen, geschützte geografische Angaben, garantiert traditionelle Spezialitäten eingetragenen Bezeichnungen und der als traditionelle Begriffe oder fakultative Qualitätsangaben eingetragenen Angaben zur Beschreibung eines jeden auf dem wallonischen Gebiet vermarkteten Erzeugnisses ernannt.

**Art. 88** - Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses werden gemäß Titel XIII des Gesetzbuches ermittelt, festgestellt und bestraft.



**TITEL 6 — Einspruch**

**Art. 89 - § 1** - Falls ein Betreiber die bescheinigende Stelle mit einer Beschwerde befasst und der Beschluss dieser bescheinigenden Stelle nach Abschluss der Bearbeitung dieser Beschwerde nach dem in Anwendung der Norm ISO/IEC 17065 festgelegten Verfahren durch den genannten Betreiber beanstandet wird, so ist er berechtigt, eine Verwaltungsbeschwerde beim Direktor der Dienststelle einzureichen.

Zu diesem Zweck muss er innerhalb einer Frist von höchstens dreißig Tagen ab dem Eingang des Schreibens, durch das ihm der Beschluss, der Gegenstand der Beschwerde ist, mitgeteilt worden ist, seine Verteidigungsmittel durch jedes Mittel, das gemäß den Artikeln D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, an den Minister oder an dessen Stellvertreter richten.

§ 2 - Beantragt der Betreiber eine Anhörung in Anwendung von Artikel D.17 § 2 des Gesetzbuches, nimmt der Minister oder dessen Stellvertreter diese Anhörung vor und erstellt einen kurzen Bericht über das Gespräch, der anschließend vom Minister oder dessen Stellvertreter und dem Betreffenden unterzeichnet wird. Weitere Beteiligte können aufgefordert werden, an der Unterredung teilzunehmen.

§ 3 - Der Minister oder dessen Stellvertreter trifft einen Beschluss, den er dem Betreffenden per Einschreiben oder durch jedes Mittel, das gemäß den Artikeln D.15 und D.16 des Gesetzbuches der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, übermittle.

§ 4 - Falls Sachverständigenkosten zu Lasten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie entstehen und falls der beanstandete Beschluss bestätigt wird, wird diesem Einschreiben oder Mittel, das der Einsendung ein sicheres Datum verleiht, eine Zahlungsaufforderung für diese Kosten beigefügt, durch die der Betreffende aufgefordert wird, diese Summe innerhalb von dreißig Tagen ab dem Datum, an dem das Schreiben aufgegeben wurde, zu begleichen.

**TITEL 7 — Abänderungs-, Übergangs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen****KAPITEL I — Abänderungsbestimmungen**

*Abschnitt 1* — Bestimmungen zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Einführung eines regionalen Systems der differenzierten Qualität für Agrarerzeugnisse und Nahrungsmittel

**Art. 90** - In dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Einführung eines regionalen Systems der differenzierten Qualität für Agrarerzeugnisse und Nahrungsmittel wird Kapitel II, das den Artikel 2 enthält, außer Kraft gesetzt.

**Art. 91** - Artikel 6 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 92** - In Artikel 8 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 3 wird vor dem einzigen Absatz ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Eine Gruppe von mindestens drei unabhängigen Sachverständigen, genannt Sachverständigengruppe, wird vorübergehend und eigens für die Beurteilung des Antrags und die Abgabe eines in Artikel 16 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 2016 über die europäischen Qualitätsregelungen und die regionalen fakultativen Qualitätsangaben vorgesehenen Gutachtens gebildet. Die Bildung und Arbeitsweise der Sachverständigengruppen wird in Anwendung des § 2 desselben Artikels bestimmt.»;

2° in Paragraph 3 wird das Wort "dreißig" durch das Wort "sechzig" ersetzt;

3° in Paragraph 3 werden die Wörter "dem Ausschuss, damit dieser Folgendes bewertet" durch die Wörter "der Sachverständigengruppe, damit diese Folgendes bewertet" ersetzt;

4° in Paragraph 4 wird vor dem einzigen Absatz ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die Sachverständigengruppe gibt ihr Gutachten innerhalb einer Frist von drei Monaten ab. Ist die Antragsakte unvollständig, so kann die Sachverständigengruppe den Antragsteller auffordern, weitere Erläuterungen zu liefern, um seinen Antrag zu vervollständigen. In diesem Fall wird die Frist ausgesetzt, bis die verlangten Informationen eingegangen sind.";

5° in Paragraph 4, einziger Absatz, werden die Wörter "des Ausschusses" durch die Wörter "der Sachverständigengruppe" ersetzt.

**Art. 93** - In Artikel 10 § 3 Absatz 2 desselben Erlasses wird der Satz "Sie kann das Gutachten des Ausschusses anfordern" außer Kraft gesetzt.

**Art. 94** - In demselben Erlass wird der Titel des KAPITELS VII durch Folgendes ersetzt: "KAPITEL VIII - Produktbezeichnung und Qualitätszeichen".

**Art. 95** - In Anhang 1 Artikel N.1 Ziffer 7 desselben Erlasses wird die Ziffer "11" durch die Ziffer "12" ersetzt.

*Abschnitt 2* — Bestimmungen zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. März 2008 zur Genehmigung der bescheinigenden Stelle für die wallonischen Weine und zur Festlegung der Bezeichnung und der Zulassungsbedingungen des "Vin mousseux de qualité de Wallonie" und des "Crémant de Wallonie" als Qualitätsschaumweine mit kontrollierter Herkunftsbezeichnung (Qualitätsschaumwein b.A.) (v.m.q.p.r.d.)

**Art. 96** - Der Titel des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 5. März 2008 zur Genehmigung der bescheinigenden Stelle für die Wallonischen Weine und zur Festlegung der Bezeichnung und der Zulassungsbedingungen des "Vin mousseux de qualité de Wallonie" und des "Crémant de Wallonie" als Qualitätsschaumweine mit kontrollierter Herkunftsbezeichnung (Qualitätsschaumwein b.A.) (v.m.q.p.r.d.) wird durch Folgendes ersetzt:

«Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bezeichnungen "Vin mousseux de qualité de Wallonie" und "Crémant de Wallonie" als geschützte Ursprungsbezeichnungen (GUP)».

**Art. 97** - Artikel 1 Absatz 1 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Artikel 1 - Die Bezeichnung "Vin mousseux de qualité de Wallonie" wird als geschützte Ursprungsbezeichnung (GUP) von Qualitätsschaumweinen im Sinne des Artikels 93 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates festgelegt.

Die Bezeichnung "Crémant de Wallonie" wird als geschützte Ursprungsbezeichnung (GUP) im Sinne des Artikels 93 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates festgelegt.»

**Art. 98** - Artikel 2 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 2 - Der Minister verabschiedet die Bedingungen und Modalitäten für die Anerkennung eines Weines als solchen, der die geschützte Ursprungsbezeichnung "Vin mousseux de qualité de Wallonie" oder "Crémant de Wallonie" in Anspruch nehmen kann.»

*Abschnitt 3* — Bestimmungen zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Festlegung der Bezeichnung und der Zulassungsbedingungen der in der Wallonischen Region erzeugten Weine

**Art. 99** - Der Titel des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2004 zur Festlegung der Bezeichnung und der Zulassungsbedingungen der in der Wallonischen Region erzeugten Weine wird durch Folgendes ersetzt:

«Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bezeichnungen "Côtes de Sambre et Meuse" als geschützte Ursprungsbezeichnung (GUP) und "Vins des Pays des Jardins de Wallonie" als geschützte geografische Angabe (GGA).»

**Art. 100** - Artikel 1 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Artikel 1 - Die Bezeichnung "Côtes de Sambre et Meuse" wird als geschützte Ursprungsbezeichnung (GUP) im Sinne des Artikels 93 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates festgelegt.

Die Bezeichnung "Vins des Pays des Jardins de Wallonie" wird als geschützte geografische Angabe (GGA) im Sinne des Artikels 93 der Verordnung (EU) Nr. 1308/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über eine gemeinsame Marktorganisation für landwirtschaftliche Erzeugnisse und zur Aufhebung der Verordnungen (EWG) Nr. 922/72, (EWG) Nr. 234/79, (EG) Nr. 1037/2001 und (EG) Nr. 1234/2007 des Rates festgelegt.»

**Art. 101** - Artikel 2 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 2 - Der Minister verabschiedet die Bedingungen und Modalitäten für die Anerkennung eines Weines als solchen, der die geschützte Ursprungsbezeichnung (GUP) "Côtes de Sambre et Meuse" oder die geschützte geografische Angabe (GGA) "Vins des Pays des Jardins de Wallonie" in Anspruch nehmen kann.»

#### KAPITEL II — Übergangsbestimmungen

**Art. 102** - Die Untersuchung einer jeden Antragsakte bezüglich einer Bezeichnung, die in Anwendung von Artikel 14bis § 3 des Dekrets vom 7. September 1989 über die Bezeichnung des lokalen Ursprungs und die Ausstellung des Wallonischen Qualitätszeichens sowie über die Umsetzung der Verordnungen (EWG) Nr. 2081/92 und Nr. 2082/92 auf dem Gebiet der Wallonischen Region erfolgt wie in Artikel 19 vorgesehen.

**Art. 103** - Ein vorher von dem durch Artikel 14bis § 5 des in Artikel 98 erwähnten Dekrets eingerichteten wissenschaftlichen Beratungsausschuss für die landwirtschaftlichen Nahrungsmittel abgegebenes Gutachten über eine Antragsakte ist gleichwertig mit dem in Artikel 16 § 1 angegebenen Gutachten.

**Art. 104** - Die bescheinigenden Stellen, die am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses für die Zertifizierung der Erzeugnisse, die am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses die Ursprungsbezeichnung oder die geografische Angabe in Anspruch nehmen können, zugelassen sind, behalten ab dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses ihre Zulassung bis nach Ablauf des in Artikel 83 erwähnten Zeitraums.

**Art. 105** - Die Erzeugnisse, die bereits über eine Bezeichnung aufgrund des Beschlusses einer Verkostungsjury verfügen, dürfen diese auf der Grundlage der früheren Normen weiterhin benutzen.

#### KAPITEL 3 — Aufhebungsbestimmungen

**Art. 106** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. September 2003 zur Ausführung des Dekrets vom 7. September 1989 über die Bezeichnung des lokalen Ursprungs und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs sowie über die Umsetzung der Verordnungen (EWG) Nr. 2081/92 und Nr. 2082/92 auf dem Gebiet der Wallonischen Region wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 107** - Der Ministerialerlass vom 27. Mai 2004 zur Zulassung der "Côtes de Sambre et Meuse" als Qualitätswein mit kontrollierter Herkunftsbezeichnung V.Q.P.R.D. wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 108** - Der Ministerialerlass vom 27. Mai 2004 zur Zulassung der "Tafelweine mit geografischer Angabe" als "Vin de pays des Jardins de Wallonie" wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 109** - Der Ministerialerlass vom 5. März 2008 zur Zulassung des "Vin mousseux de qualité de Wallonie" und des "Crémant de Wallonie" als Qualitätsschaumweine mit kontrollierter Herkunftsbezeichnung (Qualitätsschaumwein b.A.) und zur Festlegung des entsprechenden Lastenheftes wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 110** - Der öffentliche Dienst veröffentlicht durch Bekanntmachung im *Belgischen Staatsblatt* die in den Artikeln 102 bis 104 angegebenen Genehmigungen des Ausschusses. Die Aufhebung der in den besagten Artikeln angegebenen Texte wird am Tag nach der Veröffentlichung der jeweiligen Genehmigungen wirksam.

#### KAPITEL 4 — Schlussbestimmungen

**Art. 111** - Der Titel VII Kapitel I des Gesetzbuches, der die Artikel D.171 bis D.177 enthält, tritt am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses in Kraft.

**Art. 112** - Der Minister für Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Juli 2016

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten, Tourismus und Flughäfen,  
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/204578]

**14 JULI 2016. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de Europese kwaliteitsregelingen en de gewestelijke facultatieve kwaliteitsaanduidingen**

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (E.G.) nr. 882/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 inzake officiële controles op de naleving van de wetgeving inzake diervoeders en levensmiddelen en de voorschriften inzake diergezondheid en dierenwelzijn;

Gelet op Verordening nr. 110/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 15 januari 2008 betreffende de definitie, de aanduiding, de presentatie, de etikettering en de bescherming van geografische aanduidingen van gedistilleerde dranken en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1576/89 van de Raad;

Gelet op Verordening (EG) nr. 607/2009 van de Commissie van 14 juli 2009 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EG) nr. 479/2008 van de Raad wat betreft beschermde oorsprongsbenamingen en geografische aanduidingen, traditionele aanduidingen, etikettering en presentatie van bepaalde wijnbouwproducten;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1151/2012 van het Europees Parlement en van de Raad van 21 november 2012 inzake kwaliteitsregelingen voor landbouwproducten en levensmiddelen;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 716/2013 van de Commissie van 25 juli 2013 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EG) nr. 110/2008 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de definitie, de aanduiding, de presentatie, de etikettering en de bescherming van geografische aanduidingen van gedistilleerde dranken;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en nr. 485/2008 van de Raad;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad, de artikelen 92 tot 116;

Gelet op Verordening nr. 251/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 2014 inzake de definitie, de aanduiding, de aanbiedingsvorm, de etikettering en de bescherming van geografische aanduidingen van gearomatiseerde wijnbouwproducten en houdende intrekking van Verordening (EEG) nr. 1601/91 van de Raad;

Gelet op Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 664/2014 van de Commissie van 18 december 2013 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1151/2012 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de vaststelling van de symbolen van de Unie voor beschermde oorsprongsbenamingen, beschermde geografische aanduidingen en gegarandeerde traditionele specialiteiten en betreffende bepaalde voorschriften inzake het betrekken, bepaalde procedurebepalingen en bepaalde aanvullende overgangsregels;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) nr. 668/2014 van de Commissie van 13 juni 2014 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EU) nr. 1151/2012 van het Europees Parlement en de Raad inzake kwaliteitsregelingen voor landbouwproducten en levensmiddelen;

Gelet op het Waalse Landbouwwetboek, artikelen D.4, D.17, D.172, D.173, D.174, D.175, D.176 en D.426, § 2, 2;

Gelet op het decreet van 7 september 1989 betreffende de aanduiding van lokale oorsprong en de aanduiding van Waalse oorsprong alsmede het toepasselijk maken in het Waalse Gewest van de Verordeningen (EEG) nrs. 2081/92 en 2082/92, de artikelen 14bis, 14ter, 14quater en 14quinquies, ingevoegd bij het decreet van 19 december 2002;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 september 2003 houdende toepassing van het decreet van 7 september 1989 betreffende de aanduiding van lokale oorsprong en de aanduiding van Waalse oorsprong alsmede het toepasselijk maken in het Waalse Gewest van de Verordeningen (EEG) nr. 2081/92 en nr. 2082/92.

Gelet op het ministerieel besluit van 27 mei 2004 waarbij de « Côtes de Sambre et Meuse » erkend wordt als kwaliteitswijn met de gecontroleerde oorsprongsbenaming "V.Q.P.R.D";

Gelet op het ministerieel besluit van 27 mei 2004 houdende erkenning van de "Tafelwijnen met geografische aanduiding" als "Vin de pays des Jardins de Wallonie";

Gelet op het ministerieel besluit van 5 maart 2008 houdende erkenning en tot vaststelling van het productdossier van de "Waalse mousserende kwaliteitswijn" en van de "Crémant de Wallonie" als mousserende kwaliteitswijnen met de gecontroleerde oorsprongsbenaming (v.m.q.p.r.d.);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 5 maart 2008 tot goedkeuring van de certificerende instelling voor de Waalse wijnen en tot vaststelling van de benaming en de erkenningsvoorwaarden van de "Waalse mousserende kwaliteitswijn" en van de "Crémant de Wallonie" als mousserende kwaliteitswijnen met de gecontroleerde oorsprongsbenaming (v.m.q.p.r.d.);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot invoering van het gewestelijk stelsel inzake gedifferentieerde kwaliteit voor landbouwproducten en levensmiddelen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 februari 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 februari 2016;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 18 februari 2016;

Gelet op het rapport van 18 februari 2016 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 59.501,4 van de Raad van State, gegeven op 29 juni 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

Gelet op Verordening (EU) nr.1169/2011 van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2011 betreffende de verstrekking van voedselinformatie aan consumenten, tot wijziging van Verordeningen (EG) nr. 1924/2006 en (EG) nr. 1925/2006 van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijn 87/250/EEG van de Commissie, Richtlijn 90/496/EEG van de Raad, Richtlijn 1999/10/EG van de Commissie, Richtlijn 2000/13/EG van het Europees Parlement en de Raad, Richtlijnen 2002/67/EG en 2008/5/EG van de Commissie, en Verordening (EG) nr. 608/2004 van de Commissie ;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw;

Na beraadslaging,

Besluit :

### TITEL 1. — Toepassingsgebied en begripsomschrijvingen

**Artikel 1.** Dit besluit bepaalt :

1° de modaliteiten van de toepassing van de specifieke kwaliteitsregelingen ingevoerd door de Europese Unie en die betrekking hebben op :

a) beschermde oorsprongsbenamingen en beschermde geografische aanduidingen voor de landbouwproducten, de levensmiddelen en de wijnbouwproducten;

b) de geografische aanduidingen voor de gearomatiseerde wijnbouwproducten en gedistilleerde dranken

c) de gegarandeerde traditionele specialiteiten voor de landbouwproducten en de levensmiddelen;

d) de facultatieve kwaliteitsaanduiding voor de landbouwproducten en levensmiddelen;

e) de traditionele aanduidingen voor de wijnbouwproducten;

2° de regels die leiden tot de reservering van gewestelijke facultatieve kwaliteitsaanduidingen.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de accreditatie : het attest uitgegeven door een derde partij ter bevestiging van de competentie, de onafhankelijkheid en onpartijdigheid van een instelling die de conformiteit van producten volgens norm ISO/CEI 17065 beoordeelt of het attest uitgegeven door een derde partij ter bevestiging van de competentie van de beproevings- en kalibratielaboratoria volgens norm ISO/CEI/17025;

2° de oorsprongsbenaming : de naam die een product aanduidt dat afkomstig is uit Wallonië, uit een deel van zijn grondgebied of uit een op zijn grondgebied bepaalde plaats en die :

a) voor een landbouwproduct of een voedingsmiddel : aan de criteria vermeld in artikel 5, § 1, van Verordening (EU) nr. 1151/2012 voldoet;

b) voor een wijnbouwproduct :

i) aan de criteria vermeld in artikel 93, § 1, a) van Verordening (EU) nr. 1308/2013 voldoet;

ii) aan de criteria vermeld in artikel 6 van Verordening (EU) nr. 607/2009 voldoet;

3° de gedistilleerde dranken : de gedistilleerde dranken bedoeld in artikel 2 van Verordening (EG) nr. 110/2008;

4° het productdossier :

a) voor een aanvraag tot registratie van een oorsprongsbenaming of van een geografische aanduiding voor een landbouwproduct of een voedingsmiddel : het productdossier bedoeld in artikel 7, § 1, van Verordening (EU) nr. 1151/2012 van 21 november 2012;

b) voor een aanvraag tot registratie van een oorsprongsbenaming of van een geografische aanduiding voor een wijnbouwproduct : het productdossier bedoeld in artikel 94, § 2, van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van 17 december 2013;

c) voor een aanvraag tot registratie van een geografische aanduiding voor een gearomatiseerd wijnbouwproduct : het productdossier bedoeld in artikel 10, § 2, van Verordening (EU) nr. 251/2014 van 26 februari 2014;

d) voor een aanvraag tot registratie van een gegarandeerde traditionele specialiteit; het productdossier bedoeld in artikel 19, § 1, van Verordening (EU) nr. 1151/2012 van 21 november 2012, opgesteld volgens het patroon bedoeld in bijlage II bij Verordening (EU) nr. 668/2014 van 13 juni 2014;

5° het technisch productdossier : het document, opgesteld volgens de voorschriften van de dienst, dat het geheel van de dwingende technische gegevens vermeldt die leiden tot een product met precieze, meetbare en controleerbare fysisch-chemische en organoleptische kenmerken;

6° het Wetboek : het Waals landbouwwetboek;

7° de Commissie : de Europese Commissie;

8° de aanvraag : de aanvraag tot registratie, wijziging of schrapping van een oorsprongsbenaming, van een geografische aanduiding, van een gegarandeerde traditionele specialiteit, van een traditionele aanduiding, van een aanduiding van een bedrijf of de aanvraag tot reservering, tot wijziging of schrapping van een facultatieve kwaliteitsaanduiding;

9° de aanvrager : de natuurlijke of rechtspersoon of de groepering van natuurlijke en/of rechtspersonen die een belang heeft bij de registratie van een benaming;

10° de soortnaam : de naam die, hoewel ze verband houdt met een product dat oorspronkelijk afkomstig is uit Wallonië, uit een gedeelte van zijn grondgebied of uit een bepaalde plaats van zijn grondgebied, de gebruikelijke naam van een product wordt dat geen nauwe band meer heeft met zijn oorspronkelijk gebied;

11° het enig document :

a) voor aanvraag tot registratie van een oorsprongsbenaming of van een geografische aanduiding voor een landbouwproduct of een voedingsmiddel : Het enig document bedoeld in artikel 8, § 1, eerste lid, c) van Verordening (EU) nr. 115/2012 van 21 november 2012, opgesteld overeenkomstig artikel 6, § 1, en in artikel 7, § 1, en in bijlage I van Verordening (EU) nr. 668/2014 van 13 juni 2014;

b) voor aanvraag tot registratie van een oorsprongsbenaming of van een geografische aanduiding voor een wijnbouwproduct : het enig document bedoeld in artikel 94, § 1, d) van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van 17 december 2013;

c) voor een aanvraag tot registratie van een geografische aanduiding voor een gearomatiseerd wijnbouwproduct : het enig document bedoeld in artikel 10, § 1, d), van Verordening (EU) nr. 251/2014 van 26 februari 2014;



12° de registratie :

a) voor een oorsprongsbenaming of een geografische aanduiding of een gegarandeerde traditionele specialiteit voor een landbouwproduct of een voedingsmiddel : de registratie bedoeld in artikel 52, §§ 2, 3 en 4 van Verordening (EU) nr. 1151/2012 van 21 november 2012;

b) voor een oorsprongsbenaming of een geografische aanduiding voor een wijnbouwproduct : de bescherming bedoeld in artikel 99 van Verordening (EU) nr. 1305/2013 van 17 december 2013 en in artikel 17 van Verordening (EG) nr. 607/2009 van 14 juli 2009;

c) voor een geografische aanduiding voor een gearomatiseerd wijnbouwproduct : de bescherming bedoeld in artikel 16 van Verordening (EU) nr. 251/2014 van 26 februari 2014;

d) voor een geografische aanduiding voor een gedistilleerde drank : de registratie bedoeld in artikel 17, § 8, van Verordening (EU) nr. 110/2008 van 15 januari 2008;

13° het technisch dossier : het technisch dossier bedoeld in artikel 17, § 4, van Verordening (EG) nr. 110/2008 van 15 januari 2008, opgesteld overeenkomstig bijlage II bij Verordening (EG) nr. 716/2013 van 25 juli 2013;

14° de geografische aanduiding : de naam die een product aanduidt dat afkomstig is uit Wallonië, uit een gedeelte van zijn grondgebied of een op zijn grondgebied bepaalde plaats en die

a) voor een landbouwproduct of een voedingsmiddel : aan de criteria vermeld in artikel 5, § 2, van Verordening (EU) nr. 1151/2012 van 21 november 2012 voldoet;

b) voor een wijnbouwproduct : aan de criteria vermeld in artikel 93, § 1, b), van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van 17 november 2013 voldoet;

b) voor een gearomatiseerd wijnbouwproduct : aan de criteria vermeld in artikel 2, § 3, van Verordening (EU) nr. 251/2014 van 26 februari 2014 voldoet;

d) voor een gedistilleerde drank : aan de criteria vermeld in artikel 15, § 1, van Verordening (EG) nr. 110/2008 van 15 januari 2008 voldoet;

15° EN ISO/CEI 17025 : de internationale norm ISO/CEI 17025 die de algemene eisen voor de competentie van beproevings- en kalibratielaboratoria bepaalt;

16° EN ISO/CEI 17065 : de internationale norm ISO/CEI 17065 die voorziet in de vereisten betreffende de bevoegdheden, de cohesie van de activiteiten en de onpartijdigheid van de instellingen die producten certificeren;

17° het verband :

a) voor een oorsprongsbenaming : het essentiële of uitsluitende verband tussen de specifieke kwaliteit of de bijzondere kenmerken van het product en de bijzonderheden van de geografische omgeving waaruit het afkomstig is, met inbegrip van de natuurlijke en menselijke factoren;

b) voor een geografische aanduiding : het essentiële verband tussen een bepaalde kwaliteit, faam of ander kenmerk van het product en de geografische omgeving waaruit het afkomstig is;

18° de facultatieve kwaliteitsaanduiding : de facultatieve kwaliteitsaanduiding die van toepassing is op landbouwproducten of levensmiddelen en die :

a) voor een overeenstemmende kwaliteitsaanduiding aan de criteria vermeld in artikel 29, § 1, van Verordening (EU) nr. 1151/2012 van 21 november 2012 voldoet;

b) voor een facultatieve kwaliteitsaanduiding die onder de gewestelijke regelgeving ressorteert overeenkomstig artikel D.174 van het Wetboek aan de volgende criteria voldoet :

i) de aanduiding houdt verband met een kenmerk van een of meer categorieën producten of met een teelt- of verwerkingseigenschap;

ii) het gebruik van de aanduiding voegt waarde toe aan het product in vergelijking met producten van een vergelijkbaar type;

iii) de aanduiding heeft een dimensie op schaal van het grondgebied van het Waalse Gewest of van het nationale grondgebied;

19° de aanduiding van een bedrijf : de aanduiding m.b.t. een wijnbouwproduct die verwijst op een andere manier dan bij de aanduiding van de naam van de producent, bottelaar, of de verkoper naar een wijnbouwbedrijf gelegen op het grondgebied van het Waalse Gewest en die voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 57, § 1, van Verordening (EG) nr. 607/2009 van 14 juli 2009;

20° de traditionele aanduiding : de traditionele aanduiding m.b.t. een wijnbouwproduct dat afkomstig is uit het grondgebied van het Waalse Gewest en die voldoet aan de definitie bepaald in artikel 112, b), van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van 17 december 2013;

21° de Minister : de Minister van Landbouw;

22° de landbouwproducten of de levensmiddelen : de landbouwproducten of de levensmiddelen bedoeld in artikel 2 van Verordening (EU) nr. 1151/2012 van 21 november 2012;

23° de wijnbouwproducten : de producten bedoeld in bijlage VII, deel II, punten 1, 3 tot 6, 8, 9, 11, 15 en 16 van Verordening (EU) nr. 1308/2013 van 17 december 2013;

24° de gearomatiseerde wijnbouwproducten : de producten bedoeld in artikel 3 van Verordening (EG) nr. 251/2014 van 26 februari 2014;

25° Verordening (EG) nr. 882/2004 van 29 april 2004 : Verordening (EG) nr. 882/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 inzake officiële controles op de naleving van de wetgeving inzake diervoeders en levensmiddelen en de voorschriften inzake diergezondheid en dierenwelzijn;

26° Verordening (EG) nr. 110/2008 van 15 januari 2008 : Verordening (EG) nr. 110/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 15 januari 2008 betreffende de definitie, de aanduiding, de presentatie, de etikettering en de bescherming van geografische aanduidingen van gedistilleerde dranken en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1576/89 van de Raad;

27° Verordening (EG) nr. 607/2009 van de 14 juli 2009 : Verordening (EG) nr. 607/2009 van de Commissie van 14 juli 2009 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EG) nr. 479/2008 van de Raad wat betreft beschermde oorsprongsbenamingen en geografische aanduidingen, traditionele aanduidingen, etikettering en presentatie van bepaalde wijnbouwproducten;

28° Verordening (EG) nr. 1151/2012 van 21 november 2012 : Verordening (EG) nr. 1151/2012 van het Parlement en van de Raad van 21 november 2012 inzake kwaliteitsregelingen voor landbouwproducten en levensmiddelen;

29° Verordening (EU) nr. 716/2016 van 25 juli 2013 : Uitvoeringsverordening (EU) nr. 716/2016 van de Commissie van 25 juli 2013 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen voor Verordening (EG) nr. 110/2008 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de definitie, de aanduiding, de presentatie, de etikettering en de bescherming van geografische aanduidingen van gedistilleerde dranken;

30° Verordening (EU) nr. 1306/2013 van 17 december 2013 : Verordening (EU) nr. 1306/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 inzake de financiering, het beheer en de monitoring van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot intrekking van Verordeningen (EEG) nr. 352/78, (EG) nr. 165/94, (EG) nr. 2799/98, (EG) nr. 814/2000, (EG) nr. 1200/2005 en nr. 485/2008 van de Raad;

31° Verordening (EU) nr. 1308/2013 van 17 december 2013 : Verordening (EU) nr. 1308/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad;

32° Verordening (EU) nr. 251/2014 van 26 februari 2014 : Verordening (EU) nr. 251/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 2014 inzake de definitie, de aanduiding, de aanbiedingsvorm, de etikettering en de bescherming van geografische aanduidingen van gearomatiseerde wijnbouwproducten en houdende intrekking van Verordening (EEG) nr. 1601/91 van de Raad;

33° Verordening (EU) nr. 664/2014 van 13 december 2013 : Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 664/2014 van de Commissie van 13 december 2013 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 1151/2012 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de vaststelling van de symbolen van de Unie voor beschermde oorsprongsbenamingen, beschermde geografische aanduidingen en gegarandeerde traditionele specialiteiten en betreffende bepaalde voorschriften inzake het betrekken, bepaalde procedurebepalingen en bepaalde aanvullende overgangsregels;

34° Verordening (EU) nr. 668/2014 van 13 juni 2014 : Uitvoeringsverordening (EU) nr. 668/2014 van de Commissie van 13 juni 2014 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EU) nr. 1151/2012 van het Europees Parlement en de Raad inzake kwaliteitsregelingen voor landbouwproducten en levensmiddelen;

35° de Dienst : de Directie Kwaliteit van het Departement Ontwikkeling van de administratie, aangewezen, krachtens artikel D.172, § 7, van het Wetboek, als bevoegde autoriteit die instaat voor de toepassing van de Europese kwaliteitssystemen.

36° de gegarandeerde traditionele specialiteit de naam die een landbouwproduct of een levensmiddel beschrijft dat voldoet aan de criteria van artikel 18, §§ 1 en 2, van Verordening (EU) nr. 1151/2012 van 21 november 2012;

37° wijnbouwer : de natuurlijke of rechtspersoon of de groepering van natuurlijke en/of rechtspersonen die activiteiten uitoefent met als doel de wijnproductie, met inbegrip, in voorkomend geval, van de wijnstokcultuur.

## **TITEL 2. — Beschermde oorsprongsbenamingen en geografische aanduidingen, traditionele aanduidingen**

### **HOOFDSTUK I. — Gewestelijke behandeling van de registratieaanvraag**

#### **Afdeling 1. — Aanvrager**

**Art. 3.** Voor deze afdeling wordt verstaan onder "groepering", elke organisatie, ongeacht haar rechtsvorm, die hoofdzakelijk bestaat uit producenten of verwerkers die met hetzelfde product werken.

**Art. 4.** De aanvraag tot registratie van een naam als oorsprongsbenaming of geografische aanduiding voor een landbouwproduct of een levensmiddel wordt ingediend door een groepering die werkt met het product met de te registreren naam of een enige natuurlijke of rechtspersoon wanneer ze met een groepering gelijkgesteld kan worden overeenkomstig artikel 49, § 1, tweede lid, van Verordening (EU) nr. 1151/2012.

**Art. 5.** De aanvraag tot registratie van een naam als oorsprongsbenaming of geografische aanduiding voor een wijnbouwproduct of de aanvraag tot registratie van een naam als geografische aanduiding voor een gearomatiseerd wijnbouwproduct of voor een gedistilleerde drank wordt ingediend door een groepering van producenten of, mits rechtvaardiging, uitzonderlijk door een individuele producent. Andere belanghebbende partijen kunnen zich bij de aanvraag aansluiten. De producenten dienen een aanvraag in voor de producten die ze aanmaken. Voor de wijnbouwproducten is een individuele producent alleen aanvrager in de zin van artikel 2 van Verordening (EG) nr. 607/2009.

**Art. 6.** De aanvraag tot registratie van een naam als gegarandeerde traditionele specialiteit wordt ingediend door een groepering die voldoet aan de in artikel 4 bepaalde criteria. Alleen een groepering bestaande uit marktdeelnemers van wie de bedrijfszetel op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigd is, kan evenwel een registratieaanvraag indienen.

#### **Afdeling 2. — Inhoud van de aanvraag**

**Art. 7. § 1.** De aanvraag bevat de nuttige rechtvaardigingen waarmee kan worden nagegaan of de naam waarvoor een registratie wordt gevraagd, aan alle bepaalde eisen voldoet.

§ 2. Voor een aanvraag tot registratie van een naam als oorsprongsbenaming of geografische aanduiding voor een landbouwproduct, een levensmiddel of een wijnbouwproduct of voor een aanvraag tot registratie van een naam als geografische aanduiding voor een gearomatiseerd wijnbouwproduct bevat het aanvraagdossier minstens :

- 1° de naam van het product;
- 2° de naam en het adres van de aanvrager;
- 3° het productdossier;
- 4° het enig document.

§ 3. Voor een aanvraag tot registratie van een naam als geografische aanduiding voor een gedistilleerde drank bevat het aanvraagdossier minstens :

- 1° de naam van het product;
- 2° de naam en het adres van de aanvrager;
- 3° het technisch dossier;
- 4° een samenvatting van de voornamelijke bijzonderheden van het technisch document.

§ 4. Voor een aanvraag tot registratie van een naam als geografische aanduiding voor een gegarandeerde traditionele specialiteit bevat het aanvraagdossier minstens :

- 1° de te registreren naam;
- 2° de naam en het adres van de aanvrager;
- 3° het productdossier.

**Art. 8.** § 1. Met het productdossier of het technisch dossier kunnen de belanghebbende partijen nagaan of de productievoorwaarden gebonden aan de oorsprongsbenaming, de geografische aanduiding of de gegarandeerde traditionele specialiteit vervuld worden.

§ 2. Onverminderd de definities vermeld in artikel 2, 4°, *a)*, *b)* en *c)* wordt het productdossier betreffende een beschermde oorsprongsbenaming of geografische aanduiding opgesteld op grond van een door de dienst opgemaakt patroon dat on line op de website "Portail de l'Agriculture wallonne" wordt geplaatst. Het productdossier voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° met de gegevens van het productdossier over het verband wordt gepreciseerd in welke mate de kenmerken van het afgebakende geografische gebied het eindproduct beïnvloeden;

2° voor een oorsprongsbenaming omvat het in het productdossier vermelde "verband" de volgende gegevens :

- a)* relevante bijzonderheden over het geografische gebied, en met name natuurlijke en menselijke factoren;
- b)* bijzonderheden over de kwaliteit of de kenmerken van het product die hoofdzakelijk of uitsluitend toe te schrijven zijn aan de geografische omgeving;
- c)* een beschrijving van de causale interactie tussen de onder *a)* en *b)* bedoelde bijzonderheden;

3° voor een geografische aanduiding wordt in het "verband", bedoeld in het productdossier, vermeld of dat dossier is gebaseerd op een specifieke kwaliteit, een specifieke reputatie of andere kenmerken die met de geografische oorsprong van het product verband houdt of houden. Bovendien bevat dit gegeven :

- a)* voor het verband relevante bijzonderheden over het geografische gebied;
- b)* bijzonderheden over de kwaliteit, de reputatie of andere specifieke kenmerken van het product die toe te schrijven zijn aan de geografische oorsprong van het product;
- c)* een beschrijving van de causale interactie tussen de onder *a)* en de onder *b)* bedoelde bijzonderheden;

4° het geografisch gebied wordt in het productdossier op gedetailleerde, nauwkeurige en ondubbelzinnige wijze afgebakend waarbij indien mogelijk wordt verwezen naar de fysieke grenzen, met inbegrip van de orohydrografische gegevens en het wegennet of naar de administratieve grenzen, met inbegrip van de gewestelijke, provinciale, gemeentelijke grenzen voor of na de fusie der gemeenten;

5° het in het productdossier opgenomen gegeven "bewijs van oorsprong" omvat de procedures ingevoerd door de marktdeelnemers om de traceerbaarheid te waarborgen van de grondstoffen, van de diervoeders en andere elementen die, volgens het productdossier, uit het afgebakende geografische gebied afkomstig zijn;

6° het productdossier van een dierlijk product waarvan de naam als oorsprongsbenaming wordt geregistreerd, omvat gedetailleerde regels betreffende de oorsprong en de kwaliteit van de diervoeders;

7° elke geografische beperking m.b.t. een productiestap die het vrije verkeer van de goederen of de vrijheid van de dienstverlening kan belemmeren, wordt naar behoren verantwoord vanuit het standpunt van de kwaliteit van het product of de garantie van oorsprong of de haalbaarheid van de controle;

8° het begrip van "vergelijkbaar product" bedoeld in artikel 13, § 1, eerste lid, *a)* van Verordening (EU) nr. 1151/2012 wordt bepaald om elke verwarring te voorkomen wat betreft de omvang van de aangevraagde bescherming;

9° het productdossier bevat in bijlage :

*a)* een technisch productdossier opgesteld volgens een door dienst bepaald patroon dat online op de website "Portail de l'Agriculture wallonne" wordt geplaatst en dat de volgende gegevens bevat :

*i)* alle gegevens die onderworpen moeten worden aan de controle van de certificerende instelling met inbegrip van een precieze beschrijving van de regels over het op de markt brengen en de etikettering van producten die volgens de voorschriften van de Minister bepaald zijn;

*ii)* in bijlage, het overeenstemmende minimaal controleplan, opgesteld volgens een door de dienst bepaald patroon;

*b)* één of meer kaarten van het afgebakende geografische gebied;

*c)* een bibliografie met de referenties ter staving van het verband of elk ander gegeven van het productdossier;

*d)* een afschrift van de documenten ter staving van de voormalige en huidige reputatie van de naam;

*e)* elk gegeven ter staving van het rechtmatig belang, in de zin van de artikelen 3 tot 5, van de aanvrager in zijn stap en, in voorkomend geval, een afschrift van de groepering van de aanvragende groepering.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1°, en in het geval van aanvragen m.b.t. verschillende wijncategorieën worden voor elk van de betrokken wijnbouwproducten gegevens over het verband verstrekt

Voor de toepassing van het eerste lid, 5°, kunnen door de marktdeelnemers geïdentificeerd worden :

1° de leverancier, de hoeveelheid en de oorsprong van alle ontvangen partijen grondstof en/of producten;

2° de ontvanger, de hoeveelheid en de bestemming van de geleverde producten;

3° de samenhang tussen elke partij inputs en elke partij outputs.

Voor de toepassing van § 2, eerste lid, 8°, wordt verstaan onder "vergelijkbare producten", het geheel van de producten van dezelfde aard die door de bescherming kunnen worden gedekt.

§ 3. Onverminderd de definitie bedoeld in artikel 2, 4°, *d)*, voldoet het productdossier betreffende een gegarandeerde traditionele specialiteit aan de volgende voorwaarden :

1° de beschrijving van het product bevat alleen de eigenschappen die nodig zijn voor de identificatie ervan en van zijn specifieke eigenschappen. Ze bevat geen verplichtingen met een algemeen karakter, noch technische kenmerken inherent aan producten van dat type, noch daarop betrekking hebbende verplichte wettelijke eisen;

2° de omschrijving van de productiemethode heeft alleen betrekking op de gebruikte productiemethode. De oude praktijken worden alleen vermeld indien ze nog gebruikt worden. Enkel de methode die nodig is voor het verkrijgen van dit specifiek product wordt omschreven om de reproductie ervan op iedere plaats mogelijk te maken;

3° de belangrijkste factoren ten bewijze van het traditionele karakter van het product omvatten de voornaamste kenmerken die niet zijn veranderd, met vermelding van specifieke en degelijke referentie;

4° het productdossier bevat in bijlage :

a) een technisch productdossier opgesteld volgens een door dienst bepaald patroon dat online op de website "Portail de l'Agriculture wallonne" wordt geplaatst en dat de volgende gegevens bevat :

i) alle gegevens die onderworpen moeten worden aan de controle van de certificerende instelling met inbegrip van een precieze beschrijving van de regels over het op de markt brengen en de etikettering van producten die volgens de voorschriften van de Minister bepaald zijn;

ii) in bijlage, het overeenstemmende minimaal controleplan, opgesteld volgens een door de dienst bepaald patroon;

c) een bibliografie met de referenties ter staving van het traditionele karakter of elk andere gegeven van het productdossier;

d) een afschrift van de documenten ter staving van de voormalige en huidige reputatie van de naam;

e) elk gegeven ter staving van het rechtmatig belang van de aanvrager in zijn stap en, in voorkomend geval, een afschrift van de groepering van de aanvragende groepering.

§ 4. Onverminderd de definitie bedoeld in artikel 2, 13°, voldoet het technisch dossier betreffende een gedistilleerde drank mutatis mutandis aan de eisen vermeld in § 2, eerste lid, 1°, 3° tot 5°, 7° en 8°.

**Art. 9.** § 1. Het enig document omschrijft het product door de definities en normen die gewoonlijk voor dit product worden gebruikt, te gebruiken. De omschrijving is gericht op de specificiteit van het product dat de te registreren naam draagt, en gebruikt meeteenheden en vergelijkingsselementen die gewoonlijk worden gebruikt of die technisch zijn, zonder de technische kenmerken inherent aan de producten van dit type, noch de daarop betrekking hebbende verplichte wettelijke eisen op te nemen.

§ 2. Onverminderd de definities vermeld in artikel 2, 11°, bevat het enig document :

1° voor de omschrijving van het geografische gebied, een literaire beschrijving alsook een precieze kaart van het betrokken gebied;

2° in de omschrijving van het verband, in voorkomend geval :

a) een omschrijving van het natuurlijke verband, met inbegrip van de specificiteiten van het geografische gebied, van de specificiteiten van het product en het uitleg van het oorzakelijk verband tussen beide;

b) een uiteenzetting over de geschiedenis en de reputatie van de naam, met inbegrip van de oude reputatie en de huidige reputatie van de naam.

**Art. 10.** § 1. Voor de oorsprongsbenamingen of de geografische aanduidingen wordt de te beschermen naam voor registratie enkel in de taal/talen voorgesteld die gebruikt wordt (-en) voor de aanduiding van het product in het afgebakende geografische gebied. Frans, Duits en Nederlands zijn de drie in aanmerking te nemen talen alsook de in de drie Belgische Gewesten gebruikte dialecten. De oorspronkelijke spellingen van de naam worden nageleefd.

§ 2. Voor de gegarandeerde traditionele specialiteiten wordt de te beschermen naam voor registratie enkel in de taal/talen voorgesteld die gebruikt wordt (-en) voor de aanduiding van het product op het grondgebied van de Europese Unie.

### Afdeling 3. — Indiening en behandeling van de aanvraag

**Art. 11.** De aanvraag wordt schriftelijk ingediend bij de Dienst, die ontvangst bericht.

**Art. 12.** § 1. Binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag vergewist de dienst zich van de rechtmatigheid van de aanvrager overeenkomstig de artikelen 4, 5 of 6 volgens het geval en van de volledigheid van de aanvraag overeenkomstig de artikelen 7 tot 10.

§ 2. De Dienst kan van de aanvrager bijkomende informatie vragen. In dit geval wordt de in § 1 bedoelde termijn met vijftien dagen verlengd te rekenen van de dag van ontvangst van het door de aanvrager geformuleerde antwoord.

**Art. 13.** § 1. Wanneer de aanvraag in de zin van artikel 12, § 1, en uiterlijk aan het einde van de in artikel 12, § 2, bedoelde termijn ontvankelijk wordt verklaard, verzoekt de Minister om de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van een bericht van terinzagelegging van het dossier.

§ 2. Het bericht bevat minstens :

1° de oorsprongsbenaming of de geografische aanduiding waarvan de registratie wordt gepland;

2° de identiteit van de aanvrager en zijn contactgegevens;

3° het soort product :

a) voor een landbouwproduct of een levensmiddel volgens de rangschikking vermeld in bijlage XI bij Verordening (EU) nr. 668/2014;

b) voor een wijnbouwproduct volgens de nomenclatuur vermeld in bijlage VII, deel II, punten 1, 3 tot 6, 8, 9, 11, 15 en 16 van Verordening (EU) nr. 1308/2013;

c) voor een gearomatiseerd wijnbouwproduct volgens de rangschikking bedoeld in artikel 3 van Verordening (EU) nr. 251/2014;

d) voor een gedistilleerde drank volgens de indelingsrubriek bedoeld in bijlage II bij Verordening (EG) nr. 110/2008;

4° het afgebakende geografische gebied.

§ 3. Het bericht nodigt elke belanghebbende natuurlijke persoon of rechtspersoon die in België woonachtig of gevestigd is uit om bij de dienst kennis te nemen van het aanvraagdossier zonder verplaatsing van het dossier en om zijn opmerkingen en bezwaren of zijn verzet aan de dienst te uiten binnen een termijn van zestig kalenderdagen, die aanvangt op de dag na de bekendmaking van het bericht in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 4. De dienst informeert de Minister en iedere potentiële geïnteresseerde derde, van wie hij kennis heeft, elektronisch over de bekendmaking van het in § 1 bedoelde bericht.



**Art. 14.** § 1. De dienst bericht ontvangst van de ingediende opmerkingen, tegenwerpingen en bezwaren.

De buiten de in artikel 13, § 3, bedoelde termijn ontvangen opmerkingen, tegenwerpingen en bezwaren worden geacht niet-ontvankelijk te zijn. De directeur van de dienst beoordeelt de ontvankelijkheid van de bezwaren binnen een termijn van vijftien dagen na het verstrijken van de in artikel 13, § 3, bedoelde termijn.

1° dat de naam waarvoor registratie wordt aangevraagd, een soortnaam is of;

2° voor een aanvraag voor een landbouwproduct of een voedingsmiddel :

a) dat de in artikel 5 of in artikel 7, § 1, van Verordening (EU) nr. 1151/2012 bedoelde voorwaarden niet vervuld zijn;

b) dat de registratie van de voorgestelde naam strijdig zou zijn met artikel 6, § 2,3 of 4 van Verordening (EU) nr. 1151/2012 of;

c) dat de registratie van de voorgestelde naam schade zou toebrengen aan het bestaan van een geheel of gedeeltelijk identieke naam of van een merk, of aan het bestaan van producten die, te rekenen vanaf de in artikel 50, § 2, onder a), van Verordening (EU) nr. 1151/2012 genoemde datum van bekendmaking, ten minste vijf jaar legaal op de markt zijn;

3° voor een aanvraag voor een wijnbouwproduct :

a) dat de in artikel 93 of in artikel 94, §§ 1 en 2 van Verordening (EU) nr. 1151/2012 niet vervuld zijn;

b) dat de registratie van de voorgestelde naam strijdig zou zijn met artikel 100, §§ 1, 2 en 3, eerste lid, of met artikel 101, § 2, van Verordening (EU) nr. 1308/2013;

4° voor een aanvraag voor een gearomatiseerd wijnbouwproduct :

a) dat de in artikel 2, 3 of in artikel 10 van Verordening (EU) nr. 251/2014 bedoelde voorwaarden niet vervuld zijn;

b) dat de registratie van de voorgestelde naam strijdig zou zijn met artikel 17 of met artikel 18, § 2, van Verordening (EU) nr. 251/2014;

5° voor een aanvraag voor een gedistilleerde drank :

a) dat de in artikel 15, § 1, of in artikel 17, § 4, van Verordening (EG) nr. 110/2008 bedoelde voorwaarden niet vervuld zijn;

b) dat de registratie van de voorgestelde naam strijdig zou zijn met artikel 19 of met artikel 23, § 3, van Verordening (EU) nr. 110/2008;

6° voor een aanvraag voor een gegarandeerde traditionele specialiteit :

a) dat de naam uitsluitend verwijst naar claims die algemeen van aard zijn en ten aanzien van een reeks producten worden gebruikt of naar claims waarin wordt voorzien bij specifieke wetgeving van de Unie of;

b) dat de voorgestelde registratie onverenigbaar is met de bepalingen van Verordening (EU) nr. 1151/2012 of;

c) dat de benaming ten aanzien van het Belgisch grondgebied op rechtmatige, erkende en economisch significante wijze wordt gebruikt voor soortgelijke landbouwproducten of levensmiddelen.

§ 3. Zodra de dienst de ontvankelijkheid van een opmerking, bezwaar of verzet beoordeeld heeft, informeert hij onverwijld de uitzender.

**Art. 15.** § 1. Uiterlijk aan het einde van de in artikel 14, § 1, bedoelde termijn en voor wat betreft de evaluatie door de dienst van de ontvankelijkheid van de bezwaren zendt de dienst de ontvankelijke opmerkingen, tegenwerpingen en bezwaren aan de aanvrager, die ontvangst bericht. De aanvrager beantwoordt ze binnen een termijn van dertig dagen. Op verzoek van de aanvrager kan de dienst die termijn verlengen.

§ 2. Bij gebrek aan antwoord binnen de in § 1 bedoelde termijn wordt de registratieaanvraag geacht ingetrokken te zijn.

§ 3. Het antwoord van de aanvrager wordt schriftelijk bij de dienst ingediend, die ontvangst bericht.

§ 4. Na ontvangst van het antwoord van de aanvrager verzamelt de dienst de aanvraag, de eventuele ontvankelijke opmerkingen, tegenwerpingen en bezwaren en het antwoord van de aanvrager. Hij voegt er eventueel zijn eigen opmerkingen bij, die voornamelijk gericht zijn op de reglementaire conformiteit van de aanvraag.

**Art. 16.** § 1. Per aanvraag wordt er tijdelijk en specifiek voor de evaluatie van de aanvraag en het uitbrengen van een advies aan de dienst een groep van minimum drie onafhankelijke deskundigen opgericht.

§ 2. De Minister bepaalt de modaliteiten voor de werking van de in § 1 bedoelde groep van deskundigen alsook de modaliteiten voor de evaluatie van de aanvraag en het uitbrengen van een advies door bedoelde groep.

§ 3. In afwijking van § 1 en in geval van moeilijkheid om drie onafhankelijke deskundigen te verenigen, kan dit aantal tot twee teruggebracht worden. In een dergelijk geval verantwoordt de dienst de beperking.

**Art. 17.** § 1. Op basis van het in artikel 16, § 1, bedoelde advies beslist de Minister of de registratieaanvraag gerechtvaardigd is en of ze voldoet aan de reglementaire voorwaarden die van toepassing zijn op een registratieaanvraag voor een oorsprongsbenaming, een geografische aanduiding of een gegarandeerde traditionele specialiteit.

§ 2. De beslissing van de Minister wordt zo spoedig mogelijk gericht aan de aanvrager en aan de derden die ontvankelijke tegenwerpingen, opmerkingen en bewaren hebben geopperd.

**Art. 18.** Als de in artikel 17, § 1, bedoelde beslissing gunstig is, neemt de Minister een besluit waarin hij gewag maakt van zijn beslissing en waarbij de overmaking van het aanvraagdossier aan de Commissie wordt toegelaten.

De dienst laat overgaan tot de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van een bericht waarbij aan het publiek kennis wordt gegeven van het ministerieel besluit. De versie van het aanvraagdossier dat het voorwerp uitmaakt van de beslissing wordt online op de website "Portail de l'Agriculture wallonne" geplaatst. Het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte bericht vermeldt de betrokken naam en de referentie van het adres van het dossier op de website "Portail de l'Agriculture wallonne".

**Art. 19.** § 1. Aan het einde van de voor de eventuele beroepen voorbehouden periode en na uitputting van de beroepsmiddelen dient de dienst de aanvraag tot Europese registratie bij de Commissie in overeenkomstig :

1° voor een landbouwproduct of een levensmiddel, artikel 8, § 2, van Verordening (EU) nr. 1151/2012 en artikel 12 van Verordening (EU) nr. 668/2014;

2° voor een wijnbouwproduct, artikel 94, §§ 1 en 2, van Verordening (EU) nr. 1308/2013 en artikel 3, tweede lid, van Verordening (EU) nr. 607/2009;

3° voor een gearomatiseerd wijnbouwproduct, artikel 13, § 5, b) van Verordening (EU) nr. 251/2014;

4° voor een gedistilleerde drank, artikel 6 van Verordening (EU) nr. 716/2013.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1<sup>o</sup>, vormt de in artikel 18 bedoelde beslissing van de Minister de in artikel 8, § 2, c) van Verordening (EU) nr. 1151/2012 bedoelde verklaring van de lidstaat.

Voor de toepassing van het eerste lid, 3<sup>o</sup>, vormt de in artikel 18 bedoelde beslissing van de Minister de in artikel 13, § 5, b), iv) van Verordening (EU) nr. 251/2014 bedoelde verklaring van de lidstaat.

§ 2. Voor een aanvraag betreffende een landbouwproduct of een levensmiddel informeert de dienst de Commissie over de ontvankelijke bezwaren ingediend door een natuurlijke of rechtspersoon die de producten wettelijk heeft verhandeld door de betrokken namen voortdurend te gebruiken tijdens minstens vijf jaar voor de datum van bekendmaking bedoeld in artikel 13, § 1.

#### *Afdeling 4. — Aanvraag met betrekking tot een overgangperiode*

**Art. 20.** 1. De Dienst evalueert de aanvragen met betrekking tot een overgangperiode in de zin van artikel 15, §§ 1 en 2, van Verordening (EU) nr. 1151/2012, die afkomstig zijn van Belgische producenten gelegen buiten het voor het genieten van de naam afgebakend gebied. Hij controleert de volgende elementen :

1<sup>o</sup> voor een aanvraag met betrekking tot een overgangperiode van maximum vijf jaar zoals bedoeld in artikel 15, § 1, van Verordening (EU) nr. 1151/2012 :

a) het bestaan van een krachtens artikel 14, §§ 1 en 2, ontvankelijk verklaard bezwaar;

b) de gegrondheid van een eventueel nadeel dat de registratie van de naam op het bestaan van het van een geheel of gedeeltelijk identieke naam heeft;

c) het bestaan van een legale verhandeling van de betrokken producten op het Belgisch grondgebied tijdens minstens vijf jaar vóór de datum van bekendmaking bedoeld in artikel 18;

2<sup>o</sup> voor een aanvraag met betrekking tot een overgangperiode van maximum vijftien jaar zoals bedoeld in artikel 15, § 2, van Verordening (EU) nr. 1151/2012 :

a) het bestaan van een krachtens artikel 14, §§ 1 en 2, ontvankelijk verklaard bezwaar;

c) het bestaan van een legale verhandeling op grond van de loyale en constante gebruiken van de betrokken producten op het Belgisch grondgebied tijdens minstens 25 jaar vóór de datum van bekendmaking bedoeld in artikel 18;

c) het feit dat het gebruik van de naam er op geen enkel ogenblik in heeft bestaan voordeel te halen uit de faam van de geregistreerde naam, en dat de consument niet is of zou kunnen zijn misleid aangaande de ware oorsprong van het product.

§ 1. Indien één van de voorwaarden van § 1, 1<sup>o</sup> of 2<sup>o</sup>, die vereist wordt voor de toekenning van een overgangperiode, niet vervuld is, informeert de dienst de Commissie daarover.

Op met redenen omkleed verzoek van de aanvrager, dat de Minister met de instemming van de andere Gewesten om redenen van bescherming van de consument of van de belangen van de aanvrager goedkeurt, kan de dienst :

1<sup>o</sup> betekenen dat België zich tegen de aanvraag met betrekking tot een overgangperiode verzet;

2<sup>o</sup> de Commissie erom verzoeken de duur van de overgangperiode die ze wil toekennen, te berekenen door de afgelopen periode tussen de datum van bekendmaking bedoeld in artikel 18 en de datum van het bericht van ontvangst door de Commissie van de indiening van de in artikel 19, § 1, bedoelde aanvraag af te trekken;

3<sup>o</sup> voor een oorsprongsbenaming of een geografische aanduiding de Commissie erom verzoeken bij de registratie van de naam op te leggen dat de werkelijke oorsprong van het product op de voornaamste etikettering van de producten vervaardigd door de producent(en) die in aanmerking komt(komen) voor de overgangperiode, op een duidelijk zichtbare wijze onder de gebruikte naam en in hetzelfde gezichtsveld vermeld wordt.

**Art. 21.** § 1. De Dienst evalueert de aanvragen met betrekking tot een overgangperiode in de zin van artikel 15, § 4 van Verordening (EU) nr. 1151/2012, die afkomstig zijn van Belgische producenten gelegen buiten het voor het genieten van de naam afgebakend gebied. Hij controleert de volgende elementen :

1<sup>o</sup> het bestaan van een legale verhandeling door de betrokken marktdeelnemers van de producten in kwestie waarbij ze gedurende ten minste vijf jaar vóór de datum van het in artikel 11 bedoelde bericht van ontvangst van de aanvraag de desbetreffende namen ononderbroken hebben gebruikt;

2<sup>o</sup> het feit dat de in 1<sup>o</sup> bedoelde legale verhandelingsperiode binnen de in artikel 13, § 3, bedoelde termijnen aan de dienst is meegedeeld.

§ 2. Als de in § 1, 1<sup>o</sup> en 2<sup>o</sup>, bedoelde voorwaarden vervuld worden, kan de dienst aan de Minister voorstellen om de betrokken marktdeelnemers een aanpassingsperiode van maximum van tien jaar te rekenen van de in artikel 13, § 1, bedoelde bekendmakingsdatum toe te kennen.

#### *Afdeling 5. — Transregionale of grensoverschrijdende aanvraag*

**Art. 22.** § 1. Wanneer de aanvraag betrekking heeft op een naam die een landbouwproduct of een levensmiddel identificeert, waarvan de herkomst het grondgebied van het Waalse Gewest overschrijdt, wordt de in de artikelen 11 tot 18 bepaalde procedure volledig toegepast in samenwerking en in overleg met de bevoegde overheden van de Gewesten of van de bij de aanvraag betrokken lidstaten.

§ 2. Indien het betrokken grondgebied het geheel of een gedeelte van het Belgisch grondgebied dekt, wordt de aanvraag tot Europese registratie door de bevoegde overheid van één van de drie Gewesten in overleg tussen de Gewesten bij de Commissie ingediend. Indien het betrokken grondgebied het Belgisch grondgebied overschrijdt, wordt de aanvraag tot Europese registratie door de bevoegde overheid van één van de drie Gewesten of van een andere lidstaat betrokken bij de aanvraag in overleg tussen de Gewesten bij de Commissie ingediend.

#### *HOOFDSTUK II. — Europese behandeling van de registratieaanvraag*

##### *Afdeling 1. — Opvolging van een aanvraag tijdens de evaluatiefase door de Commissie*

**Art. 23.** § 1. Tijdens de fase van evaluatie van de aanvraag door de Commissie zoals bepaald voor een landbouwproduct of een levensmiddel in artikel 50, § 1, eerste lid, van Verordening (EU) nr. 1151/2012 of voor een wijnbouwproduct, in artikel 97, § 2, van Verordening (EU) nr. 1308/2013 en in artikel 12, § 1, van Verordening (EG) nr. 607/2009 of, voor een gearomatiseerd wijnbouwproduct, in artikel 14, § 2, van Verordening (EU) nr. 251/2014 of, voor een gedistilleerde drank, in artikel 17, § 5, van Verordening (EG) nr. 110/2008 en in artikel 12 van Verordening (EU) nr. 716/2013 beantwoordt de dienst op elke eventuele vraag van de Commissie.

§ 2. Behalve in geval van tekortkoming van louter administratieve aard worden de aanvragen om bijkomende informatie of om wijziging van de vraag die van de Commissie ontvangen is, zo spoedig mogelijk door de dienst aan de aanvrager overgemaakt.

§ 3. Behalve in geval van louter formele tekortkoming wordt het antwoord gezamenlijk door de dienst en de aanvrager uitgewerkt. Het door de dienst aan de Commissie gezonden antwoord wordt eerst door de aanvrager volgens zijn eigen procedures bekrachtigd en aan de Minister meegedeeld.

In geval van louter administratieve tekortkoming antwoordt de dienst rechtstreeks aan de Commissie door de fouten te verbeteren en door de aanvrager te informeren.

§ 4. Het in artikel 18 bedoelde aanvraagdossier dat op internet is bekendgemaakt, wordt dienovereenkomstig door de dienst aangepast.

§ 5. Indien blijkt dat de in de aanvragen aan te brengen wijzigingen voor de aanvrager niet aanvaardbaar zijn of dat de Europese Commissie acht dat de aanvraag volledig ongegrond is, kan de dienst in overeenstemming met de aanvrager en na de Minister daarover te hebben geïnformeerd, om de intrekking van de aanvragen verzoeken.

§ 6. Indien de aanvraag door de Commissie verworpen wordt of de aanvraag het voorwerp uitmaakt van een intrekking zoals bedoeld in § 5, wordt het aanvraagdossier door de dienst van de website "Portail de l'Agriculture wallonne" gehaald.

#### *Afdeling 2. — Beheer van een Europees bezwaar betreffende een Waalse aanvraag van een lidstaat of een derde land*

**Art. 24.** Tijdens de Europese evaluatiefase zoals bepaald verzekert de dienst, voor een landbouwproduct of een levensmiddel, in artikel 50, § 1, van Verordening (EU) nr. 1151/2012 of, voor een wijnbouwproduct, in artikel 98 van Verordening (EU) nr. 1308/2013 en in de artikelen 14 tot 16 van Verordening (EG) nr. 607/2009 of, voor een gearomatiseerd wijnbouwproduct, in artikel 15 van Verordening (EU) nr. 251/2014 of, voor een gedistilleerde drank, in artikel 17, § 7, van Verordening (EG) nr. 110/2008 en in de artikelen 13 tot 15 van Verordening (EU) nr. 716/2013, de opvolging van elk eventuele bezwaar tegen de aanvraag, dat door één of meerdere lidstaten, derde landen of andere natuurlijke en rechtspersonen bij de Commissie is ingediend.

**Art. 25.** § 1. Voor een aanvraag voor een landbouwproduct of een levensmiddel maakt de dienst zo spoedig mogelijk de door de Commissie ontvangen aankondiging van bezwaar bedoeld in artikel 51, § 1, eerste lid, van Verordening (EU) nr. 1151/2012 ter informatie over aan de aanvrager en aan de Minister.

§ 2. Indien de in § 1 bedoelde aankondiging van bezwaar gevolgd wordt door een door de Commissie ontvankelijk verklaard met redenen omkleed bezwaarschrift, zoals bedoeld in artikel 51, § 1, van Verordening nr. 1151/2012, en als bedoelde Commissie overeenkomstig artikel 51, § 3, van Verordening (EU) nr. 1151/2012 de dienst erom verzoekt met de tegenstander(s) overleg te plegen, informeert de dienst zo spoedig mogelijk de aanvrager, waarbij hij hem het met redenen omkleed bezwaarschrift overmaakt. In samenwerking met de aanvrager treft de dienst alle aangepaste maatregelen om met de tegenstander(s) een overeenstemming te bereiken. De Minister en de twee andere Gewesten worden daarover geïnformeerd.

§ 3. Indien de dienst met de tegenstander een overeenstemming bereikt, waarvan de termen door de aanvrager worden goedgekeurd, stelt de dienst de Commissie in kennis van alle factoren die tot die overeenstemming hebben geleid, met inbegrip van de standpunten van de aanvrager en van de tegenstander. Indien wijzigingen van de aanvraag door de overeenstemming veroorzaakt worden, ongeacht of ze licht of belangrijk zijn, wordt het in artikel 18, tweede lid, bedoelde aanvraagdossier dat op internet is bekendgemaakt, dienovereenkomstig door de dienst aangepast.

§ 4. Indien de dienst met de tegenstander geen overeenstemming bereikt, verdedigt hij, in overeenstemming met de twee andere Gewesten, de aanvraag bij het Comité inzake de kwaliteit van landbouwproducten overeenkomstig artikel 57, § 2, van Verordening (EU) nr. 1151/2012.

§ 5. Indien de in § 1 bedoelde aankondiging van bezwaar niet gevolgd wordt door een door de Commissie ontvankelijk met redenen omkleed bezwaarschrift, informeert de dienst er de aanvrager over zodra hij ervan kennis neemt.

**Art. 26.** Voor een aanvraag m.b.t. een wijnbouwproduct maakt de dienst zo spoedig mogelijk de met redenen omklede verklaring van bezwaar bedoeld in artikel 98 van Verordening (EU) nr. 1308/2013 die overeenkomstig artikel 15, § 5, van Verordening (EU) 607/2009 van de Commissie ontvangen is, ter informatie over aan de aanvrager en aan de Minister. Ten gevolge van de uitnodiging van de Commissie overeenkomstig artikel 16, § 1, van Verordening (EU) nr. 607/2009 stelt de dienst in samenwerking met de aanvrager een memorie op ter attentie van de Commissie en de tegenstander. In samenwerking met de aanvrager reageert de dienst op de eventuele weerwoorden van de tegenstander. De Minister en de twee andere Gewesten worden daarover geïnformeerd.

**Art. 27.** Voor een aanvraag m.b.t. een gearomatiseerd wijnbouwproduct maakt de dienst zo spoedig mogelijk de met redenen omklede verklaring van bezwaar bedoeld in artikel 17, § 7, van Verordening (EU) nr. 110/2008 die overeenkomstig artikel 15 van Verordening (EU) 716/2013 van de Commissie ontvangen is, ter informatie over aan de aanvrager en aan de Minister. Ten gevolge van de uitnodiging van de Commissie overeenkomstig hetzelfde artikel stelt de dienst in samenwerking met de aanvrager een memorie op ter attentie van de Commissie en de tegenstander. In samenwerking met de aanvrager reageert de dienst op de eventuele weerwoorden van de tegenstander. De Minister en de twee andere Gewesten worden daarover geïnformeerd.

#### *Afdeling 3. — Beheer van een door het Waalse Gewest ingediend Europees bezwaar betreffende een aanvraag van een lidstaat of een derde land*

**Art. 28.** Tijdens de in artikel 22 bedoelde Europese raadplegingfase verzekert de dienst de opvolging van elk bezwaar dat door een natuurlijke of rechtspersoon woonachtig of gevestigd op het grondgebied van het Waalse Gewest ingediend is tegen een aanvraag afkomstig van een andere lidstaat dan België of van een derde land.

**Art. 29.** § 1. In het geval van een aanvraag m.b.t. een landbouwproduct of een levensmiddel en om de dienst in staat te stellen de in artikel 51, § 1, eerste lid, van Verordening (EU) nr. 1151/2012 bedoelde aankondiging van bezwaar die bij hem wordt ingediend, onder goede voorwaarden en met inachtneming van de in hetzelfde artikel bedoelde termijn te evalueren en over te maken, wordt de aankondiging van bezwaar bij de dienst ingediend uiterlijk 75 dagen na de datum van bekendmaking van de aanvraag in het *Publicatieblad van de Europese Unie*. Na afloop van die termijn wordt de aankondiging van bezwaar ontvankelijk verklaard.

§ 2. De dienst evalueert de ontvankelijkheid van de aankondiging van bezwaar. Naast de naleving van de in § 1 bedoelde termijn bevat de aankondiging van bezwaar om ontvankelijk verklaard te worden :

1° een verklaring volgens welke de aanvraag de in Verordening (EU) nr. 1151/2012 bepaalde voorwaarden schenden;

2° een motivering waaruit blijkt dat het in het belang van de tegenstander is zich ten opzichte van de naam waarvoor de aanvraag wordt ingediend of het product waarop de naam betrekking heeft, tegen de aanvraag te verzetten.

§ 3. Indien het bezwaar ontvankelijk wordt verklaard en indien het belang van de tegenstander in de zin van § 2 voldoende gerechtvaardigd wordt, maakt de dienst het bezwaar aan de Commissie over. Hij verzoekt de tegenstander om hem binnen zes weken na de datum van het bericht van ontvangst van de aankondiging van bezwaar door de Commissie een met redenen omkleed bezwaarschrift dat overeenkomstig bijlage III bij Verordening (EU) nr. 668/2014 is opgesteld, over te maken.

§ 4. Indien de Commissie overeenkomstig artikel 51, § 3, van Verordening (EU) nr. 1151/2012 België verzoekt om overleg te plegen met de andere betrokken lidstaat/lidstaten, verzoekt de dienst de tegenstander om met hem de verzoening te organiseren ten einde een minnelijke schikking te treffen met de aanvrager binnen de in hetzelfde artikel vermelde termijnen. De dienst zit het overleg voor en zorgt voor het secretariaat.

§ 5. De dienst brengt verslag over de resultaten van het in § 4 bedoelde overleg aan de Commissie uit binnen één maand na het einde van het overleg. De dienst legt de feiten op neutrale wijze uit.

### HOOFDSTUK III. — *Wijziging van een productdossier of een technisch dossier*

#### *Afdeling 1. — Aanvrager, belangrijke of lichte wijzigingen, inhoud van de aanvraag*

**Art. 30.** Elke aanvrager die aan de in de artikel 4 tot 6 bedoelde voorwaarden voldoet, kan een aanvraag tot goedkeuring van een wijziging van een productdossier of een technisch dossier betreffende een geografische aanduiding, een oorsprongsbenaming of een gegarandeerde traditionele specialiteit indienen.

**Art. 31.** § 1. Een aanvraag tot wijziging kan belangrijke of lichte wijzigingen van een productdossier of een technisch dossier als gevolg hebben. Een wijziging wordt als belangrijk beschouwd indien :

1° ze voor een oorsprongsbenaming of een geografische aanduiding :

- a) betrekking heeft op de wezenlijke kenmerken van het producten;
- b) het verband verandert;
- c) een verandering inhoudt van de naam of van een deel van de naam van het product;
- d) van invloed is op het afgebakende geografische gebied;
- e) een uitbreiding betekent van beperkingen op de handel in het product of de grondstoffen ervan;

2° ze voor een gegarandeerde traditionele specialiteit :

- a) betrekking heeft op de wezenlijke kenmerken van het producten;
- b) een belangrijke verandering van de productiemethode inhoudt;
- c) een verandering inhoudt van de naam of van een deel van de naam van het product.

§ 2. Elke wijziging die niet aan de in § 1 bedoelde criteria voldoet, wordt als licht beschouwd.

**Art. 32.** § 1. Een aanvraag betreffende een belangrijke wijziging van een productdossier of van een technisch dossier bevat :

1° voor een oorsprongsbenaming of een geografische aanduiding :

- a) de personalia van de aanvrager;
- b) een verklaring waarin het rechtmatig belang van de aanvrager wordt uitgelegd;
- c) de rubriek(en) van het productdossier of van het technisch dossier dat het voorwerp uitmaakt van de volgende wijziging(en) :

- i) naam van het product;
- ii) omschrijving van het product;
- iii) geografisch gebied;
- iv) bewijs van de oorsprong;
- v) productiemethode;
- vi) verband;
- vii) etikettering;
- viii) andere;

d) het productdossier of het gewijzigde technisch dossier;

e) in voorkomend geval, het gewijzigde enig document;

2° voor een gegarandeerde traditionele specialiteit :

- a) de personalia van de aanvragende groepering;
- b) een verklaring waarin het rechtmatig belang van de aanvragende groepering wordt uitgelegd;
- c) de rubriek(en) van het productdossier dat het voorwerp uitmaakt van de volgende wijziging(en) :

- i) naam van het product;
- ii) beschrijving van het product;
- iii) productiemethode;
- iv) andere;
- d) het gewijzigde productdossier.

§ 2. De aanvraag beschrijft de aangevraagde wijzigingen en de noodzaak ervan. Voor elke van de in § 1 vermelde rubrieken die het voorwerp uitmaken van één of meerdere wijzigingen, worden een gedetailleerde beschrijving en de specifieke redenen van elke wijziging vermeld. Voor elke wijziging vergelijkt de beschrijving nauwkeurig de voorgestelde gewijzigde versie met het productdossier of het oorspronkelijk technisch dossier en, in voorkomend geval, het oorspronkelijk enig dossier.



§ 3. De aanvraag wordt overeenkomstig de eisen vermeld in de artikelen 7 tot 9 ingevuld. Indien geen enig document of geen gelijkwaardig document betreffende de geografische aanduiding of de oorsprongsbenaming waarvoor een wijzigingsaanvraag wordt ingediend, bekendgemaakt is, wordt een enig document volgens de in artikel 9 bedoelde voorschriften opgesteld.

Indien het oorspronkelijk productdossier, het oorspronkelijk technisch productdossier of het oorspronkelijk enig document ook niet overeenstemt met de voorschriften bedoeld in artikel 8, § 2 en § 3, of in artikel 9, worden de documenten die de wijzigingen omvatten, volgens de voorschriften volledig herschreven.

§ 4. De aanvraag is autonoom. De inlichtingen betreffende de in het productdossier of in het technisch dossier en, in voorkomend geval, in het enig documenten, aangebrachte wijzigingen waarvoor een goedkeuring wordt aangevraagd, zijn volledig.

**Art. 33.** § 1. Een aanvraag betreffende een lichte wijziging van een productdossier of een technisch dossier bevat :

1° de personalia van de aanvrager;

2° een verklaring waarin het rechtmatig belang van de aanvrager wordt uitgelegd;

3° de rubriek(en) van het productdossier of van het technisch dossier dat het voorwerp uitmaakt van de volgende wijziging(en) :

a) de omschrijving van het product;

b) het bewijs van de oorsprong;

c) de productiemethode;

d) het verband;

e) de etikettering;

f) de certificerende instelling;

g) andere;

4° het productdossier of het gewijzigde technisch dossier;

5° in voorkomend geval, het gewijzigde enig document.

§ 2. Artikel 32, § 2, is van overeenkomstige toepassing. Bovendien wordt een duidelijke uiteenzetting van de redenen waarom de wijziging(en) overeenkomstig artikel 31 als niet-belangrijk wordt(worden) beschouwd, gegeven.

§ 3. Indien een enig document of een gelijkwaardig document betreffende de geografische aanduiding of de oorsprongsbenaming waarvoor een wijzigingsaanvraag wordt ingediend, niet is bekendgemaakt, wordt een enig document volgens de in artikel 9 bedoelde voorschriften opgesteld.

#### *Afdeling 2. — Indiening en behandeling van de wijzigingsaanvraag*

**Art. 34.** § 1. Wanneer de wijzigingsaanvraag één of meerdere belangrijke wijzigingen van het productdossier of het technisch dossier met zich meebrengt, wordt de wijzigingsaanvraag mutatis mutandis onderworpen aan de in de artikelen 11 tot 18 bepaalde procedure.

Voor de toepassing van artikel 12, § 1, wordt de volledigheid van de aanvraag ten opzichte van de eisen vermeld in artikel 32, § 1, 1° of 2°, volgens het geval gecontroleerd.

Voor de toepassing van artikel 13, § 2, bevat het bericht minimum :

1° de oorsprongsbenaming of de geografische aanduiding of de gegarandeerde traditionele specialiteit waarvoor een wijziging van het productdossier of het technisch dossier wordt overwogen;

2° de aanduiding van het belangrijk karakter van de wijziging;

3° de identiteit van de aanvrager en zijn contactgegevens;

4° de rubriek(en) van het productdossier of van het technisch dossier dat het voorwerp uitmaakt van de volgende wijziging(en).

Voor de toepassing van artikel 18 wordt de versie van het dossier m.b.t. de wijzigingsaanvraag die het voorwerp uitmaakt van de beslissing, door de dienst op de website "Portail de l'Agriculture wallonne" online geplaatst. Het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte bericht vermeldt de betrokken naam en de referentie van het adres van het dossier op de website "Portail de l'Agriculture wallonne".

§ 2. Na afloop van de periode voorbehouden voor de eventuele beroepen of na uitputting van de eventuele beroepen dient de dienst de wijzigingsaanvraag bij de Commissie in overeenkomstig :

1° voor een landbouwproduct of een levensmiddel :

a) voor een geografische aanduiding of een oorsprongsbenaming : artikel 10, § 1, eerste lid, van Verordening (EU) nr. 668/2014;

b) voor een gegarandeerde traditionele specialiteit : artikel 10, § 1, tweede lid, van Verordening (EU) nr. 668/2014;

2° voor een wijnbouwproduct : artikel 94, §§ 1 en 2, van Verordening (EU) nr. 1308/2013 en artikel 20 van Verordening (EG) nr. 607/2009;

3° voor een gearomatiseerd wijnbouwproduct : artikel 13, § 5, b) en artikel 24, § 2, van Verordening (EU) nr. 251/2014;

4° voor een gedistilleerde drank : de artikelen 6 en 21 van Verordening (EU) nr. 716/2013.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1°, vormt de beslissing van de Minister de in artikel 8, § 2, c) van Verordening (EU) nr. 1151/2012 bedoelde verklaring van de lidstaat.

Voor de toepassing van het eerste lid, 3°, vormt de beslissing van de Minister de in artikel 13, § 5, c), iv) van Verordening (EU) nr. 251/2014 bedoelde verklaring van de lidstaat.

§ 3. De opvolging van de aanvraag die door de Commissie geëvalueerd wordt, wordt mutatis mutandis overeenkomstig de artikelen 23 tot 27 uitgevoerd.

§ 4. Zodra de belangrijke wijzigingen door de Commissie bij bekendmaking van een uitvoeringshandeling in het Publicatieblad van de Europese Unie worden goedgekeurd, trekt de dienst het op internet geplaatste dossier m.b.t. de wijzigingsaanvraag in en vervangt hij het oorspronkelijke aanvraagdossier door het bijgewerkte aanvraagdossier.

**Art. 35.** § 1. Wanneer de wijzigingsaanvraag één of meerdere lichte wijzigingen van het productdossier of het technisch dossier met zich meebrengt, wordt de wijzigingsaanvraag onderworpen aan een vereenvoudigde procedure. De artikelen 11 en 12 zijn van overeenkomstige toepassing.

Voor de toepassing van artikel 12, § 1 wordt de volledigheid van de aanvraag ten opzichte van de eisen vermeld in artikel 33 gecontroleerd.

§ 2. Wanneer de aanvraag in de zin van artikel 12, § 1, en binnen de in artikel 12, § 1, bedoelde termijn, zoals ze krachtens artikel 12, § 2, verlengd kan worden, ontvankelijk wordt verklaard, maakt de dienst de wijzigingsaanvraag over :

1° aan elke Waalse producent die de geregistreerde naam/namen, die het voorwerp van de aanvraag uitmaakt/uitmaken, met een certificering gebruikt;

2° aan de certificerende instellingen belast met de controle op de naleving van het productdossier of het technisch dossier;

3° indien de wijzigingsaanvraag niet afkomstig is van de aanvrager die de aanvraag tot registratie van de naam/namen waarop het productdossier of het technisch dossier betrekking heeft, ingediend heeft en voor zover de aanvrager nog bestaat, aan deze aanvrager.

§ 3. De in § 2 bedoelde ontvangers van de wijzigingsaanvraag berichten ontvangst van de aanvraag en worden erom verzocht hun opmerkingen binnen een termijn van dertig dagen te formuleren. Op verzoek van één van de ondervraagde gesprekspartners kan de dienst die termijn verlengen.

§ 4. De opmerkingen van de in § 3 bedoelde ondervraagde gesprekspartners worden bij de dienst ingediend, die er ontvangst van bericht.

§ 5. Aan het einde van de in artikel 12, § 2 bedoelde termijn, die krachtens artikel 12, § 2, verlengd kan worden, verzamelt de dienst de aanvraag en de eventuele opmerkingen. Hij oordeelt dan de relevantie van de wijzigingsaanvraag en haar overeenstemming met de eisen van de Europese regelgeving betreffende de kwaliteitsregeling die op de geregistreerde naam/namen van toepassing is.

De dienst maakt een advies aan de Minister over. De Minister deelt zijn beslissing aan de aanvrager mede en informeert de in § 2 bedoelde gesprekspartners.

§ 6. De dienst dient de wijzigingsaanvraag bij de Commissie in overeenkomstig :

1° voor een landbouwproduct of een levensmiddel :

a) voor een geografische aanduiding of een oorsprongsbenaming : artikel 10, § 2, lid 1, 2, 3 en 5, van Verordening (EU) nr. 668/1014;

b) voor een gegarandeerde traditionele specialiteit : artikel 10, § 2, lid 1, 3, 4 en 5, van Verordening (EU) nr. 668/1014;

2° voor een wijnbouwproduct : artikel 94, §§ 1 en 2, van Verordening (EU) nr. 1308/2013 en artikel 20 van Verordening (EG) nr. 607/2009;

3° voor een gearomatiseerd wijnbouwproduct : artikel 13, § 5, b) en artikel 24, § 2, van Verordening (EU) nr. 251/2014;

4° voor een gedistilleerde drank : de artikelen 6 en 21 van Verordening (EU) nr. 716/2013.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1°, vormt de beslissing van de Minister de in artikel 8, § 2, c) van Verordening (EU) nr. 1151/2012 en in artikel 10, § 2, derde lid, van Verordening (EU) nr. 668/2014 bedoelde verklaring van de lidstaat.

Voor de toepassing van het eerste lid, 3°, vormt de beslissing van de Minister de in artikel 13, § 5, c), iv) van Verordening (EU) nr. 251e/014 bedoelde verklaring van de lidstaat.

§ 7. Zodra de lichte wijzigingen door de Commissie worden goedgekeurd, informeert de dienst de in § 2 bedoelde gesprekspartners daarvan en past hij het in artikel 8 bedoelde aanvraagdossier dat op internet is bekendgemaakt, dienovereenkomstig aan.

**Art. 36.** § 1. Voor een naam m.b.t. een landbouwproduct of een levensmiddel kan elke aanvrager die aan de in artikel 4 bedoelde voorwaarden voldoet, de goedkeuring van een tijdelijke wijziging van een productdossier vragen, die voortvloeit uit :

1° de aanneming door de openbare overheid van verplichte sanitaire of fyto-sanitaire maatregelen;

2° natuurrampen of omstandigheden, bij voorbeeld weersomstandigheden, die uitzonderlijk ongunstig zijn voor de betrokken productie en die door de bevoegde overheden erkend zijn.

§ 2. De aanvraag tot tijdelijke wijziging is met redenen omkleed en bevat minstens :

1° een gedetailleerde omschrijving van de maatregelen, onder degene bedoeld in § 1, 1° en 2°, die de tijdelijke wijzigingen rechtvaardigen;

2° de redenen van de goedkeuring van de in 1° bedoelde maatregelen en het bewijs dat ze officieel gesteund worden;

3° een gedetailleerde omschrijving van elke aangevraagde wijziging;

4° de voor elke wijziging aangevoerde redenen;

5° de verhouding tussen de in 1° bedoelde maatregelen en de aangevraagde tijdelijke wijzigingen;

6° een omschrijving en een evaluatie van de gevolgen van elke wijziging op de na te leven eisen en criteria, die respectievelijk in de artikelen 5, §§ 1 en 2, en 18, §§ 1 en 2, van Verordening (EU) nr. 1151/2012 bedoeld zijn, voor de registratie van een geografische aanduiding of een oorsprongsbenaming of een gegarandeerde traditionele specialiteit.

§ 3. De aanvraag wordt schriftelijk ingediend bij de Dienst die ontvangst bericht. De dienst vergewist zich zo spoedig mogelijk van de rechtmatigheid van de aanvrager ten opzichte van artikel 4 en van de relevantie van de aanvraag ten opzichte van het verplichte karakter van de door de openbare overheid aangenomen maatregelen of van de officiële erkenning van de in § 1, 1° en 2°, bedoelde risico's en de impact die deze maatregelen of risico's kunnen hebben op de kwaliteit of de economische leefbaarheid van de betrokken productie en de naleving van de reglementaire eisen.

§ 4. Indien de dienst de tijdelijke wijzigingsaanvraag goedkeurt, bepaalt hij strikt de periode van aanpassing van de tijdelijke wijzigingen, informeert hij de in artikel 35, § 2, bedoelde gesprekspartners en plaatst hij zo spoedig mogelijk de wijzigingen op de website "Portail de l'Agriculture wallonne". Binnen uiterlijk vijftien dagen na het begin van de periode van toepassing van deze wijzigingen deelt de dienst de wijzigingen aan de Commissie mee overeenkomstig artikel 6, § 3, tweede lid, van Verordening (EU) nr. 664/2014 en artikel 10, § 3, van Verordening (EU) nr. 668/2014.

HOOFDSTUK IV. — *Annulering van een registratie**Afdeling 1. — Aanvrager, annuleringsvoorwaarden en inhoud van de aanvraag*

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. In uitvoering van artikel 54, § 1, van Verordening (EU) nr. 1151/2012 voor een landbouwproduct of een levensmiddel of van artikel 106, eerste lid, van Verordening (EU) nr. 1308/2013 voor een wijnbouwproduct of van artikel 25, eerste lid van Verordening (EU) nr. 251/2014 voor een gearomatiseerd wijnbouwproduct of van artikel 18 van Verordening (EG) nr. 110/2008 voor een gedistilleerde drank, kan iedere natuurlijke of rechtspersoon met een rechtmatig belang de annulering van een geografische aanduiding, een oorsprongsbenaming of een gegarandeerde traditionele specialiteit vragen, met inbegrip van de producenten van het onder de geregistreerde naam/namen in de handel gebrachte product.

§ 2. In uitvoering van de in § 1 bedoelde artikelen en met uitzondering van de voor de gedistilleerde dranken geregistreerde namen kan de Minister op advies van de dienst en op eigen initiatief de annulering van een geregistreerde naam vragen.

**Art. 38.** De aanvraag tot annulering is met redenen omkleed en bevat :

- 1° de personalia van de natuurlijke of rechtspersoon die de annulering vraagt;
- 2° een verklaring waarin het rechtmatig belang, de redenen en de rechtvaardiging van de in 1° bedoelde auteur van de annuleringsaanvraag worden uitgelegd;
- 3° een gedetailleerde motivering van de annulering.

*Afdeling 2. — Indiening en behandeling van de annuleringsaanvraag*

**Art. 39.** § 1. Voor een oorsprongsbenaming of een geografische aanduiding m.b.t. een landbouwproduct, een levensmiddel of een gearomatiseerd wijnbouwproduct gebonden aan het grondgebied van het Waalse Gewest of voor een gegarandeerde traditionele specialiteit waarvan de registratieaanvraag oorspronkelijk ingediend is door een op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigde aanvrager, wordt de annuleringsaanvraag mutatis mutandis onderworpen aan de in de artikelen 11 tot 18 bedoelde procedure. Hetzelfde geldt voor elke aanvraag tot annulering van een naam m.b.t. een wijnbouwproduct of een gedistilleerde drank gebonden aan het grondgebied van het Waalse Gewest waarvan de auteur op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigd is.

De artikelen 11 en 12 zijn niet van toepassing wanneer de annulering op initiatief van de dienst wordt gevraagd.

Voor de toepassing van artikel 12, § 1 wordt de volledigheid van de aanvraag ten opzichte van de eisen vermeld in artikel 38 gecontroleerd.

Voor de toepassing van artikel 13, § 2, bevat het bericht minimum :

- 1° de oorsprongsbenaming of de geografische aanduiding of de gegarandeerde traditionele specialiteit waarvoor een annulering wordt aangevraagd;
- 2° de identiteit van de natuurlijke of rechtspersoon die de annulering vraagt, en zijn personalia;
- 3° het voor de annuleringsaanvraag aangevoerde criterium.

Voor de toepassing van artikel 14, § 1, is een verklaring van bezwaar betreffende de annulering ontvankelijk indien ze op een voortgezet commercieel gebruik van de geregistreerde naam door een betrokken persoon wijst.

In afwijking van artikel 16, § 1, worden de evaluatie van de aanvraag en het uitbrengen van een advies aan de Minister over die aanvraag niet onderworpen aan de oprichting van een groep van deskundigen. Het aan de Minister uit te brengen advies wordt rechtstreeks door de dienst uitgebracht op basis van de in artikel 15, § 4, bedoelde elementen waarover hij beschikt.

Voor de toepassing van artikel 18 wordt het dossier m.b.t. de annuleringsaanvraag die het voorwerp uitmaakt van de beslissing, door de dienst online op de webiste "Portail de l'Agriculture wallonne" geplaatst.

Het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte bericht vermeldt de betrokken naam en de referentie van het adres van het dossier op de website "Portail de l'Agriculture wallonne".

§ 2. Na afloop van de periode voorbehouden voor de eventuele beroepen of na uitputting van de eventuele beroepen dient de dienst de annuleringsaanvraag bij de Commissie in overeenkomstig, voor een landbouwproduct of een levensmiddel, artikel 11, § 1, van Verordening (EU) nr. 668/2014.

De in artikel 18 bedoelde beslissing van de Minister vormt de in artikel 11, § 1, tweede lid van dezelfde Verordening bedoelde verklaring van de lidstaat.

§ 3. Zodra de annulering door de Commissie bij bekendmaking van een uitvoeringshandeling in het Publicatieblad van de Europese Unie wordt goedgekeurd, trekt de dienst het op internet geplaatste aanvraagdossier in.

**Art. 40.** § 1. Voor elke aanvraag tot annulering van een naam m.b.t. een wijnbouwproduct of een gedistilleerde drank gebonden aan het grondgebied van het Waalse Gewest en waarvan de auteur niet op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigd is, volgt de dienst de ontwikkeling van de behandeling van de aanvraag door de Commissie zoals voorzien :

- 1° voor een wijnbouwproduct : in de artikelen 21 tot en met 23 van Verordening (EG) nr. 607/2009;
- 2° voor een gedistilleerde drank : in de artikelen 18 tot en met 20 van Verordening (EG) nr. 716/2013.

§ 2. Indien de door de Commissie ontvankelijk verklaarde annuleringsaanvraag overeenkomstig respectievelijk artikel 23, § 1, van Verordening (EG) nr. 607/2009 of artikel 20, § 1, van Verordening (EU) nr. 716/2013 aan België wordt meegedeeld, maakt de dienst zo spoedig mogelijk de annuleringsaanvraag over :

- 1° aan elke Waalse producent die de geregistreerde naam/namen, die het voorwerp van de aanvraag uitmaakt/uitmaken, met een certificering gebruikt;
- 2° aan de certificerende instellingen belast met de controle op de naleving van het productdossier of het technisch dossier;

3° aan de aanvrager, voor zover hij nog bestaat, die de aanvraag tot registratie van de naam/namen waarop het productdossier of het technisch dossier betrekking heeft, ingediend heeft.

§ 3. De in § 2 bedoelde ontvangers van de annuleringsaanvraag berichten ontvangst van de aanvraag en worden erom verzocht hun opmerkingen binnen een termijn van dertig dagen te formuleren.

Tegelijkertijd wordt het advies van de Minister en van de twee andere Gewesten over de annuleringsaanvraag gevraagd. Op basis van de ontvangen opmerkingen en adviezen bepaalt de dienst het standpunt van België en maakt hij bedoeld standpunt over aan de Commissie binnen de termijn voorgeschreven in artikel 20 van Verordening (EG) nr. 607/2009 of in artikel 23, § 1, van Verordening (EU) nr. 716/2013.

§ 4. Indien de Commissie de annulering van de betrokken oorsprongsbenaming of geografische aanduiding beslist, informeert de dienst de in § 2 bedoelde gesprekpartners daarvan en trekt hij het in artikel 8 bedoelde aanvraagdossier dat op internet is bekendgemaakt, onmiddellijk na ontvangst van de beslissing van de Commissie in.

#### HOOFDSTUK V. — *Etikettering en presentatie van de producten*

**Art. 41.** Voor de toepassing van dit hoofdstuk geldt de bij artikel 117 van Verordening (EG) nr. 1308/2013 vastgestelde definitie van "etikettering". Onder "presentatie" wordt verstaan de informatie aan de consument door middel van de verpakking van het product, waaronder de vorm en het type van de fles van die verpakking.

**Art. 42.** § 1. Onverminderd de bepalingen bedoeld, voor de landbouwproducten of de levensmiddelen, in artikel 7, § 1, a), in artikel 12, §§ 3 tot 5 en in artikel 23 van Verordening (EU) nr. 1151/2012, in artikel 1, § 1, en in artikel 13 van Verordening (EU) nr. 668/2014, voor de wijnbouwproducten in de artikelen 118 tot 121 van Verordening (EU) nr. 1308/2013 en in de artikelen 49 tot 70 van Verordening (EU) nr. 607/2009 voor de bepalingen die niet opgenomen zijn in Verordening (EG) nr. 1308/2013, voor de gearomatiseerde wijnbouwproducten, in artikel 1, § 2 en in de artikelen 5 tot 8 van Verordening (EU) nr. 251/2014 en, voor een gedistilleerde dranken, in de artikel 8 tot 14 van Verordening (EG) nr. 110/2008 en in de artikelen 3 en 4 van Verordening (EU) nr. 716/2013, kan de Minister in specifieke bepalingen voorzien inzake de presentatie en de etikettering van producten waarvan de naam als oorsprongsbenaming, geografische aanduiding of gegarandeerde traditionele specialiteit geregistreerd is.

§ 2. Elk technisch productdossier bevat een hoofdstuk betreffende de etikettering, de presentatie, de verkoop en het in de handel brengen van het betrokken product. De Minister kan voorzien in bepalingen inzake de etikettering of de presentatie die in het technisch productdossier opgenomen moeten worden.

**Art. 43.** § 1. Elk product waarvoor, volgens de bepalingen van het overeenstemmend technisch productdossier, een als oorsprongsbenaming, geografische aanduiding of gegarandeerde traditionele specialiteit geregistreerde naam wordt aangevraagd en dat onder bedoelde naam gepresenteerd wordt, wordt niet na de teelt, de verandering geïdentificeerd, noch verzonden, verhandeld of verkocht, noch aan het publiek aangeboden zonder dat de geregistreerde naam vermeld wordt op :

- 1° de traceerbaarheidsgegevens;
- 2° in de registratiedocumenten;
- 3° in de handelsdocumenten;
- 4° in de promotie- of reclamedocumenten;
- 5° op de etiketten en de prijskaartjes bestemd voor de verkoop aan de eindverbruiker.

In afwijking van het eerste lid kan, voor de landbouwproducten en de levensmiddelen, de aanduiding van de geregistreerde naam gevolgd door de afkorting van de aanduiding overeenstemmend met het type bescherming waarvan de naam het voorwerp uitmaakt, in de elementen en documenten bedoeld in het eerste lid, 1° en 2, beperkt worden tot een afkorting van de naam gevolgd door de afgekorte aanduiding. De afwijking en de afkorting van de naam worden in het technisch productdossier betreffende het product vermeld.

§ 2. De overeenkomstig § 1 gebruikte naam wordt volledig, zoals geregistreerd, gereproduceerd en gaat vergezeld :

1° voor de landbouwproducten en de levensmiddelen : van de afkorting van de aanduiding overeenstemmend met het type bescherming waarvan de naam het voorwerp uitmaakt;

2° voor de wijnbouwproducten, de gearomatiseerde wijnbouwproducten en gedistilleerde dranken : van de aanduiding in extenso overeenstemmend met het type bescherming waarvan de naam het voorwerp uitmaakt.

Het gebruik van een traditionele aanduiding zoals bedoeld in artikel 112, a), van Verordening (EU) nr. 1308/2013 wordt uitgesloten.

De Minister kan de in deze paragraaf aanwezige bepalingen bepalen of daarin afwijkingen voorzien.

**Art. 44.** § 1. Voor de landbouwproducten en de levensmiddelen,, gaat de als oorsprongsbenaming, geografische aanduiding of gegarandeerde traditionele specialiteit geregistreerde naam op de etikettering, wanneer ze vermeld wordt, in hetzelfde gezichtsveld vergezeld van het logo van de Europese Unie overeenstemmend met het type bescherming waarvan de naam het voorwerp uitmaakt. Voor de wijnbouwproducten en de gedistilleerde dranken is de aanbrenging van het logo van de Europese Unie facultatief maar kan ze in het technisch productdossier opgelegd worden.

§ 2. Ongeacht het type product voldoet de aanbrenging van de eventueel afgekorte aanduiding of van het logo van de Europese Unie overeenstemmend met het type bescherming waarvan de naam het voorwerp uitmaakt, aan de eisen vermeld in bijlage X van Verordening (EU) nr. 668/2014.

**Art. 45.** Voor de landbouwproducten en de levensmiddelen gepresenteerd onder een als oorsprongsbenaming, geografische aanduiding of gegarandeerde traditionele specialiteit geregistreerde naam, maakt elk project van etikettering of van presentatiewijze het voorwerp uit van een voorafgaandelijk kennisgeving door de verantwoordelijke van de etikettering in de zin van artikel 8 van Verordening (EG) nr. 1169/2011 van het Europees Parlement en van de Raad van 25 oktober 2011 betreffende de verstrekking van voedselinformatie aan consumenten, tot wijziging van Verordeningen (EG) nr. 1924/2006 en (EG) nr. 1925/2006 van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijn 87/250/EEG van de Commissie, Richtlijn 90/496/EEG van de Raad, Richtlijn 1999/10/EG van de Commissie, Richtlijn 2000/13/EG van het Europees Parlement en de Raad, Richtlijnen 2002/67/EG en 2008/5/EG van de Commissie, en Verordening (EG) nr. 608/2004 van de Commissie aan de voor de betrokken productie aangestelde certificerende instelling of aan een certificerende instelling erkend voor de controle op de naleving van de aan de betrokken naam gebonden eisen.



TITEL 3. — *Traditionele aanduidingen en aanduidingen van een bedrijf*HOOFDSTUK I. — *Traditionele aanduidingen**Afdeling 1. — Beschermingsaanvraag op gewestelijk niveau*Onderafdeling 1. — *Aanvrager en inhoud van de aanvraag*

**Art. 46.** Elke aanvrager die de in artikel 5 bedoelde voorwaarden vervult, kan een aanvraag tot bescherming van een traditionele aanduiding indienen.

**Art. 47.** Wat het taalgebruik betreft en om de specifieke categorieën wijnbouwproducten te onderscheiden, wordt aanduiding in de beschermingsaanvraag vermeld :

1° overeenkomstig mutatis mutandis artikel 10, § 1 of;

2° in de taal die voor deze aanduiding in de handel wordt gebruikt.

**Art. 48.** De aanduiding bestaat exclusief in een aanduiding die traditioneel gebruikt wordt in de handel ten minste op het grondgebied van het Waalse Gewest om de specifieke categorieën wijnbouwproducten te onderscheiden.

**Art. 49.** De aanvraag tot bescherming van een traditionele aanduiding is met redenen omkleed en bevat :

1° de personalia van de aanvrager;

2° een verklaring waarin het rechtmatig belang van de aanvrager wordt uitgelegd;

3° de aanduiding waarvoor een bescherming wordt aangevraagd in de gepaste talen overeenkomstig artikel 47;

4° het/de wijnproduct/en dat/die een beschermde oorsprongsbenaming of een beschermde geografische aanduiding geniet/genieten, waarvoor wordt voorgesteld dat de aanduiding kan worden gebruikt;

5° het/de criterium/criteria gebonden aan het product en aan de productiewijze waarop de aanduiding betrekking heeft en dat/die deel uitmaakt/uitmaken van de volgende elementen :

a) de productie- of de rijpingsmethode;

b) de kwaliteit;

c) de kleur;

d) het type plaats;

e) een bijzonder evenement gebonden aan de geschiedenis van het product;

6° een definitie van de aanduiding of een beschrijving van de eisen die nageleefd moeten worden om de aanduiding te mogen gebruiken;

7° de elementen die het traditionele gebruik van de aanduiding ten opzichte van artikel 48 bewijzen.

Voor de toepassing het eerste lid, 7°, wordt verstaan onder "traditioneel gebruik" :

1° een gebruik van minstens vijf jaar in het geval van een aanduiding vermeld in één van de in artikel 47, 1°, bedoelde taal/talen;

2° een gebruik van minstens vijftien jaar in het geval van aanduidingen vermeld in één van de in artikel 47, 2°, bedoelde taal.

Onderafdeling 2. — *Indiening en behandeling van de aanvraag*

**Art. 50.** De aanvraag tot bescherming van een traditionele aanduiding wordt mutatis mutandis onderworpen aan de in de artikelen 11 tot 17 vastgestelde procedure.

Voor de toepassing van artikel 12, § 1, wordt de volledigheid van de aanvraag ten opzichte van de eisen vermeld in artikel 49 gecontroleerd.

Voor de toepassing van artikel 13, § 2, bevat het bericht minimum :

1° de traditionele aanduiding waarvoor een bescherming wordt voorgesteld;

2° het/de wijnproduct/en dat/die een beschermde oorsprongsbenaming of een beschermde geografische aanduiding geniet/genieten, waarvoor wordt voorgesteld dat de aanduiding kan worden gebruikt;

3° de identiteit van de aanvrager en zijn contactgegevens.

Voor de toepassing van artikel 14, § 1 is een verklaring van bezwaar betreffende de beschermingsaanvraag alleen ontvankelijk indien ze elementen omvat waaruit blijkt dat :

1° de voorgestelde traditionele aanduiding niet aan de in artikel 2, 20 °, bedoelde definitie voldoet;

2° de voorschriften van artikel 47 of van artikel 48 niet in acht worden genomen;

3° de voorgestelde traditionele aanduiding generiek is geworden;

4° de registratie van de voorgestelde traditionele aanduiding strijdig is met artikel 41, § 3, of met artikel 42, § 1, tweede lid, van Verordening (EU) nr. 607/2009.

**Art. 51.** Indien de in artikel 17, § 1, bedoelde beslissing gunstig is, neemt de Minister een besluit tot erkenning van de traditionele aanduiding. De dienst laat overgaan tot de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van een bericht waarbij kennis van het ministerieel erkenningsbesluit wordt gegeven aan het publiek. De versie van het aanvraagdossier dat het voorwerp uitmaakt van de beslissing, wordt ook op de website online "Portail de l'Agriculture wallonne" geplaatst. Het ministerieel erkenningsbesluit vermeldt de elementen bedoeld in artikel 49, eerste lid, 3° tot 6° en de referentie van de bekendmaking van het dossier op de website "Portail de l'Agriculture wallonne".

**Art. 52.** Als de eindbeslissing, uitgebracht na afloop van de procedure bedoeld in artikel 51, gunstig is voor de aanvrager, dient de dienst de beschermingsaanvraag van een traditionele aanduiding in bij de Commissie overeenkomstig artikel 30, § 1, van Verordening (EG) nr. 607/2009.

*Afdeling 2. — Beschermingsaanvraag op Europees niveau*Onderafdeling 1. — *Opvolging van een aanvraag in de beoordelingsfase door de Commissie*

**Art. 53.** § 1. In de loop van de beoordelingsfase van de aanvraag door de Commissie zoals bedoeld in artikel 36, § 1, van Verordening (EG) nr. 607/2009, antwoordt de dienst op elke eventuele aanvraag van de Commissie.

§ 2. Behalve in geval van louter formele tekortkoming, wordt elke aanvraag tot bijkomende informatie of eventuele wijziging van de aanvraag ontvangen van de Commissie, onverwijld door de dienst aan de aanvrager overgemaakt.

§ 3. Behalve in geval van louter formele tekortkoming, wordt het antwoord gezamenlijk opgesteld door de dienst en de aanvrager. Het antwoord dat door de dienst aan de Commissie wordt gestuurd, wordt vooraf goedgekeurd door de aanvrager overeenkomstig eigen procedures en wordt de Minister ter kennis gebracht.

In geval van louter administratieve tekortkoming, voorziet de dienst de Commissie onmiddellijk van antwoord, verbetert de fouten en brengt de aanvrager in kennis ervan.

§ 4. Het op de website gepubliceerd aanvraagdossier bedoeld in artikel 51, wordt door de dienst aangepast en het ministerieel erkenningsbesluit bedoeld in hetzelfde artikel wordt dienovereenkomstig gewijzigd.

§ 5. Als de aan de aanvraag aan te brengen wijzigingen niet aanvaardbaar blijken te zijn voor de aanvrager of als de Europese Commissie acht dat de aanvraag volledig ongegrond is, kan de dienst, in overeenstemming met de aanvrager en na de Minister ervan op de hoogte te hebben gebracht, om de intrekking van de aanvraag verzoeken.

§ 6. Als de aanvraag door de Commissie wordt verworpen of als ze het voorwerp heeft uitgemaakt van een intrekking zoals bedoeld in paragraaf 5, gaat de dienst over tot de schrapping van het aanvraagdossier van de website "Portail de l'Agriculture wallonne".

#### Onderafdeling 2. — Beheer van een Europees bezwaar uit een lidstaat of een derde land met betrekking tot een Waalse aanvraag

**Art. 54.** § 1. Tijdens de Europese consultatieprocedure zoals bedoeld in artikel 37 van Verordening (EG) nr. 607/2009, volgt de dienst met aandacht elk eventueel bezwaar waartoe de aanvraag aanleiding geeft, ingediend bij de Commissie door één of verschillende Lidstaten, derde landen of andere natuurlijke en rechtspersonen.

§ 2. In de zin van paragraaf 1, maakt de dienst zo spoedig mogelijk de aanvrager en de Minister, ter informatie, de aanvraag tot bezwaar over, ontvangen door de Commissie overeenkomstig artikel 39, § 1, van Verordening (EU) nr. 607/2009. Ingevolge het voorstel van de Commissie, overeenkomstig hetzelfde artikel, maakt de dienst, in samenwerking met de aanvrager, een memorie op voor de Commissie en de tegenstander. De dienst beantwoordt, in samenwerking met de aanvrager, de eventuele opmerkingen van de tegenstander. De Minister en de andere twee Gewesten worden ervan in kennis gesteld.

#### Afdeling 3. — Aanvraag tot wijziging van een traditionele aanduiding

##### Onderafdeling 1. — Aanvrager en inhoud van de aanvraag

**Art. 55.** Elke aanvrager in de zin van artikel 46 kan vragen om de goedkeuring van een wijziging van een traditionele aanduiding.

**Art. 56.** § 1. Een aanvraag met betrekking tot een wijziging van een traditionele aanduiding omvat de volgende gegevens :

- 1° de personalia van de aanvrager;
- 2° een verklaring waarin het rechtmatig belang van de aanvrager wordt uiteengezet;
- 3° de aard van de gevraagde wijziging :
  - a) de aanduiding;
  - b) de vermelde taal;
  - c) de betrokken wijnbouwproducten;
  - d) de omschrijving van de aanduiding of beschrijving van de na te leven vereisten om de aanduiding te kunnen gebruiken.

§ 2. In de aanvraag worden de gevraagde wijzigingen omschreven en hun noodzakelijkheid wordt gerechtvaardigd. Voor elk van de rubrieken bedoeld in paragraaf 1, 3°, die het voorwerp uitmaakt van een of verschillende wijzigingen, worden een volledige omschrijving en de specifieke redenen van elke wijziging verstrekt.

##### Onderafdeling 2. — Indiening en behandeling van de aanvraag

**Art. 57.** De aanvraag tot wijziging wordt mutatis mutandis onderworpen aan de procedure vastgesteld in de artikelen 50 tot 52.

Voor de toepassing van artikel 12, § 1, wordt de volledigheid van de aanvraag gecontroleerd ten opzichte van de vereisten vermeld in artikel 56, § 2.

Voor de toepassing van artikel 13, § 2, bevat het advies minstens de volgende gegevens :

- 1° de traditionele aanduiding waarvoor een wijziging wordt gepland;
- 2° de identiteit van de aanvrager en zijn contactgegevens;
- 3° de aard van de gevraagde wijziging ten opzichte van artikel 56, §§ 1 en 2.

Voor de toepassing van artikel 56, § 1, 3°, neemt de Minister een besluit tot wijziging van het erkenningsbesluit van de traditionele aanduiding. De dienst laat overgaan tot de bekendmaking van een bericht in het *Belgisch Staatsblad* waarbij aan het publiek kennis wordt gegeven van het ministerieel wijzigingsbesluit. De versie van het dossier met de aanvraag tot wijziging dat het voorwerp uitmaakt van de beslissing, wordt door de dienst ook online op de website "Portail de l'Agriculture wallonne" geplaatst.

**Art. 58.** § 1. Als de eindbeslissing, uitgebracht na afloop van de procedure bedoeld in artikel 57, eerste lid, gunstig is voor de aanvrager, dient de dienst de aanvraag tot wijziging van de traditionele aanduiding in bij de Commissie overeenkomstig artikel 30, § 1, van Verordening (EG) nr. 607/2009.

§ 2. De opvolging van de aanvraag in beoordelingsfase door de Commissie zoals bedoeld in artikel 53, § 1, gebeurt overeenkomstig, mutatis mutandis, artikel 53.

**Art. 59.** Zodra de wijziging van de traditionele aanduiding door de Commissie wordt goedgekeurd door opneming ervan in de elektronische databank overeenkomstig artikel 40, § 1, van Verordening (EG) nr. 607/2009, gaat de dienst over tot de intrekking van het dossier met de aanvraag tot wijziging bekendgemaakt op de website bedoeld in artikel 51, en gaat over tot de vervanging van het initiële aanvraagdossier door het bijgewerkte aanvraagdossier.

#### Afdeling 4. — Aanvraag tot annulering van een traditionele aanduiding

##### Onderafdeling 1. — Aanvrager en inhoud van de aanvraag

**Art. 60.** Overeenkomstig artikel 45, § 1, van Verordening (EG) nr. 607/2009 :

1° kan elke natuurlijke persoon of rechtspersoon met een rechtmatig belang om de annulering van een traditionele aanduiding te vragen;

2° kan de dienst op eigen initiatief vragen om de annulering van een traditionele aanduiding.

**Art. 61.** Een aanvraag tot annulering kan worden ingediend wanneer :

1° de traditionele aanduiding niet meer overeenstemt met de omschrijving van artikel 2, 20°;

2° de vereisten van artikel 48 niet in acht worden genomen.

**Art. 62.** De aanvraag tot annulering wordt met redenen omkleed en bevat :

- 1° de personalia van de natuurlijke of rechtspersoon die de annulering vraagt;
- 2° een verklaring waarin het rechtmatig belang, de redenen en de rechtvaardiging van de aanvrager van de annulering bedoeld in 1° wordt uiteengezet;
- 3° een grondige motivatie van de annulering gegrond op één van de twee criteria vermeld in artikel 61.

#### Onderafdeling 2. — Indiening en behandeling van de aanvraag

**Art. 63.** § 1. Elke aanvraag tot annulering van een traditionele aanduiding met betrekking tot een wijnbouwproduct gebonden aan het grondgebied van het Waalse Gewest en waarvan de auteur op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigd is, wordt, mutatis mutandis, onderworpen aan de procedure vastgesteld in de artikelen 50 tot 52.

De artikelen 11 en 12 zijn niet van toepassing wanneer de annulering op initiatief van de dienst wordt gevraagd.

Voor de toepassing van artikel 12, § 1 wordt de volledigheid van de aanvraag ten opzichte van de eisen vermeld in artikel 62 gecontroleerd.

Voor de toepassing van artikel 13, § 2, bevat het bericht minimum :

- 1° de traditionele aanduiding waarvoor een annulering wordt gevraagd;
- 2° de identiteit van de natuurlijke of rechtspersoon die de annulering vraagt, en zijn personalia;
- 3° het voor de annuleringsaanvraag aangevoerde criterium, in de zin van artikel 61.

Voor de toepassing van artikel 14, § 1, is een verklaring van bezwaar betreffende de annulering ontvankelijk indien ze op een voortgezet commercieel gebruik van de geregistreerde naam door een betrokken persoon wijst.

In afwijking van artikel 16, § 1, worden de evaluatie van de aanvraag en het uitbrengen van een advies aan de Minister over die aanvraag niet onderworpen aan de oprichting van een groep van deskundigen. Het aan de Minister uit te brengen advies wordt rechtstreeks door de dienst uitgebracht op basis van de elementen waarover hij beschikt.

Voor de toepassing van artikel 51 neemt de Minister een besluit tot opheffing van het erkenningsbesluit van de traditionele aanduiding. De dienst laat overgaan tot de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van een bericht waarbij kennis van het ministerieel besluit wordt gegeven aan het publiek. De versie van het dossier met de aanvraag tot annulering dat het voorwerp uitmaakt van de beslissing, wordt online op de website "Portail de l'Agriculture wallonne" geplaatst.

§ 2. Als de eindbeslissing, uitgebracht na afloop van de procedure bedoeld in paragraaf 1, gunstig is voor de aanvrager van de annulering, dient de dienst deze aanvraag in bij de Commissie overeenkomstig de artikelen 45, § 1, en 46, §§ 1 en 2, van Verordening (EG) nr. 607/2009. De verklaring van de lidstaat bedoeld in artikel 46, § 1, c), van dezelfde Verordening, wordt ondertekend door de directeur-generaal van de Administratie.

§ 3. Indien de Commissie de annulering van de betrokken traditionele aanduiding beslist, gaat de dienst over tot de intrekking van het aanvraagdossier bedoeld in artikel 51 dat op het internet is bekendgemaakt, onmiddellijk na de schrapping door de Commissie van de traditionele aanduiding van de elektronische databankbank.

**Art. 64.** § 1. Voor elke aanvraag tot annulering van een naam m.b.t. een wijnbouwproduct gebonden aan het grondgebied van het Waalse Gewest waarvan de auteur niet op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigd is, volgt de dienst de ontwikkeling van de behandeling van de aanvraag door de Commissie zoals bedoeld in de artikelen 45 tot 47 van Verordening (EG) nr. 607/2009.

§ 2. Indien de door de Commissie ontvankelijk verklaarde annuleringsaanvraag aan België wordt meegedeeld overeenkomstig artikel 47, § 1, van Verordening (EG) nr.607/2009, maakt de dienst zo spoedig mogelijk de annuleringsaanvraag over :

- 1° aan elke Waalse producent die de geregistreerde traditionele aanduiding, die het voorwerp van de aanvraag uitmaakt, met een certificering gebruikt;
- 2° aan de certificerende instellingen belast met de controle op de naleving van het productdossier of het technisch dossier;
- 3° aan de aanvrager, voor zover hij nog bestaat, die de aanvraag tot bescherming van de traditionele aanduiding ingediend heeft.

§ 3. De in paragraaf 2 bedoelde ontvangers berichten ontvangst van de aanvraag tot annulering en worden erom verzocht hun opmerkingen binnen een termijn van dertig dagen te formuleren. Tegelijkertijd wordt het advies van de Minister en van de twee andere Gewesten over de annuleringsaanvraag gevraagd. Op basis van de ontvangen opmerkingen en adviezen bepaalt de dienst het standpunt van België en maakt hij bedoeld standpunt over aan de Commissie binnen de termijn voorgeschreven in artikel 47, § 1, van Verordening (EG) nr. 607/2009.

§ 4. Indien de Commissie de annulering van de betrokken traditionele aanduiding beslist, informeert de dienst de in § 2 bedoelde gesprekspartners daarover en trekt hij het in artikel 51 bedoelde aanvraagdossier dat op internet is bekendgemaakt, onmiddellijk in, na de schrapping door de Commissie van de traditionele aanduiding van de elektronische databank.

#### HOOFDSTUK 2. — Bedrijfsaanduidingen

**Art. 65.** Voor een aanvraag tot bescherming, wijziging of annulering van een aanduiding van een bedrijf zijn de in de artikelen 46 en 49 tot 63 bedoelde bepalingen betreffende de traditionele aanduidingen van overeenkomstige toepassing.

Voor de toepassing van artikel 49, 5°, is het enig in aanmerking te nemen criterium het type plaats betreffende het wijnbouwbedrijf. Bovendien is punt 7° van hetzelfde artikel niet van toepassing op de bedrijfsaanduidingen.

Voor de toepassing van het in artikel 50, § 1, bedoelde artikel 14, § 1, is een verklaring van bezwaar betreffende de beschermingsaanvraag alleen ontvankelijk indien ze elementen omvat waaruit blijkt dat :

- 1° de voorgestelde bedrijfsaanduiding niet aan de in artikel 19 bedoelde definitie voldoet;
- 2° de bepalingen van artikel 47 niet in acht worden genomen;
- 3° de voorgestelde bedrijfsaanduiding generiek is geworden;
- 4° de registratie van de voorgestelde bedrijfsaanduiding mutatis mutandis strijdig is met artikel 41, § 3, of artikel 42, § 1, tweede lid, van Verordening (EG) nr. 607/2009.

Voor de toepassing van de artikelen 52, 58, § 1, en 63, § 2, dient de dienst een voorstel van wijziging van de bijlage XIII bij Verordening (EG) nr. 607/2009 bij de Commissie volgens de door haar bepaalde modaliteiten in door de toevoeging, de wijziging of de intrekking, volgens het geval, van de voorgestelde bedrijfsaanduiding.

Voor de toepassing van de artikelen 53 en 54 volgt de dienst actief de ontwikkeling van het dossier door de aanvragen van de Commissie te beantwoorden.

Voor de toepassing van de artikelen 59 en 63, § 3, handelt de dienst zoals vermeld in deze artikelen zodra de wijziging van bijlage XIII van Verordening (EG) nr. 607/2009 in werking treedt.

Voor de toepassing van artikel 61 kan een annuleringsaanvraag ingediend worden wanneer :

- 1° de bedrijfsaanduiding niet meer overeenstemt met de in artikel 2, 19°, bedoelde definitie;
- 2° de bepalingen van artikel 47 niet in acht worden genomen.

#### TITEL 4. — *Facultatieve kwaliteitsaanduidingen*

##### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

**Art. 66.** § 1. Overeenkomstig artikel D.174 van het Wetboek en van artikel 28 van Verordening (EU) nr. 1151/2012 kan een facultatieve kwaliteitsaanduiding op regionaal niveau voorbehouden worden voor zover ze niet strijdig is met :

1° de facultatieve kwaliteitsaanduidingen die reeds door de Europese Unie overeenkomstig Verordening (EU) nr. 1151/2012 zijn vastgesteld;

2° de fundamentele beginselen van het Verdrag betreffende de Europese Unie;

3° de specifieke regels betreffende sommige aspecten van de kwaliteit op horizontale of sectorale wijze.

§ 2. Een facultatieve kwaliteitsaanduiding staat open voor elke deelnemer die bereid is om zich aan te passen aan de eisen gebonden aan het gebruik van deze aanduiding en die bekwaam is om er zich aan te passen.

##### HOOFDSTUK II. — *Aanvraag tot reservering van een facultatieve kwaliteitsaanduiding*

###### *Afdeling 1. — Aanvrager en inhoud van de aanvraag*

**Art. 67.** § 1. Een aanvraag tot reservering van een facultatieve kwaliteitsaanduiding die de in artikel 12, eerste lid, 18°, b), bedoelde definitie vervult, kan gepresenteerd worden door één of meerdere verenigingen, ongeacht hun rechtsvorm, van een sector betrokken bij de categorie(ën) producten waarop de facultatieve aanduiding betrekking heeft.

§ 2. De Minister kan de reservering voorstellen van een facultatieve kwaliteitsaanduiding die de bepalingen van dit besluit naleeft.

**Art. 68.** De aanvraag tot reservering van een facultatieve kwaliteitsaanduiding is met redenen omkleed en bevat :

1° de personalia van de aanvrager(s);

2° een verklaring waarin het belang van de aanvrager(s) ten opzichte van de betrokken categorie(ën) producten worden uitgelegd;

3° de aanduiding waarvoor een reservering wordt aangevraagd;

4° de categorie(ën) producten die potentieel betrokken zijn bij de voorgestelde facultatieve aanduiding;

5° het/de criterium/criteria gebonden aan de producten en aan de productie- of veranderingseigenschappen waarop de aanduiding betrekking heeft;

6° een precieze definitie van de aanduiding of een uitvoerige omschrijving van de eisen die nageleefd moeten worden om de aanduiding te mogen gebruiken;

7° de elementen ter staving van de noodzaak, de nuttigheid, de relevantie van de aanvraag tot reservering van de aanduiding.

Voor de toepassing van het eerste lid, 6°, worden de eisen duidelijk en eenduidig omschreven en worden ze gegrond op objectief vast te stellen en controleerbare criteria. De eisen worden eventueel in een productdossier opgenomen.

###### *Afdeling 2. — Indiening en behandeling van de aanvraag*

**Art. 69.** § 1. De aanvraag tot reservering van een facultatieve kwaliteitsaanduiding wordt mutatis mutandis onderworpen aan de in de artikelen 11 tot 17 vastgestelde procedure.

§ 2. De artikelen 11 en 12 zijn niet van toepassing wanneer de aanvraag door de Minister wordt vastgesteld.

§ 3. Voor de toepassing van artikel 12, § 1 wordt de volledigheid van de aanvraag ten opzichte van de eisen vermeld in artikel 68 gecontroleerd.

§ 4. Voor de toepassing van artikel 13, § 2, bevat het bericht minimum :

1° de facultatieve kwaliteitsaanduiding waarvoor een reservering wordt aangevraagd;

2° de categorie(ën) producten die potentieel betrokken zijn bij de voorgestelde facultatieve aanduiding;

3° indien de aanvraag niet door de Minister wordt voorgesteld, de identiteit van de aanvrager(s) en zijn contactgegevens.

§ 5. Voor de toepassing van artikel 14, § 1, is een verklaring van bezwaar betreffende de beschermingsaanvraag alleen ontvankelijk indien ze elementen omvat waaruit blijkt dat :

1° de voorgestelde facultatieve kwaliteitsaanduiding niet aan de in artikel 1, eerste lid, 18°, b), bedoelde definitie voldoet;

2° de bepalingen van artikel 66 niet in acht worden genomen;

3° de voorgestelde facultatieve aanduiding generiek is geworden;

4° de reservering, rekening houdend met de reputatie en bekendheid van een merk, de consument kan misleiden ten aanzien van de werkelijke identiteit, aard, eigenschappen of kwaliteit van het/de betrokken product/en;

5° de registratie van de voorgestelde naam schade zou toebrengen aan het bestaan van een geheel of gedeeltelijk identieke naam of van een merk, of aan het bestaan van producten die, te rekenen vanaf de in artikel 13, § 1, genoemde datum van bekendmaking van het bericht, ten minste vijf jaar legaal op de markt zijn.

**Art. 70.** § 1. Indien de in artikel 17, § 1, bedoelde beslissing gunstig is, deelt de dienst het project van facultatieve kwaliteitsaanduiding aan de Commissie mee overeenkomstig Richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij.



§ 2. Indien het advies van de Commissie gunstig is, wordt een besluit tot erkenning van de facultatieve aanduiding genomen. De versie van het aanvraagdossier dat het voorwerp uitmaakt van de beslissing, wordt online op de website "Portail de l'Agriculture wallonne" geplaatst. Het erkenningsbesluit vermeldt de elementen bedoeld in artikel 68, eerste lid, 3° tot 6° en de verwijzing naar de bekendmaking van het dossier op de website "Portail de l'Agriculture wallonne".

## TITEL 5. — *Controles en certificering*

### HOOFDSTUK I. — *Bevoegde overheid*

**Art. 71.** § 1. Zoals bepaald, voor de landbouwproducten of de levensmiddelen, in artikel 36, § 1, van Verordening (EU) nr. 1151/2012, voor de wijnbouwproducten, in artikel 90, tweede lid, van Verordening (EU) nr. 1306/2013, voor de gearomatiseerde wijnbouwproducten, in artikel 22, § 1, van Verordening (EU) nr. 251/2014, voor de gedistilleerde dranken, in artikel 24, § 1, van Verordening (EG) nr. 110/2008 wordt de dienst aangewezen als bevoegde overheid verantwoordelijk voor de uitvoering van de controles betreffende de bij deze Verordeningen geregelde kwaliteitsregelingen.

§ 2. De dienst wordt ook aangewezen als bevoegde overheid verantwoordelijk voor de uitvoering van de controles betreffende de gewestelijke facultatieve kwaliteitsaanduidingen.

### HOOFDSTUK II. — *Controles en certificering van de producten vóór het in de handel brengen ervan*

#### *Afdeling I. — Algemene bepalingen*

**Art. 72.** § 1. De beschermde oorsprongsbenamingen en geografische aanduidingen en de als gegarandeerde traditionele specialiteiten geregistreerde namen worden alleen gebruikt door een marktdeelnemer die een product in de handel brengt dat in overeenstemming is met het desbetreffende productdossier.

§ 2. Om in aanmerking te komen voor het gebruik van een oorsprongsbenaming, een geografische aanduiding of een gegarandeerde traditionele specialiteit, identificeert elke marktdeelnemer zich bij een erkende certificerende instelling belast met de certificering van de producten voor de betrokken naam en komt hij onder zijn toezicht om de overeenstemming van zijn producten met de eisen van het productdossier of van het technisch dossier overeenstemmend met de naam te laten certificeren.

Bovendien maakt elke marktdeelnemer die voor een oorsprongsbenaming of een geografische aanduiding in aanmerking wenst te komen, voor de wijnbouwproducten zich kenbaar bij de dienst, overeenkomstig artikel 24 van Verordening (EG) nr. 607/2009.

§ 3. Om in aanmerking te komen voor het gebruik van een oorsprongsbenaming, een geografische aanduiding of een gegarandeerde traditionele specialiteit, maakt iedere verantwoordelijke voor de etikettering in de zin van artikel 45 zich kenbaar bij een erkende certificerende instelling belast met de certificering van de producten voor de betrokken naam.

§ 4. Indien nodig wijst de Minister van ambtswege een certificerende instelling aan om de aanvraag of de activiteit van een marktdeelnemer te onderzoeken.

**Art. 73.** § 1. De certificering van de overeenstemming van de producten met de eisen vermeld in het productdossier of in het technisch dossier gebonden aan een oorsprongsbenaming, een geografische aanduiding of een gegarandeerde traditionele specialiteit wordt aan één of meer instellingen in de zin van artikel 2, tweede lid, 5), van Verordening (EG) nr. 882/2004 die als certificerende instellingen voor producten of als certificerende instellingen handelen, zoals toegelaten, toevertrouwd voor een landbouwproduct of een levensmiddel, in artikel 37, § 1,b) van Verordening (EU) nr. 1151/2012, voor een wijnbouwproduct, in artikel 90, tweede lid, van Verordening (EU) nr. 1306/2013, voor een gearomatiseerd wijnbouwproduct, in artikel 23, § 1, b) van Verordening (EU) nr. 251/2014, voor de gedistilleerde dranken, in artikel 22, § 1, tweede streepje van Verordening (EG) nr. 110/2008.

§ 2. Indien de certificeringsopdracht tijdelijk niet toevertrouwd kan worden aan een certificerende instelling, kan ze provisorisch door de dienst waargenomen worden.

§ 3. Voor de wijnbouwproducten vergewist de dienst zich ervan dat de jaarlijkse controle op de naleving van de overeenstemming met de reglementaire eisen van de producten die in aanmerking komen voor een oorsprongsbenaming of een geografische aanduiding, aan de in de artikelen 25 en 26 van Verordening (EG) nr. 607/2009 voldoet.

**Art. 74.** De Minister kan de praktische modaliteiten bepalen voor de controle en de certificering van de producten die in aanmerking kunnen komen voor een oorsprongsbenaming, een geografische aanduiding of een gegarandeerde traditionele specialiteit.

#### *Afdeling 2. — Erkenning van de certificerende instellingen*

**Art. 75.** § 1. Om de certificering te waarborgen, wordt de certificerende instelling door de Minister erkend.

§ 2. Om erkend te worden, wordt de certificerende instelling overeenkomstig de norm ISO/CEI 17065 geaccrediteerd om te certificeren dat de producten voldoen aan de vereisten van een bepaald productdossier.

**Art. 76.** § 1. De inspectie-activiteiten die nodig zijn voor de certificering van de conformiteit van de producten met de vereisten van het productdossier worden niet gedelegeerd door de certificerende instelling.

Ze kan de analytische activiteiten aan elk extern laboratorium delegeren, met inachtneming van de eisen van norm ISO/CEI 17065, waarbij het laboratorium volgens norm ISO/CEI 17065 geaccrediteerd is voor de uit te voeren analyses.

§ 2. In afwijking van § 1 kan de certificerende instelling, alleen voor de wijnbouwproducten, de inspectie-activiteiten die voor de certificering van de overeenstemming van de producten met de eisen van de productdossiers nodig zijn, enkel aan de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O. en Energie - Algemene Directie Economische Inspectie geheel of gedeeltelijk delegeren. Een protocol waarbij de delegatie van de inspectie-activiteiten van de certificerende instelling aan de Directie Economische activiteit wordt georganiseerd, wordt dan tussen beide partijen gesloten.

§ 3. Een certificerende instelling die niet beschikt over de accreditatie bedoeld in paragraaf 1, kan ook erkend worden als ze de volgende voorwaarden vervult :

1° ze is in de agrovoedingssector geaccrediteerd volgens de norm ISO/CEI 17065 in hetzelfde sectorale domein;

2° haar accreditatie wordt uitgebreid voor de certificering van de conformiteit van de producten met de vereisten van bedoeld productdossier;

3° ze past de vereisten van de norm ISO/CEI 17065 toe op het productdossier wanneer de erkenning wordt aangevraagd, zelfs als ze nog niet overeenkomstig de norm ISO/CEI 17065 geaccrediteerd is voor het productdossier.

**Art. 77.** § 1. De certificerende instelling die kandidaat is voor de certificering van producten overeenkomstig een bepaald productdossier of technisch dossier, richt, door elk middel dat een vaste datum verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek, een erkenningsaanvraag aan de dienst, die ontvangst bericht binnen tien dagen.

§ 2. De erkenningsaanvraag bevat :

- 1° de benaming en de maatschappelijke zetel van de certificerende instelling die zich kandidaat stelt;
- 2° de identificatie van de locaties op het grondgebied van het Waalse Gewest waar alle documenten betreffende de controle op het beproductdossier ingekeken kunnen worden;
- 3° de accreditatiebewijzen bedoeld in artikel 75, § 1;
- 4° de identificatie van de natuurlijke persoon die verantwoordelijk is voor het geheel van de activiteiten van de certificerende instelling die zich kandidaat stelt;
- 5° de identificatie van de verantwoordelijke voor de certificeringsactiviteiten;
- 6° de kwaliteitsgids van de certificerende instelling die zich kandidaat stelt;
- 7° het algemene controleschema dat berust op het bij het bestek gevoegde controleplan en dat voorziet in de inspectie-, audit- en analysehandelingen;
- 8° de lijst van de auditcontrole;
- 9° het plan inzake analytische controle;
- 10° de certificeringsprocedure;
- 11° de bepaling van de minder belangrijke en de voornaamste non-conformiteiten en van de maatregelen getroffen jegens elke marktdeelnemer na opsporing van de verschillende types van non-conformiteit;
- 12° de lijst van de maatregelen getroffen jegens elke marktdeelnemer die niet voldoet aan de verplichtingen voortvloeiend uit zijn instemming met het productdossier, volgens een schaal van evenredige en niet-discriminerende sancties;
- 13° de maximale tarieven voor de certificeringsvergoedingen die op de marktdeelnemers toepasselijk zullen zijn.

§ 3. De dienst onderzoekt de erkenningsaanvraag en verzoekt de certificerende instelling die zich kandidaat stelt desgevallend om bijkomende rechtvaardigingen.

De dienst gaat na of de elementen van het aanvraagdossier relevant zijn.

§ 4. De dienst legt een gemotiveerd voorstel tot toekenning of intrekking van erkenning ter goedkeuring aan de Minister voor, uiterlijk binnen dertig dagen na ontvangst van de erkenningsaanvraag.

Die termijn wordt verlengd wanneer de naam waarop het betrokken productdossier betrekking heeft, in de erkenningfase is.

§ 5. Als verschillende certificerende instellingen de naleving van een bepaald productdossier controleren, kan de Minister de certificerende instellingen bij de toekenning van de erkenning ertoe verplichten te voorzien in controle- en certificeringselementen om de controle en de certificering van het productdossier te harmoniseren.

De in § 2, eerste lid, 13°, bedoelde tarieven worden in dezelfde akte bekendgemaakt als degene die genomen is om de certificerende instelling te erkennen.

De dienst geeft de certificerende instelling kennis van de beslissing van de Minister binnen tien dagen na de datum van de beslissing.

§ 6. De certificerende instelling kan elk ogenblik afstand doen van haar erkenning via elke verzending die een vaste datum verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek, en die minstens drie maanden voordat het afstand doen gevolg heeft, aan de Minister gericht wordt.

§ 7. In geval van wijziging in het productdossier verwittigt de promotor de certificerende instelling, die overgaat tot de eventuele wijzigingen in de elementen van haar erkenningsaanvraagdossier en maakt ze aan de dienst over door elk middel dat een vaste datum verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek.

**Art. 78.** § 1. Met inachtneming van artikel D.9 van het Wetboek kan de Minister de erkenning van de certificerende instelling volgens de in de paragrafen 2 tot 7 bedoelde procedure opschorten of intrekken als ze niet meer voldoet aan de voorwaarden waarin de artikelen 74 en 75 voorzien of aan de verplichtingen waarin de artikelen 79 tot 81 voorzien.

§ 2. De certificerende instelling wordt in kennis gesteld van de motieven die de overwogen maatregel rechtvaardigen.

§ 3. De Minister of de leidend ambtenaar van de dienst die als afgevaardigde van de Minister aangewezen wordt, verzoekt de certificerende instelling erom zijn standpunt over de uiteengezette motieven tot rechtvaardiging van de overwogen maatregel te laten gelden in het kader van een verhoor.

§ 4. Desgevallend beslist de Minister de erkenning van de certificerende instelling in te trekken nadat hij of zijn gemachtigde het dossier heeft onderzocht.

§ 5. Wanneer afstand gedaan wordt van de erkenning zoals vermeld in artikel 77, § 6, of in geval van opschorting of intrekking van de erkenning, geeft de dienst de marktdeelnemer onder certificering onmiddellijk kennis van de ministeriële beslissing en wijst hij op de dringende noodzaak om de erkenning te laten overnemen door een andere certificerende instelling. Bij gebreke daarvan zoekt de dienst, zo spoedig mogelijk naar een andere erkende certificerende instelling die zich kandidaat stelt en in staat is om hem te vervangen. In dit laatste geval wordt een erkenningsaanvraag zoals bepaald in artikel 11 ingediend. Overeenkomstig artikel 73, § 2, zorgt de dienst voor de certificeringsopdracht bij gebrek aan erkende certificerende instelling.

§ 6. Elke erkenning, opschorting, intrekking of weigering van erkenning zoals vermeld in artikel 77, § 6, wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website "Portail de l'Agriculture wallonne".

§ 7. Op straffe van niet-ontvankelijkheid richt de instelling een beroep aan de Minister of aan diens gemachtigde door elk middel dat een vaste datum verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek, binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van de beslissing tot weigering, opschorting of intrekking van de erkenning.

Overeenkomstig artikel D.17, § 2, van het Wetboek, kan de aanvrager door de Minister of diens gemachtigde gehoord worden als hij daar in het beroep om verzoekt.

*Afdeling 3. — Supervisie en verplichtingen van de certificerende instellingen*

**Art. 79.** De dienst wordt belast met het toezicht op de erkende certificerende instellingen. In dat opzicht vervult de dienst de volgende taken :

1° hij neemt deel aan de audits inzake toezicht en uitbreiding van accreditatie die georganiseerd worden door de accreditatie-instelling verbonden met de certificerende instelling;

2° hij maakt als waarnemer deel uit van het certificeringsadviescomité van de certificerende instelling;

3° hij kan, op algemene wijze of voor een bepaald bestek, een administratieve audit uitvoeren om na te gaan of de norm ISO/CEI 17065 zorgvuldig toegepast wordt;

4° hij kan een technisch auditeur op het terrein begeleiden om na te gaan of deze geschikt is en om de wijze te controleren waarop de inspecties worden uitgevoerd;

5° hij kan op eigen initiatief inspecties uitvoeren bij de gecertificeerde marktdeelnemers.

**Art. 80.** De volgende verplichtingen zijn van toepassing op de erkende certificerende instellingen :

1° elke wijziging in de overeenkomstig artikel 77 vereiste gegevens wordt onmiddellijk aan de dienst meegedeeld door elk middel dat een vaste datum verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek;

2° de certificerende instelling certificeert producten met een benaming volgens de voorschriften van de overeenstemmende productdossiers en volgens de certificeringsprocedure die bij de erkenningsaanvraag overgelegd wordt;

3° de certificerende instelling overhandigt de marktdeelnemer die onder zijn controle komt te staan het overeenstemmende productdossier, een rooster voor de evaluatie van de non-conformiteiten en de desbetreffende sanctierooster. Hij informeert ook de marktdeelnemer over de voor de certificering toegepaste tarieven;

4° de certificerende instelling geeft een conformiteitsattest af aan de marktdeelnemers van wie elk erkend product dat voor een benaming in aanmerking kan komen, gecontroleerd werd;

5° als een marktdeelnemer onder controle niet meer voldoet aan de voorschriften die hem opgelegd worden, kan de certificerende instelling zijn conformiteitsattest intrekken en verwittigt ze onmiddellijk de dienst;

6° als een marktdeelnemer van certificerende instelling verandert, verstrekt de eerste certificerende instelling de nieuwe onmiddellijk alle nodige gegevens voor de voortzetting van de controle- en certificeringsactiviteiten betreffende de marktdeelnemer;

7° in geval van weigering van erkenning vanwege een certificerende instelling of in geval van intrekking van de erkenning van een certificerende instelling, verstrekt bedoelde certificerende instelling aan de door een operator aangewezen certificerende instelling het geheel van de gegevens die nodig zijn voor de voortzetting van de controle- en certificeringsactiviteiten betreffende die marktdeelnemer.

In de zin van het eerste lid, 2°, is de frequentie van controle van elke marktdeelnemer minstens jaarlijks. In afwijking daarvan kan de frequentie lager zijn indien ze expliciet voorzien is in het minimaal controleplan van het technisch productdossier.

In de zin van het eerste lid, 5° :

1° neemt de certificerende instelling de geschikte maatregelen tot uitsluiting van de marktdeelnemer van het productie-, verwerkings-, bereidings-, verpakkings- of commercialisatieproces van de producten van gedifferentieerde kwaliteit die het voorwerp van de uitsluiting zijn;

2° informeert de certificerende instelling de marktdeelnemers in relatie met de marktdeelnemer die zich niet aan de beslissing houdt.

**Art. 81.** Overeenkomstig artikel 44 van Verordening (EG) nr. 882/2004 van 29 april 2004, maakt de erkende certificerende instelling een op 31 december afgesloten jaarlijks activiteitenverslag aan de dienst over uiterlijk 31 januari van het volgende jaar. Dat verslag bevat minstens :

1° het aantal marktdeelnemers die onder haar controle staan voor bedoeld productdossier;

2° de lijst van de marktdeelnemers die onder controle staan;

3° de individuele volumes geproduceerd per marktdeelnemer onder controle per benaming;

4° het aantal controles uitgevoerd per marktdeelnemer over het kalenderjaar;

5° de non-conformiteiten vastgesteld per marktdeelnemer;

6° de rechtzettingssacties als gevolg van de vastgestelde non-conformiteiten.

**Art. 82.** De erkende certificerende instelling verleent elke persoon van de dienst vrije toegang tot haar lokalen en documenten en verstrekt alle informatie waarom verzocht wordt.

**Art. 83.** De certificerende instelling wordt voor een maximale duur van tien jaar erkend, waarna ze een verlenging van erkenning kan aanvragen.

*HOOFDSTUK III. — Controles en certificering van de producten na het in de handel brengen ervan**Afdeling 1. — Beschermingen*

**Art. 84.** De oorsprongsbenamingen en de geografische aanduidingen worden beschermd tegen :

1° elk direct of indirect gebruik, door de handel, van een geregistreerde benaming voor producten die niet onder de registratie vallen, voor zover deze producten vergelijkbaar zijn met de onder deze benaming geregistreerde producten, of voor zover het gebruik van de benaming betekent dat van de reputatie van deze beschermde benaming wordt geprofiteerd, ook wanneer die producten als ingrediënten worden gebruikt;

2° elk wederrechtelijk, imiterend of suggestief gebruik, zelfs wanneer de werkelijke oorsprong van het product wordt vermeld of wanneer de geografische aanduiding in vertaling wordt gebruikt of vergezeld gaat van een formulering waarin een woord zoals "genre", "type", "methode", "op de wijze van" of "imitatie" of een andere soortgelijke term voorkomt, ook wanneer die producten als ingrediënten worden gebruikt;

3° elke andere valse of misleidende aanduiding met betrekking tot de herkomst, de oorsprong, de aard of de wezenlijke hoedanigheden van het product op de binnen- of buitenverpakking, in reclamemateriaal of documenten betreffende het desbetreffende product, alsmede het gebruik van een recipiënt die een valse indruk aangaande de oorsprong van het product kan wekken;

4° andere praktijken die de consument kunnen misleiden wat de werkelijke oorsprong van het product betreft.

**Art. 85.** De als gegarandeerde traditionele specialiteiten geregistreerde namen zijn beschermd tegen elk misbruik, elke nabootsing of voorstelling of elke andere praktijk die de consument kan misleiden.

**Art. 86.** § 1. Een traditionele aanduiding of een facultatieve kwaliteitsaanduiding mag uitsluitend worden gebruikt ter beschrijving van producten die voldoen aan de desbetreffende gebruiksvoorwaarden.

§ 2. De traditionele aanduidingen en de facultatieve kwaliteitsaanduidingen worden tegen elk onwettig gebruik beschermd.

§ 3. De traditionele aanduidingen en de facultatieve kwaliteitsaanduidingen worden uitsluitend in de in de aanvraag gebruikte taal en voor de in de aanvraag vermelde categorieën producten beschermd tegen :

1° elk wederrechtelijk gebruik van de beschermde aanduiding, zelfs wanneer ze vergezeld gaat van een formulering waarin een woord zoals "genre", "type", "methode", "op de wijze van", "imitatie", "smaak" of een andere soortgelijke term voorkomt;

2° elke andere valse of misleidende aanduiding met betrekking tot de aard, de kenmerken of de wezenlijke hoedanigheden van het product op de binnen- of buitenverpakking, in reclamemateriaal of documenten betreffende het desbetreffende product;

3° andere praktijken die de consument kunnen misleiden, met name praktijken die de indruk wekken dat de wijn recht heeft op de beschermde traditionele aanduiding.

§ 4. De traditionele aanduidingen en de facultatieve kwaliteitsaanduidingen worden niet generiek.

#### *Afdeling 2. — Toezicht, opsporing, vaststelling en sanctie van de overtredingen*

**Art. 87.** Overeenkomstig, voor de landbouwproducten of de levensmiddelen, artikel 36, § 3, *b*) van Verordening (EU) nr. 1151/2012, voor de wijnbouwproducten, artikel 90 van Verordening (EU) nr. 1306/2013, voor de gearomatiseerde wijnbouwproducten, artikel 22, § 1, van Verordening (EU) nr. 251/2014, voor de gedistilleerde dranken, artikel 24, § 1 van Verordening (EG) nr. 110/2008 en onverminderd de bepalingen bedoeld in het Wetboek van Economisch Recht wordt de dienst aangewezen als bevoegde overheid voor de opvolging van het gebruik van de als beschermde oorsprongsbenaming, geografische aanduiding, gegarandeerde traditionele specialiteit geregistreerde benamingen en van de als traditionele aanduidingen of facultatieve kwaliteitsaanduidingen geregistreerde aanduidingen om elk op het Waalse grondgebied verhandeld product te omschrijven.

**Art. 88.** De overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig titel XIII van het Wetboek.

#### **TITEL 6. — Beroepen**

**Art. 89.** § 1. Als een marktdeelnemer een klacht aanhangig maakt bij de certificerende instelling en na onderzoek van die klacht volgens de procedures vastgelegd overeenkomstig de norm ISO/CEI 17065 de beslissing aanvecht die de certificerende instelling heeft genomen na afloop van de onderzoeksprocedure, kan hij bij de directeur van de dienst een administratief beroep indienen.

Hij richt zijn verweermiddelen aan het adres van de Minister of van diens gemachtigde door elk middel dat een vaste datum verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek en binnen een termijn van maximum dertig dagen, die ingaat op de datum van ontvangst van het schrijven waarmee de beslissing die het voorwerp van het beroep is hem betekend werd.

§ 2. Als de marktdeelnemer vraagt om gehoord te worden overeenkomstig artikel D.17, § 2, van het Wetboek, gaat de Minister of diens gemachtigde over tot zijn verhoor en maakt hij een beknopt verslag van het gesprek op, dat medeondertekend wordt door de Minister of diens gemachtigde en door betrokkene. Andere interveniënten kunnen erom verzocht worden aan het gesprek deel te nemen.

§ 3. De Minister of diens gemachtigde neemt een beslissing die hij aan betrokkene richt bij aangetekend schrijven of door elk middel dat een vaste datum verleent overeenkomstig de artikelen D.15 en D.16 van het Wetboek.

§ 4. Indien expertisecosten door de Waalse Overheidsdienst worden opgelegd en de aangevochte beslissing wordt bevestigd, wordt een verzoek tot betaling van de kosten gevoegd bij het aangetekend schrijven of bij de zending die een vaste datum verleent, waarbij betrokkene erom verzocht wordt de kosten te betalen binnen een termijn van dertig dagen, die ingaat op de datum van verzending van het schrijven.

#### **TITEL 7. — Wijzigings-, overgangs-, opheffings- en slotbepalingen**

##### **HOOFDSTUK I. — Wijzigingsbepalingen**

*Afdeling 1. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot invoering van het gewestelijk stelsel inzake gedifferentieerde kwaliteit voor landbouwproducten en levensmiddelen*

**Art. 90.** In het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot invoering van het gewestelijk stelsel inzake gedifferentieerde kwaliteit voor landbouwproducten en levensmiddelen, wordt hoofdstuk II, dat artikel 2 bevat, opgeheven.



**Art. 91.** Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 92.** In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 3, wordt voor het enig lid een nieuw lid ingevoegd luidend als volgt :

« Een groep van minimum drie onafhankelijke deskundigen, groep van deskundigen genoemd, wordt tijdelijk en specifiek voor de evaluatie van de aanvraag en het uitbrengen van een advies, zoals bedoeld in artikel 16 van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 betreffende de Europese kwaliteitsregelingen en de gewestelijke facultatieve kwaliteitsaanduidingen opgericht. De oprichting en de werking van de groep van deskundigen worden door de Minister bepaald overeenkomstig § 2 van hetzelfde artikel. »;

1° in paragraaf 3° wordt het woord "dertig" vervangen door het woord "zestig";

3° in § 3, worden de woorden "aan de Commissie, die" vervangen door de woorden "aan de groep van deskundigen, die":

4° in § 4, wordt voor het enig lid een lid ingevoegd luidend als volgt :

« De groep van deskundigen brengt zijn advies binnen een termijn van drie maanden uit. Als het aanvraagdossier onvolledig is, kan de groep van deskundigen de aanvrager verzoeken om de ontbrekende gegevens om zijn aanvraag te vervolledigen. In dat geval wordt de bedoelde termijn opgeschort totdat de opgevraagde gegevens in ontvangst genomen worden. »;

5° in § 4, enig lid, worden de woorden "van de Commissie" vervangen door de woorden "van de groep van deskundigen".

**Art. 93.** In artikel 10, § 3, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt de zin "Hij kan de Commissie om advies verzoeken." opgeheven.

**Art. 94.** In hetzelfde besluit wordt het opschrift van hoofdstuk VII vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK VIII. — *Productbenaming en kwaliteitsteken* »

**Art. 95.** In bijlage 1, artikel N.1, 7°, van hetzelfde besluit wordt de term "11°" vervangen door de term "12°".

*Afdeling 2.* — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 5 maart 2008 tot erkenning van de certificatie-instelling voor de Waalse wijnen en tot vaststelling van de benaming en de erkenningsvoorwaarden van de "Waalse mousserende kwaliteitswijn" en van de "Crémant de Wallonie" als mousserende kwaliteitswijnen met de gecontroleerde oorsprongsbenaming (v.m.q.p.r.d.),

**Art. 96.** Het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 5 maart 2008 tot erkenning van de certificerende instelling voor de Waalse wijnen en tot vaststelling van de benaming en de erkenningsvoorwaarden van de "Waalse mousserende kwaliteitswijn" en van de "Crémant de Wallonie" als mousserende kwaliteitswijnen met de gecontroleerde oorsprongsbenaming (v.m.q.p.r.d.), wordt vervangen als volgt :

« Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de benamingen "Vin mousseux de qualité de Wallonie" en "Crémant de Wallonie" als beschermde oorsprongsbenamingen (BOB's) ».

**Art. 97.** Artikel 1, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. De benaming "Vin mousseux de qualité de Wallonie" wordt vastgesteld als beschermde oorsprongsbenaming (BOB) in de zin van artikel 93 van Verordening (EG) nr.1308/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad.

De benaming "Crémant de Wallonie" wordt vastgesteld als beschermde oorsprongsbenaming (BOB) in de zin van artikel 93 van Verordening (EG) nr.1308/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad. »

**Art. 98.** Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. De Minister bepaalt de erkenningsvoorwaarden en -modaliteiten van een wijn als wijn die in aanmerking kan komen voor de beschermde oorsprongsbenaming "Vin mousseux de qualité de Wallonie" of "Crémant de Wallonie". »

*Afdeling 3.* — Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot vaststelling van de benaming en de erkenningsvoorwaarden van de in het Waalse Gewest geproduceerde wijnen

**Art. 99.** Het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot vaststelling van de benaming en de erkenningsvoorwaarden van de in het Waalse Gewest geproduceerde wijnen wordt vervangen als volgt :

« Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de benamingen "Côtes de Sambre et Meuse" als beschermde oorsprongsbenaming (BOB) en "Vins des Pays des Jardins de Wallonie" als beschermde geografische aanduiding (BGA) ».

**Art. 100.** Artikel 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Artikel 1. De benaming "Côtes de Sambre et Meuse" wordt vastgesteld als beschermde oorsprongsbenaming (BOB) in de zin van artikel 93 van Verordening (EG) nr.1308/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad.

De benaming "Vins des Pays des Jardins de Wallonie" wordt vastgesteld als beschermde geografische aanduiding (BGA) in de zin van artikel 93 van Verordening (EG) nr.1308/2013 van het Europees Parlement en van de Raad van 17 december 2013 tot vaststelling van een gemeenschappelijke ordening van de markten voor landbouwproducten en tot intrekking van de Verordeningen (EEG) nr. 922/72, (EEG) nr. 234/79, (EG) nr. 1037/2001 en (EG) nr. 1234/2007 van de Raad. »

**Art. 101.** Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 2. De Minister bepaalt de erkenningsvoorwaarden en -modaliteiten van een wijn als wijn die in aanmerking kan komen voor de beschermde oorsprongsbenaming "Côtes de Sambre et Meuse" of voor de bescherming van de geografische aanduiding BGA "Vins des Pays des Jardins de Wallonie". »

#### HOOFDSTUK II. — *Overgangsbepalingen*

**Art. 102.** De behandeling van elk aanvraagdossier betreffende een benaming die een voorlopige Waalse erkenning geniet overeenkomstig artikel 14bis, § 3, van het decreet van 7 september 1989 betreffende de aanduiding van lokale oorsprong en de aanduiding van Waalse oorsprong alsmede het toepasselijk maken in het Waalse Gewest van de Verordeningen (EEG) nr. 2081/92 en nr. 2082/92 wordt zoals bepaald in artikel 19 voortgezet.

**Art. 103.** Een advies dat van tevoren uitgebracht wordt over een aanvraagdossier door de Wetenschappelijke commissie voor agrovoedingsproducten opgesteld bij artikel 14bis, § 5, van het in artikel 98 bedoelde decreet is gelijkwaardig aan het in artikel 16, § 1, bedoelde advies.

**Art. 104.** De certificerende instellingen die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit erkend zijn voor de certificering van de producten die op de datum van inwerkingtreding van dit besluit een oorsprongsbenaming of een geografische aanduiding genieten, behouden hun erkenning tot afloop van de in artikel 83 bedoelde duur te rekenen van de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 105.** De producten die krachtens een beslissing van een degustatiejury een benaming reeds hebben, kunnen bedoelde benaming blijven gebruiken op basis van de vroegere normen.

#### HOOFDSTUK 3. — *Opheffingsbepalingen*

**Art. 106.** Het besluit van de Waalse Regering van 25 september 2003 houdende toepassing van het decreet van 7 september 1989 betreffende de aanduiding van lokale oorsprong en de aanduiding van Waalse oorsprong alsmede het toepasselijk maken in het Waalse Gewest van de Verordeningen (EEG) nr. 2081/92 en nr. 2082/92 wordt opgeheven.

**Art. 107.** Het ministerieel besluit van 27 mei 2004 waarbij de "Côtes de Sambre et Meuse" erkend wordt als kwaliteitswijn met de gecontroleerde oorsprongsbenaming V.Q.P.R.D. wordt opgeheven.

**Art. 108.** Het ministerieel besluit van 27 mei 2004 houdende erkenning van de "Tafelwijnen met geografische aanduiding" als "Vin de pays des Jardins de Wallonie" wordt opgeheven.

**Art. 109.** Het ministerieel besluit van 5 maart 2008 houdende erkenning en tot vaststelling van het productdossier van de "Waalse mousserende kwaliteitswijn" en van de "Crémant de Wallonie" als mousserende kwaliteitswijnen met de gecontroleerde oorsprongsbenaming (v.m.q.p.r.d.) wordt opgeheven.

**Art. 110.** De Overheidsdienst maakt de in de artikelen 102 tot 104 bedoelde goedkeuringen van de Commissie door een bericht in het *Belgisch Staatsblad* bekend. De opheffing van de in deze artikelen bedoelde teksten heeft uitwerking vanaf de dag volgend op de bekendmaking van de respectievelijke goedkeuringen.

#### HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen*

**Art. 111.** Titel VII, Hoofdstuk I, van het Wetboek, die de artikelen D.171 tot D.177 omvat, treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 112.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 juli 2016.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,  
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,

R. COLLIN